CŒUR PENSIF NE SAIT OÙ IL VA

TROISIÈME PARTIE (1)

IX

Madame Arnaudi n'insista point. Mais son hochement de tête signifiait trop quel cas elle faisait de cette objection. L'approche d'une des infirmières empêcha que ce dialogue ne se prolongeât. Ces quelques mots avaient suffi pour qu'en dépit de sa propre protestation, la jalousie s'éveillât de nouveau dans le cœur d'Irène, avec d'autant plus de force qu'elle vibrait encore de la scène d'amour, aussi bouleversante qu'imprévue, où elle avait dit et s'était laissé dire des paroles irréparables. « Sa maîtresse? » Une voix intérieure lui répétait ces trois syllabes qui l'atteignaient au point le plus vif de sa sensibilité. A la torturante et hideuse chose que représentait cette accusation, elle ne croyait certes pas. Si elle y avait cru pourtant, aurait-elle agi autrement qu'elle n'agit? Au lieu d'accompagner sa belle-sœur dans la salle commune de l'hôpital, elle se dirigea vers la pharmacie située à l'extrémité du couloir. De là, par une porte ouverte, elle pouvait voir une autre porte, fermée, celle-ci, et derrière laquelle s'échangeaient des paroles qu'elle aurait tant voulu entendre. C'était la porte de Bernard.

— Tu n'as donc pas reçu ma lettre? avait demandé celui-ci à Marcelle, aussitôt seuls, avec une irritation mal contenue.

— Si, répondit la jeune fille. Tu me disais de ne pas venir. Moi, j'ai pensé: il est plus blessé que je ne crois, et il ne veut pas que je le sache. Alors, je n'y ai plus tenu. Tu ne peux pourtant pas m'en vouloir. J'ai pensé encore : c'est pour cela, pour

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre et du 1er décembre.

me cacher son état, qu'il ne m'avait pas écrit depuis cette blessure. Quand je songe que j'ai appris ton malheur par quelqu'un d'autre!... Si je n'avais pas rencontré ce brave Cornudet, bien par hasard, rue de Varenne, comme il sortait de chez les Roueix, j'en serais encore à me ronger comme je faisais depuis deux mois. Il est mort, que je me disais, ou prisonnier. Ce que j'étais en proie !.. Ne me gronde pas. Sois gentil. Et d'abord laisse-moi t'embrasser...

Elle s'était penchée sur lui, — comme l'autre. Il ferma les yeux pour ne pas voir ce visage près du sien, en disant dans un geste de retrait :

— C'est que je souffre, tu sais... Ce n'est pas grave ; mais très pénible.

— Pardon, fit-elle humblement, et elle se recula dans le fauteuil où elle s'était assise, celui d'Irène. Quel contraste entre les deux femmes, et d'abord dans l'aspect extérieur ! Le costume blanc de l'infirmière était là devant les yeux de Bernard, tandis qu'il considérait la tenue fanfreluchée et prétentieuse de sa pauvre cousine. La vogue était alors aux jupes très courtes, et, en s'asseyant, Marcelle avait découvert ses bas de soie gris-perle qui faisaient paraître plus grosses ses chevilles déjà un peu lourdes. Ses pieds forts et larges, que chaussaient des souliers vernis à barrettes, n'avaient rien de commun avec les fines extrémités de la fragile Mme Servières. La coupe du corsage aux manches trop courtes et la nuance de l'étoffe couleur de rouille, n'auraient pas été remarquées par le jeune homme dans une des rues de Paris où des centaines de passantes arboraient la même livrée de petite élégance. Ici, dans ce décor sévère, il en sentit la banalité, d'autant plus que l'excentricité des tenues féminines d'alors était un des griefs des soldats du front contre les indifférences de l'arrière. Le chapeau de Marcelle Roucher, très large, avec un nœud de dentelle retombant, achevait de dénoncer l'effort de l'ouvrière pour se coiffer comme elle s'habillait, à la dernière mode. Elle avait mis sur elle un parfum trop pénétrant : autre contraste avec la délicate senteur qui se dégageait des vêtements d'Irène. Par quel don de seconde vue toutes les femmes, même les plus simples, devinent-elles l'impression qu'elles produisent sur un homme à qui elles veulent plaire, et le motif de cette impression ?

— Tu n'aimes pas ma toilette, commença-t-elle, — après être

restée quelques instants silencieuse et déconcertée sous l'observation de ce regard glacé. — Et puis, tu ne me dis rien. Ah! j'ai eu tort de venir...

— Mais non, répondit-il, touché, quoiqu'il en eût, par l'infinie tristesse dont il la voyait saisie devant l'indifférence de son accueil.

— C'est vrai ?.. demanda-t-elle enfantinement. Alors, raconte-moi tout... Et elle commença de l'interroger sur sa blessure et les circonstances où il avait reçu cet éclat d'obus. Bernard, — il l'avait dit dès le premier jour à Mme Servières, — répugnait à parler des choses de la guerre. Mais, s'engager sur ce terrain, en ce moment, c'était échapper à une conversation sentimentale dont il appréhendait les inutiles et douloureux éclats, et il parlait, évoquant par le détail l'attaque où il avait failli être tué, l'attente de la veille dans la tranchée, l'ordre de son chef, sa réponse, son départ avec ses hommes, leur hésitation, puis leur fougue, les incidents de la route, le marmitage, sa blessure, son arrivée à l'ambulance de Tremmelay, le diagnostic du chirurgien, l'opération ; et Marcelle l'interrompait sans cesse par des exclamations naïves, jetées en termes bien communs, mais qui révélaient sa grosse sensibilité plébéienne :

— Ah! ça, par exemple!... — Les pauvres petits!... — C'est-y Dieu possible?... — Comme c'est bien, à toi!... — As-tu dû avoir mal, mon pauvre chéri!... — pour finir par cette question, quand lui-même eut achevé son récit :

— Et maintenant, qui te soigne ici ?

— Le même chirurgien, toujours.

— Mais pour les petits soins, ta toilette, par exemple?

— Un prêtre soldat.

— Et pour te veiller, comme infirmières ?

— Celles qui sont ici...

— Ces deux dames que j'ai vues?

— Celles-là comme les autres...

— Tu leur as dit que j'étais ta cousine?

— Naturellement.

— Quand je serai partie tout à l'heure, tu ne leur diras pas autre chose ?

Elle avait eu, pour prononcer cette phrase, câlinement, timidement, le demi-sourire ému d'une femme à qui son cœur bat jusque dans la gorge.

— Mais quoi ? répondit Bernard. Sa soudaine rougeur prouvait qu'il avait compris.

— Tu sais bien quoi, reprit-elle plus tendrement. Quand tu es parti au mois d'août 1914, tu te rappelles ce que t'a dit ma pauvre maman et ce que tu lui as répondu ?

— Je me le rappelle, fit Bernard. Elle m'a demandé de lui promettre, se sentant si malade, de te protéger, si elle venait à te manquer, de ne jamais te laisser. Cette promesse je l'ai faite et je la tiendrai. Quand tu auras besoin de moi, Marcelle, tu me trouveras toujours.

— Et l'autre chose ? dit-elle.

— Notre mariage ?

— Elle y tenait tant ! Cela, tu te le rappelles aussi.

— Certes, et ce que je lui ai répondu : qu'il fallait attendre la fin de la guerre, que l'on ne se fiançait pas quand on n'était pas sûr du lendemain, et que nous reparlerions de ce projet quand je reviendrais, si je revenais. Rends-moi la justice que ce sont les termes exacts dont je me suis servi.

— Hé bien ? dit-elle, tu es revenu, et elle est finie pour toi, la guerre. Avec cette jambe, tu n'y retourneras pas. Si on arrangeait ça tout de suite ? Si on se mariait maintenant ? Ce serait gentil, gentil ! Je te préparerais un petit nid pour ta convalescence, tu verrais. Je gagne pas mal en ce moment, depuis que je suis entrée chez Éliane Arpheuil, et aussi en dehors. Et je n'ai pas changé. Quand tu es venu, en 14, me demander si j'accepterais comme mari Manilève, ton camarade, ce brave type qui a été tué au Mort-Homme, qu'est-ce que je t'ai dit, moi : — « Tu n'as donc pas vu que c'est toi que j'aime ? Bernard, et je serai ta femme ou celle de personne. » J'ai bien compris, va, que tu ne m'aimais pas d'amour, toi, mais j'ai pensé : « C'est naturel ; nous avons grandi comme frère et sœur. Plus tard, quand nous aurons été séparés et qu'il verra que sa petite Marcelle lui est si attachée, si uniquement, si passionnément et pour toujours, ça le touchera... » Je sais, ça n'est pas fier de te parler ainsi, mais ça m'est bien égal d'être fière ou pas fière avec toi. Dis, Bernard, d'être aimé comme je t'aime, ça ne te touche pas ?... Dis, mais dis... A moins que ?...

Elle s'était arrêtée brusquement, à voir le visage du jeune homme se contracter, se serrer à mesure qu'elle lui ouvrait plus avant le fond de son âme. Il sentait que la minute était

décisive. La plus élémentaire loyauté voulait qu'il coupât court à l'espérance de la jeune fille. Les deux scènes qu'elle venait d'évoquer prouvaient trop le danger des atermoiements dans certaines situations qui ne comportent pas d'équivoque. Quand sa cousine, presque une enfant alors, avait refusé Manilève en lui disant : « C'est toi que j'aime, » il l'avait doucement plaisantée : « Est-ce qu'on aime à dix-sept ans ? » Plus tard, quand Mme Roucher, si malade, — elle devait mourir un mois plus tard, — lui avait demandé d'épouser Marcelle, il n'avait répondu ni oui ni non, et il n'avait pas été déloyal, puisqu'alors il ne pensait ni oui ni non. Mais aujourd'hui, ayant encore dans les oreilles et dans le cœur le soupir défaillant d'Irène : « Si je ne vous aimais pas, est-ce que je serais ici ?... » Et décidé, presque dur :

— A moins que ?... répéta-t-il ; que veux-tu dire ?

— A moins que tu n'en aimes une autre, répondit-elle, avec quelle ardeur sur son visage, qu'elle avançait anxieusement ! C'était la victime s'offrant à la lame qui va la frapper. Comment Bernard, à présent qu'il aimait lui-même, n'aurait-il pas compris la cruauté du coup qu'il devait cependant porter, ne fût-ce que par respect pour un sentiment qui avait droit à la vérité ? Il se taisait. Elle insista :

— Bernard, tu en aimes une autre.

— Oui, dit-il.

Elle tressaillit, comme secouée d'une convulsion ; puis, la voix presque rauque, elle eut l'énergie de demander :

— Et qui est libre ? Que tu peux épouser ?

Il hésita, et relevant seulement la première partie d'une question qui le mettait en face d'une possibilité à laquelle il n'avait pas voulu penser :

— Elle est libre, répondit-il...

— Et qui est-ce ?... interrogea-t-elle.

— Je ne peux pas le dire.

Et fermement :

— Ce que tu avais le droit de savoir, tu le sais. Pas un mot de plus, si tu ne veux pas me froisser, me peiner, profondément.

Elle s'était levée. Elle connaissait si bien son cousin et les moindres jeux de sa physionomie. Ce pli entre ces sourcils, la contraction de cette bouche, le son martelé de cette voix dénonçaient une volonté qu'aucune supplication ne fléchirait.

Une minute encore, et elle éclatait en sanglots. Elle savait qu'il détestait les scènes de larmes, et, quoi qu'elle en eût dit, elle était fière.

— C'est bien, fit-elle simplement, en allant vers la porte, et, du seuil, sans se retourner : — Adieu, Bernard...

Comme elle sortait de la pièce, marchant droit devant elle, le cœur déchiré, elle aperçut au fond du corridor, et la regardant, l'infirmière qui se trouvait avec Bernard quand Mme Arnaudi, à qui elle avait été adressée d'abord, l'introduisait auprès du malade. Visiblement, cette femme guettait sa sortie. Leurs yeux se croisèrent. Irène détourna les siens tout de suite. Si rapide qu'eût été ce mouvement, le regard surpris par Marcelle suffit pour qu'elle se dît :

— Serait-ce elle ?

Un blessé passait dans le couloir, qu'elle eut l'audace d'aborder :

— Qui est cette dame, là, dans la pharmacie ? demanda-t-elle.

— Mme Servières, répondit l'homme, la sœur de la patronne.

— Et M. Servières est à l'hôpital ?

— Elle est veuve, et voilà sa petite fille.

Annette débouchait de l'escalier en coup de vent. Elle tenait à la main, comme l'autre jour, un gros bouquet de roses, et dépassant le soldat qui s'éloignait, elle heurta presque la visiteuse. Elle criait de loin à sa mère sans soupçonner quelles oreilles l'entendaient :

— Mamie, c'est pour notre ami le lieutenant Moncour. Je peux lui porter ces roses, n'est-ce pas ?

« Notre ami ?... » pensa Marcelle. Ces mots de l'innocente enfant s'accordaient trop bien avec son soupçon. Et, s'attardant une minute dans l'angle de la porte d'escalier, elle put entendre cette réponse d'Irène à sa fille :

— Mais oui, mon enfant. Ou plutôt, donne-moi ton bouquet, et va apprendre ta leçon. Je le lui remettrai de ta part.

« Elle veut être seule avec lui, se disait la femme jalouse en descendant l'escalier. Il va l'épouser ! Elle est si belle et elle est riche ! Ah ! pauvre, pauvre de moi !... Mais est-ce vraiment elle ? Ah ! je saurai bien... »

Si elle fût restée quelques instants de plus à écouter la conversation d'Irène et d'Annette, Marcelle aurait entendu celle-ci

insister avec un accent qui révélait combien cette petite âme était prise de sympathie pour le blessé, et son instinct d'amoureuse y eût discerné, comme dans le « notre ami » de tout à l'heure, un nouveau signe d'une intimité, si inquiétante pour elle après les déclarations de son cousin. Un enfant, garçon ou fille, devine toujours l'intérêt qu'un homme qui n'est pas son père inspire à sa mère, divination inconsciente mais d'autant plus infaillible. Tantôt elle se manifeste par une répulsion presque animale et qui va jusqu'à la haine. Tantôt l'enfant partage, sans s'en rendre compte, les sentiments de cette mère, et c'était le cas pour Annette, qui en donnait une preuve de plus, en insistant, ses roses toujours à la main :

— Ah ! mamie, implorait-elle, laisse-moi venir avec toi !

Toutes les fois que la fillette manifestait cet élan vers ce jeune homme qui l'intéressait elle-même si profondément, Irène était heureuse, et davantage encore en ce moment, après l'aveu insensé que l'émotion venait de lui arracher, et qui devait, pour une honnête femme, avoir comme conséquence ou la fuite, — et elle n'en aurait pas eu la force, — ou le mariage. Si jamais elle se remariait et qu'Annette eût en aversion celui qu'elle aurait choisi, quel scrupule à joindre à tant d'autres ! Quelle aide, au contraire, que cette sympathie ! Un autre motif lui fit répondre, en embrassant longuement l'enfant :

— Eh bien ! soit, viens avec moi. Tu lui donneras tes roses toi-même.

Quoiqu'elle n'admît pas une seconde que Bernard eût pu lui mentir, l'avant-veille, sur ses rapports avec sa cousine, elle ne l'eût pas aimé, si elle n'avait pas ressenti un passionné désir de l'interroger sur son entretien avec cette femme, accusée si nettement par Mme Arnaudi et dont le regard inquisiteur venait de l'étonner. Son premier geste avait été d'aller seule et tout de suite questionner Bernard, et elle avait voulu renvoyer sa fille. Elle l'emmenait maintenant avec elle, toujours timide et par une appréhension de ne pas trouver les mots justes qui enlèveraient à son enquête tout caractère de soupçon. Après l'avoir souhaitée immédiate, cette enquête, elle la reculait, heureuse, quand elle fut en face de Bernard, d'avoir auprès d'elle un témoin qui la défendît contre sa propre faiblesse. Mais à quoi bon l'interroger sur une conversation qui avait dû être bien insignifiante, car elle le retrouvait avec la même adora-

tion dans ses yeux, plus attendris encore? Pouvait-elle deviner qu'en se précipitant avec plus d'ardeur dans son amour pour elle, il fuyait le remords d'avoir été si dur pour celle qu'il n'aimait pas? Cette vibration de tout l'être se reconnaissait au timbre ému de la voix du jeune homme, au frémissement de son sourire, quand il prit les roses tendues par Annette, au tremblement de sa main restée libre qui flattait les cheveux de l'enfant. S'ils eussent été seuls, Irène le sentait trop bien, de cette même voix, il lui aurait redit : « Que je vous aime! » Ce même sourire l'eût suppliée de s'approcher davantage. Cette main eût serré la sienne, l'eût attirée, et elle n'eût pas résisté. Ce baiser qu'elle avait cru donner à son sommeil, l'aurait-elle refusé à son imploration? Et elle se surprenait à pousser sa fille un peu plus près de Bernard, pour qu'elle fût là, entre eux deux, comme une protection, et, puisqu'il paraissait chérir cette petite, comme une espérance, celle d'un foyer où il lui servirait de père. Lui aussi, laissait-il la même pensée lui traverser l'esprit, en se souvenant de la demande de sa cousine : « Et que tu peux épouser? » C'était entre eux un de ces silences où deux cœurs qui aiment se comprennent, se touchent, se pénètrent. Un appel joyeux de l'enfant les rendit brusquement à la conscience de la réalité :

— Ah! criait-elle, tante Agnès!... Monsieur le lieutenant, une de vos roses, s'il vous plaît, pour que je la lui donne.

Mme Arnaudi venait en effet d'apparaître. Elle avait guetté le départ de Marcelle Roucher et elle arrivait aussitôt, montrant ainsi sa résolution d'empêcher désormais tout tête-à-tête entre Mme Servières et Bernard Moncour.

— J'ai besoin de vous, Irène, dit-elle simplement. Je viens de constater que nous sommes en retard pour un tas de petits objets indispensables : de la lingerie, des ampoules, des aiguilles. Que sais-je?... Il faut absolument aller à Beauvais, voir si nous ne trouverons pas là tout ou partie de ce qui nous manque, aujourd'hui même. Il n'y a que vous sur qui je puisse compter pour ces achats. Allez vous habiller. Pendant ce temps, j'achève de dresser la liste. Je fais avancer l'automobile, n'est-ce pas?

Ce n'était pas la belle-sœur qui parlait de cette voix impérative et avec cette décision professionnelle. C'était l'infirmière-major. Lors de son arrivée à Tremmelay, le premier mot

d'Irène avait été : « Je veux *servir*. Donnez-moi des ordres. J'obéirai. » Depuis ces trois mois, elle avait mis son point d'honneur à tenir strictement sa promesse. Y manquer aujourd'hui, c'eût été justifier les évidents soupçons d'Agnès et provoquer une explication qu'elle ne se sentait pas capable de supporter, à cette minute, remuée comme elle était. Elle répondit simplement :

— C'est bien. Je vais me préparer. Tu viens, Annette?

Elle sortait à peine de la chambre, que Mme Arnaudi, du même ton péremptoire, disait à Bernard :

— Monsieur Moncour, il ne s'est jusqu'ici passé dans mon hôpital aucune des histoires qui, paraît-il, se passent dans beaucoup d'autres. J'espère qu'il en sera de même jusqu'au jour où je le fermerai.

— Madame, protesta le jeune homme, je vous affirme que je ne sais pas ce que vous voulez dire.

— Tant mieux, répondit-elle sèchement, en quittant à son tour la chambre pour se diriger du côté du petit salon qui lui servait maintenant de cabinet directorial, afin d'y dresser la liste annoncée. Comme elle tournait l'angle du corridor, où Marcelle Roucher se dissimulait un quart d'heure auparavant, elle aperçut la petite Annette qui montait l'escalier, en bondissant, un paquet de livres entre ses bras.

— Je vais à Beauvais avec maman, dit-elle. Mais avant, elle m'envoie porter ces livres au lieutenant.

Mme Arnaudi prit les volumes, au nombre de quatre. Elle regarda les titres. « Des romans, sans doute, » pensa-t-elle. Mais non. Elle lut sur le dos des trois premiers : *Le Play. La Réforme Sociale*, et le quatrième portait ce titre plus rébarbatif encore : *La Constitution Essentielle*, par le même auteur. Bernard, ayant lu dans une Revue des citations de ces ouvrages et toujours curieux de ces sortes de questions, en avait parlé à Irène, au cours d'un de leurs entretiens. Celle-ci avait commandé ces exemplaires à Paris pour lui en faire la surprise. Instinctivement, Mme Arnaudi les ouvrit tous les quatre, en les secouant un peu. Elle vit qu'ils ne contenaient aucune lettre, et elle les rendit à l'enfant, en se disant :

« Toujours la Sorbonne et ces absurdes lectures ! Voilà ce dont ils causent ensemble. Mon gaillard s'occupe tout de même d'autre chose que de philosophie, témoin la jeune personne de

ce matin. Irène est si naïve, si facile à duper! Séparons-les d'abord. On ne perd rien à être trop prudent. »

X

Fidèle à ce programme, elle accueillit sa belle-sœur, quand celle-ci revint de Beauvais, et après l'avoir complimentée de ses achats, par cette phrase :

— C'est à cela qu'il faut que je vous occupe, à la surveillance de tout notre outillage, maintenant que Mme Gaillard est rentrée. — C'était une infirmière mise en congé, depuis deux mois, pour un peu de surmenage. — Je vais lui donner vos malades. Vous n'aurez plus besoin de vous fatiguer à des veilles comme celle de l'autre nuit. — Et, faisant allusion à la laideur de cette pauvre femme toute grêlée de marques de petite vérole : — Si la jolie dame de ce matin revient voir le lieutenant Moncour, elle ne sera pas jalouse.

— Où me tiendrai-je alors? demanda Irène, sans relever cette allusion trop directe et sans discuter non plus ce nouvel ordre. Elle continuait à frémir trop profondément pour accepter une discussion autour du sentiment qui la remplissait, et moins encore sur ce ton d'ironique raillerie.

— Où vous vous tiendrez? fit Mme Arnaudi; mais à l'économat, naturellement.

— C'est bien, répondit Irène, comme elle avait fait tout à l'heure. L'autoritarisme de sa belle-sœur lui infligeait toujours une étrange impression. Quand Agnès Arnaudi commandait, sa ressemblance avec son frère devenait saisissante. Si différente de lui par certains côtés, elle portait en elle une force de despotisme identique, et la veuve de Maurice Servières se retrouvait frappée de la même paralysie intérieure que jadis devant l'arbitraire de son mari. Évidemment, Agnès voulait l'éloigner de Bernard. Se rebeller, Irène le pouvait, mais elle connaissait trop cette nature absolue. Une lutte ouverte entre elles aboutirait à son départ de Tremmelay. Mieux valait attendre que ce caprice passât, si ce n'était qu'un caprice, et rester à tout prix sous le même toit que celui qu'elle aimait et qui l'aimait. Cette certitude lui donnait une telle énergie intérieure qu'elle étonna sa tyrannique belle-sœur, qui l'avait surchargée intentionnellement de menues tâches, par son immédiate

alacrité à s'en acquitter. « Me serais-je trompée? » se demandait cette méfiante observatrice en constatant que ni pendant la soirée qui suivit le retour de Beauvais ni durant la matinée du lendemain, Irène ne cherchait à se rapprocher de la chambre d'où l'autre l'avait bannie, mais sans dire ses motifs. Dans ces conditions-là il eût été très naturel que l'infirmière remplacée retournât à un moment quelconque, prendre des nouvelles de son blessé. Elle ne le fit pas, toujours avec cette idée d'éviter une scène.

« Il aura compris, se disait-elle: l'attitude d'Agnès n'était que trop claire... Elle ne peut tout de même pas le séquestrer. Puisqu'il descend au jardin maintenant, je l'y verrai. Elle ne peut pas m'interdire non plus d'être là avec Annette. Nous nous parlerons. Je lui expliquerai... »

Avec quelle anxiété, à la nuit tombante, elle avait regardé le ciel, toute joyeuse qu'il rayonnât d'étoiles! Et quand, au matin, de sa fenêtre, elle aperçut, traînant sur les arbres jaunis du petit parc, ce floconnement pâle de vapeurs transparentes, annonciatrices des belles journées d'automne, quel battement heureux de son cœur! Le médecin lui-même ordonnerait à Bernard de se promener au soleil, à moins que la fièvre ne l'eût repris. Elle ne pouvait le savoir que par Mme Gaillard, son successeur. Où la joindre? A force d'aller et de venir entre l'économat et la pharmacie, sous un prétexte ou sous un autre, elle finit par l'apercevoir dans le corridor. Impulsivement elle lui courut après.

— Mais le lieutenant va bien, madame, très bien, répondit l'infirmière à la question. Il voulait même aller au jardin. M. Bolland exige qu'il attende midi et le grand soleil. Il le lui a dit même un peu vivement. Ah! il n'est pas commode, le *toubib!*... — L'excellente femme avait tant vécu avec les blessés depuis ces quatre ans qu'elle employait sans cesse de ces termes d'argot militaire qui contrastaient avec son visage bonasse, tout défiguré par les cicatrices, et elle continuait : — J'ai vu le moment où il allait y avoir du vilain. Le lieutenant commençait à rouspéter!... Enfin, c'est tout de même un brave type, ce petit. Ce qu'il s'inquiétait de savoir si vous n'étiez pas malade quand je suis venue au lieu de vous! C'est gentil, pas?...

Le roman ébauché entre Bernard Moncour et la « belle-sœur de la patronne, » comme avait dit le soldat rencontré par

Marcelle, faisait-il déjà la fable de l'hôpital, et Mme Gaillard mettait-elle de la malice à rapporter le trouble du jeune homme? Irène ne se le demanda pas. Elle était tout entière à l'attente de cette nouvelle entrevue, certaine désormais. Ce n'est pas une fois, c'est vingt, c'est trente qu'elle interrogea les pendules. Comme on sait, les blessés dînaient et déjeunaient tôt. On les servait à onze heures. Irène prenait son repas avec Mme Arnaudi une heure plus tard. Que ce déjeuner-ci lui parut long, et comme elle se sentit rougir en disant à sa fillette au sortir de table :

— Je vais te donner ta leçon au jardin, Annette. Il fait si beau!

— Au jardin, mamie?... s'écria l'enfant; ah! bonheur de bonheur! Je cours chercher mon cahier.

— Je l'installerai sous la tonnelle, dit Irène à sa belle-sœur; elle jouera et copiera sa page dans l'intervalle, et vous serez contente de moi, Agnès. Au lieu de lire, je finirai de tricoter le cache-nez que nous avons commencé l'autre jour.

Elle s'arrêta net. A justifier avec trop d'insistance cette descente au jardin, si naturelle par ce jour bleu et tiède, elle risquerait d'éveiller les soupçons qu'elle voulait endormir. C'était déjà fait. Si sincère de nature et si repliée tout ensemble, elle savait se taire, elle ne savait pas mentir.

« Aurait-elle rendez-vous avec ce Moncour ? avait pensé Mme Arnaudi. Elle est de nouveau très nerveuse! De mon salon, je les verrai, et alors, on causera. Cette fois je mettrai tous les points sur tous les i. »

Éternelle imprévoyance de l'amour! Occupée à se demander si Bernard n'était pas déjà descendu au jardin, puis remonté, ne la trouvant pas, Irène s'installait sous la tonnelle, oubliant qu'elle-même, l'avant-veille, avait épié ce coin du parc, de la fenêtre de sa chambre située juste du même côté que la croisée du salon d'Agnès. Elle avait, de ce poste d'observation, vu le jeune homme se promener là et causer avec Annette. Cette menace suspendue sur elle, si la rencontre tant désirée avait lieu, elle n'y songeait même pas, tandis qu'assise auprès de sa fille, elle commençait à faire courir le crochet dans la laine, les yeux sans cesse relevés du côté de la grande allée. Tout d'un coup, l'enfant s'interrompit de la phrase qu'elle était en train de transcrire, et, dans un élan :

— Mamie, implora-t-elle, monsieur Moncour!... Est-ce que je peux aller lui dire bonjour?

— Va, répondit la mère, et déjà, elle-même se levait pour marcher au-devant du blessé qui s'approchait si lentement, toujours appuyé sur ses deux cannes. Puis, quand elle l'eut rejoint : — Cours donc chercher ta page pour montrer tes progrès au lieutenant, ordonna-t-elle à sa fille, en rougissant un peu de cette innocente ruse qui lui donnait deux minutes de tête à tête avec Bernard, le temps de lui dire à voix basse : — Ne m'en veuillez pas. Vous savez, c'est à cause de ma belle-sœur.

— Je sais. Elle m'a parlé.

— De moi?

— Indirectement. Mais j'ai compris qu'elle avait deviné. — Et dans un appel de douleur : — Où vous reverrai-je, madame, et quand?

— Ici même et demain et tous les jours, répondit-elle, avec une résolution dans ses beaux yeux brillants qui fit chaud au cœur du jeune homme, et elle répéta : — Ici même... Je lui parlerai, moi; mais il faut que je vous parle à vous d'abord.

Le refoulement de ses émotions depuis ces quarante-huit heures aboutissait à un de ces éclats qui précèdent les irréparables coups de tête. La généreuse et folle idée d'offrir sa main, elle, la femme du monde, riche et comblée, à un héros déshérité, mais si digne d'amour, l'envahissait, l'emportait, et elle prononçait des paroles dont plus tard elle ne devait pas comprendre qu'elles lui fussent venues aux lèvres. C'étaient pourtant les seules qui pussent la justifier à ses propres yeux de ce qu'elle avait osé, permis, écouté, avoué!

— Monsieur Moncour, voulez-vous m'épouser?

— Madame!... Ah! madame!... balbutia le jeune homme d'une voix qui s'étouffait. La survenue de la petite fille accourue avec sa feuille dans sa main et ses cheveux au vent, interrompit sa phrase. Il souleva de terre la charmante enfant, et c'est par-dessus les boucles blondes tout éparpillées qu'il répondit à la mère un « Oui » si ému, si respectueux, si grave, auquel ce geste donnait un autre sens encore. C'était la promesse de cette protection paternelle rêvée par Irène pour sa jolie Annette qui embrassait follement Bernard en criant, elle, dans un beau rire confiant :

— Angélique m'a demandé ce matin si j'avais des amis, maman. J'ai dit : Oui. J'ai un ami, c'est le lieutenant Moncour.

Que de fois, plus tard, Irène devait revivre en pensée cette scène si courte et ressentir le sursaut qui l'avait secouée presque au même moment à entendre la voix de sa belle-sœur interpeller celui à qui elle venait de se fiancer dans le transport d'une si romanesque exaltation!

— M. Moncour, disait Mme Arnaudi, suivez-moi, s'il vous plaît. J'ai à vous parler.

Elle était accompagnée de l'abbé Cortez, lequel sembla, lui aussi, surpris du ton sévère de cet appel qui sous-entendait trop évidemment un blâme.

— Je vous suis, madame, répondit l'officier. Son ton à lui l'indiquait assez : il ne s'était pas trompé non plus sur le reproche enveloppé dans cette façon de le séparer de Mme Servières, et tandis que le groupe se dispersait, Annette retournant à sa page, le blessé et l'infirmière-major s'éloignant dans la direction du château, l'abbé Cortez disait à Irène :

— Mme Arnaudi est un peu vive, mais elle a le cœur si bon!

— Sans doute, répondit Irène, mais elle ne comprend pas le cœur des autres.

— Peut-être parce que les autres ne montrent pas assez leur cœur, rétorqua l'ecclésiastique. Puis, paternel, et avec cette onction que donne aux prêtres les plus simples, quand ils sont évangéliques, la ferveur de leur charité : — Excusez-moi, madame, si je vous parle en toute sincérité, non point pour savoir vos secrets, mais pour vous être utile, si je peux. Vous vous intéressez beaucoup au lieutenant Moncour?

Tout le sang d'Irène lui monta aux joues. Il était donc si visible, ce sentiment caché au plus profond de son cœur? Sa belle-sœur le soupçonnait. Le prêtre-infirmier l'avait deviné. Un frisson de pudeur allait lui mettre aux lèvres un cri de révolte. Mais la physionomie de l'interrogateur était si compatissante, sa bouche exprimait une telle bonté, ses yeux tant de respect attendri, elle-même éprouvait un si grand besoin d'appui, qu'au lieu de se dérober, son cœur se livra et qu'elle répondit :

— Oui, monsieur l'abbé.

— Et madame votre belle-sœur est hostile à cet intérêt?

— Vous ne l'avez pas vu? dit-elle ironiquement, en montrant du geste Mme Arnaudi marchant avec Bernard, et elle lui parlait avec des saccades de sa tête et des mouvements de sa main qui révélaient son impérieuse irritation.

— Madame, osa insister le prêtre, cet intérêt, jusqu'où va-t-il? Est-ce de la sympathie simplement, de l'estime, de l'admiration pour un homme d'un si grand cœur dans une condition si humble? Ou bien...

Et comme il hésitait :

— Monsieur l'abbé, dit Irène, il vaut mieux que vous sachiez tout. J'aime le lieutenant Moncour. Il m'aime, et nous nous sommes promis de nous épouser.

On l'a indiqué déjà : l'abbé Cortez avait entrevu avec une sympathie secrète la possibilité de cet extraordinaire mariage. Mais entre le possible et le réel, il y a autant de différence qu'entre une théorie et un fait. Ces fiançailles de Mme Servières et du blessé supposaient une cour, des aveux, tout un manège, innocent sans doute, clandestin pourtant, auquel il se reprocha aussitôt de s'être prêté, comme le matin précédent, en se retirant, et cela sous le toit de la bienfaitrice de cette ambulance qui l'avait spécialement demandé comme infirmier; et, pour réparer cette faute :

— Vous avez dit ces fiançailles à Mme Arnaudi? reprit-il d'une voix changée.

— Non, répondit Irène, mais je veux les lui dire.

— Le plus tôt sera le mieux, insista le prêtre. Quand on est dans l'honnêteté, il faut y être en plein jour. Vous vous le devez et vous le devez au lieutenant, pour que Mme Arnaudi ne le soupçonne pas, comme elle fait en ce moment, de nourrir de vilains projets. Allez la trouver tout de suite, madame. Je vous garderai votre petite fille.

— Annette, appela la mère, et, quand l'enfant fut auprès d'elle : — Reste avec M. l'abbé, lui dit-elle en l'embrassant. Il va corriger ta page. Et sois gentille avec lui. Il est si bon!

Elle avait mis dans ces derniers mots toute sa reconnaissance pour le prêtre dont le conseil, si fermement donné, achevait de déterminer sa volonté à une action immédiate. D'un pas rapide, elle se dirigea vers le château à son tour. Elle arriva dans le vestibule, juste au moment où Bernard commençait de monter avec l'ascenseur et où Mme Arnaudi se disposait à retourner dans le jardin.

— Agnès, lui dit-elle, moi aussi j'ai à vous parler.

C'était les termes mêmes qu'avait employés sa belle-sœur interpellant Bernard Moncour. Ce rappel annonçait la nature

de l'explication qu'elle allait provoquer, avec l'audace des timides qui se révoltent. Encore le refoulement se libérant dans l'éclat, pour le déconcertement et l'irritation le plus souvent des témoins. La timide, la discrète Irène, si repliée, si surveillée, à qui l'autre reprochait d'être hésitante, toute en nuances et en demi-teintes, allait montrer d'elle ce qu'elle cachait si farouchement, la violence de sa passion intérieure. Si l'abbé Cortez avait été, non pas un apôtre, presque un illuminé, mais un diplomate exercé à manier les sensibilités, il aurait conseillé au contraire un recul de cet entretien. Le changement subit d'attitude chez sa belle-sœur devait inévitablement étonner Mme Arnaudi et l'indisposer. Quand nous dérangeons, par un de nos actes ou par une de nos paroles, l'image que nos proches se font de notre personne, nous créons chez eux un malaise. C'est une loi si absolue de l'interpsychologie qu'elle se vérifie dans nos rapports avec les animaux. Qu'un cavalier traite sa monture d'une autre façon que l'habituelle, il l'énerve. Gesticulez devant votre chien, il aboie. La surprise d'Agnès devant la brusque interjection d'Irène lui mit aussitôt dans la voix un peu d'ironie pour demander :

— Vous avez à me parler, ma chérie ? Et de quoi ?

— Du lieutenant Moncour, dit Irène, que vous venez d'appeler pendant qu'il causait avec moi, d'une manière et sur un ton qui me prouvent que mes rapports avec lui ne vous conviennent plus.

— Vos rapports avec lui, ma chère Irène ? Non, rectifia Mme Arnaudi. Je vous connais trop, je vous estime trop pour ne pas savoir que sur ce point, comme sur les autres, vous êtes irréprochable. C'est son attitude à lui, vis à vis de vous, que je n'admets pas dans un hôpital dont j'ai la responsabilité.

— Vous l'admettrez, ma chère Agnès, j'en suis sûre, quand je vous aurai dit qu'il est mon fiancé.

Les deux femmes marchaient à petits pas sous la roseraie, maigre et défeuillée, comme Irène prononçait ces paroles qui du coup immobilisèrent Mme Arnaudi, dans une visible impression de stupeur.

— Votre fiancé ? répéta-t-elle. Vous êtes fiancée au lieutenant Moncour ?

— Oui.

— Vous voulez épouser ce garçon ?

— Oui, répondit Irène fermement. J'en ai le droit, je suppose. Je suis veuve et libre.

— En effet, dit vivement Agnès, mais aviez-vous aussi le droit de nouer une intrigue, à mon insu, chez moi ?

— Ne parlez pas d'intrigue, Agnès, répliqua Irène non moins vivement. Il s'agit d'un mariage, d'un sentiment vrai, et de relations où il n'y a rien que d'honnête.

— De votre part, dit Agnès, j'en suis sûre. Mais de la sienne, à lui?... Comment voulez-vous, ma pauvre sœur, que je ne parle pas d'intrigue? Vous avez trente ans. M. Moncour en a vingt-cinq. Vous êtes riche, il est pauvre. Vous appartenez à la meilleure bourgeoisie, et c'est un ouvrier. Il n'y a pas deux mois qu'il est ici. Que connaissez-vous de lui ? Rien, sinon les mensonges qu'il vous aura débités pour vous tourner la tête. Mais oui, des mensonges. Il vous aurait fait la cour avec l'idée d'une aventure, ce serait moins vilain que de vouloir votre fortune. Car c'est ça qu'il veut et rien que ça; c'est trop évident.

— Agnès, répondit Irène tristement, de quel droit soupçonnez-vous d'un abject calcul un homme qui est un héros, — vous ne pouvez pas en douter, — et dont vous ne savez rien, vous non plus, sinon cela, qu'il est un héros?

— Dont je ne sais rien?... protesta Mme Arnaudi avec un rire amer. Et ce que vous venez de m'apprendre vous-même, ce n'est donc rien? Pour que vous vous soyez fiancés, il a tout de même fallu qu'il vous dît qu'il vous aimait. Ce n'est pas vous, j'imagine, qui lui avez parlé la première?... S'il avait eu un sentiment vrai, comme vous dites, mais il vous l'aurait caché à tout prix, parce qu'un sentiment vrai, c'est d'abord un dévouement. Il se serait dit : je ne veux pas lui gâcher sa vie. Épouser un ouvrier, pour une femme comme vous ou moi, c'est se déclasser à jamais, c'est perdre toutes ses relations, son rang, sa famille. Mais oui. Si vous faisiez un mariage pareil, — et vous ne le ferez pas, — vous n'en n'auriez plus de famille. Vous voyez ce que je sens, moi, ce que je pense. Tous nos parents le sentiront et le penseront, eux et tout notre monde. C'est au point que je n'oserais pas écrire une pareille nouvelle à mon mari. Dans sa prison d'Allemagne il en ferait une maladie. Il vous estimait tant ! Il vous mettait si haut ! Et puis cette folie !... Et s'il n'y avait que vous, mais votre enfant, notre pauvre petite Annette, répondez, quel milieu aurait-elle et quelle

éducation avec ce beau-père-là ?... Un sentiment vrai? Irène, on n'est pas naïve comme vous l'êtes. Ce garçon est trop intelligent, trop avisé pour ne pas se rendre compte qu'un mariage avec lui, c'est votre situation sociale à jamais gâchée, la vôtre et celle de votre fille. L'honnêteté, ç'aurait été de se dire cela et de se conduire en conséquence. Non, non, il ne s'agit pas d'amour dans son cas. De vanité peut-être. De sensualité, c'est possible encore. Mais la grande affaire, c'est votre argent. Je vous répète, votre argent.

— Ce n'est pas vrai, dit Irène en serrant le bras de sa cruelle belle-sœur avec une force qui prouvait combien l'autre venait de lui faire mal, et je peux vous le prouver, là, d'un mot...

— Parce qu'il vous aura raconté, sans doute, insista l'implacable Agnès, qu'il continuera à travailler de son métier, qu'il ne veut pas vivre de votre luxe ? Allons donc!

— Non, fit Irène. Mais parce qu'il ne m'a jamais parlé de ce mariage. C'est moi, oui, moi, entendez-vous, qui lui ai offert de l'épouser.

— Vous?... C'est encore pire que je ne croyais. Vous avez fait cela, vous, Irène, vous ? Mais quelle comédie vous-a-t-il donc jouée pour vous entraîner à ce degré d'aberration? — Et, férocement railleuse : — Voilà pourquoi vous ne vouliez pas que la petite grue d'avant-hier fût sa maîtresse... Ma pauvre Irène, reprenez-vous. Rendez-vous compte que ce mariage avec un ouvrier est impossible.

— Il aura lieu pourtant, dit Irène. Ces mots de bourgeois, d'ouvrier, qu'est-ce que ça signifie? Si mes parents et les vôtres pensent comme vous, tant pis pour eux! Je remercie mon père de m'avoir élevée dans d'autres idées. Une seule chose importe, la noblesse d'âme, et on peut l'avoir, cette noblesse aussi bien dans les classes d'en bas que dans celles d'en haut. Davantage peut-être. Cette guerre l'a démontré, je pense. Et puis la grande chose, c'est que nous nous aimons, nous nous aimons, nous nous aimons.

A mesure qu'elle parlait, de plus en plus exaltée, son visage s'éclairait d'une flamme. Sa tête, d'habitude un peu penchée, se redressait. Sa voix se faisait vibrante. Agnès gardait, malgré sa stupeur, assez de sang-froid pour comprendre qu'en prolongeant une conversation engagée ainsi, elle ne gagnerait rien sur cette âme, tendue à cette minute dans une seule idée.

Elle aussi d'ailleurs se sentait devenir de moins en moins maîtresse d'elle-même, et, brusquement, pour en finir :

— Eh bien ! puisque vous vous aimez, vous vous aimerez ailleurs. Vous êtes à Tremmelay, dans ma maison. Je ne tolérerai pas ces fiançailles ici.

— Et moi, je n'y resterai pas une heure de plus, dit Irène, après que vous m'avez parlé de l'homme que j'aime comme vous l'avez fait.

— A votre aise, fit Mme Arnaudi, qui regarda la montre de son bracelet. Il est trois heures un quart. Vous avez un train qui part à Beauvais à cinq heures. L'automobile est à votre disposition. Les bagages que vous n'aurez pas eu le temps de préparer vous seront expédiés demain. Seulement, comme vous êtes chez moi à Tremmelay, je vous répète que vous ne reverrez pas monsieur Moncour avant votre départ. Je vous en avertis, je vais dans sa chambre.

Elle s'éloigna. Irène allait s'élancer pour la suivre, la devancer peut-être, quand elle s'entendit appeler par l'abbé Cortez. Tout en s'occupant de la petite Annette, il n'avait pas cessé de suivre du regard les allées et venues des deux belles-sœurs. Il arrivait, laissant derrière lui l'enfant qui ramassait les feuilles éparses de son devoir.

— Ah ! monsieur l'abbé, quelle infamie ! gémit-elle, et commençant de répéter les paroles de madame Arnaudi elle conclut : — Elle ne m'empêchera tout de même point d'entrer chez mon fiancé. Je n'imagine pas qu'elle va donner l'ordre aux domestiques de m'arrêter par la force.

— N'allez pas dans la chambre du lieutenant, madame, dit le prêtre. Ne commettez pas cette imprudence. Il est tout naturel qu'elle vous ait parlé comme elle vous a parlé. D'abord, elle a tous les préjugés de sa classe, et puis, vous l'avez surprise, comme vous m'avez surpris moi-même, en m'apprenant ces fiançailles. Mais elle a du cœur, beaucoup de cœur. Quand elle saura ce que vaut vraiment Bernard Moncour, et je me charge de le lui apprendre, elle se laissera toucher, à la condition qu'il n'y ait pas eu entre vous de ces mots inoubliables. Ceux de tout à l'heure ne comptent pas. Vous venez de vous parlez dix minutes. Vous ne vous êtes pas expliquées. Vous vous êtes heurtées. C'est la règle, quand il se produit entre deux personnes une soudaine révélation, complètement inattendue. Mais une scène de vio-

lence entre votre belle-sœur et vous, dans l'état où vous êtes toutes deux, devant cet homme qui voudrait intervenir, serait un désastre. N'essayez pas de forcer la porte de sa chambre. — Et montrant Annette qui accourait en ce moment, rieuse et sautillante : — Pensez que Mme Arnaudi est la sœur du père de cette enfant, sa plus proche parente si vous veniez à manquez. Madame, un bon mouvement, pour la petite...

— Je vous obéirai, monsieur l'abbé, répondit Irène. Mais rester ici une heure de plus, ah ! ça non. — Et s'adressant à sa fille : — Cours vite me chercher Angélique qui est dans la lingerie. Qu'elle vienne dans ma chambre tout de suite, pour nos malles. Nous sommes obligés d'aller à Paris.

— Pour longtemps? demanda l'enfant.

— Pour toujours.

— Quel dommage ! On s'amusait tant à Tremmelay. Et pourquoi?

— Je t'expliquerai ça, ma petite.

— Alors, je vais chercher Angélique et dire adieu à tout le monde, et d'abord à mon ami monsieur Moncour.

— J'y vais justement, dit le prêtre, nous passerons à la lingerie, et je vous mènerai chez le lieutenant.

XI

« Que lui a dit Agnès? Qu'a-t-il répondu ?... » se demandait Irène, trois quarts d'heure plus tard, en s'asseyant dans l'automobile qui allait l'emporter vers Beauvais. Elle retournait la tête pour regarder, à travers le carreau ménagé dans le fond de la capote, la silhouette du château, où son cœur, si longtemps comprimé par la vie, venait pour la première fois de palpiter d'amour.

— Je n'ai pas dit un vrai adieu au lieutenant, racontait la petite Annette, comme la voiture s'ébranlait, parce que tante était là. — Et, prenant un air entendu : — Mais je lui écrirai. Je sais maintenant.

Oui, quelles paroles la colère avait-elle mises aux lèvres de Mme Arnaudi et comment Bernard Moncour les avait-il accueillies? Irène les connaissait, lui si finement sensible, et Mme Arnaudi si dure. Qu'elle la laissât partir, sans chercher à la revoir, après leur douloureuse scène, le démontrait trop. Le prêtre infirmier non plus n'avait pas reparu.

« Elle se méfie de l'abbé Cortez, se disait Irène. Elle a deviné sa sympathie. Elle le retient pour qu'il ne me parle plus. Elle n'empêchera pas qu'il ne *le* voie. — Elle contiuuait à ne pas donner de nom à Bernard dans sa pensée. — Et qu'il ne *lui* explique pourquoi j'ai dû quitter Tremmelay. D'ailleurs *il* l'aura compris de lui-même, rien qu'aux propos qu'elle *lui* aura tenus. Comme ils ont dû *le* blesser! »

Mme Servières ne comprenait pas entièrement sa belle-sœur. Celle-ci traitait la fragile Irène comme les forts traitent les faibles, quand ils les aiment, avec une indulgence protectrice et volontiers rudoyante. Ce rudoiement s'était changé en brutalité dans un spasme de colère, provoqué par l'annonce, pour elle effarante, de ces folles fiançailles. Rien qu'à gravir les marches de l'escalier, après leur entretien, cette colère était déjà tombée. Le trait dominant de cette femme énergique était cette qualité indéfinissable et si rare qu'il y a quelque ironie à l'appeler le sens commun. L'imagination, qu'elle avait vive, prenait toujours chez elle la forme du raisonnement ; et d'un raisonnement contrôlé par une vue exacte des faits. Elle était trop réfléchie pour n'avoir pas noté aussitôt, en dépit de ses préjugés, que Bernard Moncour ne se rattachait à aucun des divers types d'ouvriers qu'elle connaissait. Il n'était ni le tâcheron abêti par le métier, ni le bambocheur qui crapule entre deux besognes, ni le primaire qui s'enivre d'utopie, ni l'anarchiste enragé d'envie et qui veut la révolution, pour détruire ce qu'il ne peut pas posséder? La dignité simple du jeune homme, le sérieux de son regard, l'estime où le tenaient ses chefs, tout, chez lui, avait donné à la sagace observatrice l'idée d'une personnalité exceptionnelle, que d'ailleurs elle ne déchiffrait point. Dès les premiers jours, elle avait remarqué une singularité dans les rapports de sa belle-sœur avec le blessé, en l'expliquant, pour Irène, par les idées fausses d'une éducation absurde, pour lui, par la sotte vanité d'un garçon momentanément tiré de sa classe et qui se voit l'objet de l'attention d'une femme élégante. C'était vraiment pour la bonne renommée de son hôpital qu'elle avait voulu couper court à cette intimité. Un mot d'un des soldats de la salle commune, entendu par hasard, l'avait décidée. Mme Servières passait, se hâtant vers la chambre de Moncour :

— Regarde-la, comme elle se trotte, disait cet homme

à un camarade; ce qu'elle en pince pour son lieutenant!

Entre des imprudences d'attitude et ce que Mme Arnaudi venait d'apprendre de sa belle-sœur elle-même, quel abîme! Le premier saisissement dominé, elle retrouvait son habituelle maîtrise de soi. Au lieu d'entrer directement chez Bernard, elle s'arrêta dans la pharmacie, — comme l'autre, la veille, quelle ironie! — la porte grande ouverte, pour surveiller le couloir, tout en méditant. Elle en sortit, quand l'abbé Cortez et Annette débouchèrent de l'escalier. Elle les suivit avec cette pensée:

— Aurait-elle donné une lettre à l'enfant?

Eux partis, et sûre de s'être trompée dans ce soupçon, elle demeura. Un plan se construisait dans sa tête, redevenue froide. Bernard Moncour était-il un simple intrigant? Il fallait alors le savoir à tout prix, en tenir la preuve et l'exécuter. Était-il au contraire un exalté que sa romanesque belle-sœur avait entraîné dans un vertige? Alors, il fallait en appeler à son honneur, lui montrer où il conduisait celle qu'il prétendait aimer. Agnès n'avait qu'à se servir des mêmes arguments qu'elle venait de donner à Irène, mais présentés autrement. L'accueil fait par le jeune homme à ces arguments le jugerait :

« Si c'est un intrigant, se disait-elle, tout de suite il jouera de la « grande passion. » — Son ironie d'honnête femme affectionnait cette formule. — « S'il est sincère et honnête homme, il hésitera devant le désastre que ce mariage serait pour elle, et, dans les coups de folie comme celui-là, hésiter, c'est déjà renoncer. »

Cette volonté de discuter ces fiançailles sur le ton calme que l'on prend pour étudier les données d'une affaire mettait, dans ses yeux naturellement sévères et sur son visage plutôt altier, une expression de gravité tranquille qui surprit Bernard. Tout à l'heure au jardin, elle le rabrouait impérieusement. Maintenant, elle lui disait d'une voix remise et posée :

— Monsieur Moncour, je viens d'apprendre par ma belle-sœur qu'elle et vous êtes fiancés. Ne trouvez-vous pas que vous deviez m'en avertir, quand je vous ai reproché de la compromettre? Un peu vivement, je le confesse.

C'était au tour de Bernard d'être saisi. Mais Mme Arnaudi ne rusait-elle pas? Il savait par Annette le départ pour Paris. Les deux femmes avaient donc eu entre elles une explication, certainement orageuse. Mme Servières n'avait pu déclarer leurs

fiançailles que pour se défendre contre une insultante accusation, mais les avait-elle déclarées ?

— Madame, répliqua-t-il, j'ai le droit de vous demander de ne plus me parler de Mme Servières. Mlle Annette m'a dit que sa mère quittait Tremmelay. Par conséquent, mon attitude à son égard ne peut désormais provoquer aucun commentaire. Encore une fois, ne parlons plus d'elle.

— Vous croyez que je vous tends un piège, fit Agnès. Vous vous trompez. Je vous répète que ma belle-sœur m'a dit que vous étiez fiancés. A mes objections elle a répondu qu'elle était libre et vous aussi. C'est vrai. Elle m'a dit également que c'était elle qui vous avait, la première, parlé de mariage. Est-ce une preuve, cela, que je sais tout par elle et que je ne vous mens pas pour vous arracher un secret ? Mais réglons d'abord le passé. J'avais le droit, je le maintiens, et le devoir, d'interdire dans mon hôpital, une intimité qui pouvait faire causer, et qui a fait causer. Le départ de Mme Servières mettant fin à ces ragots, je ne vous parlerais plus d'elle, en effet, si je n'avais pas, comme sa belle-sœur et comme tante de son enfant, un autre devoir, celui de m'opposer, non pas légalement, c'est entendu, mais moralement, à un mariage que je considère, je ne mâche pas les mots, comme insensé. Vous avez, vous, le devoir de m'écouter, comme représentant ici les intérêts d'une pauvre petite fille, orpheline de père, et qui est de mon sang. Car enfin, le mariage de sa mère avec vous, s'il a jamais lieu, pèsera sur toute l'existence d'Annette, vous le savez bien.

— Ce que je sais, madame, répondit Bernard, c'est que je suis un honnête homme. Et, quand un honnête homme épouse une veuve ayant un enfant, il traite cet enfant comme le sien propre. Moi du moins, je me mépriserais d'agir autrement.

— Eh bien ! monsieur Moncour, je m'adresse à l'honnête homme, dit Agnès. — « Non, pensait-elle, ce n'est pas un intrigant ! » Et tout haut : — Et je vous demande de réfléchir à ce que vous pourriez faire pour cette petite, si vous épousiez Mme Servières. Et d'abord, vous représentez-vous la cérémonie de ce mariage où aucun des parents de cette enfant ne viendra ? Aucun, vous m'entendez. Ainsi, vous l'aurez du coup séparée de tous les siens, et je dis les choses comme elles sont, déclassée. Je vous parais dure ; mais la vie est dure, la société est dure,

la guerre que vous venez de faire était dure; tout est dur dans ce monde. Je ne l'ai pas faite, cette société, elle existe. Que la mère d'Annette accepte de se mettre avec vous en dehors de cette société, ça la regarde. Qu'elle y mette du coup sa fille, qu'elle lui enlève tous ses protecteurs naturels, trouvez-vous cela bien? Et vous estimerez-vous d'avoir été, non seulement le complice, mais l'instigateur de cette mauvaise action?

— Et si je les lui remplace, ces protecteurs? dit Bernard.

Une révolte frémissait dans ce cri, celle de l'ouvrier blessé au vif par la bourgeoise. Que voulait d'autre celle-ci? Dresser entre les deux enthousiastes, entraînés sur un chemin si dangereux, l'infranchissable barrière des classes, et elle continuait :

— Soit, mais dans quel milieu les ferez-vous vivre, cette petite et sa mère? Vous avez des parents, monsieur Moncour, votre cousine d'abord, si réellement la dame de l'autre jour est votre cousine...

— Madame, protesta le jeune homme, je vous affirme...

— Pardonnez-moi, interrompit-elle; j'en avais douté. Mais vous ne me mentiriez pas en ce moment, je le sens à votre accent. Cette cousine, elle est modiste, m'a dit ma belle-sœur. Ses parents tenaient une loge, m'a-t-elle dit aussi. Je vous le demande, pouvez-vous faire que nous n'ayons pas, Mme Servières et moi et tous les nôtres, des habitudes, des façons de penser, de parler, de vivre, une éducation enfin qui ne nous permettent pas d'avoir des rapports intimes et de famille avec des gens d'une condition absolument différente? Ma belle-sœur viendrait m'annoncer qu'elle veut épouser un prince de sang royal, je lui tiendrais exactement le même discours. Le mariage, monsieur Moncour, la fondation du foyer, ça suppose des personnes d'une formation identique. Cette formation, à l'âge que vous avez l'un et l'autre, elle est faite. Elle est définitive. Mme Servières rompt avec sa famille. Elle devient Mme Moncour. Croyez-vous que votre famille, à vous, lui remplacera l'autre, celle où toutes les femmes lui ressemblent, où tous les hommes ressemblent à son père, à son premier mari, à mon mari, à ses cousins? Vous me direz : ces petits froissements produits par la différence des manières, du tour d'esprit, de l'instruction, du langage même, ce sont des misères, des vétilles. Elle aura l'amour. Certes, l'amour c'est beaucoup. Ce n'est pas tout. Les journées, voyez-vous, ont de longues heures,

les mois de longues journées, les années de longs mois qu'il faut occuper. Comment, quand on n'a pas à gagner son pain avec un métier?... Par des relations? Votre femme vous aura sacrifié toutes les siennes... Par l'éducation de son enfant? Mais on n'élève pas un enfant tout seul. Quelles camarades de son âge aura la petite Annette? Quelles amies?... Et puis, vous allez me trouver cruelle. Je ne suis que vraie. Vous aurez des serviteurs. Croyez-vous qu'ils seront déférents, comme le sont aujourd'hui ceux de Mme Servières, quand ils sauront, — et ils la sauront, — l'histoire de votre mariage. Ce qu'ils penseront de ce mariage et de votre rôle, vous le savez bien. Je parlais de métier. Vous ne garderez pas le vôtre. Vous ne le pourrez pas. Remarquez : je ne vous soupçonne d'aucun calcul. C'est un fait encore que Mme Servières a deux cent mille francs de rente, et rien qu'à vous regarder en ce moment, je suis sûre que ce fait-là vous est dès aujourd'hui insupportable. Eh bien! cette sensation qui n'est maintenant qu'abstraite et vague, vous la vivrez à toutes les minutes, en marchant sur les tapis de l'hôtel de la rue Cortambert, payés par votre femme, en montant dans son automobile, en vous asseyant à sa table, en portant vos habits, que vous lui devrez... Je vous fais mal, mais le docteur Bolland vous faisait mal aussi, quand il vous opérait. Seulement, il vous sauvait votre jambe. Il ne s'agirait pas de ma belle-sœur et de ma nièce, et je saurais que vous voulez vous marier dans notre monde, que je vous crierais le même « casse-cou » pour vous sauver du moins votre avenir, par reconnaissance. Oui, de votre conduite au front. N'avons-nous pas une dette sacrée envers vous tous? Mais vous n'êtes pas seul en jeu. Il y a Mme Servières qui porte le nom de mon frère, mon nom de jeune fille. Il y a cette gentille petite Annette qui est l'enfant de ce frère. Je vous devais et je leur devais cet avertissement... D'ailleurs, conclut-elle en mettant la main sur le bouton de la porte, c'est la dernière fois que je vous aurai parlé de ce sujet. Je n'ai rien à ajouter, si vous m'avez comprise. Et si non!... A partir d'aujourd'hui et jusqu'au moment où le médecin vous donnera votre exeat, vous n'êtes plus pour moi qu'un officier blessé dans mon ambulance. J'espère qu'en partant vous me rendrez cette justice que mes sentiments personnels ne m'ont pas fait dévier de mes devoirs d'infirmière-major.

XII

Bernard Moncour avait écouté ce discours, terrible d'évidence, sans l'interrompre d'un mot, avec la même stoïque impassibilité qu'il avait eue pour supporter sans anesthésie l'intervention chirurgicale à laquelle Mme Arnaudi avait fait cette allusion trop justifiée. La différence était que sur la table d'opération, le seul orgueil le soutenait, ce besoin de tenir un pacte passé avec notre propre volonté, que l'absence de témoins ne diminue pas. Opposer à la belle-sœur de la femme qu'il aimait et à la cruauté de son blâme un masque impénétrable, c'était au contraire faire face à ce témoin, le contraindre au respect, le défier presque. Demeuré seul, cet intense effort de volonté devait se résoudre par une détente nerveuse. Son bourreau avait à peine quitté la chambre que Bernard Moncour s'affaissait sur le même fauteuil d'où Irène s'était levée pour lui donner ce baiser qui les avait perdus. Marcelle s'y était assise également, dans cette visite où il avait été, lui aussi, bien dur pour elle. Ces deux souvenirs l'assaillirent :

« A chacun son tour !... » pensa-t-il, et de grosses larmes commencèrent de rouler sur ses joues. Agnès Arnaudi n'avait été que trop habile, en n'accusant pas, en ne disputant pas. Elle lui avait dressé un état de situation, humble, simple, terre à terre, mais fondé sur les indéniables réalités de la vie quotidienne. Ces réalités, l'amoureux les avait si bien entrevues, qu'il n'avait pas répondu à la question de sa cousine : « Et que tu peux épouser? » Il n'avait pas voulu les regarder. La parole de Mme Arnaudi les lui avait mises là, dans la chambre. Elles étaient devant lui, autour de lui, qui l'entouraient, le pressaient, l'accablaient. C'était le somnambule brusquement réveillé et qui s'épouvante de se heurter à l'obstacle qu'il n'a pas soupçonné :

— Cette femme a raison, se disait-il, affreusement raison, je ne suis qu'un malheureux ouvrier.

Rien qui ressemblât moins qu'un tel sentiment à la complaisance joyeuse avec laquelle il avait jusqu'alors considéré son sort. Avant d'avoir la fierté de ses galons d'officier, il avait eu celle de son habileté professionnelle. Quand ses camarades intoxiqués de socialisme parlaient devant lui de la guerre des classes :

— Des mots! Des mots!.. répondait-il. Moi je ne connais que mon métier. Qu'il vienne un roi et qu'il me nomme son relieur, comme Louis XV a fait Pasdeloup, et je suis royaliste.

L'ouvrier révolutionnaire, en effet, c'est l'ouvrier d'usine, celui que son travail mécanise, l'esclave du petit geste automatique indéfiniment répété. Les métiers plus individuels et qui suscitent l'invention; ainsi l'ébénisterie fine, ainsi la joaillerie, ainsi la reliure, façonnent un tout autre type, très voisin de l'artisan de l'ancien régime qui devait produire son chef-d'œuvre pour prendre rang dans la corporation. Il s'ennoblissait par son excellence dans sa tâche. Bernard était de cette lignée. Il ne connaissait pas cette hideuse rancune des moins fortunés qui déguise ses basses convoitises sous le beau nom profané de justice. Envier, c'est se comparer. Les personnalités, originales, sérieuses et fortes, comme était celle de ce jeune homme, ne se comparent pas. Un bouleau ne jalouse pas un chêne. Il est ce qu'il est, et cela lui suffit. Cette acceptation qui fait la beauté de la vie végétative est une des vertus de toutes les natures vraiment distinguées, à quelque étage que les ait placées leur naissance. Mais, si l'ouvrier n'avait jamais envié les bourgeois, il les connaissait. Les mots prononcés par M[me] Arnaudi s'étaient traduits pour lui en images précises, toutes mêlées aux souvenirs de ce métier qu'il avait tant aimé. Il s'était rappelé ses visites dans les maisons riches, pour prendre ou rapporter des volumes, ses montées par l'escalier de service, le luxe des appartements, ses sensations d'une autre atmosphère physique et morale. Que ces milieux d'opulence et de loisir fussent conditionnés, il le savait aussi et que l'on ne passe pas brusquement de l'un à l'autre. Mais n'ayant eu jusqu'à la guerre qu'une ambition, celle de rivaliser quelque jour avec les maîtres dans sa partie, les Trautez, les Bauzonnet, les Lenègre, les Capé, les Lortu, les chances d'une ascension sociale l'avaient laissé très indifférent. Ses galons d'officier ne l'avaient rendu si heureux qu'à cause de leur signification. Ils prouvaient son courage, et n'y a-t-il pas comme une ivresse intérieure à se constater brave? Tout de même, cette promotion contrastait trop avec les données habituelles de son existence d'atelier pour ne pas l'avoir un peu désaxé. Le lieutenant devant qui ses hommes se levaient pour le saluer, qui mangeait à part avec les autres officiers, dont les

commandements n'admettaient pas de réponse, ne ressemblait plus à l'humble salarié de la maison Roueix, que son patron tutoyait, l'ayant connu tout jeune garçon, qui courait Paris en autobus avec ses paquets de livraison, qui besognait en sifflotant parmi les lazzi de ses camarades. C'est là un des paradoxes de ce phénomène si nouveau : une armée nationale. Un ouvrier part comme simple soldat. Il est nommé officier. Il se retrouvera simple ouvrier, la guerre finie. Un pauvre paysan et le fils d'un opulent industriel se coudoient dans la tranchée. Demain celui-ci poussera la charrue, dans un champ, devant lequel l'autre passera à toute allure dans son automobile à trente chevaux. Ces sautes d'existence, si prévues qu'elles soient, laissent toujours derrière elles un certain malaise. Ces retours exigent une réadaptation, courte d'ordinaire. Elle s'accomplit le plus souvent dans le village natal et dans la famille. Le grade n'est plus qu'un épisode, dans le souvenir duquel l'homme et ses proches se complairont. Pour Bernard Moncour, ce rappel à la vérité sociale, édicté par une voix ennemie, avait été trop brutal. Accablé d'abord, il se redressait maintenant. Ses larmes se séchaient sur ses joues creusées. Une réaction de colère se déchaînait en lui, presque d'indignation. Il éprouvait soudain cette haine de classe qu'il n'avait jamais connue, obscure sentiment, analogue dans l'humanité à ces instinctives fureurs des espèces animales les unes contre les autres. Il s'était levé du fauteuil. Comme il avisait sa canne pour se soutenir, il étendit sa jambe devant lui et la regardant, il éclata d'un rire sinistre :

— Ah ! grommela-t-il entre ses dents, c'est ça qu'elle appelle acquitter une dette sacrée ! Elle a osé parler de ma conduite au front !.. Non, Sommes-nous bêtes de nous faire tuer pour ces gens-là ! Car enfin, c'est nous qui les défendons.

Une heure plus tôt, à un camarade qui aurait proféré cette phrase, il aurait répondu :

— Oui, mais en nous défendant.

A cette minute, le sens de la vivante unité nationale était suspendu en lui. A l'esprit de sacrifice se substituait celui de revendication :

« Il y en avait des bourgeois dans ma compagnie ; pourquoi m'a-t-on fait officier, moi et pas eux ? Parce que je valais mieux qu'eux. Et elle, — il pensait maintenant à M[me] Servières, — il y a aussi des bourgeois autour d'elle et qu'elle

pourrait épouser. C'est moi qu'elle a distingué. Et nous n'aurions pas le droit de fonder un foyer ensemble? Allons donc!... Et nous le fonderons. D'ailleurs, je ne suis plus libre de reculer. Si j'avais dit « Oui » à la pauvre Marcelle quand elle est venue l'autre jour, je serais engagé d'honneur à l'épouser, je le suis, vis à vis de Mme Servières.

Lui, non plus, n'osait pas appeler Irène de son prénom dans sa pensée; mais il la voyait en imagination, si peu d'instants auparavant, moins d'une heure, marchant vers lui dans le jardin. Il voyait ses yeux, son sourire, sa bouche frémissante. Il se sentait l'aimer avec une passion plus chaude encore, et, de nouveau, de grosses larmes coulaient sur ses joues. Il les écrasa de ses ongles, en entendant un coup frappé à sa porte qui annonçait un visiteur, sans doute Mme Arnaudi. Quelle honte si elle le surprenait dans cet accès d'émotion! Ce n'était que l'abbé Cortez qui lui tendait les mains en lui disant :

— Vous avez beaucoup de chagrin, mon lieutenant, n'en ayez pas. Mme Servières m'a tout confié. Je suis chargé par elle de vous apprendre que, si elle est partie sans vous dire adieu, c'est que Mme Arnaudi l'en a empêchée. Moi-même, je lui ai conseillé de ne pas entrer en lutte avec sa belle-sœur. Elles ont eu une scène très pénible entre elles.

— A mon sujet, n'est-ce pas? demanda Bernard.

— Oui, mais ayez confiance. Mme Servières et vous ne voulez rien que d'honnête, tout s'arrangera. Mme Arnaudi est une très bonne femme au fond. C'est moi qui bénirai votre mariage, promettez-le-moi. Un blessé de guerre épousant son infirmière, je ne sais rien de plus beau. C'est le courage s'unissant à la charité.

Le contraste était saisissant entre le discours idéaliste du prêtre-soldat et l'accablant réalisme des phrases prononcées par Mme Arnaudi. Mais Bernard Moncour n'était pas un idéaliste. Son enfance et sa jeunesse avaient été trop éprouvées, au rude contact des nécessités matérielles. Le souci du gagne-pain oblige à voir la vie telle qu'elle est, et les fréquentations de l'atelier, suivies de l'âpre compagnonnage militaire ne sont pas non plus des écoles d'optimisme et d'illusion. Ce qu'il retenait du langage du prêtre, c'était l'impression d'une sympathie pour Mme Servières et pour lui. Il en avait tant besoin! Ce fut comme un baume versé sur sa plaie. Son irritation s'apaisa un

peu. Et la soirée et la nuit qui suivirent se passèrent à prendre et à reprendre les événements des quarante-huit heures, dans des alternatives d'inquiétude et de joie intime et profonde. Les visites de Mme Arnaudi, apparue plus souvent que d'habitude, avec une affectation de sollicitude professionnelle, lui rendaient plus présents encore les obstacles dressés devant lui. Pas un mot ne fut échangé entre eux, ni pendant cette soirée ni le lendemain matin, qui contînt ou même sous-entendît une allusion à leur dernier entretien. Mais la belle-sœur d'Irène avait au fond de ses yeux une décision implacable, que Bernard y lisait distinctement. Il la retrouverait, cette décision, il le savait, chez tous les membres de la famille et chez tous les amis de celle qu'il aimait. Que lui importait, puisqu'elle l'aimait! Après le premier et brusque heurt contre la vérité des inévitables conditions imposées à ce mariage follement romanesque, il les oubliait pour rentrer dans cet état de demi-extase où l'avait jeté ce premier baiser, donné et reçu comme dans un rêve. Et ce rêve continuait. Le monde d'Irène n'accepterait pas ce mariage? Oui. Qu'importait? Ils s'aimaient. Est-ce qu'Irène avait un monde? Est-ce qu'il y avait quoi que ce fût ici-bas en dehors de lui et d'elle, d'elle et de lui?

Elle allait surgir de nouveau, cette vérité dont Mme Arnaudi s'était faite la sévère évocatrice, et cela d'un côté bien inattendu. L'infirmière-major y fut d'ailleurs mêlée indirectement, comme par une ironique conspiration du destin. Vers les onze heures, au moment du courrier, Bernard la vit entrer dans sa chambre, tenant à la main le paquet des lettres de l'ambulance. Elle en tira une qu'elle lui remit en ajoutant :

— Désormais, c'est moi qui me charge de ce service.

Bernard ne s'y trompa point. Elle voulait ainsi rendre plus malaisée une correspondance du blessé avec sa belle-sœur. Mais de qui venait cette lettre, pour que Mme Arnaudi l'apportât ainsi? Était-ce de?... Une seconde, le cœur du jeune homme battit à se rompre. Il regarda l'enveloppe et reconnut l'écriture d'un de ses camarades d'atelier, ce Cornudet par lequel sa cousine avait appris sa blessure. Mme Arnaudi avait apporté la lettre, pour avoir un prétexte de prononcer cette phrase sur la distribution du courrier, qui devait lui être un avertissement.

« Cornudet m'écrit, pensa aussitôt Bernard, probablement

il a dû voir Marcelle qui se sera plainte à lui. Pauvre Marcelle, c'est trop naturel ! »

Sa pitié devait se changer en un violent sursaut de colère en lisant l'inattendue missive de son compagnon d'atelier Il ignorait que sa cousine, en le quittant, eût aperçu Mme Servières, le regard échangé entre les deux femmes, les mots révélateurs criés enfantinement par la petite Annette, et comment la femme jalouse avait appris le nom de sa rivale. Eût-il d'ailleurs connu tous ces détails, aurait-il jamais, si peu initié aux détours du cœur féminin et aux ruses dont la passion déçue le rend capable, imaginé le déloyal procédé employé par Marcelle en quête d'une certitude et d'une preuve ? Elle savait le fanatisme socialiste de Cornudet et combien il aimait Bernard. Elle avait calculé, — trop justement, on le verra, — que d'apprendre le mariage de son ami avec une femme de la fortune et du rang de Mme Servières bouleverserait ce garçon. Elle le savait, également, impulsif. Il écrirait aussitôt à Bernard en toute liberté. Elle lui avait donc nommé celle qu'elle soupçonnait, pour qu'il la nommât à son tour dans cette lettre. La réaction de Bernard lui apprendrait, à elle, si elle avait deviné juste. La lettre de Cornudet prouvait, que, sur un point au moins, elle ne s'était pas trompée. Elle la lui aurait dictée qu'elle n'aurait pas imaginé des phrases mieux faites pour arracher la vérité au cœur du jeune homme en le déchirant.

« Mon cher Bernard, disait cette lettre, je viens de causer avec Marcelle Roucher. Je considère de mon devoir de te dire que la pauvre gosse est désespérée. Je sais bien que tu ne lui avais pas tout à fait promis le mariage. Mais tout de même !... Enfin !... Tu sais comme elle t'aime. Nous en avons parlé souvent. C'est cette espérance qui l'a soutenue depuis ces quatre ans. Qu'est-ce qu'elle me dit ? Tu veux en épouser une autre, très riche, une madame de Servière, la sœur de la dame qui a le château où est ton hôpital. Elle dit que tes galons t'ont tourné la tête, que tu veux quitter la reliure, devenir un aristo avec le pognon de cette femme. Je n'ai pas besoin de te dire que je n'en crois pas un mot. Je te connais trop, toi, que je n'ai jamais rien vu faire que de vraiment chic. Je n'ai jamais tant maudit mes sacrées varices qui m'ont fait réformer. Je serais parti avec toi. Je t'aurais empêché de te faire certaines idées, si tu te les es faites, ce qu'encore une fois je ne crois pas. C'est

vrai qu'il y a longtemps que tu n'es plus venu voir les copains à Paris. Tu écrivais. On te retrouvait le même, le petit Bernard qu'on aime bien, à qui on gardait sa place rue de Bellechasse, le patron et moi. Quand tu as été blessé : « Quelle chance que ce ne soit pas au bras, a dit le père Roueix. S'il perdait la main, celui-là, quel coup de Trafalgar pour la reliure ! » Allons, citoyen Bernard, écrivez vite à l'anarcho Cornudet que la Marcelle s'est monté le coup, que tu restes avec nous, que tu ne te vends pas, nom de Dieu! Car épouser une femme de la haute, nous autres, c'est se vendre. Entends-tu? Se vendre!... Dis-donc, mon petit. Pas de ces sales blagues-là. On te la serre, en attendant qu'on en vide une ensemble et que je te dise comme au bon temps : « A la sociale, animal ! » Et on retourne à ses bradelles. On n'est pas un as comme toi, vieux frère.

NARCISSE CORNUDET. »

Cette lettre, arrivant aussitôt après la conversation avec Mme Arnaudi et les confidences de l'abbé Cortez sur la scène entre les deux femmes, c'était pour Bernard l'autre face de la vérité : son propre passé surgissait soudain entre Mme Servières et lui. Son premier mouvement fut de nouveau l'éclat de fureur de la passion qui se heurte à l'obstacle, et contre Marcelle d'abord :

— Comment a-t-elle su ? se disait-il... Ce sera par cette atroce Mme Arnaudi.

Cette explication était inacceptable. Il le sentit tout de suite. Elle supposait que Mme Arnaudi connût ses rapports avec sa cousine. Qui alors avait pu avertir Marcelle ? Une phrase que l'infirmière-major avait prononcée lui revint à la mémoire, sur son devoir de s'opposer dans son hôpital à une intimité « qui risquait de faire causer et qui a fait causer. » Tant de gens allaient et venaient dans l'ambulance : blessés, infirmières, visiteurs, employés, le chirurgien, ses aides. Mme Servières et lui avaient-ils été imprudents? Sans doute leurs attitudes avaient été remarquées. Des propos malveillants avaient couru. Un de ces hasards, comme il s'en produit tous les jours, avait suffi pour qu'un de ces propos arrivât jusqu'à Marcelle. Ne lui avait-il pas dit lui-même qu'il aimait une autre femme et qui était libre ? Que le nom de Mme Servières eût été prononcé devant elle, associé méchamment à celui de Bernard, c'était assez. Il eut subitement la perception autour de lui d'une

atmosphère d'hostilité et d'envie. D'envie, pourquoi ? Parce que Mme Servières, si réservée, si distante avec tout le monde, l'avait préféré et qu'elle était riche. La lettre le disait en propres termes.

—Quelle abjection !... gémit-il tout haut en la froissant, cette lettre, qu'il déchira en deux. Puis au lieu de jeter les morceaux il les rapprocha pour en relire les phrases accusatrises. Ce terme de mépris dont il venait de se servir, pouvait-il l'appliquer à Cornudet, son camarade d'enfance, puis d'atelier? C'était un garçon de santé chétive, d'idées exaltées, sans cesse tenté par l'anarchie, mais très droit, très généreux. Ils avaient discuté indéfiniment ensemble, toujours en désaccord, mais s'estimant beaucoup l'un l'autre. Le souvenir de cette estime réciproque rendait très amer à Bernard le jugement, évidemment sincère, que cet ami abusé portait sur ce projet de mariage. Il croyait l'entendre, il l'entendait, lui disant avec son accent faubourien : « Ça, mon poteau, ça n'est pas chic. » Il l'employait dans sa lettre, ce mot de « chic, » si vulgaire quand il s'applique aux vanités de l'élégance physique. Il ne l'est plus, quand le langage populaire en fait le synonyme de l'élégance morale. C'est une traduction très simple de cet autre mot « chevaleresque, » grandiloquent celui-là. Ils correspondent à un état d'âme analogue. « Toi que je n'ai jamais rien vu faire que de vraiment chic... » Cet éloge même prouvait que Cornudet connaissait très bien le caractère de son « copain, » dont la pièce maîtresse était le plus noble amour-propre. Ce besoin de se plaire à soi-même, dans ses sentiments et dans ses actions, avait encore été avivé chez Bernard par la guerre et par ses galons. Ayant marqué plus haut les conséquences dangereuses de ces promotions qui prennent le soldat dans les bas degrés de l'échelle sociale pour le hisser du coup au rang d'officier, il n'est que juste de signaler le bienfait possible de cette ascension par le courage. Elle suscite, dans les natures capables de ferveur, un constant désir de se surpasser. Une légitime susceptibilité s'y associe, un sens presque morbide du point d'honneur. « Épouser une femme de la haute, nous autres, c'est se vendre. » Bernard se répétait cette phrase de la lettre dans un cabrement de tout son orgueil. C'était trop injuste. Et descendant au fond de sa conscience il se disait :

—Mme Servières serait pauvre comme Marcelle, hésiterais-je

à l'épouser? Non. Alors, que peut-on me reprocher? Rien, si elle est heureuse.

D'où venait la parole intérieure qui lui posa tout d'un coup cette question : « Et si elle ne l'est pas? » C'était le premier signe du travail accompli déjà en lui par le discours de Mme Arnaudi. Il avait eu beau se révolter là contre, la pointe aiguë de la lucide et cruelle belle-sœur d'Irène s'était enfoncée dans son cœur pour y injecter un poison qui commençait son œuvre. L'exaltation des premières minutes tombait. Il ne se disait plus dans un transport d'espérance : « Est-ce qu'elle a un monde? Elle et moi, moi et elle, et c'est tout. » La lettre seule de Cornudet entre ses mains attestait que ce terme de monde a une signification profonde. Il avait le sien, tout comme Irène. L'épouser, c'était, pour lui, rompre avec ses amis, son métier, sa jeunesse. Qu'elles étaient vivantes, les fibres qui l'attachaient à ce milieu! Sa souffrance de se voir méconnu par Cornudet le prouvait trop. A Mme Servières, ce mariage imposerait une rupture pareille avec son entourage, ses proches, ses habitudes. Elle connaîtrait, elle aussi, ce déchirement. L'immédiate réaction de Mme Arnaudi le démontrait. La femme de Bernard ne ferait pas accepter son mari par son milieu, et rien que l'aspect de la lettre de Cornudet montrait que lui, Moncour, ne pourrait pas imposer le sien à sa femme. Le papier en était malpropre. L'écriture désordonnée, mal séchée sur quelque buvard au café, dénonçait l'inguérissable incurie du personnage que Bernard revoyait en imagination dans son veston taché, aux poches déformées par les livres, avec son large visage encadré d'une barbe mal tenue, son éternelle cigarette au coin humide de sa bouche, ses mains aux ongles noirs sortant de ses manchettes élimées. « Il est immangeable, » disait de lui le père Roueix, leur commun patron, dans un langage dont la bonhomie argotique n'était pas non plus pour plaire à la femme aristocratique de qui le visage délicat flottait devant les yeux de Bernard. Il se sentait rouler dans la détresse. Il se reprit, et, reportant sa colère sur la dénonciatrice, il se disait :

— C'est ça qui n'est pas chic, ce qu'a fait Marcelle, d'être allée parler à Cornudet; elle savait si bien qu'avec ses idées socialistes ce mariage lui déplairait. — Et le dialecte de l'atelier se réveillant en lui : — Est-ce assez rosse, se disait-il

encore. Je n'aurais jamais cru cela d'elle, si douce, si gentille.

De dégoût, il tordit la lettre. Il avisa un briquet à essence qu'il avait sur sa table auprès de son étui à cigarettes. Il fit jaillir la flamme et brûla le papier au-dessus d'un cendrier. Il acheva d'écraser les débris noirâtres et dit tout haut :

— Elle se trompe. Que Cornudet ne comprenne rien à ce mariage, qu'il le déteste, tant pis pour lui !

Puis, évoquant avec sa plus intime énergie la figure d'Irène pour exorciser tant de pensées douloureuses.

— Que fait-elle ? Ah ! elle est plus courageuse que moi. Ce que m'a dit sa belle-sœur, elle le savait, que je ne suis pas de son monde. Et c'est elle qui est venue à moi, qui a fait le premier geste.

Il s'efforçait d'immobiliser tout son être dans ce souvenir pour faire taire la voix intérieure qui lui disait :

— C'est toute une vie de femme que tu vas peut-être gâcher. Deux vies, car il y a un enfant. Prends garde !

XIII

Bernard ne se trompait pas dans le calcul qui avait dicté la démarche de Marcelle, il se trompait sur le caractère de la jeune fille. Ils descendaient, tous deux, par leurs grands parents communs, d'une longue lignée de paysans de l'Est. Cette hérédité avait été corrigée en lui par celle de sa mère qui venait du Nord, de cette partie des Flandres françaises où reste encore tant de traces du sang espagnol. S'il est difficile de s'y reconnaître parmi tant d'atavismes divers qui constituent la personnalité d'un Français moderne, on distingue pourtant quelques grands traits de caractère qui marquent des différences de races. Comment ne pas penser, devant les susceptibilités d'honneur d'un Bernard Moncour, à cette sensibilité castillane qui circule d'un bout à l'autre des drames d'un Calderon ou d'un Lope de Vega ? Peut-être aussi les procédés qu'une Marcelle Roucher allait employer pour défendre son amour, décèleront-ils l'instinct ancestral d'une fille de cultivateurs de frontière. Ces hypothèses doivent être présentées comme bien douteuses. Du moins dégagent-elles mieux la logique des caractères. Le cultivateur est patient. Il observe. Il est attaché profondément aux choses qui l'entourent, sol, bêtes, gens. Marcelle était ainsi. Toute

petite fille, elle avait aimé sa loge, son quartier, cette longue et froide rue de Lille où se trouvait cette loge, puis son métier appris chez une des locataires de la maison, et très naturellement son cousin, la rue où travaillait ce cousin, les amis de ce cousin. En venant habiter rue Vaneau après la mort de ses parents, ce prolongement de la rue de Bellechasse lui avait donné la sensation d'un voisinage avec l'atelier de l'ouvrier relieur. De telles natures paraissent douces, parce qu'étant absorbées intérieurement par un petit nombre d'émotions, elles demeurent indifférentes à beaucoup d'autres. Vient-on à les blesser dans ces émotions, elles développent soudain la sauvage énergie des violences primitives. D'autre part, les pays de frontière, par le contact et le mélange de civilisations différentes, par le danger aussi et les embûches de la guerre, créent aisément, dans les populations qui les habitent, un esprit de défiance et d'incertitude très voisin de la ruse. Si la sincérité, comme l'a écrit un pénétrant moraliste, est une ouverture du cœur, Marcelle n'avait jamais eu cette franchise-là. A l'atelier comme plus tard à l'usine, on lui reprochait d'être cachottière et questionneuse. « Elle arrive à tout savoir de vous et on ne sait rien d'elle, » disaient ses camarades. Cet esprit de précaution ne s'était jusqu'alors exercé qu'à vide. La jalousie allait le transformer en une arme de combat singulièrement adroite et perfide.

Elle l'avait engagé, ce combat, dès son retour de Tremmelay, avertie par ces deux indices, pourtant bien faibles : la silhouette aperçue de sa rivale la guettant et la phrase de la petite fille. Mais ces indices venaient après l'aveu de Bernard, et l'infaillible instinct de la femme amoureuse ne s'y était pas trompé. A peine rentrée à l'atelier, elle avait cherché et trouvé dans un Annuaire ce nom de Servières que lui avait appris le soldat interrogé dans le couloir de l'hôpital. A Paris, les fournisseurs élégants touchent à tous les mondes. Eliane Arpheuil, la patronne de Marcelle, chapeautait quantité de personnes dans ce seizième arrondissement où logeait Irène. Une de ces personnes habitait rue Cortambert, à trois numéros de l'hôtel Servières. Ce n'est pas sans difficultés que Marcelle avait obtenu la permission de s'absenter le matin, en donnant comme motif la blessure d'un proche parent. Au risque de mécontenter son employeuse, elle imagina un second prétexte pour s'absenter de nouveau l'après-midi et courir chez cette cliente. Ces inqui-

sitions personnelles, si voisines de l'espionnage, dénotent déjà une défaillance de conscience. Mais une ouvrière de luxe, à Paris, voit trop de gens autour d'elle réussir par de mauvais moyens, pour que le sens du scrupule ne s'abolisse pas en elle. Être délicat, c'est être dupe, « être poire, » comme dit un autre ignoble mot d'argot. Marcelle était sage. Elle mettait en cela tout son honneur intime, et aussi dans la probité d'argent. Ces demi-moralités sont très dangereuses. Tout leur semble permis en dehors de certains actes. Elle se fût mésestimée d'avoir une aventure, de ne pas régler une dette. Elle n'allait pas juger les actes où l'entraînerait sa passion. A tout prix elle voulait obtenir des renseignements qui pussent dégrader Mme Servières aux yeux de Bernard. Dans ce wagon du métro qui l'emportait vers Passy, elle se disait : « C'est une femme du monde, elle a un amant. » Les ouvrières comme elle, initiées aux dessous de la haute vie parisienne, ont de ces vues sommaires. Cette idée s'accordait trop bien avec ses secrets désirs pour qu'elle la mît en doute une minute. Cette cliente de la rue Cortambert avait une femme de chambre que la modiste se trouvait connaître. Par cette fille, elle aurait le renseignement désiré, ou bien elle entrerait en relations avec un des concierges de la rue, peut-être celui de Mme Servières elle-même. Elle avait entendu trop de bavardages dans la loge paternelle pour douter du résultat. La voilà donc, sonnant à la porte de l'appartement où elle était venue plusieurs fois apporter des cartons à chapeaux. La femme de chambre était bien là, et tout de suite interrogée, elle ne fit aucune difficulté de répondre aux questions de Marcelle qui, justifiant sa visite par le hasard d'une course dans le quartier, avait demandé de l'air le plus indifférent :

— Je suis allée hier dans une ambulance, voir un de mes cousins, un lieutenant qui est blessé. Il est soigné par une dame Irène Servières qui habite dans votre rue. Je l'ai rencontrée là. Sachant que je travaillais chez Éliane Arpheuil, elle m'a priée de la recommander à ma patronne. Je ne voudrais pas en parler à madame sans avoir plus de détails sur elle. C'est votre voisine. Pouvez-vous me renseigner? Qui est-ce?

Elle avait eu la déception d'entendre un éloge de Mme Servières, d'autant plus mortifiant pour elle, que la femme de

chambre avait insisté sur les qualités les plus faites pour séduire Bernard.

— Mme Servières? Je connais ses domestiques. Ah! chez elle, ce n'est pas une boîte, comme ici. Elle est si bonne, si douce! Ce n'est pas comme ma dame. Avec elle jamais un mot vif. Et généreuse! Il paraît que son mari était un butor. Jolie avec ça et si comme il faut!

— Elle a bien quelqu'un tout de même? demanda Marcelle.

— Elle! ah! Jésus-Marie! répondit l'autre, elle, quelqu'un! Je répondrais d'elle comme de maman. Quelqu'un! Pour ça! non! — Et employant une expression de son village : — Ça se reconnaît tout de suite la volagerie, il n'y a qu'à voir une personne passer dans la rue; mais celle-là!

Il fallait donc renoncer au plan si simple, mais infaillible, d'une dénonciation qui éveillât la jalousie de Bernard. Moins d'une heure plus tard, Marcelle courait rue de Bellechasse demander Cornudet à l'atelier Roueix. Dans les natures directes, comme celle-là, qui vont droit à l'action, un projet n'est pas plus tôt rejeté qu'un autre est conçu. Elle connaissait si bien la fierté de son cousin. Elle l'en admirait tant. Elle aussi lui appliquait le mot vulgaire, mais si expressif : « Il est chic, Bernard. » Tout de suite elle avait aperçu cet autre moyen de le dégoûter de ce mariage: le lui représenter comme un trafic profitable. L'instrument le plus adapté à cette besogne était l'ouvrier socialiste. Elle l'avait trouvé tel que sa jalousie le souhaitait, s'apitoyant sur elle et indigné contre son ami. Il écrirait.

« Mais si ça ne lui fait rien, s'était-elle dit, une fois seule, maintenant qu'il est officier et qu'il va être décoré sans doute? C'est sûr que les galons et la croix, ça égalise, ça vaut la fortune... Alors, quel moyen employer? »

Le premier projet lui revenait à l'esprit : accuser madame Servières auprès du jeune homme. Elle n'avait rien de vrai à en dire, mais si elle inventait? Il y a dans la basse calomnie, une lâcheté devant laquelle la passion recule d'abord. C'est l'envie qui calomnie, et Marcelle n'enviait pas madame Servières. Elle la haïssait d'être aimée par Bernard, si réellement c'était elle que Bernard aimait. Maintenant le doute la reprenait sur ce point. Il lui fallait, pour savoir, attendre l'effet produit par la lettre de Cornudet. Elle n'avait qu'une

certitude : Bernard aimait une autre femme, qu'il voulait épouser. Mais était-ce celle-là ? Et si ce n'était pas celle-là? Si la lettre écrite par Cornudet tombait à faux?... Bernard lui en voudrait davantage à elle, et voilà tout. Non, non. C'était bien Mme Servières. Elle ne pouvait pas s'être trompée. Le regard que lui avait jeté l'infirmière de Bernard à son arrivée, était bien celui d'une femme qui en dévisage une autre avec un soupçon douloureux. Et que signifiait cet aguet au fond du couloir, sinon le soupçon continué? Quel soupçon? Mais que Bernard eût une maîtresse...

Vingt-quatre heures avaient à peine passé qu'un autre projet se contruisait dans la tête de Marcelle. Dans ce petit monde des ouvrières parisiennes où elle vivait, les plus sages ont une indulgence attendrie pour les faiblesses du cœur. Elle fait place à la sévérité aussitôt que l'enfant apparaît. Le droit de la fille-mère au mariage est un des articles indiscutés du code de l'amour libre. Si, au lieu de respecter sa cousine, Bernard eût abusé d'elle et qu'il en eût eu un enfant, jamais il n'aurait pensé à épouser une autre femme. S'il y eût pensé et que cette autre femme eût appris l'existence de cet enfant, elle non plus, pour peu qu'elle eût de l'honnenr, n'eût pas accepté ce mariage. Marcelle se répétait le témoignage que la femme de chambre de la rue Cortambert avait rendu à Mme Servières. Elle se rappelait ce regard profond, ce visage où transparaissait une belle âme. Toute impulsion, tout instinct comme elle était et si peu cultivée, elle n'aurait certes pas pu dégager, définir le caractère de cette physionomie. Elle l'avait senti. Et tout haut, se justifiant déjà d'une tentation scélérate :

— De soi on a bien le droit de dire ce qu'on veut!

Elle venait de se voir, elle, abordant Mme Servières à titre d'infirmière de son cousin, lui racontant que celui-ci l'avait rendue mère et la suppliant d'intercéder pour elle, pour l'enfant, afin qu'il l'épousât... Mais à quoi servirait-il, ce mensonge? Bernard nierait. Mme Servières ferait une enquête. D'ailleurs, était-ce vraiment elle que Bernard voulait épouser? Il fallait d'abord savoir cela, d'une façon certaine et à tout prix. Comment? Mais en retournant à l'hôpital pour voir de ses yeux l'effet sur Bernard de la lettre de Cornudet. Seulement, celui-ci l'avait-il envoyée? Tout ce tumulte de pensées se déchaînait, tandis qu'assise à l'atelier parmi ses compagnes, ses

doigts agiles maniaient les souples étoffes, les plumes, les dentelles, les fleurs artificielles, tous ces délicats et fragiles éléments de ce chef-d'œuvre de grâce légère, un chapeau de Paris.

— C'est ça qu'il faut savoir d'abord, se disait-elle, si Cornudet a écrit? Je n'ai qu'à passer chez les Roueix.

Son impatience était telle, que, sortie de son atelier un peu avant midi, elle prit un taxi, elle si économe d'habitude, pour arriver à temps rue de Bellechasse, et que l'ouvrier relieur fût encore là. Il y était. Il avait envoyé la lettre :

« Je le tiens, le prétexte pour aller le voir, pensa-t-elle, lui demander pardon d'avoir parlé à Cornudet; il doit tant m'en vouloir, et il a raison ! »

A cette minute, — les âmes passionnées ont de ces inconséquences, — son remords était sincère. L'image de Bernard indigné contre elle la hantait. Cette visite à l'ambulance de Tremmelay, il la lui fallait immédiate, plus peut-être par besoin de se justifier auprès de Bernard que par calcul et pour savoir. Comme son cœur battait, quand, après deux jours d'indécision, elle arriva devant la grille du château! Un détail d'un ordre très humble augmentait sa fièvre : elle avait dû demander à sa patronne un nouveau jour de congé, toujours sous le prétexte d'aller voir son parent blessé. Mme Arpheuil avait répondu d'un ton mécontent :

— Il y a beaucoup de travail ici, mademoiselle Roucher.

— Il est si malade, madame, et il me réclame, je suis sa seule parente.

— Allez, mais tâchez de revenir pour l'après-midi.

L'appréhension de perdre sa place se mêlait chez l'ouvrière à l'agitation de l'amour. Elle s'était assise dans l'antichambre qui précédait le bureau de la directrice. Là, elle entendit deux soldats en train de jouer aux cartes, à quelques pas, échanger, à son propos, les phrases suivantes :

— Tiens, la poule au lieutenant qui a rappliqué.

— Pardi, l'autre la plaque, tu sais. Paraît qu'elle ne revient pas. Il a raté son chopin, le greluchon.

Pas de doute possible. Le « lieutenant, » c'était Bernard. La « poule, » c'était elle. Mais « l'autre? »

A cette question Mme Arnaudi allait donner une réponse immédiate. Elle causait avec l'abbé Cortez, quand Marcelle entra dans son bureau :

— Vous venez voir le lieutenant Moncour, mademoiselle? Je n'ai personne pour vous accompagner. Ma belle-sœur qui était son infirmière est retournée à Paris, mais vous trouverez facilement : un étage, le corridor à gauche, chambre n° 10.

— Vous avez vu ses yeux, en apprenant qu'Irène n'est plus là? dit-elle à l'abbé Cortez, quand Marcelle fut partie. Je ne lui ai dit ça que pour savoir.

— Savoir quoi?

— Mais s'ils ne s'entendent pas pour exploiter cette pauvre folle. Oui, insista-t-elle, sur un geste de l'abbé, ces gens du peuple, c'est comme ça. Prendre l'argent d'une femme riche pour le manger avec une petite amie, ils trouvent ça gentil, « rigolo! » En tout cas, quand je vous disais : « C'est sa maîtresse, » me suis-je trompée?... — Et comme le prêtre continuait de protester : — Pour que vous croyiez le mal, il faut qu'on aille se confesser à vous, mais comme ces gens-là ne se confessent jamais, alors...

« Elle m'a regardée, en disant que sa belle-sœur était partie, songeait Marcelle en montant l'escalier d'un pas qui ne se précipitait plus maintenant. Pourquoi m'a-t-elle appris ça? »

La faculté d'interpréter le moindre mot, le moindre geste, un son de voix, un coup d'œil, est une de celles que développe au plus haut degré le métier de vendeur ou de vendeuse. La petite modiste ignorait tout des relations des deux belles-sœurs. Sur ce seul petit signe, elle devinait déjà qu'une difficulté avait surgi, où Bernard et elle étaient mêlés. De nouveau, l'évidence s'imposait : Mme Servières était bien la femme dont son cousin lui avait parlé sans la nommer. Elle n'eut plus de doute, quand elle fit son entrée dans la chambre ; rien qu'au geste par lequel il tira du tiroir de sa table de nuit la lettre de Cornudet pour la lui tendre en lui disant :

— Tu viens voir ton œuvre, Marcelle? Tu peux te vanter d'avoir fait là de la jolie besogne.

Il était couché, la fièvre l'ayant repris depuis ses émotions de ces derniers jours, et il continuait :

— Pourquoi as-tu livré à ce garçon le nom d'une femme que tu ne connais pas, dont tu ne sais rien?

— Dont je ne sais rien? gémit Marcelle ; après ce que tu m'as dit?

— Je n'ai nommé personne, fit le jeune homme. Je t'aurais pardonné de te plaindre de moi à Cornudet, je ne te pardonnerai jamais, entends-tu, d'avoir livré ce nom.

— Tu l'aimes donc bien? répondit-elle simplement.

Elle était venue pour s'excuser, pour supplier. La visible souffrance de Bernard, son irritation autour de ce nom, si imprudente, et qui prouvait qu'il ne se dominait plus, tout achevait de la convaincre. La lettre de Cornudet avait trop bien porté. Et, la crise aiguë de jalousie la reprenant :

— Alors, tu crois qu'elle t'aime?... osa-t-elle dire. Une grande dame qui aime un ouvrier, laisse-moi rire! — Elle riait en effet, de ce rire énervé qui va s'achever dans un sanglot; puis, saisissant la main de Bernard et y appuyant son visage, elle fondit en larmes en gémissant :

— Pardon, pardon, Bernard, je suis trop malheureuse, trop misérable, ça fait trop mal... — Elle répéta : — trop mal, trop mal!...

— Sois raisonnable, Marcelle, répondit-il, calme-toi, quelqu'un pourrait entrer. Que croirait-on?

— Ah! voilà à quoi tu penses!... gémit-elle, reprise par la colère. — Tu as peur qu'on aille lui répéter à elle que tu as reçu « ta *poule,* » comme j'ai entendu tout à l'heure deux blessés m'appeler en bas? Et sais-tu comment ils t'appelaient, toi? « le greluchon. » Toi, mon Bernard que j'ai mis si haut, que tu fasses penser ça de toi et à cause de qui, d'une coquette, d'une vicieuse! Elle ne peut être que ça, cette femme. Ah! je la déteste, je la déteste.

— Marcelle, dit Bernard qui s'était redressé, va-t-en, je te chasse, je te défends de parler ainsi de Mme Servières. Si tu ne t'en vas pas, je sonne pour te faire mettre dehors.

— Non... balbutia-t-elle, ne me parle pas avec cette voix, laisse-moi rester, t'expliquer...

— Va-t-en!...

Comme sa main s'approchait du timbre placé à son chevet, elle se leva et elle obéit.

PAUL BOURGET.

(La quatrième partie au prochain numéro.)

CORRESPONDANCE INÉDITE
DE NAPOLÉON III
ET DU
PRINCE NAPOLÉON

NAPOLÉON III ET LE PRINCE NAPOLÉON

Louis-Napoléon, le futur Napoléon III (1), était de quatorze ans plus âgé que son cousin germain, le prince Napoléon. Malgré cette différence d'âge, il s'établit de bonne heure entre eux une intimité, dans le ciel de laquelle glissèrent parfois quelques nuages, mais dont rien ne devait jamais rompre les liens. Cette amitié, formée sur la terre d'exil où ils passèrent l'un et l'autre leur enfance et même, en partie, leur jeunesse, résista à toutes les épreuves et dura jusqu'à la mort de l'Empereur.

Ils étaient cependant de caractères très différents, opposés même en bien des points.

D'une nature méditative et taciturne, le futur empereur vivait dans l'attente d'un rêve qui se réalisa. Ce « doux entêté, » comme l'appelait sa mère, semblait irrésolu, parce qu'il cachait

(1) Charles-*Louis* Napoléon était le troisième fils de Louis, frère de l'Empereur et roi de Hollande, et d'Hortense de Beauharnais. Il naquit à Paris le 20 avril 1808, et devait mourir à Chislehurst, le 9 janvier 1873. *Napoléon*-Joseph-Charles-Paul, généralement connu sous le nom de prince Napoléon, était le second fils de Jérôme, dernier frère de l'Empereur et ex-roi de Westphalie, et de la princesse Catherine de Wurtemberg. Il naquit à Trieste, le 9 septembre 1822, et mourut le 18 mars 1891. Son frère aîné, *Jérôme*-Napoléon, naquit le 24 août 1814 et mourut le 12 mai 1847. Sa sœur, *Mathilde*-Lœtitia-Wilhelmine, connue sous le nom de princesse Mathilde, naquit le 27 mai 1820 et mourut le 2 janvier 1904.

sa volonté. D'une bienveillance extrême, d'une bonté exagérée pour un chef d'État, d'une patience que rien ne devait lasser, il savait attendre, et parce qu'il se maîtrisait, dissimulait ses impressions, réfléchissait longuement et ne cédait pas à la première impulsion, on l'accusait d'être indécis. Il était fataliste, a-t-on dit. Au fond, il avait confiance dans son étoile, et l'événement a justifié cette confiance. Très épris d'idéal, il rechercha toute sa vie le bien de l'humanité. Ses buts furent toujours élevés, avec exagération parfois, car ce qu'on peut lui reprocher, c'est d'avoir trop généralisé, d'avoir poussé la générosité peut-être jusqu'à l'utopie, d'avoir recherché le bonheur des peuples et leur liberté sans envisager suffisamment les conséquences qui pourraient en résulter pour l'avenir de celui dont il était le souverain.

Non moins épris que lui de l'amour des peuples et persuadé que le premier de tous les devoirs consistait à leur assurer la liberté, son cousin, le prince Napoléon, était d'une vivacité de caractère dont il n'arrivait pas toujours à se rendre maître. Très intelligent, d'un esprit essentiellement primesautier, mais trop enclin à la critique, apte à tout pénétrer, s'appliquant à toutes choses avec ardeur, mais successivement, il possédait une grande séduction. Aimable, quand il le voulait, il savait mieux que personne charmer son interlocuteur, et d'autre part, si des gens ou des choses lui déplaisaient, il avait des boutades terribles, des mots qui assommaient. Démocrate dans ses opinions et dans ses discours, il était absolu dans ses volontés et nul n'avait plus que lui l'orgueil du nom qu'il portait. Vif, impatient, autoritaire, il ne savait rien attendre du temps : il voulait voir la réalisation de ses projets à peine après les avoir formulés. Il avait une grande perspicacité naturelle, mais ses impressions se modifiaient parfois, sauf pour ses amis auxquels il restait fidèle. D'une nature impétueuse, il passait facilement d'un extrême à l'autre et se montrait généralement rebelle à toute contrainte. Son éloquence, très réelle, échappait aux règles ordinaires. Il ne craignait pas le paradoxe et ne reculait jamais devant une thèse excessive. Si, au cours d'une discussion, un contradicteur élevait la voix, il bourrait dessus et, loin de se dérober devant la lutte, il semblait s'y trouver dans son élément naturel. Son cousin devait lui reprocher son manque de persévérance : ses impressions étaient trop vives, son ardeur trop

grande pour qu'il persistât longtemps dans la même voie. Au fond, pendant toute sa vie, malgré la multiplicité de ses entreprises, jamais les événements ne se succédèrent assez vite à son gré et son immense besoin d'action resta toujours inassouvi.

Si ces deux princes apparaissaient si différents l'un de l'autre, ils avaient bien des motifs pour se rapprocher. L'opposition des caractères n'écarte pas, d'ailleurs, forcément deux natures. Il semble, au contraire, que l'on doive appliquer aux amitiés humaines la grande loi de physique d'après laquelle deux corps ne peuvent s'unir complètement que s'ils s'emboîtent et si aux saillants de l'un correspondent les rentrants de l'autre. En outre, il existait entre eux des points de contact nombreux et même certaines similitudes.

Élevés dans le culte de l'Empereur, ils devaient toute leur vie rester fidèles à sa mémoire. Chacun à sa manière, ils le considérèrent toujours comme le seul inspirateur de leur conduite, comme l'idéal au rapprochement duquel tendaient tous leurs efforts. Ils étaient tous les deux fortement imprégnés de ses idées, et même lorsque quelque discussion sembla les diviser, ils se réclamèrent l'un et l'autre de sa doctrine, pour s'expliquer mutuellement les raisons de leurs divergences.

Ils avaient donc la plus haute idée du nom qu'ils portaient. Ils en étaient fiers, mais sans morgue, et considéraient les devoirs qu'il leur imposait plus que la gloire qui en rejaillissait sur eux. Profondément patriotes, ils plaçaient au premier rang de ces devoirs la grandeur et le bonheur de la France, avec la conviction absolue que, dans les temps modernes, on ne pouvait les assurer que sous l'égide des Napoléons. Très sincères, ils étaient d'une loyauté absolue, d'une grande générosité de cœur et d'esprit, d'une élévation d'idées et de sentiments qui les mettait au-dessus des mesquineries de la vie terre à terre. Ajoutons qu'habitués dès leur enfance au travail, ils conservèrent toute leur vie le goût des choses sérieuses et des études. Par le fait même de l'exil dans lequel ils vécurent et des circonstances difficiles de leur première jeunesse, leurs caractères mûrirent avant l'âge.

Louis-Napoléon s'attacha très vite à son cousin. Ce dernier était dans une pension, en Suisse, à Carouge, quand sa mère, la reine Catherine, mourut (30 novembre 1835). Le roi Jérôme l'en retira, et, sur la demande de la reine Hortense, l'envoya à

Arenenberg, où il passa près d'une année, n'ayant d'autre précepteur que le futur empereur. Entre ce jeune maître de vingt-huit ans et cet élève de quatorze, rapprochés par leurs souvenirs, liés par leurs malheurs, exaltés par leurs espoirs, s'établit bientôt l'intimité la plus tendre. Ce fut celle qui unit deux frères, avec cette nuance que l'aîné prit de bonne heure sur son cadet une autorité à laquelle les événements devaient, plus tard, donner un autre caractère, mais que le plus âgé exerça toujours avec douceur et patience et que le plus jeune accepta avec reconnaissance. Il arriva, dans la suite, comme nous le verrons, que des discussions s'élevèrent entre eux, que des différences d'opinions les divisèrent, que des brouilles même les éloignèrent momentanément l'un de l'autre : jamais les deux cousins ne cessèrent de s'aimer, de s'estimer et de se le prouver.

C'est précisément pour exposer la nature de leur intimité que l'on a entrepris la publication de cette correspondance, restée jusqu'ici inédite, à quelques très rares exceptions près que nous signalerons. On a, en même temps, poursuivi un autre but : c'est de mieux faire connaître la nature de ces deux princes et d'aider les historiens de l'avenir à les élever sur leur véritable plan.

Personne, peut-être, n'a été plus attaqué que ces deux hommes et plus injustement. Pour les deux, la passion politique et, qui pis est, la passion religieuse, s'en sont mêlées. De leur vivant, même au moment de leur puissance, puis plus tard, après la chute de l'un, pendant la retraite de l'autre, ils ont été insultés, calomniés, vilipendés avec une fureur à peine éteinte de nos jours. Cependant la lumière commence à apparaître. Le recul devient suffisant pour que l'on puisse porter sur eux un jugement plus impartial. La lecture de ces lettres, lettres écrites sans aucune arrière-pensée de publicité, aidera, mieux que tout, l'historien sans parti pris à se rendre un compte exact de leurs véritables natures.

Ces lettres sont déposées en Suisse, dans les archives de la villa de Prangins, où le prince Napoléon les avait classées lui-même au milieu de nombreux autres dossiers. Celles de l'Empereur sont au complet, à très peu d'exceptions près. Le prince Napoléon gardait, en effet, soigneusement toute correspondance pouvant présenter de l'intérêt. Il les a numérotées de sa main, indiquant généralement le jour et l'endroit où il les

avait reçues et la date à laquelle il avait répondu. Très rares ont dû être celles qui ne figurent pas dans cette collection. Presque toutes sont écrites entièrement de la main de Napoléon III. Quelques-unes seulement, très peu nombreuses, ont été dictées et ne portent que la signature de l'Empereur (1). Elles s'étendent sur une période de trente-cinq ans, de 1837 à 1872.

Celles du prince Napoléon, au contraire, n'existent plus en original. L'Empereur, — il le dit lui-même dans une de ses lettres, — avait l'habitude, surtout pendant sa détention à Ham, de détruire ce qu'il recevait. Peut-être, dans la suite, en conserva-t-il quelques-unes : elles disparurent très probablement des Tuileries après le 4 septembre. Mais fort heureusement les archives de Prangins renferment les minutes d'un certain nombre des lettres que le prince Napoléon écrivit à son cousin depuis 1852. Ce sont ces minutes, tantôt écrites directement par le prince, tantôt copiées par un secrétaire, que nous reproduirons.

Le prince Napoléon avait certainement envisagé la publication d'une partie tout au moins des lettres de l'Empereur. Une note, retrouvée dans ses papiers et constituant un travail préparatoire, ne laisse aucun doute à ce sujet. Loin de craindre d'aller contre ses intentions en livrant aujourd'hui cette correspondance au public, nous croyons au contraire exécuter ses volontés, tout en défendant sa mémoire contre les attaques dont il a été l'objet.

ERNEST D'HAUTERIVE.

(1) Au cours de la publication, nous aurons soin de signaler celles de ces lettres qui furent dictées.

CORRESPONDANCE DE
NAPOLÉON III ET DU PRINCE NAPOLÉON

I. — ARENENBERG — HAM

Après l'échec de sa tentative de Strasbourg (30 octobre 1836), le prince Louis-Napoléon avait été expulsé de France et embarqué pour l'Amérique. Mais à peine arrivé à New-York, il apprit que sa mère était gravement malade en Suisse. Il revint en toute hâte en Europe et se rendit à Arenenberg, où, quelques jours après, la reine Hortense expirait entre ses bras (5 octobre 1837).

A la suite de ce décès, il écrivit à son cousin, qui se trouvait alors à Stuttgart :

Arenenberg, le 14 octobre 1837.

Mon cher Napoléon,

Tu auras appris par ton frère, auquel j'ai écrit, le nouveau malheur qui vient de me frapper. Je compte assez sur ton amitié pour savoir que tu partages et que tu as toujours partagé mes souffrances morales.

Ma mère, dans son testament, te destine un cadeau de vingt mille francs, que je dois te donner à ta majorité, mais dont je te payerai les intérêts à 5 pour 100 dès aujourd'hui. Tu me feras savoir où je devrai te faire toucher cette petite rente et si tu veux la toucher tous les six mois ou tous les ans.

Adieu, mon cher Napoléon. C'est avec plaisir que je t'écris, car je t'aime comme un frère, et dans ces moments d'isolement de l'âme c'est une grande consolation que de trouver un cœur qui vous réponde.

Reçois de nouveau l'assurance de ma sincère amitié.

Ton tendre cousin et ami

NAPOLÉON LOUIS.

A la fin de 1837, le prince Napoléon, alors âgé de quinze ans et auquel la France était fermée, avait été admis par son oncle maternel, le roi de Wurtemberg, comme élève à l'École militaire de Ludwigsbourg. C'est là que Louis-Napoléon lui écrivit :

Arenenberg, le 14 juillet 1838.

Mon cher Napoléon,

Quoique je réponde bien tard à ta lettre, tu ne douteras pas, j'espère, du plaisir que j'ai éprouvé en recevant de tes

nouvelles, car tu sais que je t'aime comme un frère. J'ai été bien aise qu'un de mes amis t'ait vu et qu'il ait pu apprécier toutes tes bonnes qualités. Combien je voudrais pouvoir te revoir et comme je regrette le temps où nous passions ici nos journées ensemble ! Actuellement Arenenberg est si triste ! Je pense que tu travailles bien et que tu seras bientôt un officier consommé. Je t'envie presque de pouvoir te livrer à des exercices militaires. Cela forme le corps et l'esprit.

Fais-moi le plaisir de remettre la lettre ci-jointe à ton frère et ne doute jamais de ma sincère amitié.

Ton cousin et ami

NAPOLÉON LOUIS.

Le 6 août 1840, le prince Louis échouait, à Boulogne, dans sa nouvelle tentative pour s'emparer du pouvoir. Arrêté aussitôt, il fut condamné, le 9 octobre 1840, par la Chambre des pairs, à une prison perpétuelle et incarcéré à Ham, avec ses fidèles compagnons, le général de Montholon et le docteur Conneau. Il devait y rester pendant près de six années, jusqu'au 25 mai 1846. Durant cette longue captivité, pas un instant il ne perdit courage ni patience. Au bout de quelque temps, il lui fut permis de recevoir des lettres, des visites même : il profita surtout de ses longues heures de solitude pour travailler. Les nombreux écrits sortis de sa plume à cette époque sont là pour prouver son activité, toujours employée à la propagation de ses idées et à sa préparation au rôle qu'il se sentait appelé à jouer.

Pour cette période, nous avons vingt lettres de lui adressées au prince Napoléon, dont les réponses, malheureusement, ont disparu. Ce dernier pendant le même temps, après avoir d'abord achevé son instruction à Ludwigsbourg, puis servi deux années à l'état-major, quitta cette armée wurtembergeoise dont l'esprit différait trop fortement du sien. Il rejoignit son père à Florence, où il passa quelques années avec lui, entrecoupant ce séjour de voyages en Italie, en Espagne, en Angleterre.

Ham, le 11 février 1841.

Mon cher Napoléon,

Je ne saurais t'exprimer combien la lettre que tu m'as écrite de Florence m'a fait plaisir. Je n'ai jamais douté de ton amitié pour moi, mais il m'est bien doux dans la position où je suis, d'en recevoir des preuves. Quoiqu'il y ait longtemps que je ne t'aie vu, ton souvenir ne s'est pas effacé de mon cœur, et souvent j'ai reporté avec bonheur mes pensées sur le temps

que nous avons passé ensemble, auprès de ma tendre mère. Pour te prouver, mon cher ami, combien est fraternelle l'amitié que je te porte, je te dirai qu'avant de partir de Londres (1), prévoyant toutes les chances, j'avais fait un testament par lequel je te laissais, comme à mon seul héritier, tout ce qui m'appartenait.

Je ne te parle pas de ma position actuelle, tu peux bien la deviner. On me tient toujours au secret, et je n'ai que la compagnie du général Montholon et du docteur Conneau. Je passe mon temps à étudier, à réfléchir et à espérer. Je ne regrette d'ailleurs rien de ce que j'ai fait.

Adieu, mon cher Napoléon, reçois l'assurance de la sincère et fraternelle amitié de ton cousin et ami

NAPOLÉON LOUIS.

Ham, le 15 novembre 1841.

Mon cher Napoléon,

Je te remercie bien de ta lettre et de la promptitude avec laquelle tu as fait ma commission. Je t'envoie une note sur les objets que je désirerais avoir éclaircis (2). Je pense que cela sera difficile.

J'ai vu dans les journaux que ton frère avait fait une chute de cheval, à Florence. J'espère qu'il en est rétabli. Quand tu m'écriras, tu me feras grand plaisir de me donner des nouvelles de la santé de mon père (3), car il y a longtemps que je n'en ai pas. Mets tes lettres sous l'enveloppe de M. Noël, notaire à Paris, 13, rue de la Paix. Comme cela, elles ne seront pas lues et tu pourras me donner plus de détails sur ta manière de vivre et sur tes secrètes pensées, qui, j'en suis sûr, doivent se rapprocher des miennes.

Je m'occupe toujours. Cependant mon travail sur Charlemagne n'avance pas beaucoup. Il y a tant de recherches à faire que, par moments, je me décourage.

(1) Pour venir à Boulogne.

(2) A cette lettre, adressée à Florence, était jointe une note indiquant différents points que le prince désirait éclaircir pour une étude à laquelle il se livrait sur Charlemagne. Il demandait, notamment, s'il existait « un portrait de Charlemagne différent de celui qui est conservé au couvent de Saint-Calixte, à Rome. » Il sera de nouveau question de ce portrait dans la lettre suivante.

(3) Exilé sous la Restauration, ainsi que les autres membres de la famille impériale, le roi Louis s'était retiré à Florence.

Quoique le séjour ne soit pas très gai, tout ce que je redoute, c'est une amnistie, car je suis ici au milieu de mes concitoyens, et je reçois de temps à autre des visites qui me font plaisir.

Adieu, mon cher Napoléon. Reçois de nouveau l'assurance de ma sincère amitié.

Ton cousin et ami

NAPOLÉON LOUIS.

H., le 22 janvier 1842.

Mon cher Napoléon,

Voilà longtemps que je voulais répondre à ta lettre du 18 décembre, mais quoique en prison, je suis toujours aussi paresseux pour écrire des lettres, et puis je travaille tant que cela occupe tout mon temps. Cependant, je tiens à te dire, mon cher ami, combien je suis touché de ta bonne amitié. Quoique je ne t'aie connu qu'enfant et que tu sois maintenant un homme, tu étais déjà assez âgé pour que je puisse découvrir toutes tes bonnes et solides qualités et tu me prouves bien que je ne me suis pas trompé.

Fais-moi le plaisir de présenter mes respects à ton père et de lui exprimer les vœux sincères que je forme pour son bonheur au renouvellement de l'année.

Si la comtesse Camerata (1) est à Florence, fais-moi le plaisir de lui remettre la lettre ci-jointe ou de la lui envoyer où elle est.

Busolini, malheureusement, ne finit pas le monument de ma mère. Dis-lui que lorsqu'il sera fini, je veux bien qu'il l'expose chez un artiste, mais à Paris seulement. C'est Mme Salvage (avec laquelle, par parenthèse, je me suis un peu brouillé) que j'ai chargée d'activer cet ouvrage (2).

Je te remercie bien de la peine que tu t'es donnée pour mes renseignements sur l'histoire de Charlemagne. Je renonce, d'après ce que tu me dis, au portrait.

Maintenant, mon cher cousin, je n'ai plus rien de bien

(1) Napoléone-Elisa Bacciochi, fille d'Élisa (sœur de Napoléon Ier), née en 1806, morte en 1869, épousa, en 1824, le comte Camerata.

(2) Ce fut finalement le sculpteur Bar qui exécuta le monument élevé par le prince Louis à la mémoire de sa mère. Ce monument se trouve dans l'église de Rueil, ainsi que le tombeau de Joséphine.

intéressant à te dire. Ici, tout est dans un calme parfait; mais non pas plus rassurant pour cela; on exerce toujours la même surveillance envers moi, car tous les jours il y a dans la troupe des cris séditieux. Aussi, change-t-on la garnison très souvent. Je reçois tous les jours des preuves de sympathie touchantes, mais tout cela ne servira à rien, tant que les partis se feront la guerre mutuellement.

Adieu, mon cher ami. Dieu veuille qu'un jour nous soyons réunis sous le même drapeau et que je puisse te prouver toute l'amitié fraternelle que j'ai pour toi.

Ton cousin et ami

N. L.

Le 6 juillet 1842.

Mon cher Napoléon,

Tu recevras dans peu de jours les 215 000 francs que je te dois. Je suis fâché de t'avoir fait attendre quelques semaines, mais ma position en est la cause.

Je n'ai rien de bien intéressant à te dire, sinon qu'un régiment, en passant dernièrement par ici, m'a témoigné sa sympathie d'une manière si peu équivoque qu'on a cru un moment qu'il allait emporter la citadelle d'assaut. Cela me console de ma position, car je suis sûr que l'ombre de l'Empereur me protège et me bénit. Ah! que je préfère la sympathie du peuple aux hommages que ta sœur va chercher à Neuilly !

Adieu, mon cher Napoléon. Pardonne-moi cette incartade, mais toi qui as du cœur, tu dois penser tout ce qu'il y a de cruel entre les souvenirs d'Arenenberg et ceux d'aujourd'hui.

Reçois de nouveau l'assurance de ma sincère amitié.

Ton affectionné cousin et ami

N. L.

Fort de Ham, le 23 septembre 1843.

Mon cher Napoléon,

Ta lettre du 15 septembre, que je viens de recevoir, m'a rendu heureux, car depuis longtemps j'étais privé de tes nouvelles et j'éprouvais le besoin de te dire avec quel intérêt je suivais depuis un an tous tes pas.

Je voulais t'écrire dernièrement pour te dire avec quelle

inquiétude j'attendais l'issue de ton duel (1), lorsque les journaux sont venus me rassurer, et, d'ailleurs, je ne savais où t'écrire. Tu ne me dis rien de ta santé : cela me prouve que ta blessure n'est pas grand chose. J'en suis bien heureux. Ne te préoccupe pas de ce qu'ont pu dire quelques mauvais journaux ; tous ceux que j'ai lus ont été en ta faveur.

Tu me fais bien plaisir en me proposant de venir me voir et sois persuadé que ce serait un véritable bonheur pour moi, mais je crains qu'on ne te le refuse. Il faudrait peut-être demander à traverser la France, et, seulement quand tu y serais, formuler l'autre demande. Il y a si longtemps que nous ne nous sommes pas vus, nous aurions tant de choses à nous dire, et, quoique je sois persuadé que les caractères comme le tien ne changent pas, nous aurions besoin de nous revoir pour nous bien comprendre. L'année dernière, j'ai vu Lucien Murat (2), et nous avons beaucoup parlé de toi.

Moi, je ne suis pas malheureux, car je ne crois pas que mes souffrances soient inutiles et j'ai la conviction d'avoir fait mon devoir, d'être le seul même de ma famille qui l'ait fait, car j'ai sacrifié ma jeunesse, ma fortune, ma vie, au triomphe de la cause que nous ne pouvons déserter sans déshonneur.

Je n'ai pas besoin de te répéter combien ta lettre me fait plaisir, car il est si triste dans ma position de ne recevoir aucune marque de sympathie de sa famille, lorsque des étrangers et des inconnus vous en prodiguent sans cesse ! Mais enfin, il faut se résigner et bien se convaincre qu'il n'y a pas de justice pour les vaincus.

Adieu. Présente mes respects à ton père et reçois de nouveau, mon cher Napoléon, l'assurance de ma sincère et inaltérable amitié.

Ton cousin et ami

N. L.

(1) Le prince Napoléon venait de se battre en duel, à l'épée, avec le comte de La Roche Pouchin, général au service du duc de Lucques. Une provocation, après altercation au théâtre de Florence, avait eu lieu le 15 octobre 1842. Bien que depuis ce moment, le prince se soit constamment tenu à la disposition de son adversaire et l'eût même relancé, la rencontre, par suite de diverses circonstances, n'eut lieu que le 5 septembre 1843, à Heilbronn, dans le Wurtemberg. A la troisième reprise, les deux combattants furent blessés.

(2) Lucien Murat (1803-1878), second fils de Joachim Murat (roi de Naples) et de Caroline (sœur de Napoléon Ier).

Conneau est bien sensible à ton souvenir et te présente ses hommages empressés.

Fort de Ham, le 26 décembre 1843.

Mon cher Napoléon,

Je veux t'écrire un mot pour le jour de l'An et te prier de me donner plus souvent de tes nouvelles. Il est si triste, dans ma position, de ne recevoir des nouvelles de sa famille que par les journaux. J'ai aussi à te prier de me rendre un service. Je suis maintenant dans une situation si malheureuse que je cherche à vendre tout ce que je possède. Pourrais-tu faire acheter par M. Demidoff (1) un portrait de l'Impératrice, que j'ai à Paris, peint par Prudhomme (2), et qui a été estimé 20 000 francs, et un beau camée d'Auguste, trouvé par le général Bonaparte en Égypte et qui est devenu historique? Laurent en parle dans son histoire de l'Empereur illustrée par Horace Vernet. Je voudrais le vendre 20 000 francs. Ma mère y attachait un tel prix que, par son premier testament, elle l'avait destiné au Roi de Rome.

Les journaux disent que la comtesse Camerata est en France. Je serais bien triste qu'elle ne vînt pas me voir.

Adieu, mon cher Napoléon. Reçois de nouveau l'assurance de ma sincère et fraternelle amitié.

Ton cousin et ami

N. L.

Le 27 juillet 1844.

Mon cher Napoléon,

Ta lettre m'a fait le plus grand plaisir, car c'est un vrai bonheur pour moi que de recevoir l'assurance que ton amitié n'a pas changé et que je puis te considérer toujours comme un frère.

J'ai dès hier adressé à M. Duchâtel (3) une demande conforme au désir que tu exprimes et aux miens propres et j'espère que nous recevrons une permission. Dans tous les cas, j'ai demandé

(1) Le 21 octobre 1841, le comte Anatole Demidoff avait épousé la princesse Mathilde, sœur du prince Napoléon. Depuis son mariage, quoique vivant la plupart du temps en Italie, la princesse Mathilde venait parfois à Paris, où elle avait un pied-à-terre.

(2) Il s'agit du portrait de Joséphine par Prud'hon (et non Prudhomme).

(3) Ministre de l'Intérieur. Le prince Louis lui avait demandé de permettre à son cousin de venir le voir à Ham. Cette autorisation ne fut jamais accordée.

une réponse quelconque, afin de savoir à quoi m'en tenir. Nous aurons bien des choses à nous dire si nous nous voyons, car il y a bien longtemps que le sort nous a séparés et je sens vivement le besoin d'épancher dans le cœur d'un véritable ami mes peines et mes espérances.

Je te prie de remettre à mon oncle Jérôme la lettre ci-jointe que j'ai reçue de ce bon Ornano (1), qui est en prison à Doullens. Elle lui expliquera quelle est la nature de la demande que je te prie d'appuyer près de lui.

J'ai été bien aise d'apprendre que ma petite brochure (2) te soit parvenue et qu'il y ait sympathie dans nos opinions comme dans nos sentiments.

Adieu, mon cher Napoléon. Dieu fasse que nous puissions bientôt nous revoir! En attendant, reçois de nouveau l'assurance de ma tendre amitié.

Ton cousin et ami

N. L. B.

Ham, le 3 août 1844.

Mon cher Napoléon,

C'est vraiment les larmes aux yeux que je t'écris pour te prévenir que la réponse du ministère ne s'est point fait attendre. J'ai reçu hier un refus très net. Il est dit que le Gouvernement ne peut autoriser ton voyage, parce que la loi s'y oppose.

Je t'avoue que j'en suis d'autant plus désappointé que je croyais qu'on nous accorderait cette permission. Mais enfin, lorsqu'on n'est pas le plus fort, il faut se soumettre et attendre avec patience des temps meilleurs.

Reçois de nouveau, mon cher Napoléon, l'assurance de la sincère et tendre amitié de ton cousin et ami

NAPOLÉON LOUIS.

Ham, le 25 octobre 1844.

Mon cher Napoléon.

Je sais que plusieurs de tes amis font des démarches afin d'obtenir la permission de ton voyage en France. J'espère

(1) Napoléon d'Ornano (1806-1859). Il prit part à l'affaire de Boulogne et fut condamné à la prison, par la Chambre des pairs. Il était détenu à Doullens, ainsi que Persigny.

(2) *De l'extinction du paupérisme.*

donc encore que je pourrai avoir le bonheur de te revoir.

Aujourd'hui, je t'écris pour te prier de me rendre un immense service. Tu sais que le malheur ne vient jamais seul et qu'il m'a frappé à la fois de tous les côtés. Or, je viens de recevoir une nouvelle désespérante pour moi, car elle me prive de mes dernières ressources. Tout n'est pas entièrement perdu, mais avant un an ou deux, je n'en tirerai plus rien. Dans ce cas extrême, je ne vois pas d'autre moyen de me sauver que de vendre tout ce qui me reste ou de tâcher d'emprunter dessus.

Fais-moi le plaisir de t'adresser à Demidoff de ma part et de lui faire la proposition suivante : ou de m'acheter pour deux cent mille francs les objets dont je te donnerai la liste, ou de me prêter cette somme pour cinq ans sur ces mêmes objets. Voici en quoi ils consistent :

1° Le talisman de Charlemagne donné à l'Empereur par le clergé d'Aix-la-Chapelle (1). Je l'estime	150 000 fr.
2° Le camée d'Auguste que le général Bonaparte trouva en Égypte, sur les ruines de Péluse, estimé	20 000 —
3° Une tapisserie des Gobelins	20 000 —
4° Un superbe tableau de l'Impératrice, de Prudhomme, estimé.	20 000 —
5° Le lavabo de Louis XIV.	5 000 —
Total. . .	215 000 fr.

Je lui serais bien reconnaissant, s'il me rendait ce service, car cela me tirerait d'un cruel embarras, car j'ai des charges qui diminuent tous les jours, il est vrai, mais qui n'en sont pas moins lourdes aujourd'hui. Je t'en prie, mon cher Napoléon, n'épargne rien pour faire réussir cette négociation à laquelle j'attache un si grand prix. Tu conçois combien ma position est cruelle, moi qui n'ai jamais pensé à l'argent et qui étais toujours heureux d'en donner pour obliger les autres.

Dans tous les cas, réponds-moi le plus tôt possible, car il n'y a rien de pire que l'incertitude et si tu ne réussis pas, il faut que je cherche ailleurs.

(1) Il est déjà question du camée d'Auguste et du portrait de l'Impératrice par Prud'hon dans la lettre du 26 décembre 1843. Quant au talisman de Charlemagne, c'est un saphir à l'intérieur duquel se trouve un morceau de la Vraie Croix. Il ne fut pas vendu. Napoléon III le donna à l'impératrice Eugénie, qui en fit cadeau, en 1919, au trésor de la cathédrale de Reims.

Enfin, si ton beau-frère ne pouvait pas prendre la totalité, offre-lui en une partie.

Reçois de nouveau, mon cher Napoléon, l'assurance de ma sincère et tendre amitié.

N. L.

J'ai eu le plaisir de voir hier M. Alexandre Dumas, avec lequel j'ai beaucoup parlé de toi.

Ham, le 2 décembre 1844.

Mon cher Napoléon,

J'ai reçu tes deux lettres et je te remercie bien des démarches que tu as faites pour m'être utile. J'espère qu'un jour je pourrai te rendre le bien pour le bien et te donner des preuves de ma sincère amitié. Crois-tu que notre cousine la comtesse Camerata puisse m'être utile dans ce moment? Écris-lui, je t'en prie, et dis-moi où elle est.

J'ai lu les lettres que tu as écrites au prince de Canino (1), et je conçois combien les sottes prétentions de ce personnage ont dû irriter mon oncle et toi-même; mais il est impossible de faire mettre la rectification dont tu me parles dans les journaux français de l'opposition, par cette première raison surtout qu'il suffit de prononcer le nom de l'*Almanach de Gotha* pour exciter le rire universel en France. J'ai prévenu déjà ton désir en faisant insérer dans l'*Almanach populaire de 1845*, que je t'envoie, une notice sur la famille où chacun est à sa place. Cet almanach est répandu en France à 60 000 exemplaires. Il vaut mieux pour nous que l'*Almanach de Gotha*. Dis bien à mon oncle que je partage tous ses sentiments à l'égard du prince de Canino, mais que je n'ai pas pu faire ce qu'il demandait.

D'ailleurs, mon influence ne s'étend que sur les journaux de province. Et de ceux-là, il est vrai, il y a une vingtaine qui me sont très favorables.

J'espère encore qu'on te donnera la permission pour venir

(1) *Charles*-Lucien-Jules-Laurent Bonaparte, prince de Canino (1803-1857), fils aîné de Lucien (frère de l'Empereur) et d'Alexandrine de Bleschamps. L'*Almanach populaire de 1845* donne une note, inexacte d'ailleurs pour certaines dates, sur tous les membres encore existants de la famille de Napoléon Ier. A propos de Lucien, il y est dit que ce frère de l'Empereur, n'ayant pas voulu se séparer de sa seconde femme, ne reçut aucun titre français. Ce fut le Pape qui lui conféra celui de prince de Canino.

me voir. Dès que la Suisse sera ouverte, je ferai parler à M. Duchâtel par des députés mes amis.

Il y a une femme de beaucoup d'esprit et avec laquelle je suis très lié, Mme Cornu (1), qui était à Venise en même temps que toi et qui aurait bien désiré te voir, mais elle t'a manqué.

Quand tu m'écriras, donne-moi des nouvelles de mon père. Dis-moi comment il se porte, si tu le vois quelquefois et si tu lui parles de moi...

Reçois, mon cher Napoléon, l'assurance de ma sincère et tendre amitié.

Ton cousin et ami

N. L.

Le 28 décembre 1844.

Mon cher Napoléon,

Je suis, je t'assure, bien touché des preuves réitérées d'amitié que tu me donnes, et c'est un bonheur pour moi de retrouver en toi toute la tendresse d'un frère. Je te remercie d'avoir parlé à la comtesse Camerata des objets que j'ai à vendre. Si elle désire le lavabo de Louis XIV, demande-lui où elle veut que je le lui envoie et prie-la d'envoyer ce qu'elle veut en donner à mon notaire, M. Noël, 13, rue de la Paix, Paris.

J'ai reçu de M. Noël la réponse qu'il avait fait faire des recherches dans son étude et qu'il n'avait point trouvé la protestation dont M. Stolting (2) m'avait parlé, mais qu'il la recherchera à la secrétairerie d'État.

Combien je regrette, mon cher Napoléon, de ne pouvoir te voir! J'aurais tant de choses à te dire! Mais s'il faut renoncer à cet espoir pour le moment, j'espère bien que notre séparation ne durera pas toujours.

Tu me feras bien plaisir de m'envoyer les livres dont tu me parles et dont je n'ai pu prendre connaissance que pendant bien peu de temps. Reçois, avec mes souhaits pour le jour de l'an, l'assurance de la sincère et solide amitié de ton cousin et ami

NAPOLÉON-LOUIS.

(1) Hortense Lacroix, épouse du peintre Sébastien Cornu. Elle était la filleule du prince Louis-Napoléon et fut une femme de lettres distinguée.

(2) Secrétaire du roi Jérôme.

II. — VOYAGE A PARIS — LONDRES

Après plusieurs tentatives infructueuses, sur les instances du roi Jérôme et avec l'intervention efficace du comte Duchâtel, ministre de l'Intérieur, le ministère Guizot autorisa le prince Napoléon à faire en France un séjour provisoire, ou, plus exactement, sans donner aucune autorisation écrite, promit de fermer les yeux sur le voyage du prince. En même temps, le Gouvernement lui fit délivrer, par le ministre de France à Florence, un passeport, sous le nom de comte de Starberg.

Le prince arriva à Paris le 16 mai 1845. Deux jours après, quelques personnes lui conseillèrent de rendre visite au comte Duchâtel, qui s'était spécialement occupé de l'affaire. Avant d'aller chez le ministre, le prince voulut savoir si sa visite lui serait rendue. Le ministre pressenti répondit que cette démarche ne laisserait pas que de l'embarrasser beaucoup, puisque, officiellement, on ignorait la présence du prince à Paris. Dans ces conditions, le prince s'abstint.

Au début de juin, il fit demander au ministre de l'Intérieur si on serait disposé à lui accorder la permission d'aller à Ham passer quelques jours avec son cousin, qu'il n'avait pas revu depuis 1836. On lui répondit que cette autorisation dépendait du roi Louis-Philippe et que le ministère s'y montrerait peu favorable.

Des amis conseillaient au prince de voir le Roi. Il hésitait et voulait avoir l'avis de son cousin, qui, mis verbalement au courant de la situation, écrivit au prince Napoléon qu'il approuvait cette démarche (1).

L'audience eut lieu aux Tuileries, le 9 juin, et dura une vingtaine de minutes. La conversation roula principalement sur le prince Louis, dont le Roi parla le premier. A la demande que formula le prince Napoléon d'aller à Ham, le Roi répondit que personnellement il y serait très favorable, mais que c'était une question relevant des ministres.

Au bout d'un mois, ne recevant pas de réponse, le prince écrivit de nouveau au ministre de l'Intérieur. Le 9 juillet, le chef de cabinet de celui-ci vint annoncer au prince que sa demande était définitivement rejetée.

Le prince essaya vainement de se faire donner une réponse écrite et non une simple réponse verbale : le ministre s'y refusa obstinément. Finalement, après de nombreuses discussions, il fut convenu que le ministre ferait parvenir au prince Louis une relation exacte des démarches tentées à cette occasion et que ce document équivaudrait à un refus écrit (2). Le prince Napoléon rédigea lui-même, dans tous

(1) Lettre du 7 juin 1845.

(2) C'est à cette relation que le prince Louis fait allusion au début de sa lettre du 31 juillet 1845.

les détails, le récit de cette négociation (1) qui échoua, au grand chagrin des deux cousins, dont la séparation devait durer jusqu'après l'évasion de Ham.

La première impression produite par le prince Napoléon dans la société parisienne fut excellente. « Tout le monde, écrivait à cette époque Thiers au roi Jérôme, fut frappé de ses traits, de sa ressemblance avec la figure la plus populaire des temps modernes et, ce qui vaut encore mieux, de son esprit, de son tact, de sa parfaite attitude. » Bientôt, cependant, le Gouvernement prit ombrage de ses opinions trop librement exprimées, de ses relations surtout avec divers personnages du parti démocratique. Quatre mois à peine après son arrivée, le ministre lui fit signifier un ordre de départ. Il dut reprendre le chemin de l'exil, sans avoir rempli l'objet principal de son voyage, qui était de voir le prisonnier de Ham.

Pendant son séjour à Paris, ce dernier lui écrivit les lettres suivantes :

Le 22 mai 1845.

Mon cher Napoléon,

J'ai été bien heureux d'apprendre ton arrivée, car j'espère pouvoir te voir. Je te remercie bien des livres que tu m'apportes. Il faut que tu ailles voir le brave Félix Desportes, qui demeure 6, rue Laffitte. Tu lui feras un grand plaisir. Dans quelques jours, j'enverrai chez toi, avec une lettre, M. Joly, député. Il te fera connaître M. Courtois, également député. M. Vieillard (2) peut te faire connaître MM. Larabit, Abbatucci, Marie Cambacérès, de Beaumont, etc.

Ne reçois personne que tu ne connaisses pas, car il y a une foule d'intrigants et de mouchards. Parmi ces derniers, je te citerai les nommés Fortins, Burillon, Paoli, corse.

J'espère que tu n'iras pas voir le Roi, mais je trouverais tout naturel que tu allasses voir M. Duchâtel, qui a l'intérim du ministère des Affaires étrangères, pour le remercier de t'avoir donné une permission. Cela te dispenserait d'aller voir M. Guizot. Tu pourrais alors demander verbalement à M. Duchâtel la permission pour venir à Ham.

J'envie bien ton sort d'être libre à Paris et quoique tu

(1) Récit daté du 16 juillet 1845.

(2) Narcisse Vieillard (1791-1857), dont il est plusieurs fois question dans cette correspondance, était un ancien officier. Il fut le précepteur du frère du futur empereur, et, après la mort de ce jeune prince (1831), il revint en France, où il ne tarda pas à s'occuper de politique. Député, puis sénateur, il resta, jusqu'à la fin de ses jours, fort lié avec Napoléon III.

doives souvent avoir le cœur gros, c'est quelque chose encore que de voir sa patrie.

Adieu, mon cher Napoléon. Reçois l'assurance de mes sentiments de constante et sincère amitié.

Ton cousin et ami

N. L.

Si tu ne croyais pas que cela dût te compromettre, je serais bien charmé que tu allasses voir le colonel Voisin, qui est dans une maison de santé à Passy et qui est un de mes plus fidèles et dévoués amis.

H., le 4 juin 1845.

Mon cher Napoléon,

Je m'empresse de répondre à ta lettre du 2 et t'envoyer celle-ci par Bure (1), mon frère de lait et homme de confiance.

Je crois que ce qu'il y a de mieux à faire dans ta position est de répondre aux personnes qui t'engagent à aller au château (2) « que tu ne peux pas y aller avant d'être venu ici, car sans doute on croirait que tu abandonnes ton cousin et ami dans le malheur. » Cette réponse fera peut-être accélérer la permission et nous aurons alors le temps de parler ensemble de cette visite.

Si tu viens ici, tu pourras loger chez le commandant, mais pour cela il faudra une autorisation du ministre.

Adieu, mon cher ami. Il me tarde aussi à moi de t'embrasser.

Ton cousin

N. L.

Ham, le 7 juin.

Mon cher Napoléon,

Je viens de voir Visconti, qui m'a expliqué ta position. Puisque tu as la bonté de me demander mon avis, je te conseille d'accepter l'invitation dont on m'a parlé et d'aller au ch[âteau], dans le but de demander la permission de venir me voir. Prise et expliquée dans ce sens, cette visite aura moins d'inconvénients.

(1) Pierre-Jean-François Bure (1808-1882) devint, sous l'Empire, trésorier général de la Couronne.

(2) Aux Tuileries.

J'ai appris que la duchesse de Raguse, qui était très liée avec ma mère et qui t'a vu, je crois, à Arenenberg, désirerait beaucoup que tu allasses la voir. Je crois que tu feras bien d'obtempérer à son désir. Il faut tâcher de voir tout le monde. La duchesse de Raguse s'est liée avec [le] faubourg Saint-Germain.

Adieu, mon cher Napoléon. Reçois l'assurance de ma vieille amitié.

Ton cousin et ami

N. L.

Ham, le 12 juin 1845.

Mon cher Napoléon,

J'ai reçu ta lettre d'hier et j'espère maintenant plus que jamais avoir le bonheur de te revoir. Je conçois bien qu'il est difficile de me dire par écrit le fond de la conversation du R[oi] sur moi, mais cependant, si ta permission tarde encore, je serais bien impatient de savoir *à peu près* ce qu'il t'a dit sur mon compte. Voici pourquoi : j'ai reçu avant-hier la visite du duc d'Istrie (1), qui m'a dit *beaucoup de choses* et qui doit revenir dans six ou sept jours. Or, avant son retour, je voudrais comparer *les deux versions d'une même pensée*. Tu comprendras bien ce que je veux te dire. — De mon côté, je comprends enfin tout ce que ta position doit avoir de difficile et de pénible même. Il me tarde de pouvoir te parler de tout cela à cœur ouvert.

En attendant, reçois l'assurance de ma sincère amitié.

Ton cousin et ami

N. L.

Ham, le 16 juillet 1845.

Mon cher Napoléon,

Le retour de Bure à Paris me permet de t'écrire plus longuement et à cœur ouvert.

Je suis bien triste de voir s'échapper l'espoir que j'avais conçu de te revoir, mais il y a longtemps que je me suis habitué à toute espèce de désenchantement. Quand on entre dans la carrière aride de la politique, il faut s'attendre à avoir à

(1) Fils du maréchal Bessières.

supporter tous les martyres et savoir les supporter avec résignation.

Ta position à Paris est très délicate, je le sais, et il eût été bien loin de mes idées de vouloir, par égoïsme, la rendre plus délicate encore. Mais la véritable et sincère amitié que je te porte me force à te parler avec franchise. Malgré l'habileté que tu as mise dans ta conduite, malgré la réserve de tes paroles, ta présence à Paris est le sujet d'une foule de suppositions que les uns répandent par sottise, les autres par envie, les autres par haine de tout ce qui porte notre nom. C'est qu'en effet une démarche qui sort des voies ordinaires doit être ouvertement expliquée. Le public qui ne te voit pas, ne te parle pas, veut savoir si tu es venu à Paris pour faire cause commune (comme le reste de mes parents) avec les oppresseurs ou bien avec les opprimés.

C'est pour cela que j'avais prié M. Vieillard, dès ton arrivée, de faire expliquer le but de ton voyage dans les journaux, et je regrette beaucoup que tu aies cru, avec lui, que c'était inutile. En effet, dès le lendemain, on mettait que tu étais venu pour réclamer ce que l'on doit à ton père, le surlendemain que tu étais venu, envoyé par ma famille, pour m'engager à faire une lâcheté, etc.

Quand même (ce que je suis loin de blâmer et ce que je trouve même tout naturel) tu serais venu pour appuyer les réclamations de mon oncle, il était complètement convenable de donner dans les journaux un autre but à ton voyage. Aujourd'hui, je suis obligé de rompre tous les jours des lances en ta faveur. J'ai trois lettres devant moi. Dans l'une, on me dit : « Toutes les personnes attachées au Gouvernement répètent hautement que le prince n'est venu que pour soutenir la réclamation de son père. » Dans une autre, on dit « que, si tes paroles sont extrêmement convenables, tu montres, par tes actions, une indifférence qui te fait tort. » Dans la troisième enfin, on me dit : « Le Gouvernement, qui a accordé à votre cousin l'hospitalité, ne la lui a pas accordée sans avoir ses vues et ses calculs. S'il y a un piège, comme je le crains, je souhaite vivement qu'on n'y soit pas tombé. »

Voici donc, en résumé, mon cher Napoléon, tout ce que l'on dit. Tout cela n'a aucun effet sur l'amitié que j'ai pour toi, sur la haute opinion que j'ai de ton caractère, mais tout cela aussi

m'engage à te dire qu'il faut absolument, quand tout espoir de venir ici sera évanoui, que tu fasses dans les journaux une protestation ferme, mais modérée. *C'est indispensable*, pour toi comme pour moi. Pour moi, afin qu'on ne croie pas que je suis abandonné de tous les miens: pour toi, afin qu'on ne dise pas que tu joues au plus fin et qu'après avoir exprimé avec les miens ton amitié pour moi, avec les républicains tes sentiments démocratiques, tu n'as fait, au bout du compte, que hanter les salons des hommes méprisés et méprisables qui nous gouvernent!

Je te devais la vérité, mon cher Napoléon, et je te l'ai dite. Mais crois bien que tout ce qu'on pourra me dire ne changera en rien l'amitié fraternelle que je te porte. Hélas! tu es le seul de ma famille que j'aime comme un frère. Tu es le seul capable de porter dignement, comme j'ai tâché de le faire, le grand nom que le hasard nous a donné. C'est pour cela que tout ce qui te regarde me touche personnellement et le blâme qu'on t'adresse m'est plus sensible que s'il m'était adressé à moi-même.

Reçois donc, mon cher Napoléon, sans rancune ces conseils, et crois toujours à la sincère amitié de ton cousin et ami

N. L.

Ham, le 31 juillet 1845.

Mon cher Napoléon,

J'ai reçu, par l'entremise du Gouvernement, l'exposé de tes démarches et le lendemain j'ai reçu, par une autre voie, ta lettre et avant-hier la dernière m'est parvenue. Je n'ai pas besoin de te dire combien j'ai été peiné du refus qu'on t'a fait. J'ai lu avec plaisir les deux articles du *Courrier* et du *Siècle*, et je crois que cela suffit. Si je t'avais parlé de protestation, c'est que l'on m'avait dit que telle avait été ton intention. En général, il ne faut pas dire d'avance que l'on veut faire une chose quand telle n'est pas votre intention. Enfin, mon cher Napoléon, je ne doute nullement de ton amitié pour moi et tu as raison de croire que cette conviction est une grande consolation pour moi. Je ne puis pas faire la demande dont tu me parles, d'abord parce que cela n'aurait aucun effet, et puisque dernièrement j'ai déclaré officiellement que je n'adresserais plus aucune demande au Gouvernement.

Je pense que Mme Vieillard doit venir me voir. Tu me ferais plaisir de me mettre par écrit tout ce que tu ne voudrais pas

lui dire. Tu peux être sûr que, d'après mon habitude, je brûlerais ta lettre après l'avoir lue. Je serais bien heureux, en effet, de savoir ce que tu penses sur ma position privée et politique.

Adieu, mon cher Napoléon. Crois toujours à l'amitié de ton ami et tendre cousin

N. L.

H., le 24 août 1845.

Mon cher Napoléon,

Je profite d'une occasion pour t'écrire et pour te remercier de la lettre que j'ai reçue de toi il y a trois ou quatre jours. Je regrette, à tous les points de vue, de n'avoir pas pu causer quelques heures avec toi, car il y a de ces choses qui ne peuvent guère s'écrire et que cependant il eût été urgent que tu saches. Peut-être notre manière de voir n'est-elle pas entièrement la même, mais peu importe. Ce qui est important, c'est que nous soyons toujours unis comme deux frères, car, lorsqu'on porte le même nom, il faut augmenter ses forces par l'union. Je ne te dissimulerai pas que plusieurs de mes amis (qui d'ailleurs ne t'ont point vu) ont regardé comme un malheur ton voyage à Paris, ta présentation aux Tuileries, etc., et que même, dans leur zèle, ils ont cherché à me rapporter de tes conversations comme m'étant hostiles. Mais j'ai combattu de toutes mes forces cette opinion, et je leur ai répondu que tu avais été forcé à des démarches certainement désagréables, mais que tu étais mon meilleur ami, et que plus on te vanterait, plus on dirait du bien de toi, et plus on me ferait plaisir. En effet, il faudrait être bien stupide pour croire qu'on peut séparer sa cause du reste de sa famille, et qu'en disant du mal de Pierre, on fait du bien à Paul. Quant à moi, je n'ai jamais compris la jalousie en politique, parce que j'ai assez d'esprit pour savoir que c'est ce sentiment qui nuit le plus à la réalisation des grandes choses. D'ailleurs, aujourd'hui il n'y a rien à faire. La nation dort et dormira encore longtemps. Quoi qu'on en ait dit, j'avais pris le seul moyen capable de la réveiller, car c'est avec l'armée seule qu'on pouvait tenter de faire quelque chose. J'ai échoué bien malheureusement. Je ne peux ni ne veux recommencer et j'attends avec résignation un meilleur avenir. Et si jamais il arrivait, sois persuadé que ma première pensée comme mon premier désir serait de lier intimement ta destinée à la mienne.

Tu as bien raison d'aimer et d'estimer M. Vieillard. C'est l'homme le plus distingué et le plus vertueux que je connaisse, mais il est un peu visionnaire.

Adieu, mon cher Napoléon. J'ai aussi le cœur bien gros en pensant que tu passeras si près de Ham sans que je puisse te voir. Reçois de nouveau l'assurance de ma sincère amitié.

Ton cousin et ami

N. L.

On m'avait déjà écrit que le Gouvernement t'avait engagé à partir le plus tôt possible.

Conneau est bien sensible à ton souvenir et me charge de t'en remercier.

Obligé de quitter la France sans avoir pu obtenir l'autorisation de voir son cousin, le prince Napoléon retourna à Florence, auprès de son père et de son frère déjà gravement atteint. Il n'y resta pas d'une façon continue et fit plusieurs absences. Ce fut là cependant qu'il reçut les trois lettres qui suivent.

H., le 27 octobre 1845.

Mon cher Napoléon,

Je te remercie bien de la lettre amicale que tu m'as écrite, mais avant d'y répondre, je dois te témoigner toute la peine que j'ai ressentie en lisant dans les journaux la triste nouvelle relative à ton frère. J'espère encore qu'elle est exagérée. Je te prie de me donner de ses nouvelles et d'exprimer à ton père toute la part que je prends à ce nouveau malheur que je ne puis croire irréparable.

Je n'ai pas reçu ta longue lettre, mais cela n'a rien d'étonnant, parce que je n'ai pas encore vu M. Vieillard, qui est à la campagne, en Normandie. Je ne doute pas qu'en venant à Ham il ne me l'apporte. Je lui ai d'ailleurs écrit à ce sujet...

Il ne faut pas compter nous revoir tant que je serai à Ham. Le Gouvernement sait à quoi s'en tenir sur mon compte et il ne veut pas que je puisse dire à un autre moi-même ce que j'ai vu et su.

Mais tout a un terme dans le monde et les jeunes ont plus de chances d'avenir que les vieux. Cependant aujourd'hui il n'y a plus rien en France que chaudières et locomotives qui attirent l'attention. Il est vrai qu'elles éclatent souvent. On

vient de changer hier la garnison. On a envoyé un régiment de Paris qu'on a comblé de croix. Il n'y a que quarante-huit heures qu'il est ici et déjà il y a quatre hommes en prison pour cris séditieux !

Adieu, mon cher Napoléon. Ne doute jamais de ma sincère amitié.

Ton cousin et ami

N. L.

Ham, le 12 novembre 1845.

Mon cher Napoléon,

Je t'écris un mot pour te dire que Conneau, en revenant de Paris, où il a été passer quelques jours, m'a rapporté la lettre que tu avais envoyée à M. Vieillard pour moi. Elle m'a fait grand plaisir. Elle fait honneur à ton jugement et à ton cœur et je me bornerai à te dire que je suis entièrement de ton avis. Malgré mon désir de conserver un document que je trouve très important, je l'ai brûlé pour être fidèle à ma promesse. Je t'ai écrit, il y a quelques jours, pour te demander des nouvelles de ton frère. Mes respects à mon oncle et reçois l'assurance de ma sincère amitié.

Ton cousin et ami

N. L. B.

Le 25 mai 1846, le prince Louis s'évada de Ham et se réfugia en Angleterre. Sachant son père très malade, à Florence, il demanda l'autorisation de se rendre auprès de lui. Le grand-duc de Toscane déclara qu'il ne tolérerait pas sa présence dans ses États et l'Angleterre refusa de délivrer un passeport. Le prince se vit donc obligé de rester à Londres : il ne devait en partir qu'après la révolution de 1848.

Dès que le prince Napoléon apprit l'heureuse évasion de son cousin, il vint le rejoindre à Londres où il passa plusieurs mois avec lui. En 1847, il était de retour à Florence, auprès de son père et de son frère. Ce dernier, dont la santé donnait des inquiétudes de plus en plus vives, ne devait pas tarder à expirer (12 mai 1847).

A cette époque, le roi Jérôme adressa, à la Chambre des pairs, une pétition pour demander l'abrogation de la loi d'exil en ce qui concernait lui et son fils. Elle fut discutée, le 14 juin 1847, et fut renvoyée, le 3 juillet 1847, sur la promesse du ministre, de prendre une mesure administrative. Une seconde délibération devait avoir lieu en septembre, quand le *Moniteur* annonça (27 septembre) que le Gouvernement autorisait le roi Jérôme et son fils à résider momen-

tanément en France. Les deux princes s'empressèrent de profiter de la permission.

Londres, le 28 avril 1847.

Mon cher Napoléon,

Je te remercie de m'avoir donné de tes nouvelles dès ton arrivée à Florence. Ce que tu me dis de la santé de ton frère me fait beaucoup de peine, et c'est bien triste de penser que ni toi ni moi nous n'avons pas d'enfant. Il n'y aura plus de Bonaparte... Aussi voudrais-je bien me marier. De Dresde, il n'y a plus eu aucune réponse. Cette dame est vraiment extraordinaire!

M. Vieillard, qui devait venir, n'est pas encore arrivé. Il a éprouvé encore de nouvelles contrariétés. Joly va venir passer quelques jours ici, mais c'est pour me demander de l'argent. Je me passerais donc bien de sa visite.

D'Orsay et le prince de Wagram te disent bien des choses. La sœur de d'Orsay lui a écrit, en faisant le plus bel éloge de la conduite digne et réservée de ta sœur à Paris. Espartero (1) ne sera pas nommé ici, à ce qu'il paraît, mais il est probable qu'il sera rappelé. Il te dit mille choses. Ici, rien de nouveau. La crise financière continue toujours, et on craint pour l'année prochaine.

Tu as vu dans les journaux que j'ai été obligé de démentir encore une fois les calomnies des agents du gouvernement. Londres est très triste depuis que tu es parti. Soit les fêtes de Pâques, soit la disette, je n'ai été à aucune soirée. Jenny Lind (2) est arrivée et débutera mardi. On dit que sa voix est quelque chose de surprenant. Rachel viendra à la fin de la saison. Je te remercie de penser à moi et à mon voyage en Italie. Je t'avoue que, si j'avais la permission, je n'irais que vers le mois d'octobre.

Présente mes respects à mon oncle et reçois l'assurance de ma sincère amitié.

Ton cousin et ami

N. L.

Londres, le 7 juin 1847.

Mon cher Napoléon,

Je te demande pardon d'avoir été si longtemps à te dire

(1) Ancien régent d'Espagne, il avait été renversé en 1843 et était depuis ce moment en Angleterre. En 1847, il lui fut permis de revenir en Espagne.

(2) Cantatrice d'origine suédoise. Son succès à Londres, en 1847, fut extraordinaire.

combien j'ai été peiné de la mort de ton frère. Quoique je m'y attendisse depuis longtemps, j'en ai éprouvé un véritable chagrin, car je ne considère de véritables Français de notre famille que ton père et ses enfants et moi. Il est donc doublement pénible de voir diminuer notre trop petit nombre. Je ne te parlerai pas de la pétition de ton père, parce que je trouve que le fait en lui-même est si touchant de voir le seul frère vivant de l'Empereur réclamer une patrie, qu'il est inutile de discuter le style et la rédaction de la pétition.

Quant aux armes de l'Empereur qui sont encore en Suisse, j'ai prié le colonel Dufour (1) de les réclamer en mon nom. Je ne transigerai pas à ce sujet. Les lois de l'Empire m'ont fait le chef de la famille. C'est à moi que ces armes doivent appartenir, et je n'imiterai pas la conduite peu digne de mon oncle Joseph, qui a consenti à voir s'éparpiller parmi tous les membres de la famille un dépôt qui ne peut rester sacré et inviolable qu'en appartenant à un seul. Le partage égal en fait de reliques équivaut à une destruction complète.

Ma cousine Marie (2) est accouchée, il y a quinze jours, d'un fils. Elle m'a prié de faire dire à mon oncle Jérôme combien elle avait pris part à la mort de ton frère, et qu'elle lui aurait écrit, si sa santé le lui avait permis.

J'ai été passer huit jours à la campagne pendant les courses d'Ascot. Il y a ici foule de princes : le grand-duc Constantin, le prince Oscar, le prince de Lucques, le grand-duc de Saxe-Weimar, etc. Jenny Lind a eu un succès extraordinaire. Au reste, je ne vois rien d'intéressant à te mander. Le théâtre français ne va que d'une aile, et tout se ressent de la crise actuelle et de la dissolution du Parlement qui aura lieu dans un ou deux mois.

Les bruits absurdes répandus sur moi à propos de la Grèce m'empêchent maintenant de faire des démarches pour aller en Italie, mais nous verrons comment les choses tourneront cet automne. J'espère te revoir d'ici là. Dis-moi si tu comptes tou-

(1) Officier suisse (1787-1875). Il devait être nommé général quelque temps après, en 1847.

(2) Marie-Amélie-Élisabeth-Caroline (1817-1888), fille du grand-duc Charles-Louis-Frédéric de Bade (mort en 1818), et de Stéphanie-Louise-Adrienne Tascher de la Pagerie (1789-1860), (mariée le 8 avril 1806). Elle épousa, le 23 février 1843, Guillaume-Alexandre-Antoine-Archibald duc de Hamilton et de Brandon. Son fils, qui venait de naître, s'appela Charles-Georges-Archibald.

jours revenir en Angleterre, pour que j'arrange mes projets de voyage en conséquence.

Reçois la nouvelle assurance de ma sincère amitié.

N. L.

Conneau sera à Florence dans un mois. Il paraît que Charles (1) (le prince de Canino) va arriver ici à la fin du mois. Il est maintenant à Paris et d'avance il me fait dire une quantité de belles choses, accompagnées de protestations d'amitié !

III. — 1848. — LA PRÉSIDENCE

Le 22 février 1848, dès qu'on apprit à Londres les premiers événements qui se déroulaient en France, le prince Louis, cédant à la sollicitation de quelques adversaires de Louis-Philippe, se mit en route pour Paris. Il arriva au lendemain de la Révolution et descendit secrètement chez son ami Vieillard. Son premier soin fut de prévenir de sa présence le Gouvernement provisoire, qui lui répondit par l'ordre de quitter immédiatement la France. Le prince estima, avec beaucoup de sagesse, que son heure n'avait pas encore sonné et retourna, sans protester, en Angleterre. Il devait y rester jusqu'au mois de septembre.

Aux élections du mois d'avril, tandis que trois de ses parents, le prince Napoléon, un fils de Lucien et un fils de Murat, étaient élus, il ne posa pas sa candidature. Ce fut seulement aux élections complémentaires, au début du mois de juin, que quatre départements le nommèrent député. Cette quadruple élection eut, dans le pays en général et spécialement à Paris, un retentissement considérable. Effrayée par cette agitation bonapartiste, que les amis du prince avaient provoquée plus que le prince lui-même, l'assemblée l'admit néanmoins comme représentant du peuple (13 juin). Mais le 14 juin, dans une lettre adressée de Londres au président, le prince écrivit cette phrase restée fameuse : « Si le peuple m'impose des devoirs, je saurai les remplir. »

L'émotion fut extraordinaire dans l'assemblée. On voulut voir là l'indice d'une tentative prochaine pour s'emparer du pouvoir, et peu s'en fallut qu'on ne prît une mesure de rigueur contre le nouveau député. Celui-ci, immédiatement prévenu, calma tous les esprits en envoyant, dès le lendemain, sa démission, « pour ne pas favoriser, disait-il, le désordre. »

(1) Fils aîné de Lucien (1803-1857).

Confiant dans sa destinée, satisfait du coup de sonde qu'il venait de donner, suivant une tactique assez adroite d'avance et de recul, le futur empereur resta provisoirement dans sa retraite : mieux que personne il savait attendre.

Quant au prince Napoléon, toujours impatient, impétueux et, d'ailleurs, plus libre de ses mouvements, il se jeta dès la première heure dans la mêlée. Le 24 février, il se présentait à l'Hôtel de Ville et, le 26, il offrait ses services au Gouvernement provisoire. Élu député de la Corse presque à l'unanimité des suffrages, il vit son élection validée sans conteste et vint siéger d'abord parmi les républicains modérés. Il entrait dans la politique avec toute sa fougue, avec la volonté bien arrêtée de faire triompher les idées sur lesquelles, malgré sa jeunesse, — il était âgé de vingt-six ans à peine, — il avait mûrement réfléchi pendant les dures années d'exil. Dès le début, il s'affirmait comme libéral, et, en même temps, bien que faisant quelques réserves sur les deux tentatives de Strasbourg et de Boulogne, il n'abandonnait pas la cause de son cousin, qui, à cette époque, lui écrivit les lettres suivantes :

Londres, le 3 juin 1848.

Mon cher Napoléon,

Tu me demandes quelles sont mes intentions, et je me hâte de te répondre que je suis déterminé, par des considérations trop longues à t'expliquer aujourd'hui, de ne pas accepter le mandat, si honorable du reste, de représentant du peuple. Je suis extrêmement flatté qu'on veuille bien penser à moi, mais, dans ces moments d'exaltation, je préfère rester dans l'ombre.

Reçois l'assurance de ma sincère amitié.

N. Louis B.

Londres, le 16 juin 1848.

Mon cher Napoléon,

Tu seras peut-être étonné de la résolution que j'ai prise et qui est contraire à ta manière de voir, mais je crois que dans ce moment, où l'on prétend que ma quadruple élection est une intrigue, je dois prouver le contraire en me soumettant, si le peuple le veut, à une nouvelle élection. Il ne s'agit plus pour moi ici d'intérêt personnel, ni d'intérêt particulier. Rien au monde ne m'empêcherait de me rendre à mon poste, si je croyais que tel fût mon devoir. Je te remercie de ce que tu as dit sur moi. Je regrette seulement que tu te sois cru obligé de blâmer les entreprises de Strasbourg et de Bou-

logne. Il ne fallait pas en parler. Nous ne serons appréciés comme notre patriotisme le mérite que si nous sommes complètement unis d'idées et de sentiments aux yeux de tous. Que penserais-tu et que penserait-on de moi, si j'allais, dans un discours, tout en faisant ton éloge, dire que je regrette que tu aies été faire ta cour à Louis-Philippe?

Crois-le bien, mon cher Napoléon, il faut que nous nous identifiions l'un à l'autre, sous peine de faire fiasco.

Mes tendres respects à mon oncle et reçois l'assurance de ma sincère amitié.

LOUIS NAPOLÉON, B.

Londres, le 17 juillet 1848.

Mon cher Napoléon,

J'ai été bien étonné d'apprendre que le président (1) n'avait pas reçu la lettre que je lui ai adressée par la poste, le 8 juillet dernier. Je t'en envoie une autre. Mets-la sous enveloppe et fais-moi le plaisir de la remettre au président. Je t'ai écrit que je désirais être renommé, mais vraiment tout change en si peu de jours que j'ignore si, dans ce moment, cela est très désirable. Dis-moi ton avis.

Je viens de recevoir une lettre de mon oncle Jérôme. Pour ne pas multiplier les correspondances, je te prie de lui dire que j'ai déjà écrit en Corse pour remercier les électeurs et que, dans mon adresse, je les prie de nommer à ma place le général Montholon (2). Quelle que soit ton opinion sur le général, il est, je crois, utile que cet homme, qui a été à Sainte-Hélène et à Ham, soit nommé. J'ai envoyé hier au comité corse à Paris la copie de ma lettre. Cette adresse aura l'avantage de faire échouer la candidature de Louis-Lucien (3). Aie la bonté d'en avertir mon oncle et de lui expliquer les motifs qui m'ont fait recommander le général Montholon. Il y a des hommes drapeaux qu'il faut adopter, quels que soient leurs défauts.

Reçois de nouveau l'assurance de ma sincère amitié.

L. N.

(1) Cavaignac, président du Conseil, chef du pouvoir exécutif.

(2) Le général de Montholon avait accompagné l'Empereur à Sainte-Hélène et était resté avec lui jusqu'à sa mort. Il était également aux côtés du prince Louis lors de la tentative de Boulogne et il partagea sa captivité à Ham.

(3) Cinquième fils de Lucien (frère de Napoléon Ier) et d'Alexandrine de Bleschamps. Né en 1813, mort en 1891.

Tâche de faire pour Persigny (1), ce que je fais pour Laity (2). Il ne faut pas en politique d'inimitié ancienne.

Le 25 (3) 1848.

Mon cher Napoléon,

J'attendais depuis longtemps le départ de [mot illisible] pour t'écrire et te remercier de ta bonne lettre. J'ai bien regretté de ne pas t'avoir vu pendant mon séjour à Paris, mais cela m'a été impossible. Je n'ai pas grand chose à te dire sur les événements du jour, mais ma décision est bien arrêtée : je ne veux ni rentrer en France, ni accepter quoi que ce soit avant que la République ne soit fortement constituée. Maintenant, j'ai un conseil à te donner, qui, je l'espère, ne t'offensera pas; mais, toi qui as tant d'esprit et de tact, tu devrais bien comprendre qu'il est peu convenable de signer publiquement Napoléon Bonaparte, sans autre prénom, car tu signes ainsi comme l'Empereur et tu ne te donnes aucun nom qui te distingue personnellement. Aussi personne ne sait-il de qui il est question quand on voit ta signature. Moi, je recommande toujours qu'on m'appelle Louis, afin de me distinguer de mes autres parents. Je voudrais m'appeler Louis-Napoléon-Nabuchodonosor Bonaparte, afin d'avoir une personnification bien marquée. Pense à cela et tu verras que j'ai raison. Signer N. B. a l'air d'une prétention inqualifiable et voilà tout.

Crois que mes relations d'amitié avec toi ne changeront jamais, quelles que soient nos divergences en matière d'opinion ou plutôt de conduite.

Mes respects à mon oncle. Reçois l'assurance de ma sincère amitié.

L. N.

Le 17 septembre 1848, des élections complémentaires eurent lieu dans 13 départements. Cette fois, le prince Louis Napoléon posa

(1) Fialin, dit comte, puis duc de Persigny (1808-1872). Ami de la première heure du prince Louis, avec lequel il prit part aux affaires de Strasbourg et de Boulogne, on connaît le rôle important qu'il devait jouer sous l'Empire.

(2) Il avait été, en 1836, un des complices du prince Louis, à Strasbourg, où il était officier. Il devait dans la suite devenir, sous l'Empire, préfet, puis sénateur.

(3) Cette lettre porte la date du 25 novembre : c'est sans aucun doute une erreur de plume. D'après son texte, elle doit certainement être du 25 juillet ou du 25 août.

sa candidature. Paris et quatre départements le nommèrent, par 300000 suffrages. Il arriva à Paris le 24 septembre et, le 26, vint siéger à l'Assemblée. Son rôle y fut d'abord volontairement assez effacé : loin de prétendre s'imposer, il voulait avant tout rassurer.

Son heure avait enfin sonné. Le 10 décembre 1848, un plébiscite devait désigner le président de la République : sur 7327345 suffrages, 5434226 se portèrent sur son nom, 1448107 sur celui du général Cavaignac, et les autres sur ceux de divers personnages. Quelques jours auparavant, le prince avait lancé un manifeste, fort habilement rédigé et destiné à rassurer les différentes catégories de citoyens.

Malgré ce magnifique succès, sa position ne laissait pas d'être délicate. Il était l'homme du pays, non celui d'un parti. Aussi, acclamé par l'immense majorité de la nation, il se heurtait dès le début à la sourde hostilité des politiciens. Au sein même du cabinet qu'il avait chargé Odilon Barrot de former, il rencontra une résistance qui provoqua l'éclat auquel fait allusion la lettre qu'il écrivit, le 28 décembre, au prince Napoléon. La veille de ce jour, en effet, il avait adressé à M. de Malleville, ministre de l'Intérieur, une lettre très sèche pour lui reprocher de ne pas le tenir au courant des nouvelles transmises par le préfet de police et pour lui donner l'ordre de lui envoyer seize cartons qu'il avait demandés et dont on lui avait refusé communication : il s'agissait des pièces relatives aux tentatives de Strasbourg et de Boulogne. Cette affaire avait d'abord été tenue secrète. Elle ne fut ébruitée que lorsque M. de Malleville donna sa démission.

Paris, le 28 décembre 1848.

Mon cher Napoléon,

Je te croyais plus logique et plus raisonnable que tu ne parais par ta lettre.

Tu prétends que j'ai manqué à tous mes liens d'amitié en ne te faisant point part hier de ce qui était arrivé au conseil.

Les ministres et moi nous étions convenus de tenir notre différend secret jusqu'à ce qu'on eût la détermination de M. de Malleville. Je ne devais donc pas t'en parler hier. Si on l'a su, ce n'est pas de ma faute. Tu vois donc que tu aurais très mauvaise grâce à m'en vouloir de ce que je ne t'ai pas dévoilé ce qu'on faisait en secret dans ce conseil.

J'espère, mon cher Napoléon, que lorsque tu seras de sang-froid tu comprendras que ce ne sont pas de semblables questions qui doivent refroidir notre amitié.

Crois à ma sincère amitié. LOUIS N. B.

Ce ne fut pas avec ses ministres seuls que le Président rencontra des difficultés : il en trouva dans le sein même de sa famille, auprès de celui de ses parents qu'il aimait le plus : le prince Napoléon. Bien opposé aux flatteurs ordinaires, ce dernier, en effet, ami des mauvais jours, avait servi les intérêts de son cousin, tant que l'avenir était resté incertain. A partir, au contraire, du moment où il le vit au pouvoir, il ne put retenir ses critiques. Aussi, le Président crut-il sage de l'éloigner, en lui confiant l'ambassade d'Espagne.

Malgré sa nouvelle dignité, le jeune ambassadeur, plus désireux d'exposer ses idées que de défendre ses intérêts, ne craignit pas, le long du chemin, à Bordeaux surtout, de parler du Gouvernement en des termes parfois acerbes. En même temps, il annonçait son intention de poser, aux prochaines élections, sa candidature dans vingt départements. Le Prince Président ne put s'empêcher de réprimer ces écarts de langage. Le 10 avril 1849, il lui écrivit une lettre, dont une grande partie fut rendue publique.

Élysée Nat., le 10 avril 1849.

Mon cher Napoléon,

On prétend qu'à ton passage à Bordeaux, tu as tenu un langage propre à jeter la division parmi les personnes les mieux intentionnées. Tu aurais dit « que, dominé par les chefs du mouvement réactionnaire, je ne suivais pas librement mon inspiration, qu'impatient du joug, j'étais prêt à le secouer et que, pour me venir en aide, il fallait aux élections prochaines envoyer à la Chambre des hommes hostiles à mon gouvernement plutôt que des hommes du parti modéré. » Tu me connais assez pour savoir que je ne subirai jamais l'ascendant de qui que ce soit et que je m'efforcerai sans cesse de gouverner dans l'intérêt des masses, et non dans l'intérêt d'un parti. J'honore les hommes qui, par leur capacité et leur expérience, peuvent me donner de bons conseils. Je reçois journellement les avis les plus opposés, mais j'obéis aux seules impulsions de ma raison et de mon cœur.

C'était à toi moins qu'à tout autre de blâmer en moi une politique sage, toi qui désapprouvais mon manifeste parce qu'il n'avait pas l'entière sanction des chefs du parti modéré. Or ce manifeste, dont je ne me suis pas écarté, demeure l'expression consciencieuse de mes opinions. Le premier devoir était de rassurer le pays. Eh bien! depuis quatre mois, il continue à se rassurer de plus en plus; à chaque jour sa tâche. La sécurité d'abord, ensuite les améliorations.

Les élections prochaines avanceront, je n'en doute pas, l'époque des réformes possibles, en affermissant la République par l'ordre et la modération. Rapprocher tous les anciens partis, les réunir, les réconcilier, tel doit être le but de nos efforts. C'est la mission attachée au grand nom que nous portons. Elle échouerait s'il servait à diviser et non à rallier les soutiens du Gouvernement.

Pour tous ces motifs, je ne saurais approuver ta candidature dans une vingtaine de départements, car, songes-y bien, à l'abri de ton nom, on veut faire arriver à l'assemblée des candidats hostiles au pouvoir et décourager ses partisans dévoués, en fatiguant le peuple par des élections multiples qu'il faudra recommencer.

Désormais donc, je l'espère, tu mettras tous tes soins à éclairer sur mes intentions véritables les personnes en relation avec toi et tu te garderas d'accréditer, par des paroles inconsidérées, les calomnies absurdes qui vont ici jusqu'à prétendre que de sordides intérêts dominent ma politique. Rien, répète-le bien haut, rien ne troublera la sérénité de mon jugement et m'ébranlera ma résolution. Libre de toute contrainte morale, je marcherai dans le sentier de l'honneur avec ma conscience pour guide et, lorsque je quitterai le pouvoir, si l'on peut me reprocher des fautes fatalement inévitables, j'aurai fait du moins ce que je croyais sincèrement mon devoir.

Reçois, mon cher Napoléon, l'assurance de ma sincère amitié.

LOUIS NAPOLÉON.

(A suivre.)

LA MIRLITANTOUILLE

ÉPISODES DE LA CHOUANNERIE BRETONNE

(1794-1800)

I

BOISHARDY

I

De tous les intrigants qui, au cours de nos diverses révolutions, se sont posés en sauveurs du pays, le plus entreprenant, le plus présomptueux, le plus effronté et le plus pernicieux fut peut-être le comte de Puisaye.

De très haute taille, de figure régulière, de manières distinguées, voire imposantes, Joseph de Puisaye, cadet d'une famille noble du Perche, était de ces hommes qui, infatués de leur physique avantageux, se croient destinés à réussir dans toutes leurs entreprises. Aussi, certain de son mérite et impatient de parvenir, avait-il, dès l'adolescence, tâté de bien des choses : du séminaire d'abord, de l'armée ensuite; mais, comme, au terme de son noviciat, on ne l'avait pas sacré archevêque, comme, après six mois de régiment, il n'était pas promu maréchal de camp, il prit en dégoût les lenteurs hiérarchiques, impertinentes à sa supériorité, rentra dans la vie civile et, par la grâce de sa belle prestance et de son nom brillant, épousa, en 1781, à trente-trois ans, la fille et unique héritière du marquis des Ménilles, très riche gentilhomme normand, possesseur d'un grand domaine et d'un magnifique et ancien château situé à trois lieux d'Évreux.

Ainsi nanti, et pour se rapprocher de la Cour, Puisaye achète

une charge d'exempt dans la garde suisse du Roi, ce qui lui vaut le grade de colonel et la résidence de Versailles. Élu en 1789 député du Perche, il prend siège aux États généraux parmi Nosseigneurs de l'ordre de la Noblesse ; mais il y figure sans éclat, ses opinions étant vacillantes et le classant parmi les modérés : si bien que, la session close, il fait retraite à son château des Ménilles. La royauté abolie, Louis XVI mort, il ne reste à Puisaye que la situation modeste de capitaine de la garde nationale de son district; mais il est né pour commander et, six mois plus tard, le voilà général d'armée. Les députés girondins, proscrits au 31 mai, se sont réfugiés à Caen ; ils vont soulever la province et marcher sur Paris, à la tête de tous les bataillons fédérés de la Normandie et de la Bretagne révoltées contre la Terreur. C'est à Puisaye qu'est confié l'honneur de diriger l'avant-garde et d'entrer le premier dans la capitale. Il se met en mouvement le 14 juillet 1793; rencontre aux abords de Vernon les troupes révolutionnaires commandées par le suisse de l'église Saint-Eustache; il prend ses dispositions de combat; mais, au premier coup de canon, les deux armées lâchent pied; celle de la Convention recule en désordre jusqu'à Versailles, tandis que le sauve-qui-peut des fédérés de Puisaye ne s'arrête qu'au delà d'Évreux. En vain le général improvisé tente-t-il de lancer sa cavalerie en reconnaissance ; il ne peut réunir que trois dragons... Cette bataille fameuse de Pacy-sur-Eure est plus connue dans les fastes militaires sous le nom de *bataille sans larmes*, parce que, dans les deux camps, les seules victimes furent quelques lourdauds éperdus que piétinèrent dans la bousculade des camarades plus ardents à la fuite

Puisaye rentra à Caen; il y fut mal reçu, la population dans l'épouvante se sentant menacée des représailles de la Convention implacable; quand il insinua qu'il avait découvert une position inexpugnable où, avec six cents hommes, il se flattait de tenir en échec l'adversaire le plus aguerri, on lui fit comprendre sans détours que ses talents stratégiques n'inspiraient plus la moindre confiance : le seul service qu'on réclamât de lui était qu'il disparût au plus tôt. D'ailleurs tous les bataillons fédérés s'étaient déjà dispersés; les députés girondins eux-mêmes, empruntant la blouse et l'équipement des gardes nationaux bretons, s'étaient mêlés à un détachement de volontaires du Finistère pour gagner, à la faveur de ce travestissement, un

port de l'Océan où ils espéraient s'embarquer. Puisaye jugea la partie perdue : il détacha de sa manche la tête de mort et les ossements en croix, insignes de son grade éphémère, et partit, emmenant avec lui l'un de ses officiers d'ordonnance, le colonel Le Roy, et son médecin Focard qui lui servait d'aide de camp.

Où allaient-ils? Eux-mêmes l'ignoraient. Puisaye avait de l'argent et le plus urgent était de gagner Rennes où un ami leur remit des passeports en blanc, signés de toutes les autorités. Ils y inscrivirent des noms de fantaisie et continuèrent leur route. On était au 3 août 1793. Leur passage fut signalé à Gevezé, à Irodouer, à la Chapelle-Chaussée; Puisaye cherchait, dit-on, grâce à la fausse personnalité que lui créait son passeport, « à se mêler dans les rangs des républicains. » S'il y avait réussi, peut-être son histoire serait-elle celle d'un impitoyable terroriste... Le jeu lui parut périlleux, il l'abandonna et s'éloigna, toujours suivi de Focard et de Le Roy. Voyageant à cheval, par les landes et la forêt de Paimpont, ils atteignirent Plélan et se dirigèrent vers Ploërmel qui est à six lieues de là: Le Roy, originaire de cette ville, espérait s'y procurer un asile; mais aucune porte ne s'ouvrit devant des proscrits si compromettants. Ils revinrent donc à Plélan, s'abritèrent durant trois jours dans un château inhabité; avertis par un billet anonyme, tombé du ciel, qu'il était temps de déguerpir, ils retournèrent à Ploërmel et y arrivèrent juste au moment où l'on affichait à la municipalité le décret mettant Puisaye et ses complices hors la loi : défense de les héberger sous peine de mort. Le Roy, découragé, quitta ses amis; Puisaye et Focard restaient sans guide dans ce pays qui leur était inconnu, dont ils ne parlaient pas la langue et, par surcroît de disgrâce, signalés à tous les postes. Focard, à bout de forces, s'abandonnait; Puisaye, tenace, gardait confiance en sa fortune; sans but, tous deux reprirent, en pleine nuit, le chemin de Rennes; leurs chevaux fourbus ne pouvaient plus les porter; il fallait trouver un refuge avant le jour, ou c'était la mort.

Comme l'aube allait poindre, ils avisèrent, à l'entrée du bourg de Beignon, qu'ils avaient traversé la veille, une misérable auberge dont l'écurie n'était pas fermée. Focard y plaça les chevaux, sans être aperçu et constata qu'une porte laissée entr'ouverte donnait accès à une soupente garnie de lits. Tout était silencieux dans la maison; sans bruit, les fugitifs se cou-

chèrent; ils dormirent durant quatorze heures. Au réveil, en plein jour, nul des habitants de l'auberge ne semblait s'apercevoir de leur présence; ils questionnèrent prudemment; ils se trouvaient chez « de très braves gens; » l'hôtelier, trop souvent molesté par les bleus, avait « le cerveau dérangé; » sa nièce tenait l'auberge, elle eut vite discerné que les deux voyageurs étaient des proscrits; elle les engagea à rester dans le pays; le bourg, ainsi que la Bretagne entière, disait-elle, « tenait pour les royalistes; » elle envoya les chevaux dans un endroit sûr; elle conseilla à ses hôtes d'alléger leur équipement de tout vestige d'élégance et, par excès de prudence, elle leur procura un abri, plus isolé que son auberge, « à deux lieues de là, chez des métayers bien pensants. »

Ce répit ne fut pas pour Puisaye du temps perdu. Il put se procurer les gazettes; Le Roy, terré aux environs, lui communiquait les nouvelles. Le vaincu de Pacy-sur-Eure apprit à connaître la Bretagne; il sut que beaucoup de « bons prêtres » vivaient cachés à proximité de leur paroisse; il se mit en rapport avec quelques-uns de ces ecclésiastiques, et connut ainsi que, dans la région de Fougères et de Vitré, un grand nombre de paysans, irrités par la persécution religieuse, étaient en insurrection et reconnaissaient comme chef un enfant de dix-sept ans, Piquet du Boisguy. Puisaye partit, emmenant Le Roy et Focard. Parvenu sans malencombre aux confins du Maine, comme il traversait la forêt du Pertre, il découvrit, dans un épais taillis, une cabane abandonnée, ayant probablement servi d'abri à des prêtres traqués et il s'y logea avec ses compagnons. On se trouvait là à l'écart de tout endroit habité; le bourg du Pertre était distant d'une longue lieue; mais en explorant la forêt, Puisaye constata qu'elle était le refuge d'un certain nombre de malheureux, réduits, comme lui, à vivre cachés. Il lia connaissance avec deux de ces robinsons, deux frères nommés de Legge, l'un ci-devant capitaine au régiment de Brie, l'autre prêtre réfractaire. Ils contèrent comment, depuis plus de deux ans, un gentilhomme campagnard des environs d'Antrain, le marquis de la Rouerie, fort de l'approbation des princes émigrés, frères de Louis XVI, avait organisé une vaste conjuration dont les ramifications s'étendaient sur toute la Bretagne. Très ardent, très autoritaire, très aimé des paysans, La Rouerie s'était appliqué à choisir dans chaque

paroisse un chef influent et résolu portant le titre de « capitaine. » Les chefs de cantons étaient « majors, » les chefs de districts « colonels, » les commandants d'un département « maréchaux de camp. » Ainsi s'étaient constitués les cadres d'une nombreuse armée recrutée parmi tous ceux, hobereaux ou villageois, qu'indignaient les nouveautés sacrilèges émanées des Assemblées révolutionnaires. Le château de la Rouerie, transformé en arsenal, fournissait des fusils, de la poudre et même des canons; pour communiquer avec ses partisans, le marquis avait établi des « lignes de correspondance » sillonnant tout le pays, depuis les côtes de Saint-Malo jusqu'au fond du Morbihan et assurant à ses émissaires, presque en chaque village, un abri et des affiliés accueillants. Le soulèvement général était imminent quand, au début de 1793, vendu au Gouvernement par son plus cher compagnon, La Rouerie mourut de saisissement en apprenant l'exécution du Roi. Douze de ses complices, hommes et femmes, avaient été guillotinés, en juin, à Paris; mais l'un des lieutenants du marquis était parvenu à soustraire la liste de ses officiers et le contrôle des compagnies de paroisse, de sorte que l'association, en sommeil depuis le décès de son chef, pourrait être en peu de temps tirée de sa léthargie, s'il se trouvait un homme assez hardi et assez autorisé pour assumer la succession de La Rouerie.

Ces révélations suggèrent à Puisaye un plan de salut : son existence est à la merci d'un hasard : sa seule chance d'échapper à l'échafaud est la débâcle de cette révolution contre laquelle il s'est imprudemment mis en guerre. Pourquoi ne tenterait-il pas de l'abattre? — Tout de suite, sa résolution est prise... Qu'un homme dont la tête est mise à prix, n'osant sortir du bois où il gîte, sans toit, sans soutien, sans amis autres que deux proscrits aussi compromis, aussi errants que lui, forme le dessein d'entrer en lutte contre un ennemi disposant des ressources de la nation la plus puissante du monde, voilà qui passe la vraisemblance : c'est pourtant ce que méditait de tenter Puisaye, tapi sous sa hutte de branchages. Sans doute se remémorait-il le roman de sa vie lorsqu'il écrivait plus tard : — « En révolution, si quelque chose a le droit d'étonner, c'est qu'il y ait des gens qui s'étonnent. »

Il était trop madré pour ne pas discerner, dès le début de cette téméraire partie, que son jeu manquait d'atouts : aucun

titre à se poser en mandataire des princes ; ceux-ci, bien probablement, ignoraient qu'il existât; son nom, d'ailleurs, au jugement des purs royalistes, était celui d'un traître, puisque Puisaye, gentilhomme et officier de la garde du Roi, avait servi la cause des Girondins régicides ; aux *bleus* il paraissait tout aussi méprisable, comptant parmi ceux que l'on appelait, dans le jargon de l'époque, les « restes impurs de l'infâme fédéralisme. » Par surcroît d'achoppement, il n'était pas Breton, tare irrémédiable aux yeux de quiconque est né dans le pays qui s'étend de Cancale au Croisic et d'Ingrandes à Ouessant. Il rusa : s'étant attaché un homme du pays, Laurent, d'une fidélité candide et quasi dévotieuse, il enrôla, par l'intermédiaire de ce serviteur, une fille de vingt-deux ans, matoise et intrépide; cette luronne affrontait audacieusement tous les périls; elle traversait chaque jour les postes de l'armée républicaine et ne fut pas une seule fois suspectée. Bientôt, grâce aux insinuations de cette acolyte bien stylée, la rumeur s'infiltra dans la région que, au fond de la forêt du Pertre, vivait un personnage mystérieux, — *le comte Joseph,* — un proscrit de marque, un prince du sang royal peut-être... Ses générosités accroissaient son prestige; il distribuait l'argent sans compter, laissant croire qu'il disposait de sommes inépuisables « en raison de ses relations avec l'empereur d'Autriche et le roi d'Angleterre. » La mystification eut son plein effet sur les paysans révoltés, épris de légendes, et dont le nombre s'était augmenté, au printemps, de tous les réfractaires à la levée de 300 000 hommes décrétée par la Convention. Outre les bandes dont dispose le jeune Boisguy, autour de Fougères, il y a, aux environs de Laval, celle de Jean Cottereau, dit *Jean Chouan,* celle de *Jambe d'argent* dans la Mayenne, celle de la *Vache noire* que commande Courtillier, dit *Saint Paul,* et quelques-uns de ces groupements obéissent à un certain *Monsieur Jacques,* ancien officier de la garde du Roi. Car, pour dérouter les dénonciateurs, ces révoltés ont adopté des sobriquets : *Sans peur, Cœur de lion, Monte à l'assaut, Brave la mort, Sans quartier;* sur un ordre, ils prennent le fusil, s'embusquent, harcèlent les bleus, tracassent les acheteurs de biens nationaux et les prêtres « sermentés; » puis, le coup fait, ils se dispersent, rentrent chez eux, reprennent la charrue ou l'outil habituel, leur nom légal, et cette double personnalité les fait insaisissables.

Puisaye projetait de rallier ces éléments disséminés et d'en être le chef. Ses premières propositions à Boisguy furent reçues froidement ; une autre démarche auprès des généraux vendéens n'eut pas meilleur succès. C'était à la fin d'octobre 1793, époque où l'armée royale de Vendée, repoussée de son territoire, émigrait en masse sur la rive droite de la Loire et se dirigeait vers Granville dans l'espoir d'un secours des émigrés de Jersey ; troupeau lamentable de combattants affamés et ralentis dans leur marche par une longue suite de femmes et d'enfants piétinant pêle mêle dans la boue, de charrettes portant des blessés livides, et des vieillards épuisés, par deux fois elle passa à proximité des bois où Puisaye se tenait reclus sans qu'il se décidât à la rejoindre ; mais le désastre des Vendéens le servit : beaucoup quittaient la colonne et s'enfonçaient dans les bois pour échapper aux poursuites des bleus. La forêt du Pertre en reçut un grand nombre. *Le comte Joseph* les accueillit comme dans son domaine : à certains officiers il offrit de partager l'abri de sa hutte ; aux hommes il enseignait le moyen de se terrer en creusant des fosses qu'on recouvrait de branches et de gazon. Il enrégimenta ainsi un assez important contingent de soldats armés qu'il destinait à former sa garde. Chaque fosse, — ou *loge*, — contenait sept hommes dont l'un commandait aux six autres ; sept fosses composaient un cantonnement ; sept cantonnements une division. Les approvisionnements ne faisaient pas défaut, les paysans de la région amenant en grande quantité au campement de la forêt leurs bestiaux et leurs grains pour les soustraire aux réquisitions des républicains. La troupe de Puisaye se renforçait donc de jour en jour quand, à l'aube du 29 novembre 1793, les bleus pénètrent dans la forêt, marchent droit à la cabane où dort *le comte Joseph*, aux côtés de son médecin Focard, de son ami Le Roy et de trois officiers royalistes. Fusillade : deux des officiers sont tués ; Puisaye et Le Roy se sauvent, en chemise, et disparaissent dans l'épaisseur du bois, traînant Focard, grièvement blessé, qu'ils abandonnent dans un taillis. Le malheureux ne tardera pas à être pris ; son aventure se terminera à Rennes sur l'échafaud révolutionnaire.

Dépisté, Puisaye va reprendre la vie nomade ; du moins marche-t-il maintenant entouré d'une garde de chouans résolus ; il rayonne autour de Rennes, tente même de s'emparer par

surprise de la ville, sans succès; on le voit avec sa troupe, parfois forte d'un millier d'hommes, à Beignon, sur la route de Ploërmel, là même où il a trouvé son premier gîte en Bretagne, à Concoret dans le Morbihan, à Maure, à Bain, à Liffré; il séjourne fréquemment au château du Plessis, près de Vern, cherchant, non sans déconvenues, à se mettre en relations avec les insurgés royalistes qui pullulent dans la région; et tout à coup le hasard lui confère enfin la suprématie si obstinément convoitée. Une femme lui remit, certain jour de janvier 1794, des dépêches officielles arrivant d'Angleterre et adressées *au commandant en chef des armées royales de Bretagne*. Ces dépêches étaient apportées de Jersey par un ancien agent de La Rouerie, Noël Prigent, maraîcher à Saint-Malo, qui, depuis deux ans, à la barbe des garde-côtes et de la douane, assurait, avec une impunité surprenante, les communications entre les royalistes bretons et les îles anglaises. Cette fois, il était chargé de transmettre aux chefs Vendéens, qu'il croyait trouver maîtres de Granville, l'assurance d'un prochain concours de l'Angleterre et de l'arrivée imminente de la flotte britannique. Retardé dans son voyage, apprenant au débarqué, que l'armée vendéenne s'était depuis longtemps repliée et se traînait maintenant, au delà de Nantes, brisée, dispersée, sur le point d'être anéantie, Prigent se trouva fort embarrassé du courrier dont il était porteur. Il entendit parler de ce grand personnage qui, sous le nom de *Comte Joseph*, se dérobait mystérieusement au fond des bois ou dans les landes et passait pour être en Bretagne le plus actif représentant des princes exilés : il lui fit tenir les dépêches anglaises, et Puisaye, par la lecture de ces lettres, destinées à d'autres, apprit, le premier, que le cabinet de Londres se montrerait disposé à soutenir, dans certaines conditions, l'effort des insurgés de l'Ouest et à concourir au rétablissement de la monarchie légitime. La possession d'une si grave et décisive communication centuplait sa propre importance; il passait de l'humble rôle de mouche du coche à l'enivrant emploi de grand diplomate, et aussitôt il fut à la hauteur de sa tâche : bien persuadé que le Gouvernement britannique ne soutiendrait jamais une cause perdue, il décida tout d'abord de le convaincre que le désastre de l'armée vendéenne n'était pas, pour le parti royaliste, un coup mortel, les Bretons secrètement enrégimentés n'attendant qu'un signal

pour se soulever en masse et jeter bas la République. Il importait surtout de présenter aux ministres du roi George un projet d'action économique permettant de réaliser la contre-révolution sans qu'il en coutât un shilling à l'Angleterre ; et c'est alors que Puisaye conçut ce séduisant et déloyal stratagème, qui lui fut personnellement très profitable, mais ne lui valut point la gloire.

Il partait de cet axiome que la Révolution, en gageant ses assignats sur les propriétés volées aux princes, au clergé et aux émigrés, émettait de la fausse monnaie. Le propriétaire injustement dépossédé ayant le droit de reprendre son bien par tous les moyens en son pouvoir, il en concluait que les Princes, les émigrés et le clergé étaient seuls désignés pour mettre en circulation un papier-monnaie honnêtement et solidement gagé. Il se proposait donc d'établir à Londres une vaste imprimerie « d'assignats royaux, » absolument semblables aux assignats de la Nation, sauf un *signe secret* perceptible aux seuls initiés et qui permettrait de déclarer ce papier-monnaie *remboursable en numéraire, à l'exclusion de tout autre*, dès la restauration de la monarchie. Cette conception ruinerait indubitablement le crédit de la République et la mettrait à merci en quelques semaines. A ce titre, elle ne déplut pas; d'irréprochables gentilshommes, susceptibles sur le point d'honneur et qui auraient individuellement mieux aimé mourir que faire tort d'un liard au plus avéré fripon, goûtèrent fort cette ruse de guerre. On était, il est vrai, au printemps de 1794 : la terreur faisait rage, pas une ville où l'échafaud ne fût en permanence, et la proposition de Puisaye s'adressait à des hommes que la ruine, les deuils, la persécution réduisaient au désespoir et qui s'accoutumaient à le considérer comme leur chef en raison même de l'audace et de la nouveauté de ses projets.

L'un des premiers qu'il s'attacha appartenait à une antique et noble famille; c'était le chevalier de Tinténiac, romanesque et touchante figure : au début de sa carrière, brillant officier aux chevau-légers, puis de la marine royale, ardent au plaisir, il a aimé, il a joué ; de retentissants duels et de mauvaises affaires ont compromis son avenir; sa famille l'a renié; la révolution venue, enrôlé dans l'état-major de La Rouerie, puis émigré en Angleterre, il continue à servir la cause royale ; en août 1793, il débarque, un soir, sur la côte de Saint-Malo, marche jusqu'au matin dans la campagne, parcourt cinquante lieues en cinq

nuits, passe la Loire à la nage, se présente aux chefs vendéens. Un si tenace dévouement de la part de cet inconnu étonne; Tinténiac est reçu avec méfiance; il confesse qu'il cherche à expier par quelque action d'éclat « les fautes de sa jeunesse. » Il retourne à la côte, s'embarque, aborde en Danemark, pousse jusqu'en Westphalie à la recherche du Comte d'Artois dont il veut prendre les instructions. Le voici, de nouveau, en France; il se met aux ordres de Puisaye. Il a trente ans; il est de petite taille, mais d'une figure séduisante qu'éclairent des yeux pleins de franchise et de bravoure. Par son active entremise, il rallie à Puisaye le chevalier de Silz, chef d'une légion du Morbihan, puis un ancien officier de La Rouerie, le comte de Lantivy, puis encore un paysan chef de bande, Jean Jan, qu'ont rendu fameux son intrépidité et sa haine farouche des bleus, et aussi un petit hobereau des environs d'Auray, au nom encore obscur, et qui s'appelle Georges Cadoudal; d'autres enfin qui seront marquants, Guillemot, Saint-Régent, Mercier-la-Vendée. Malgré leur dispersion, Puisaye correspond régulièrement avec tous; il est parvenu à rétablir et à amplifier ces lignes de communication clandestine créées par La Rouerie et le long desquelles un émigré arrivant de la côte ou un émissaire porteur de dépêches sont certains de rencontrer, de distance en distance, refuge sûr dont la porte est toujours ouverte, hôte discret, guides et, en cas de besoin, assistance toute dévouée. C'est dans un de ces abris que, sans le savoir, est entré Puisaye au début de son séjour en Bretagne.

Pour qui débarque, par exemple, dans le golfe de Saint-Brieuc, à la plage d'Erquy, la première maison de correspondance est à Nantois, tout près des ruines du château de Guémadeuc: la seconde à la Villegourio, d'où la piste se dirige vers la Villeneuve, au Nord de Lamballe; là, dans la maison d'une dame Kerverso, est une belle « cache » pratiquée sous une passerelle reliant le grenier à un bâtiment de service : quand on presse une cheville, l'une des planches de ce pont rustique « se coule; » — « si, en la poussant, elle ne vient pas tout de suite, c'est signe qu'il y a quelqu'un dedans, car la cache se ferme de l'intérieur à l'aide d'un crochet assez fort, » au dire d'un dénonciateur anonyme qui connaît manifestement, pour s'y être blotti, la cachette de la Villeneuve. A Quessoy, la station suivante est chez « les filles du Gage : » — « lorsqu'elles

voient la troupe arriver, elles affectent beaucoup de politesse et, pendant ce temps-là, elles font disparaître ce qu'elles veulent dérober aux recherches. » De Quessoy on oblique vers Bréhand: refuges à la Ville-Louët et au manoir de Boishardy; puis, sans traverser Moncontour, la piste gravit les pentes du Mené et atteint la Mirlitantouille, hameau de deux maisons situées à la crête de la colline; de ces deux maisons, l'une est abandonnée; dans l'autre, la fille Plé et son père tiennent cabaret. La Mirlitantouille est au carrefour de quatre chemins : celui de Moncontour; celui de Plœuc par Plémy, conduisant à la forêt de Lorges; celui de Collinée et celui de Loudéac. De la lande immense, qui commence à cet endroit et qui monte aux crêtes du Mené, la vue s'étend au loin sur les deux versants de la montagne : au Nord, vers Saint-Brieuc, c'est la région de Moncontour, bien cultivée, couverte de vergers et de prairies; au Sud, vers le Morbihan, pas un hameau, pas une maison n'apparaissent, rien que des bois et des landes; à l'horizon, une longue ligne sombre d'épaisses forêts. Tracé parmi les ajoncs et les genêts d'or, les bruyères rousses, et les robustes blocs de granit qui, çà et là, percent le sol, le chemin des chouans gagne les sommets du Mené, le Bel-Air, puis la Butte à l'Anguille où se trouve une maison de correspondance; l'endroit est redouté : Jean Villeneuve, — surnommé *Jean de la Butte,* — le seul habitant de ce désert, égorge, dit-on, les voyageurs qu'il soupçonne bien munis d'argent et enfouit leurs corps dans la lande. De cette hauteur la piste descend sur Saint-Gilles-du-Mené, et, à travers un pays âpre, couvert de bois, coupé de ravins profonds, elle passe au manoir de Bosseny où les émissaires royalistes sont assurés d'un bon accueil; elle se dirige ensuite vers la hutte d'un sabotier de Saint-Vrain, du nom de Jacques Lacroix, pour gagner Ménéac et la sombre forêt de La Nouée, domaine de Saint-Régent, dit *Pierrot,* l'un des plus actifs adversaires de la République. Il vit dans les bois; il a sa « loge » à droite du chemin qui va du village de La Nouée au Pas-aux-biches; il circule sans appréhension; on le voit souvent au Questel, en Pleugriffet, où il mange; il est habituellement vêtu « d'une pelisse de hussard, jaune et garnie d'hermine, d'un pantalon de peau, d'un gilet moucheté couleur café. » C'est un homme de très petite taille, — quatre pieds, quatre pouces, — d'aspect malingre, « en raison d'une balle qu'il a

reçue dans le côté gauche, » avec un visage maigre, le nez long et effilé, les yeux bleus et vifs; d'ailleurs très courtois, très doux et d'un enjouement inaltérable.

L'étape suivante est à la Ville-Bouquet, en Guégon, près de Josselin; puis on va à Kerdaniel, vieille gentilhommière percée de caches et voisine de souterrains; les chefs royalistes s'y réunissent quelquefois. Non loin de là, au passage de la Claye qui coule au fond d'un ravin à pic, est « la maison du Roc, » ferme proprette, juchée sur un promontoire de rochers gris; un grand sapin signale de loin ce refuge, le plus renommé de toute la Bretagne; là habite la veuve Lohezic, *la mère aux chouans*, bonne femme qu'on dit riche et qui prodigue ses gâteries aux partisans de la « bonne cause. » La dernière station de la route est Camezon à quelque cent toises du Pont-du-Loc. On est là dans la région dont Georges Cadoudal est le maître et, quand il fixe sa résidence à Grandchamp, se trouve toujours à Camezon un de ses agents pour recevoir hommes et dépêches.

On bornera à ces indications sommaires la description de cette voie clandestine; elle était la plus fréquentée de la Bretagne, mais non la seule : une autre, également très suivie, bifurquait de la première à Ménéac vers le cap Fréhel et la baie de la Fresnaye, lieux propices aux débarquements; elle passait par Plumangat; les chouans s'y hégergeaient soit chez Pierre Ballu, où ils étaient à peu près sûrs de trouver « un bon prêtre » en cas qu'ils voulussent se confesser, soit chez « la nommée Robinault, » sœur de Saint-Régent. — « Cette fille, écrit un espion de police, professe des opinions fanatiques et on lui attribue le massacre de vingt militaires. » Une autre route de correspondance se dirigeait vers Rennes et Paris; une autre atteignait les bords de la Loire, aux environs de Savenay, se prolongeait dans la Vendée et, par le Blésois, le Berry et le Bourbonnais, permettait de gagner la Suisse sans trop mauvaises rencontres. Quant aux courriers, comme ils effectuaient de longs trajets, ils adoptaient les plus rustiques travestissements, témoin ce Pierre Olivier, du village de La Nouée, qu'on voit souvent, revenant du bois, chargé d'un gros fagot dans lequel sont cachés ses papiers et ses armes, ou cet autre, nommé Molard, de Plumieux, qui, lorsqu'il porte la correspondance, « a toujours deux formes derrière le dos et son tablier sur le ventre, comme un cordonnier qui va à sa

journée. » Sans cesse ces facteurs arpentent les chemins entre le Morbihan et la côte de Saint-Brieuc ou de Saint-Malo ; leur service est presque régulier. « C'est une véritable poste qui rivalise avec celle du Gouvernement et arrive à faire mieux qu'elle ; » d'où, en décembre 1795, cette plainte du district de Josselin à l'administration départementale : « Les chouans reçoivent leur courrier deux ou trois fois par semaine et les républicains une fois seulement par décade ! »

Cette organisation créée par La Rouerie, servit grandement les ambitieux desseins de Puisaye ; il fut aidé aussi par l'indéniable séduction de sa prestance et de sa parole ; son aplomb fit le reste. Dès le printemps de 1794, on le voit se parer du titre de *Général*, qu'il s'est à lui-même décerné. Il parlera bientôt des pouvoirs à lui confiés par les princes, frères de Louis XVI, bien avant que ceux-ci, — dont l'un est à Vérone et l'autre à Arnheim, — aient entendu parler de lui. L'été ne sera pas écoulé qu'il signera *Général en chef*, sans soulever aucune protestation ; voilà comment, en moins d'un an, ce proscrit, ce condamné à mort, ce hors la loi parvint à conquérir la Bretagne, de toutes les provinces la plus hostile à ce qui n'est pas autochtone. Aux royalistes, très nombreux, mais sans lien, un chef était indispensable ; aucun d'eux ne présentait alors assez de surface pour prendre le pas sur les autres qui, probablement, n'y auraient pas consenti ; cet inconnu s'offrait, semblait s'imposer ; on l'accepta, sans l'acclamer : il y eut toujours une sorte d'antipathique réserve dans la soumission des Bretons à Puisaye ; mais bien des préventions tombèrent du jour où, par l'intermédiaire de Tinténiac, il eut rallié Boishardy.

***

Quoique sa renommée soit demeurée purement locale, Boishardy reste une de ces attachantes figures qui, parmi la froide phalange des morts dont l'Histoire recueille les noms, semblent garder quelque chose de la chaleur entraînante et de la pathétique sympathie dont surabonda leur vie fougueuse. Il était beau ; de taille moyenne mais naturellement élégante, il avait des traits réguliers, le regard ouvert ; des cheveux châtain clair donnaient à sa physionomie martiale un aspect de douceur que ne démentait pas son caractère. Sa courtoisie, sa franchise, sa générosité et aussi la simplicité de ses manières

lui gagnèrent l'affection des paysans de la région de Moncontour où était situé, dans la paroisse de Bréhand, son manoir héréditaire, simple gentilhommière, plus ferme que château, entourée d'un potager et de vergers, mais à laquelle une tour du xve siècle coiffée en poivrière et de hautes et vastes pièces prêtaient assez noble allure.

Boishardy était fils d'un ancien mousquetaire, mort en 1767. Lui-même, lieutenant au Royal-Marine devenu bientôt le 60e régiment d'infanterie, se trouvait, en 1792, en garnison à La Rochelle ; il y prêta le serment civique, mais il se démit peu après et revint en Bretagne, appelé par le marquis de La Rouerie, qui lui confia le commandement de la division des Côtes du Nord. Boishardy avait alors trente ans; il recruta activement; costumé en paysan, en « marchand d'œufs, » il courait les foires, endoctrinant les villageois; son éloquence était si persuasive « que l'on quittait tout pour l'entendre. » La Rouerie mort, Boishardy ne désarme pas; on est au printemps de 1793; la Convention vient de décréter la levée des 300 000 hommes; avec une témérité insolente, il ameute les gars de Bréhand ; debout sur le mur du cimetière, il les exhorte, se met à leur tête; il est vêtu « d'une veste de cultivateur; » il porte un fusil sur l'épaule; des pistolets sont à sa ceinture. Sa troupe se grossit en route de tous les jeunes gens qui répugnent à servir « les régicides, » ceux de Meslin, de Coëtmieux, de Pommeret, de Quessoy, de Plaintel ; il les passe en revue à la lande du Gras, qui domine Meslin, marche sur Pommeret « pour y chercher le rôle des conscrits et le mettre en pièces : » puis il se poste sur le grand chemin de Lamballe à Saint-Brieuc, attaque, au pont sur l'Évran, la diligence qui porte le courrier de Paris, disperse à coups de fusil la garde nationale de Lamballe, qui s'oppose mollement à sa marche. Dans la nuit, il rentrait victorieux à Bréhand. L'événement mit en grand émoi les autorités du chef-lieu ; on assurait que Boishardy, sur un simple appel, avait réuni pour ce coup d'essai quatre mille paysans suffisamment armés. En groupant toutes les forces dont disposait le département, on n'aurait pas mis en ligne pareil nombre d'hommes.

Il fallait sévir : or Saint-Brieuc comptait parmi son tribunal, deux magistrats mal disposés à composer avec les rebelles: le président Leroux de Chef du Bois, — qui se nommait maintenant Leroux, tout court, — homme sévère et sombre, d'autant

plus désireux de réprimer toute tentative contre-révolutionnaire, que, acheteur de biens nationaux, il arrondissait un domaine aux portes de Tréguier ; — et l'accusateur public, Besné de la Hauteville, — qui lui aussi, depuis peu, signait démocratiquement Besné, sans plus, — républicain renommé pour son intégrité dont il ne cessait de faire étalage. Écrivain d'une prolixité redoutable, il submergeait les ministres et les Comités d'un déluge de protestations, de flatteries, voire de conseils ou d'admonestations, certain que son patriotisme éclairé lui procurait des vues lumineuses sur la situation politique générale et sur celle de la Bretagne en particulier. Il se vante à tout propos « d'avoir secoué, le premier, » le joug de la tyrannie, « proclamé la République *dès 1791!* » et fondé une loge maçonnique, modestement intitulée *loge de la Vertu triomphante*. Il signe ces élucubrations *Besné, vétéran de la révolution*. Ce magistrat modèle approchait, en 1793, de la cinquantaine. De taille presque gigantesque, il avait les yeux bruns et renfoncés, le nez gros et rouge, le teint fortement couperosé ; il couvrait son crâne chauve d'une perruque marron. Sans fortune et père de treize enfants, il pratiquait, pour améliorer ses maigres émoluments, des trafics assez inquiétants : ainsi on vit non sans étonnement cet accusateur public se poser en avocat de certains prévenus ; ou bien, quoique ardent démagogue, il se déclarait adjudicataire de propriétés d'émigrés comme prête-nom de familles nobles désireuses de racheter secrètement leurs biens confisqués. Ce cumul louche effarouchait les honnêtes administrateurs du département ; mais comment soupçonner de péculat, ou même d'indélicatesse, l'homme pur à qui Saint-Brieuc devait la loge de *la Vertu triomphante ?*

Il lança des mandats d'amener contre le châtelain de Bréhand et quelques-uns de ses complices dont on était parvenu à se procurer les noms ; le président Leroux les appela à son tribunal, Besné requit contre eux le châtiment suprême : Boishardy et neuf de ses partisans furent condamnés à mort pour la forme et par défaut, car on n'avait réussi à capturer aucun des accusés. Jamais d'ailleurs contumaces ne portèrent plus allègrement si redoutable verdict : Boishardy n'avait même pas quitté le pays : on le voyait partout, mais on ne le trouvait nulle part. En vain, durant près d'un an, les autorités des Côtes-du-Nord lancèrent à sa poursuite des détachements de troupes ;

ceux-ci cernèrent des villages, fouillèrent des châteaux, firent perquisition dans les fermes où l'on supposait que le proscrit pouvait être caché; on ne découvrit rien. On mobilisa même contre lui vingt-cinq canonniers de Guingamp, pourvus d'une pièce d'artillerie, sous le commandement d'un administrateur du département, Hello, mais sans meilleur succès. On mit en arrestation toute la municipalité de Bréhand, et aussi celle de Quessoy, et encore celle de Hénon, coupables d'avoir souffert sur le territoire de leurs communes la présence du factieux; nul ne tenta de se soustraire à l'emprisonnement en révélant sa retraite. On essaya de lui tendre un piège : il y avait, en Bréhand, un manoir, celui de la Ville-Louët, où, disait-on, Boishardy était fréquemment attiré par son affection pour une très jeune fille, presque encore une enfant, Mlle Joséphine de Kercadio. Ayant, depuis huit ans, perdu son père, Mlle de Kercadio vivait à la Ville-Louët seule avec sa mère. On arrêta celle-ci comme suspecte et on la dirigea vers la prison de Lamballe, sans lui accorder, malgré ses instantes prières, l'autorisation d'emmener avec elle Joséphine, qui dut rester à la Ville-Louët, sous la garde de ses domestiques. Sans doute espérait-on que l'isolement de l'orpheline conduirait dans le voisinage Boishardy, soucieux de veiller sur sa jeune amie. Il ne parut pas. Le jugement qui l'avait condamné ordonnait la confiscation et la vente, au profit de la Nation, de tous les biens du contumace. Le manoir de Boishardy, son mobilier, les terres, les métairies, le moulin qui en dépendaient, — environ 130 journaux de terre dont 50 au moins de landes et de bois, furent mis en adjudication et passèrent à un intrus. Boishardy laissa faire sans se manifester. Le seul résultat de cette spoliation fut d'établir que ce n'était pas « à prix d'or » qu'il achetait le dévouement de ses paysans : il était presque pauvre : tous ses biens, y compris une maison sise à Lamballe, ne lui avaient jamais fourni plus de 1 600 livres de revenu.

Quoique insaisissable, il n'a pas quitté la région de Moncontour, propice aux refuites et aux échappées : prés enclos de hauts talus plantés de chênes étêtés, de haies épaisses; fourrés inextricables; labyrinthe de chemins creux qui, au fond de cette mer d'arbres, serpentent, se croisent, s'écartent, se nouent, se détournent,... Boishardy circule en plus complète sécurité que les détachements lancés à sa poursuite; pour ceux-ci, « chaque

champ est une forteresse, chaque arbre masque un piège ; » lui, pas un jour, n'arrête de renforcer sa troupe et de l'exercer : les bleus l'ont surnommé *le sorcier*. Quelqu'un l'a vu, dans les bois de Caurel, à une demi-lieue de Mur-de-Bretagne : au cœur de la forêt, est un *glacis* d'environ 4 journaux qui lui sert de terrain de manœuvre. On a laissé, au centre de cette esplanade, un grand hêtre à la cime duquel est fixé un crucifix d'étain. Parfois se réunissent là 3 à 4000 chouans ; on y procède à l'élection des sergents et des caporaux. Boishardy préside, vêtu d'une carmagnole bleue, coiffé d'un chapeau à grande cuve ; il est armé d'un sabre et d'un fusil à deux coups. On croirait que les bleus, égarés sur de fausses pistes, le cherchent partout où il n'est pas, comme dans cette expédition où cent hommes de la 17e demi-brigade envahissent les villages de Plédran et de Hénon, visitent toutes les maisons sans rien découvrir : peut-être Boishardy, tandis qu'on perquisitionne dans Hénon, pêche-t-il tranquillement à la ligne, à une demi-lieue du village, au bord de l'étang du Colombier ; car il consacre ses loisirs à cette occupation pacifique, ainsi qu'en témoigne l'un des officiers municipaux de l'endroit. De temps à autre, il arrive qu'un maladroit de ses bandes se laisse prendre ; on l'amène à Lamballe ou à Saint-Brieuc ; on le menace de mort, on le presse de questions et l'on apprend des choses terrifiantes : telles que les révélations d'un certain Gilles Garandel annonçant que « sous quinze jours ou trois semaines, Boishardy aura 90000 hommes armés et équipés ; le Duc de Chartres commandera cette armée ; tous les patriotes, et particulièrement les corps constitués, doivent périr : la cavalerie est dans la forêt de La Nouée, un camp dans celle de La Hunandais... » Il est aussi fait mention, dans ces délations, d'une belle jeune fille qu'on voit quelquefois, « les cheveux dénoués, montée sur un petit cheval gris... » Mlle de Kercadio évidemment, galopant vers la retraite de son ami.

Ces effarants propos sont en quelque sorte confirmés par le juge de paix de Quintin, Dubouilly, un bon patriote, celui-là, qui écrit : — « Boishardy fréquente le village de Plaintel depuis six mois... Je l'ai épié plusieurs fois sans avoir pu le rencontrer... Ses gens ont des mouches partout... Ma femme, passant un jour près de la Ville-Hamon, — écart de Plaintel, non loin de la forêt de Lorges, — rencontra sur la route différents feux

avec des gardiens à peu de distance les uns des autres... Dans son retour, elle trouva plusieurs autres feux et fut abordée par un homme qui lui dit : — « Madame, vous êtes trop hardie, je vais vous conduire... » L'imprudente s'était bien probablement aventurée dans les environs du quartier général de Boishardy. Et Dubouilly ajoute : — « A la Ville-Menguy, » — ferme-manoir presque dans la forêt de Lorges, à cent toises de l'étoile de Gourlay, — « il y a des souterrains : l'une de mes mouches m'a dit que l'ouverture est dans une armoire, vis à vis la porte d'entrée... » Dubouilly avait trop parlé : huit jours plus tard, aux portes mêmes de Quintin, il fut, en plein jour, accosté par cinq chouans « qui lui tirèrent chacun un coup de fusil et lui écrasèrent la tête à coups de crosse. » Boishardy était bien servi.

Constatant l'impuissance de la répression, l'accusateur public Besné trépignait de rage ; à ses titres s'ajoutait maintenant celui de capitaine des chasseurs de la garde nationale. Que n'allait-il, à la tête de sa compagnie, explorer ces manoirs mystérieux, à la lisière des grands bois? Il se contentait de rédiger sans lassitude sa propre apologie, et les cartons du Comité s'encombraient de factums portant ce titre pompeux : *Vie politique et publique de Malo, Henri, Julien Besné, né à Dinan, le 26 juin 1744, père de treize enfants vivants, ennemi déclaré de tous les abus.* Il se flattait d'avoir, en moins de deux ans, fait juger plus de 200 procès criminels, obtenu 48 arrêts de mort, 19 déportations, 48 condamnations aux fers, 6 à la gêne, 27 à la détention, 5 à la réclusion, 20 à la prison avec amende, 32 à l'arrestation jusqu'à la paix... Et le scélérat Boishardy lui échappait!

Besné retardait : depuis trois mois bientôt, la chute de Robespierre avait marqué la fin de la Terreur et si les lois restaient implacables, les palliatifs étaient à l'ordre du jour. Le comte de Puisaye, ayant réussi à reconstituer et à compléter l'œuvre de La Rouerie, pensait maintenant à passer en Angleterre, afin d'obtenir du cabinet britannique des armes et des munitions ; il se flattait de décider l'un des princes français à prendre le commandement des légions bretonnes ; il avait hâte aussi de mettre en action la fabrique d'assignats au moyen desquels il comptait achever la ruine de la République, déjà

obérée. En sa qualité de *général en chef commandant pour le Roi l'armée catholique de Bretagne,* — tel était le titre dont il se parait maintenant, — il assembla une dernière fois ses lieutenants et leur soumit le texte d'une proclamation adressée « à tous les Français et particulièrement aux Bretons, les invitant à se réunir sous les drapeaux de la religion et du Roi, » déclarant rebelles « les nobles qui oublieraient leur devoir, ceux qui espéreraient rester neutres, et tous les sujets en état de porter les armes et qui ne marcheraient pas. » Il obtint l'adhésion de quarante et un chefs royalistes, qui signèrent avec lui cet appel aux armes, et parmi lesquels étaient Le Roy, son ancien compagnon de cache dans la forêt du Pertre, Boisguy, Guillemot, Saint-Régent, Boishardy... Une seconde proclamation, destinée aux officiers et soldats de l'armée de la Convention, les engageait à quitter le service « d'une république monstrueuse, » et leur spécifiait les avantages de la désertion. Sur quoi Puisaye, s'étant ainsi manifesté publiquement, laissant toute la Bretagne persuadée qu'elle avait en lui un chef véritablement investi des pleins pouvoirs des Princes et reconnu par le roi d'Angleterre, leur allié, jugea qu'il était temps d'obtenir, si possible, la confirmation de son mandat usurpé. Il se rapprocha de la côte dans le dessein de s'embarquer, tentative toujours périlleuse, « les grèves, les anses, les criques, et tout le rivage de la mer étant gardés par une ceinture de tentes dressées à cinquante pas l'une de l'autre et occupées chacune par quinze hommes sous le commandement d'un officier. »

Puisaye, résolu à prendre la mer sur la côte du Clos-Poulet, avisa de cette décision celui de ses agents qui dirigeait dans cette région le service de la correspondance : c'était Mathurin Dufour, marin intrépide, de la paroisse de Saint-Coulomb. Il ne cacha point qu'on risquait gros ; la manœuvre imposée était celle-ci : « attendre une nuit très sombre, passer la ligne des tentes à plat ventre, le fusil armé et en banderole ; ne répondre jamais à un qui-vive que par un coup de fusil; » moyennant ces précautions, on pouvait atteindre la grève, et si l'on avait la chance de trouver une barque échouée sur le sable on était sauvé. Pour épargner ces difficultés à « M. le commandant en chef des armées royales de Bretagne et pays adjacents, » Dufour s'occupa de repérer l'endroit le moins exposé de tout son canton. Cette exploration se prolongea, non sans alerte, durant

une quinzaine de jours. Puisaye, réfugié à l'intérieur des terres avec quelques-uns de ses officiers, eut tout le loisir de réfléchir à sa situation : il songea que sa disparition risquait de susciter parmi ses lieutenants des rivalités; l'un d'eux n'en profiterait-il point pour usurper le commandement laissé sans titulaire? Ne serait-il pas prudent de désigner lui-même un remplaçant? Mais qui? Boishardy? Il était Breton et on devait craindre que cette qualité ne lui conférât bientôt, sur le chef absent auquel elle faisait défaut, une imprescriptible prépondérance. Le hasard, qui avait déjà comblé Puisaye, le tira encore de cette perplexité.

Dufour, toujours à la recherche d'un point favorable à l'embarquement, lui amène, un jour, trois émigrés qui viennent d'aborder à la côte. Ils ont « traversé » sous la conduite du jeune Prigent effectuant, et toujours sans l'ombre d'un désagrément, son *cent quarantième voyage* entre les îles anglaises et la Bretagne. Ces émigrés sont Mathias de Jouette et le chevalier de Solilhac que Puisaye enrôle immédiatement dans son état-major. Le troisième arrivant, que personne ne connaît, se nomme : « baron de Cormatin. » Il est originaire de Paris, propriétaire d'une terre en Bourgogne et n'a jamais mis le pied en Bretagne. Quarante ans, de bonne taille, de manières élégantes, s'exprimant avec facilité et doué d'une faconde qui, tout de suite, se dénonce inépuisable, il raconte abondamment son histoire, non sans l'enjoliver, probablement, de quelques traits avantageux. Sous-lieutenant, en 1772, au Royal Navarre, il a quitté l'armée pour voyager, parcouru toute l'Europe, repris du service à l'époque des guerres d'Amérique, épousé une veuve très riche, fait partie, en 1791, de l'état-major de Bouillé, puis de la garde constitutionnelle du Roi. Émigré à Coblence, de là en Angleterre, il s'est lassé de la vie oisive et il passe en France dans le vague espoir d'y trouver un emploi. Puisaye écoute ce récit, prend à part le nouveau venu qui n'offre, comme référence, qu'un certificat « flatteur » du marquis de Bouillé et une recommandation du « Conseil des Princes. » Cela paraît très suffisant; d'ailleurs le temps manque; Dufour, renonçant à déjouer la surveillance du Clos-Poulet, se décide à chercher, du côté de Saint-Briac, une plage moins hérissée d'obstacles. Ainsi pris de court, Puisaye n'hésite pas : il confie à Cormatin stupéfait le gouvernement de toute la Bretagne et des provinces avoisinantes, le nomme, sans désemparer, major-général de

l'armée catholique et royale, et le présente comme tel à ses compagnons d'armes. Suprême hâblerie, car, bien certainement n'osa-t-il pas tout de même avouer qu'au hasard seul était due l'éminente promotion de cet inconnu; c'eût été, dès l'abord, ruiner le crédit de son intérimaire improvisé; sans doute déclara-t-il que, s'il s'attardait depuis une quinzaine de jours, c'était dans l'attente de ce suppléant, choisi entre mille par la sagesse des Princes et qu'il se portait garant de ses hautes qualités administratives et stratégiques. Là-dessus il partit, suivant Dufour, emmenant avec lui son fidèle domestique, Laurent, et Prigent que, de ce jour-là, il attacha à son service. Expédition mémorable. Sur la plage de Saint-Briac, pas un bateau; l'ordre est venu, sous peine de mort, de désarmer toutes les embarcations, et de les engraver à portée du canon des forts. Deux nuits se passent à explorer la grève. Voici enfin un vieux canot, échoué sur le sable, en si mauvais état qu'on l'a considéré comme hors d'usage. Un pied de jeune chêne servira de mât; deux draps de lit seront les voiles; un mauvais aviron fera l'office de gouvernail. Le canot est poussé à l'eau; on embarque. A peine est-on au large que la mer devient houleuse : « le bateau fait eau de toutes parts; chacun s'escrime, à l'aide de son chapeau, pour l'épuiser et la jeter par-dessus bord. » Au matin, on aperçoit les Minquiers, îles anglaises; on y aborde vers dix heures et, dans l'après-midi, Prigent et Dufour continuent jusqu'à Jersey afin de réclamer aide et secours. Le gouverneur de l'île envoya aux naufragés une canonnière où Puisaye prit place avec ses compagnons, voguant vers un avenir aussi orageux que l'avait été son passé.

Ce que l'on ne connaîtra jamais, sans doute, c'est l'impression intime de Cormatin brutalement jeté dans cette formidable aventure. On n'est pas davantage renseigné sur le motif de sa rentrée en France. Besoin d'argent? Désir d'amadouer sa femme dont il avait dilapidé la fortune et qui venait d'obtenir le divorce? Espoir de faire sa soumission à la République et d'obtenir un grade dans l'armée? On ne sait. On peut seulement imaginer, — difficilement, il est vrai, — l'ahurissement émerveillé de cet homme qui, dans l'incertitude morale et le désarroi financier où il se trouve, se voit inopinément bombardé major-général en chef d'une armée dont, la veille, il ne soupçonnait pas l'existence et gouverneur pour le Roi d'une province

où il n'a jamais mis le pied. De la chouannerie, de son personnel, de ses ressources, il ne connaît absolument rien, et il est visible que, tout d'abord, il ne sait où tourner, qu'il hésite à se manifester car, plus d'un mois après son débarquement, il erre encore sur la côte avec Dufour, revenu de Jersey et ramenant un chargement de munitions de guerre destinées à Boishardy. Une nuit, comme Dufour et Cormatin sont réfugiés dans une maison de correspondance, non loin du rivage, en compagnie du chevalier de Busnel et d'un ecclésiastique du voisinage, on entend tout à coup « un mouvement considérable de pas précipités, » les deux portes et la fenêtre s'ouvrent à la fois; une fusillade éclate, des bleus envahissent l'unique pièce de la chaumière, où sont rangés, près du foyer, vingt-neuf barils de poudre. Les émigrés sautent sur leurs armes, ripostant à coups de pistolet; une mêlée s'engage dans l'ombre. Dufour abat un homme, puis un autre, s'élance au dehors, renverse une sentinelle, franchit une haie et se sauve à toutes jambes, croyant ses compagnons massacrés. Il les retrouva, le lendemain, sains et saufs; mais cette bagarre instruisait Cormatin de ce qu'allait être désormais sa vie, et ce fut peut-être là ce qui décida de ses préférences marquées pour une rapide pacification.

L'heure était favorable : depuis la fin d'août, Hoche commandait les troupes républicaines de Bretagne, et ces premières proclamations attestaient sa modération. Au nombre des députés de la Convention que le Comité de salut public déléguait dans les provinces de l'Ouest, comptaient deux hommes disposés, l'un par politique, l'autre par sentiment, à la réconciliation, Bollet et Boursault. Celui-ci, Parisien adroit, rompu aux affaires et à l'intrigue, violent, « toujours prêt à prendre une voix de tonnerre, » ancien acteur, auteur, directeur de théâtre, « vous déclamait sans le moindre à-propos des vers de Voltaire ou des siens. » Fort attaché, d'ailleurs, à la Révolution, il y trouvait l'occasion d'une fortune dont plus tard son nom reçut quelque éclat. Bollet, paysan picard, plus modeste, mais plus sûr, avait des formes rudes, le ton sévère, mais, quoique régicide, l'âme droite et compatissante ; déjà bien des cachots s'étaient ouverts à son passage en Bretagne. Chacun d'eux méprisait l'autre : Bollet traitait d'*histrion* Boursault, qui le qualifiait d'*imbécile*. De ces législateurs et de leurs collègues, Hoche, dédaigneux, disait, en mettant la main sur son épée :

— « Croyez-vous que ce soit pour de semblables J... F... que je porte cela ? » Seule unissait députés et généraux la crainte d'un soulèvement simultané de tous les chouans bretons, angevins, manceaux, normands, qui, conduits par un prince français, s'unissant aux Vendéens de Charette, aux soldats de Stofflet et, peut-être à des troupes étrangères amenées par vaisseaux anglais, auraient vite eu raison des bataillons indisciplinés et des gardes nationaux indécis dont se composait dans l'Ouest la débile armée de la République.

Il faut se résigner à l'évidence : en cet automne de 1794, les royalistes sont maîtres de la Bretagne, d'autant plus redoutables qu'on ne peut les atteindre. Hoche, à la tête d'un petit corps de troupes, entreprend une tournée dans le pays, pousse jusqu'au fond du Morbihan ; il écrit : « Nous voyons à chaque instant les sentinelles des brigands ; marchons-nous dessus ! tout disparaît ; il ne reste aucun vestige... On dirait qu'ils ont des télégraphes. » Paris s'émeut, et voit déjà les chouans en grands chapeaux et en peaux de bique, campés dans les Champs-Élysées. La Convention décide « la paix à tout prix, » et, de Rennes, Boursault, prenant les devants, proclame, dès le 17 octobre, « sa loi de pardon et d'humanité. » Il accorde grâce à tous, même aux déserteurs, s'ils se rendent dans le délai d'un mois. Nul effet ; à peine soixante ou quatre-vingts rebelles de la Mayenne consentent-ils à déposer les armes. La Bretagne reste sourde. Que veut-elle donc ? Ses prêtres ? Eh bien ! puisqu'il le faut, on les lui rendra. Et, de nouveau, Boursault, à grands cris, réclame du Comité de salut public une nouvelle reculade : — « Liberté des cultes ! Liberté des cultes ! ou bien tout est perdu, » ajoutant, en penseur libéré qui s'est absorbé dans la méditation de ces graves sujets : « Il faut des siècles pour créer ou détruire les erreurs ou les préjugés religieux. » Il parcourt les campagnes, semant sa proclamation, la commentant par des harangues : à Moncontour, à Dinan, à Lamballe, à Ernée et ailleurs, dans les églises, du haut de la chaire, il pérore, s'attendrissant sur les « trop crédules habitants des campagnes, » séduits ou contraints par de misérables exploiteurs de leur naïveté. A tous ces humbles, à tous ces égarés la République octroie le plus généreux pardon. Bien qu'il parsème ces discours de tirades empruntées aux tragédies de son ancien répertoire, son éloquence est en pure perte. Comment n'aperçoit-il

pas que tout en lui froisse et révolte ces « paysans crédules? » Dans cette église que la Révolution leur a volée, d'où elle a chassé leur curé, leur bon Dieu, leur Sainte Vierge pour y installer deux intrus, l'Être suprême et la Raison, ils se refusent à rentrer sur l'invitation de ce sacrilège qui, le chapeau à plumes en tête, du haut de la chaire, prétend leur prêcher la philosophie. Ce qu'il dira est d'avance taxé de mensonge et de blasphème.

Un effroyable malentendu est le fond de ces guerres fratricides : au début, — et c'est à l'honneur des deux partis, — la haine réciproque naissait d'une égale sincérité de convictions : la Révolution, certaine qu'elle apportait l'âge d'or avec les idées nouvelles, se heurta à la ténacité d'un peuple instinctivement convaincu, comme l'a écrit un sage, « qu'il ne peut y avoir de bon temps à venir que celui qui ressemblera au bon temps passé. » Au lieu de se convaincre, on s'égorgea tout de suite, les théoriciens siégeant à Paris, loin des combats, n'admettant pas qu'on discutât leurs oracles. De là tout le malheur. Quels apôtres dépêchèrent-ils dans l'Ouest pour porter le nouvel Évangile ? Des Billaud-Varenne, des Le Carpentier, des Carrier, avec, comme seuls arguments, l'échafaud, la fusillade et la noyade ; des satrapes frénétiques et débauchés, tels que Bourdon qui, pris de vin, toujours en fureur, veut, certain jour, « faire arrêter comme conspirateur un cheval emporté qui passe au galop sous ses fenêtres. » A ces populations austères et pieuses « l'exécrable Convention qui a tout gâté » expédie, comme échantillons de ses missionnaires, de solennels Mascarilles qui prônent l'irréligion, profanent les vases sacrés, souillent les autels au nom de la République. Ses généraux sont Sépher, cet ancien suisse de Saint-Eustache qui a jeté la hallebarde aux orties; Grammont, comme Boursault, ex-comédien; un ci-devant danseur à l'Opéra, Muller; un ex-hercule de foires, Turreau, qu'on avait vu, assure Danican, sur les marchés, soulever une table entre ses dents; un curé défroqué, Carpentier; un ridicule matamore, Santerre; un garçon orfèvre, Rossignol, « le fils aîné du Comité de salut public, » proclamant lui-même « qu'il n'est pas f... de commander une armée. » Les états-majors font bombance, ripaillent insolemment, exhibent des filles..., on a vu le général Ronsin, — autre baladin, — « dans un char fastueux escorté par cinquante hussards, assis en compagnie de quatre courtisanes. » Alors les paysans bretons et ven-

déens comparent : leurs chefs à eux sont La Rouerie, Lescure, Bonchamps, La Rochejaquelein, Boisguy, Boishardy, dont leurs pères ont connu et vénéré les pères ; ils sont avec eux en communion de croyances et de traditions; comment auraient-ils hésité quand il fallut choisir?

Depuis l'arrivée de Hoche en Bretagne, les scandaleuses mascarades avaient pris fin; il imposait à ses subordonnés la discipline et, de cette nouveauté, naissait une sorte d'accalmie entre soldats et chouans ; mais ceux-ci gardaient méfiance aux Conventionnels, trop prodigues de harangues insidieuses, de proclamations hypocrites, d'arrêtés incohérents et de mesures contradictoires. Comment Boursault, par exemple, ose-t-il parler de concorde quand, six semaines auparavant, il a promis 3000 livres de récompense à qui livrera, morts ou vifs, Boishardy ou d'autres chefs bretons ? Aussi, quand est promulgué le décret d'amnistie voté par la Convention, les Bretons soupçonnent un nouveau piège, et Boishardy va témoigner avec éclat de leur mépris pour de si fallacieuses promesses.

Le décret est affiché à Rennes le 14 décembre : le 15, au jour tombant, un mot d'ordre chuchoté se répand dans les villages et les métairies de la région de Bréhand et de Quessoy. A neuf heures du soir, au fond des chemins creux, des petits groupes d'hommes armés circulent silencieusement ; à mesure qu'ils avancent, d'autres détachements les rejoignent, émergeant sans bruit de l'ombre ; un personnage singulier préside à ce rassemblement : c'est un des lieutenants de Boishardy, un Anglais, dit-on ; on ne lui connaît d'autre nom que *Pipi ;* il est vêtu d'un habit bleu et il porte à son chapeau une plume blanche. Bientôt sa troupe débouche sur le chemin qui va de Moncontour à Dinan ; elle est au complet : quatre à cinq cents hommes. On marchera toute la nuit ; vers l'aube, on fait halte ; on est aux abords de Jugon, bourg important, fameux dans l'histoire de Bretagne. A huit heures du matin, le signal est donné ; subitement, la petite ville est envahie : d'abord une longue file, rasant les murs, avançant vite ; des postes sont établis sur chacune des routes, un autre chez le maire ; le gros de la troupe est déjà massé sur la place, autour de l'arbre de la Liberté qu'on voit bientôt vaciller et s'abattre, scié au pied. De grands cris : *Vive le Roi ! Vivent la religion et les bons prêtres !* Les Jugonnais, saisis au saut du lit par cette irruption inopinée,

sortent de leurs maisons, surpris, non effrayés; ils s'approchent, entourent Boishardy que distingue son panache blanc. Très accueillant, très gai, très familier, plein d'entrain, il accorde des laissez-passer à tous ceux qui le sollicitent. Il raconte qu'il aurait pu, récemment, tuer ou enlever Boursault, aventuré dans ses cantonnements : — « C'est un bon bougre, qu'il aille se faire f...! » Il signe un passeport à un bouvier qui conduit des bestiaux à Lorient pour le ravitaillement de l'armée : — « Va-t-en; je ne veux pas des bœufs destinés à ces pauvres bougres de républicains qui crèvent de faim!... » En revanche, il autorise ses hommes à se partager le chargement de deux voitures d'équipements militaires. L'aumônier de la bande n'est pas moins fêté : on le voit distribuant des bénédictions, faisant baiser aux fidèles une petite croix de bois. Ce que l'on regarde aussi, ce sont les chouans, — ces chouans de Boishardy dont on parlait tant sans les voir jamais : quelques-uns portent « l'uniforme national; » déserteurs des *bleus*, probablement; d'autres ont l'ancienne tenue de l'infanterie royale, habit blanc à parements et à revers noirs; la plupart sont en vestes de paysans. A tous les chapeaux la cocarde blanche. Ils sont armés de fusils simples ou à deux coups. Ils vont et viennent en grande animation, entrant dans les maisons, se faisant servir à manger, réquisitionnant les armes; plusieurs, sans vergogne, se groupent autour de la fontaine et, comme le temps est beau, se déshabillent et se lavent. Un seul incident : vers midi, rassemblement. Boishardy avise un de ses hommes qu'attarde un lourd fardeau. Qu'y a-t-il là-dedans? Sous ses yeux, on ouvre le paquet : cinq couvertures de laine, une canne à pomme d'or, une épée à garde brillante. L'homme est fouillé; dans sa poche, une montre en or. C'est un pillard. Ordre de le fusiller sur-le-champ. On intercède; on obtient sa grâce. Les objets volés sont renvoyés à leur propriétaire avec les excuses du « général : » — « Boishardy ne veut pas commander à des brigands. » A midi et demi, toute la bande s'éloigne par la route de Dinan. On apprit le soir qu'elle avait fusillé, en passant à Lescouët, « un ouvrier occupé à démolir l'église; » puis qu'elle passa par Plestan vers le petit jour, se dirigeant vers Bréhand... Boishardy s'était promené durant trente-six heures avec une partie de ses légions; il avait parcouru douze à quinze lieues de pays sans rencontrer une patrouille ni un poste

de gardes nationaux ; il avait laissé les gens de Jugon « charmés de ses manières affables et avenantes » et disparu avec ses cinq cents hommes sans qu'on pût imaginer dans quel gouffre ils s'étaient engloutis. La réussite de ce coup d'audace, ripostant aux avances de la Convention, inspirait aux autorités locales des réflexions peu réjouissantes. Comment pacifier sans le concours d'un tel homme ? Comment entrer en pourparlers avec lui ?

La difficulté de l'entreprise tenta Hoche ; il était attiré, d'ailleurs, presque séduit, par ce mystérieux rival si malaisé à vaincre. Usant des pleins pouvoirs dont il était investi, il « se porta garant de l'indulgence nationale envers Boishardy et ses lieutenants » et publia que, « s'ils se rendaient à lui, ils n'auraient rien à craindre pour leur tête. » A la prière de Hoche, Bollet et Boursault signèrent avec lui cette pressante invite à la soumission. Cette fois, Boishardy ne pouvait s'abstenir de répondre : Boursault trouva dans son courrier cette fière réplique :

... Vous voulez avoir Boishardy coûte que coûte. Vous nous avez accusés dans la chaire de Moncontour d'être des assassins et des dévastateurs. Vous ignoriez sans doute que vous nous deviez la vie. Oui, nous savions l'heure à laquelle vous deviez passer sur le grand chemin ; nous connaissions la force de votre escorte et nous avons retenu nos gens...

Il est temps de vous faire part de la sincérité de nos intentions... Ce n'est point lorsqu'on a fait la guerre de la Vendée, lorsque, depuis deux ans, on travaille avec constance à rassembler les sujets de Louis XVII au milieu de vos soldats, que la mort peut effrayer. Faites-nous envisager un Gouvernement solide et fondé sur la justice, alors vous verrez ces prétendus brigands se déclarer en votre faveur et vous faire un rempart impénétrable aux vrais factieux.

Mais quelle foi voulez-vous qu'on fasse sur vos promesses ?... Vous nous reprochez des meurtres et des assassinats ! Mais lavez-vous auparavant de toutes les atrocités qui ont cruellement souillé vos armes dans la Vendée et qui, nous ne craignons pas de le dire, vous ont rendu l'exécration de ce peuple. On vous faisait des prisonniers ; et vous, non contents d'exercer vos fureurs sur les malheureux que le sort faisait tomber entre vos mains, vous brûliez encore les chaumières du paysan et assassiniez les femmes et les enfants... Nous vous parlons avec loyauté ; nous espérons de vous la même franchise. Décidez des sentiments avec lesquels vous voulez que nous soyons Vos très humbles serviteurs.

A côté de Boishardy signaient ses lieutenants de Jouette et Solilhac.

Boursault riposta à cette verte apostrophe par quelques phrases boursouflées que les chouans laissèrent sans réponse et la pacification aurait été une fois de plus compromise, si Hoche, qui en sentait l'impérative urgence et voulait compter Boishardy au nombre de ses conquêtes, n'eût ordonné à son subordonné le général Humbert, commandant à Moncontour, d'entrer en relations avec le chef des rebelles.

Ving-huit ans, brave, généreux, plein de fougue, Humbert était « le plus bel homme de l'armée. » Fils de pauvres gens, réduit, par défaut d'instruction, aux plus humbles métiers, — marchand de peaux de lapin, ouvrier en chapeaux, maquignon, enrôlé en 1792 au 13e bataillon des volontaires des Vosges son département d'origine, il savait à peine écrire quand, un an plus tard, il fut nommé colonel. En avril 1794, il était général. La lettre que, conformément aux ordres de Hoche, il adressa, tracée de sa main malhabile, à Boishardy, vaut d'être reproduite dans son incorrection originale :

Tu adeja reut une lettre du représentant du peuple Boñem qui tengagent a rentry dans le sin de ta patry et la serrevire dans toutes autres sens que tu ne le fait aujourd'huit tu doit connettre les intentions de la convention et celles des representant près cette armée à légar de ceu qui ont porreté les arme contre la république tu sais par conséquent quiles pardonné a tout ceu qui reviendron de bonne foi et qui promettront daitre fidelle et bien moy qui comande la deuxième division de cette arme je me (*illisible*) je donne ma parole honneur que (*illisible*) amène avec toi tous ceu qui peu aitre egarez venez ensemble jouire avec nous des bienfait d'une aussi belle revolusion... accorde-moi un entreveu indique moi dans ta répons lheurre ou je pourrait tevoirre seul ou avec un second tu enfera autant et soies surre que je me repose parfaitement surre ta parole que tu me donnera comme tu peu compté surre la mienne.

HUMBERT.

La lettre écrite, où l'envoyer ? Comment découvrir Boishardy ? Il se tient, bien certainement, dans le pays, tout près, à Bréhand peut-être ; ne traverse-t-il pas souvent Moncontour même ? Mais, toujours insaisissable ; on n'apprend qu'il a été aperçu que lorsqu'il est déjà loin. Un sous-officier, le citoyen Poussepain, se charge de porter le billet d'Humbert On lui a signalé, sur

la route de Loudéac, « une maison isolée qui sert de point de correspondance aux chouans ; » la Mirlitantouille, bien probablement, ce cabaret posé au croisement des quatre chemins du Mené, avant la lande de Phanton. Poussepain se met en route, arrive à la maison de correspondance, s'informe, mais n'apprend rien. Il attend toute la journée ; nul ne passe en ce lieu désert. On est au ci-devant jour de Noël ; le pays, muet et sombre, semble mort. Le sous-officier se décide à rester là toute la nuit ; le lendemain, comme personne ne s'est présenté pour lui servir de guide, il laisse la lettre et revient à Moncontour.

Le jour suivant, le cabaretier de la maison de correspondance fit savoir à Poussepain que, « dans la nuit du 26 au 27, un homme qu'il croit être Boishardy lui-même, est venu prendre la lettre, et, l'ayant lue, a paru très satisfait, disant : « Nous pourrons bien nous parler un de ces jours. » En effet, le 28, un avis écrit ou oral dut parvenir à Humbert dans la matinée, car on le vit, au début de l'après-midi, monter à cheval devant son quartier général. Toute la petite ville devinait qu'il se rendait auprès des chouans pour parlementer avec eux. Il sortait de la ville par la porte d'En-Haut et s'engageait sur le chemin qui gravit les pentes du Mené. Il partait avec un seul aide de camp, sans un homme d'escorte, bravade d'autant plus élégante que, chez ce vaillant et naïf soldat, elle était pure de toute affectation. Ainsi la guerre fratricide finirait avec cette sanglante année 1794 qui avait marqué l'apogée de la Terreur ; le beau sang de France cesserait de couler sur la terre bretonne, grâce à cet enfant du peuple, parvenu par son seul courage aux éminents grades et qui semblait incarner les temps nouveaux.

Le rendez-vous était à la lande de Gausson, à l'extrémité des plateaux du Mené. Humbert, — coiffé du chapeau à plumes tricolores, le grand manteau sombre posé sur l'habit bleu à revers rouges, l'écharpe aux couleurs de la République tortillée en ceinture, — allait, montant vers la Mirlitantouille, à travers ce pays de rebelles où, la veille encore, il n'aurait pas fait vingt pas sans recevoir un coup de fusil, mais qu'il parcourait aujourd'hui plus en sécurité qu'entouré de toute sa brigade, parce que telle était la consigne transmise, ce matin même, à ses chouans par M. de Boishardy.

G. Lenotre.

(A suivre.)

LE CONTE DU TRIOLET

Je voudrais dire l'histoire d'un grand gars de Normandie telle qu'elle me fut contée, en douceur, avec des randonnées et des départs nouveaux, un jour que, du haut de la tour de Sainte-Marie du Mont, j'admirais de quelle verdure ininterrompue, légère, ou sombre, les arbres et les prés bordent les plages de la Hougue.

Je ne sais pas en quel temps se passèrent les choses que voici, mais je pense qu'elles ne sont éloignées de nous que d'un petit nombre d'années. Pour la saison, elle me fut nommée : c'était l'automne. Il est pluvieux dans cette presqu'île de dix lieues de large, jetée en plein courant de la Manche, et sur laquelle le vent mène et ramène le bord du nuage anglais. La pluie, la brume et la rosée s'entendent pour faire pousser l'herbe. Et puis, si le soleil paraît, nulle part le rire de la terre n'est plus éclatant.

Nulle part non plus le silence n'a autant d'heures à lui. Car on ne fait point de labours; les hommes sont peu nombreux : été ou hiver, temps de la mouche ou temps du gel, les vaches dorment dans les clos, leur gros ventre et leur pis étalés, le mufle tendu à l'odeur de la sève sans repos qui travaille le pommier, et qui travaille l'orme, et les ronces des quatre haies, et le tapis mouillé de la pâture. Qu'est-ce qui passe par les chemins? la carriole toujours peinte de frais, ou la camionnette d'un fermier qui se rend à la foire de Valognes? l'automobile d'un châtelain en tournée de visites? un tombereau chargé de pommes? le troupeau de moutons que le transatlantique, après-

demain, doit embarquer au bout de la digue de Cherbourg? Je vous le dis, les avenues de ce parc immense ne donnent guère de bruit à porter au vent qui souffle. La nuit surtout, le silence n'a point d'ennemi. Il n'y a que la mer, parfois, dont la voix gronde. Et alors, la plainte qui s'élève de la Hague, à l'Occident, et celle de la Hougue, à l'Orient, se mêlent au-dessus du Cotentin, et les ormes émondés les saluent de la tête, au sommet des talus.

Il est quatre heures du matin; le vent est ailleurs, sur les côtes d'Irlande ou d'Italie. Les feuilles immobiles boivent, par tous les pores, l'air saturé d'humidité; l'eau qu'on ne voit point tomber du ciel dégoutte de leurs lèvres et coule le long des tiges, des branches et des troncs. Sous terre, les fontaines s'emplissent pour l'été. Au bas de l'éperon de la Pernelle, et de sa futaie, s'étend une large bande de terre, boisée au commencement. Là se trouve, toute perdue au bord d'un sentier, entre deux pâtures qui ne sont point à lui, la maison d'Auguste Hambye, l'ancien « triolet » de la ferme de Renivast, éloignée d'une bonne demi-lieue, et toute sur le plateau. Ce n'est pas riche, chez Auguste Hambye : deux chambres couvertes en chaume; un bout de jardin; un abri pour les lapins de choux : voilà le domaine. On y vit maigrement, parce que la mère est souvent malade. Elle est levée pourtant; elle a mis son jupon, son corsage, son châle, tout cela qui est, comme ses cheveux, couleur de cendre; elle s'agenouille devant l'âtre; elle cherche, dans le foyer, du bout de ses doigts qu'elle plie et détend en mesure, s'il reste de la veille quelque tison brûlant encore, et, quand elle a trouvé, elle approche de la braise une poignée de fougère et de menu bois, et elle souffle, toute courbée en avant, la tête engagée jusqu'au milieu de la cheminée, sous les étoiles qui voyagent là-haut. La bougie, dans le chandelier de fer, a été placée sur le carreau du foyer, et la flamme, pliée au courant d'air, tend sa langue vers la suie.

— Auguste? Il est quatre heures : lève-toi pour les bêtes!

La mère n'obtient pas de réponse. Mais, dix minutes après qu'elle a crié ces mots-là, Auguste entre, haut comme un peuplier, obligé de se baisser pour passer sous le linteau de la porte.

— Ton café est sucré. Prends-le vite, pendant qu'il est chaud.

— Bonjour, la vieille maman ; oui, je vas le prendre ; c'est pas de refus.

— N'est-ce pas? Il fera froid dans le clos.

— N'a-t-on pas l'habitude?

— Je l'ai eue, moi aussi. A présent, je ne peux plus. Allons, assieds-toi là : voilà le pain, voilà le beurre.

En parlant, elle regardait ses mains de laveuse, déformées par l'eau, et qui avaient pris le tremblement de la source. Elle allongeait les bras et ses deux mains tremblantes vers la chaise basse placée en face d'elle, de l'autre côté d'une table de bois blanc, où fumait le bol de café. Dans l'âtre, les branches mortes de pommier brûlaient bien. Le grand gars s'était assis, tandis qu'elle tirait, de dessous le foyer, une chaufferette qui serait son siège, à elle. Et la mère paraissait encore plus petite et plus menue, ainsi accroupie tout près de terre, devant son grand fils qui avait déjà taillé, dans un pain de six livres, une tranche longue qu'il brisait en morceaux au-dessus du bol. Il ne regardait que cette pauvre femme, qui avait fini de vivre, en vérité, mais non de se plaindre, et ce regard disait : « Qu'as-tu donc, ma pauvre maman, à tout redouter, pour moi, pour toi, pour la maison, pour le jardin, pour les lapins? Un gars de vingt-huit ans, fait comme moi, c'est la vie assurée; je travaille assez dur pour que, si tu viens à ne plus pouvoir faire tes journées de laveuse, rien ne soit en péril ici; tu te reposeras; voilà tout le changement qui adviendra. »

Il ne disait point cela avec des mots ; non, ses lèvres minces n'étaient entr'ouvertes que pour humer la vapeur du café. Nous avons vite pitié de nos parents, et les meilleurs de nous sont peut-être ceux qui ne le montrent pas trop. Auguste Hambye était un garçon très décidé, qui se faisait beaucoup de discours à lui-même, et n'exprimait les conclusions que le lendemain, le surlendemain, un mois, un an plus tard; en conséquence, il ne revenait pas souvent sur ce qu'il avait dit. Corps et âme, on aurait pu le citer comme un des représentants de la plus pure race de Normandie. Voyez cette petite tête et ce très long corps osseux, ces cheveux jaunes, ces yeux d'une eau si claire, où passent peu de pensées, mais beaucoup de vie, de mouvement, de fierté d'être jeune et fort : ne croyez-vous pas qu'il a des cousins parmi les marins des fjords de Norvège, et que ses ancêtres sont venus, jusqu'aux landes et forêts de la pres-

qu'île, en barques à deux voiles? Ce descendant de corsaires conduit des chevaux, coupe le foin, bat les pommes, et, aux heures libres, quand il le faut, à la nuit presque faite, bêche son jardin. La mère le regarde : elle mangera plus tard, après le ménage achevé. Elle dit :

— Tu es dans ta force. Moi, je m'en vas.

— Tu n'en sais rien, maman!

— Oh! que si! Not'corps nous avertit de sa fin. Mais je crois que tu pourrais me faire durer un brin.

Le grand gars retire de ses lèvres le bol où il achève de boire son café, et secoue la tête.

— Tu vas encore chanter ton refrain!

— Pourquoi n'y réponds-tu jamais ?

— Je n'ai pas le cœur fait comme le tien, maman. Je ne dis pas tout ce que je pense. Que veux-tu donc ?

— Je voudrais que tu te maries!

— C'est cela qui prolongerait la vie de la mère Hambye?

— Sans doute : j'aurais du repos plus qu'à présent.

— Et quelqu'un avec qui causer, toi qui aimes bien ça...

Il posa le bol vide sur la table, frappa ses mains l'une contre l'autre, et reprit, d'un air à demi plaisant, mais la mère ne s'y trompa point, et reconnut le son majeur de l'âme :

— Faudrait d'abord en avoir une à qui on pense!

— Il n'en manque point qui diraient oui!

— Dis-les, pour voir?

— La petite Picquenote ?

— Parce que je lui ai donné une épingle d'or! Elle m'avait remplacée dans le clos, deux journées, quand j'ai eu la fièvre. Voilà tout.

— Virginie Piédagnel ?

— La fille d'un fermier! Tu n'y penses pas, maman! Un pauvre diable de valet comme moi!

La mère se leva, mécontente, prit le bol et l'assiette, et les porta jusqu'à l'évier qui se trouvait au bout de la chambre. On entendit le bruit de l'eau jaillissant, puis celui des doigts mouillés sur la faïence, tandis que la femme commençait d'essuyer la vaisselle avec le torchon. Puis la voix reprit :

— Alors, c'est une pauvresse que tu courtiseras ?

— Ça se peut, maman.

— Toi qui n'as rien!

— Rien? Tu oublies la maison !

— Ça fera un joli ménage, au bas de la Pernelle ! Voyons, si tu avais à choisir, quel nom dirais-tu ?

— Marie Le Hartel.

— Celle qui a été triolette à côté de chez ton patron ?

— Oui, il y a trois ans, à la Duquerie, chez Mouchel.

— Qui n'a pas eu seulement la santé de continuer?

— On le prétend : mais elle a bonne mine, à ce que disent d'autres.

— Celle qui s'est mise en place?

— Oui.

— A Valognes? Chez Mlle Rivière?

— Au revoir, maman, à ce soir !

Un moment après, la porte criait en tournant; une charretée d'air froid entrait dans la chambre; la cendre du feu remuait. Puis, le bras puissant qui avait ouvert la porte, d'une détente rapide, la refermait de même. Auguste, en quatre enjambées, eut dépassé l'angle de la maison, et même la bande de terre que le toit de chaume, avançant, protégeait et maintenait sèche; en deux autres de ses grands pas, il atteignit la limite du jardin. Là, il se pencha, pour soulever le loqueton de la petite barrière qui donnait entrée dans le domaine, et fut tout aspergé, des épaules jusqu'aux souliers, par les buissons de ronces qui tendaient l'un vers l'autre, aux deux côtés de la barrière, leurs grappes de mûres luisantes.

— Faudra que je taille ces cheveux-là ! dit le grand gars.

Il ferma soigneusement la barrière, et s'enfonça dans le sentier qui tournait d'abord en terrain plat, puis montait à flanc de coteau, vers la Pernelle. Il allait posément, sans regarder ailleurs que devant lui. A quoi bon se détourner? Il était dans un banc de brume. Cependant, habitué à ces formes changeantes, il croyait sentir, dans le nuage, des mouvements qui annoncent le jour. Parvenu au premier palier de la Pernelle, il ralentit le pas, et tourna la tête, et la leva : par un créneau que taillait l'air marin, dans le château bien emmuré de la brume, il aperçut, très loin, des clapotis sombres, un phare, une tache morte qui pouvait être une île, et une étoile au bas d'un ciel très court.

C'était son habitude de reprendre haleine à cette moitié de la côte. L'endroit lui plaisait, à cause de la mer dont il avait

ainsi des nouvelles, et pour une autre raison : là se trouvaient, en ligne, sur le bout de l'éperon, les deux monuments de la commune, la mairie, qui ressemble à une cabane de douaniers, et l'église avec son cimetière et son enceinte de murs anciens. Il y a des ormes tout autour, une vraie petite futaie, mais il n'y a point de maison, et la chance est petite d'y rencontrer quelqu'un. Auguste Hambye, comme chaque matin, agita sur son front, sans la soulever tout à fait, sa casquette, pour saluer la terre des morts et peut-être Dieu, qui veille là, seul parmi eux, avec la petite lampe. Son second regard fut pour la tour de l'église. Sans doute vous ne la verrez jamais; il est aisé, heureusement, de l'imaginer : une tour carrée, dont le granit est partout tacheté de lichen jaune, et qui n'a de toit, — de toit en pierre taillée, bien entendu, — que sur deux façades, à l'Est et à l'Ouest. Des deux autres côtés, c'est le mur qui monte et fait pignon. Ce toit en accent circonflexe, ce livre ouvert posé au sommet d'un pilier rectangulaire, les vieux Normands durent l'aimer. On peut le voir au-dessus de l'église de Saint-Fromont, à Couvains, à Bricquebec, au Ham, à Saint-Léonard de Vains, à Sainte-Mère-Église, à Gréville où fut Millet : autant dire dans toute la presqu'île. Le grand valet de M. Lendelin s'intéressait peu à l'architecture. Sur l'arête du toit, qui dépassait en hauteur les ormes, il cherchait la première lueur que le matin, à travers la nuit, envoie vers les lieux hauts. Il crut la reconnaître ; il n'était pas sûr ; il dit :

— La Hougue va s'éveiller, m'est avis ; la vieille Prudence Moyon sera au clos avant moi.

Vite, il se remit en marche, et continua de monter, entre des talus de saules, jusqu'à la lande, qui est toute rase, en forme de carapace, et domine le pays côtier. Là, il ne douta plus : la brume blanchissait à l'horizon, sur la Manche. Coupant au plus court et sautant par-dessus les ajoncs, il descendit de l'autre côté de la colline, traversa des pâtures enveloppées dans les ténèbres blanches, et entra dans la cour de la ferme. Les fenêtres du pavillon où logeait le fermier, près de la barrière, au poste de guet, étaient encore fermées. Le valet, pour ne pas être entendu, posa le pied sur les plaques de fumier ou de boue, entre lesquelles se levaient des pointes de galets ; il ouvrit la porte de l'écurie et harnacha son âne.

Qu'allait-il faire avec son âne? Une chose que beaucoup

d'hommes de vingt-huit ans n'auraient point accepté de faire. En ce pays du Cotentin, les jeunes qui se gagent dans les fermes commencent souvent par traire les vaches. C'est un rude métier. Avant le jour, en automne et en hiver, au petit jour dans les saisons de lumière, il faut être dans la pâture où les bêtes ont passé la nuit, prendre les grosses cruches de cuivre qu'on avait chargées sur le dos de l'âne, et, quelque temps qu'il fasse, par le froid, la gelée, la pluie, la brume, s'agenouiller dans l'herbe, et traire sept, huit, dix vaches du troupeau, qui arrivent, l'une après l'autre, en ordre invariable, du bout du clos, lentes, les jambes écartées, pour être délivrées de leur lait. A midi, il faut retourner dans la pâture, et une fois encore, à la nuit venant. Dans l'intervalle, le triolet a nettoyé les cruches avec de l'argile; il a eu soin de donner aux porcs leur ration de pommes de terre bouillies et de petit lait; on l'a vu trotter de droite et de gauche, dans les étables, les greniers et les cours, aux ordres du fermier, de la fermière ou des grands valets. Son rêve est donc de devenir, à son tour, grand valet, c'est-à-dire charretier, un peu bûcheron, émondeur d'ormes dans le temps où la sève dort, et cueilleur de pommes vers octobre, quand commence la fabrication du cidre, la vendange de là-bas. Il n'y a guère d'exemple qu'un garçon bien doué et ambitieux aille encore, après dix-huit ans, traire les vaches dans les clos, tandis que les triolettes sont de tous les âges et qu'on en rencontre de toutes vieilles, qui n'ont jamais eu d'autre métier. Auguste Hambye, lui, était resté dans le triolage jusqu'au service militaire. Ses camarades l'avaient plaisanté d'abord de ne point faire comme eux. Puis, l'homme étant de haute mine, beau et redoutable, — il avait trois ou quatre fois, dans les prés, empoigné et fessé jusqu'au sang ceux qui se moquaient, — les gens des fermes voisines, les femmes surtout, se mirent à le considérer avec une secrète admiration, comme un original, mais plus habile que tout autre en son métier. Dans la contrée, il n'y eut bientôt plus un enfant qui ne sût qui était « le triolet de Renivast. » On l'appelait à l'aide dans les cas difficiles. Une génisse folle était-elle sortie du clos, et menaçait-elle, de ses deux cornes abaissées et pointées savamment, tous ceux qni approchaient? Fallait-il rétablir un pont de madriers, qu'un des lents ruisseaux qui vont à la mer, tout à coup gonflé, avait emporté? ou bien ferrer un jeune

cheval tenu à la longe, dans l'herbage, et dont personne ne réussissait à saisir et à lier le jarret? il y avait toujours quelqu'un pour dire : « Allez quérir Auguste de Renivast; vous n'êtes bon à rien; il est bon à tout. » La légende même le guettait. Comme il était fort ménager de son bien, et ne changeait de vêtement que si la trame et la chaîne ensemble étaient usées, on l'avait vu, en ce temps-là, porter toujours le même complet de velours à côte, déteint par l'air et l'eau, devenu couleur de terre délayée, sauf à l'endroit des genoux, qui avaient, à la longue, pris la couleur de l'herbe, où Auguste Hambye restait tant d'heures agenouillé. On le nommait souvent, en souvenir, « l'homme aux genoux verts, » et lui, il se faisait gloire de cette seigneurie-là, et il lui arrivait encore, à présent qu'il était devenu grand valet chez M. Lendelin, de mettre le pantalon taché par l'herbe de Normandie. Les longues heures de solitude, dans les clos, parmi les bêtes, n'avaient pas laissé mauvais souvenir à ce silencieux. Aujourd'hui même, par camaraderie, par obligeance, par vanterie aussi, il avait accepté de remplacer l'une des deux vieilles triolettes de Renivast, la Debrise, qui était allée aux noces, pour trois jours, du côté de la Hague.

Cinq heures sonnaient au clocher de Valcanville, lorsqu'il fit tourner la barrière légère du clos. A travers le brouillard dilué dans le vent du matin, les dix vaches que la vieille Debrise avait l'habitude de traire vinrent d'elles-mêmes au remplaçant. Déjà l'âne, attaché à un pieu, broutait. Les trois cruches de cuivre poli, qu'il avait apportées sur son dos, reposaient le long de la haie. Le triolet en prit une, flatta, de la main gauche, une jeune vache à son premier veau, une vache blanche et fauve, puis, se laissant aller sur les genoux, qui s'enfoncèrent dans l'herbe épaisse et trempée, il se mit à tirer le lait, qui giclait à l'intérieur du vase, et faisait sonner la paroi du métal. Deux heures, sans arrêt, il travailla. Il avait le visage et la poitrine en sueur, et les jambes glacées, car elles baignaient dans une rosée abondante, que rafraîchissait encore le vent de l'aube et de la marée. Il se hâtait de traire la dernière vache, qu'on appelait Demi-deuil, parce qu'elle avait la queue noire et tout le reste du corps blanc. La brume s'était repliée sur la mer et y voyageait, roulée en grosses boules; en grimpant sur la Pernelle, on aurait entendu les sirènes; mais

la cime des ormeaux était couleur de flamme. Auguste avait l'habitude de ce froid qui engourdissait ses maigres mollets. Il ne se plaignait pas, mais il se hâtait. Il aurait pu se plaindre, cependant, car la triolette de la ferme, la vieille Prudence, ayant fini l'ouvrage et libéré ses vaches, était venue, lasse, rouge, renouant le foulard dont elle s'enveloppait le cou, s'asseoir à droite de son ancien compagnon. Ensemble, pour commencer, ils avaient parlé, un peu du temps, des bêtes, et du fermier, M. Lendelin, qui ne voulait pas augmenter les gages de ses triolets. Et les mains d'Auguste, les mains gercées et souples douloureusement, tiraient en mesure les cordes de la grosse cloche rose où Demi-deuil serrait son lait.

— Deux cents francs par mois; ils ne veulent pas donner plus; pourtant, on les gagne bien !

— Oui, répondait le valet, on les gagne; je me souviens. Surtout, il n'y a pas de congé.

— Le lait n'a pas de dimanches, mon pauvre garçon. Il faut que ça coule... Tenez, quand Marie Le Hartel, vous savez bien, celle de la Duquerie, a quitté le métier, je crois bien que c'était la raison : elle a voulu du bon temps, et elle s'est mise en place.

— J'ai entendu dire autre chose.

— Quoi donc ?

— Que le patron la courtisait : et la fille est fière.

— Pour ça oui, et bonne travailleuse, et économe !

— Pas causante, entre nous!

En disant ces phrases-là, courtes et pleines de sens, il tenait les yeux baissés vers la cruche, d'où un rayon de soleil, ayant touché la panse de cuivre, rejaillissait en éclaboussures sur les mains de l'homme et sur les ruisseaux de lait coulant. Il revivait évidemment une minute morte, que lui seul dans le monde, et peut-être Marie, avait le pouvoir de ressusciter.

La triolette, que le bavardage reposait, croisait les bras sur ses genoux; elle était assise, elle, sur un escabeau à trois pieds. Son lot de vaches laitières avait déjà pris du large, et paissait dans le clos. Comme elle se croyait fine, elle se tut un moment, pour mieux étudier la physionomie de son compagnon de travail, et, enragée de connaître le secret, de savoir au moins s'il y en avait un, elle demanda :

— Vous l'avez revue plus d'une fois, depuis qu'elle est à Valognes ?

— Bonne foi non ! Je n'y vais pas souvent, à la ville, et, quand j'y vais, je fais les commissions du patron, je fais les miennes, je bois mon café, et je m'en reviens.

— Je crois qu'elle est bonne à tout faire, chez une demoiselle d'âge ?

— Ça se peut.

— Vous la regardiez passer par-dessus les haies, quand elle était ici ?

— On regarde ce qui remue, n'importe quoi, même vous, Prudence !

— Oh ! moi, quand on me regarde, c'est qu'on se trompe, et ça ne dure pas. Mais elle, en voilà une belle jeunesse !

— Il y en a qui le disent.

— Bien faite, et fraîche ; je crois la voir : aussi grande que vous...

— Je n'ai jamais mesuré.

L'air de moquerie d'Auguste Hambye agaça la vachère. De ses mains assemblées, portées à sa nuque, elle souleva l'édifice de ses cheveux déteints par l'âge et collés en mèches par le brouillard. C'était son avant-dernier orgueil, cette chevelure encore lourde : car on ne peut jamais dire quel sera le dernier.

— Vous êtes d'un mauvais tour, ce matin, Auguste. C'est peut-être parce que vous êtes arrivé en retard ? Moi, je rentre. Vous rapporterez bien mes cruches avec les vôtres, n'est-ce pas ? C'est le petit vacher qui les a portées sur sa brouette jusqu'ici...

— Bien, bien, ma vieille : on fera deux tours avec l'âne.

Elle s'éloigna, essuyant aux touffes d'herbe les taches de lait de ses cottes.

— Et puis, vous savez, on ne vous parlera plus de Marie Le Hartel, puisque cela vous fâche.

— Oh ! pas du tout.

Prudence ne fut pas plus tôt revenue à la ferme, qu'elle s'empressa de répéter la conversation qu'elle avait eue avec Auguste Hambye, de plaisanter ce Normand cachottier, et de raconter de prétendus souvenirs qui n'étaient qu'histoires inventées.

Quand il eut fini sa besogne, celui-ci, qui ne se doutait pas

du manège de la vieille fille, charria les cruches, les siennes et celles de Prudence, jusqu'à la ferme. Dans sa tête lente, il repassait les mots que sa mère et la triolette venaient de dire, sans s'être accordées. Autour de lui, la ferme éveillée ne faisait pas grand bruit. Après le repas du matin, il fut stupéfait de s'entendre héler par le patron :

— Auguste, va donc avec la camionnette, livrer un demi-cent de bouteilles de cidre à Valognes? Tu me rapporteras du tabac doux, puis des pointes longues, vingt mètres de ficelle solide, un piège à rats, deux boisseaux de pommes de terre bleues, si tu les trouves, et trois feuilles de papier timbré, pour que j'écrive le bail de mon petit bien de la Hucherie, que j'ai loué de parole à Prosper Hommet... Ah! par la même occasion, achète-moi donc un jambon?... Si tu rencontres, par hasard, l'ancienne triolette de notre voisin, Marie Le Hartel, tu lui souhaiteras le bonjour de ma part... Ça ne doit pas être pour te déplaire, car on assure que tu en tiens pour elle?

Et il eut un rire silencieux, qui creusa et releva en hameçon les deux coins de ses lèvres.

Le valet, qui travaillait près de la pompe, au milieu de la cour, ayant, tout autour de lui, les cruches de cuivre qu'il frottait avec de l'argile, au dedans et au dehors, et rinçait à grande eau, leva sa main noire, et répondit, riant aussi :

— Je ne sais pas ce qu'il y a aujourd'hui, tout le monde me parle d'elle : en vérité, monsieur Lendelin, si je la rencontre, je lui porterai votre salut.

Il la rencontra. Dans la prairie vallonnée du Cotentin, il y a de petites villes qui ont eu des murailles de guerre, fossés, pont-levis, et une histoire pleine de sièges et de batailles, de duels et de tournois, où le nom des Anglais revient souvent. Pour des raisons militaires, mais aussi pour ménager la terre précio-sissime, les aïeux normands les construisaient sur des hauteurs pierreuses, où l'herbe pousse moins bien. Valognes est l'une d'elles. Au XVIII[e] siècle, quand on crut à la paix dans cette frontière marine, chaque seigneur ou bourgeois bâtit son hôtel ; chacun eut sa grille de fer forgé, sa cour d'honneur, ses balcons ventrus, et ses lucarnes haut coiffées, d'où l'on voyait monter les nuages sur la mer. Les beaux hôtels sont encore debout ; les lourdes ardoises des toits, toutes cernées d'un joint de mortier, ont résisté aux tempêtes d'hiver, et les lauriers sont drus,

qui furent plantés jadis. La campagne aussi a ses demeures anciennes, cachées par des rubans de futaies; elle a ses ruines, ses parcs en terrain plat, ses avenues bordées d'arbres, où personne ne passe et qui descendent vers les plages. Normandie sans seigneurs, mais toujours seigneuriale !

Auguste Hambye s'en fut donc à Valognes la bien bâtie ; il conduisait sa camionnette par les rues étroites, cornant, tournant, freinant pour les chiens autant que pour les passants, s'arrêtant où il fallait, pour acheter tout ce qu'avait demandé M. Lendelin. La voiture était bien connue par la ville, et aussi l'homme aux genoux verts. Plusieurs marchands, qui ont du loisir entre deux clients, plusieurs marchandes, blondes et nourries, à qui ne déplaisait pas un bout de causette avec ce gars de belle humeur, qui avait le regard ferme et des moustaches comme des épis de blé, auraient aimé à savoir des nouvelles de la Hougue.

On l'invitait : « Mais, restez donc! — Point, disait-il, j'ai dix commissions à faire dans Valognes, et mes bêtes qui m'attendent. — Vous êtes redevenu triolet? Pas possible? — Pour deux jours encore. » Il se dépêchait, mais, pour tout dire, modérément. Il était près d'onze heures, quand il mit en marche son moteur, en haut de la place du Château. « Que me reste-t-il encore à faire? se demandait-il. — Ah! je me rappelle : des pointes longues à acheter, dans le quartier de l'église... » L'automobile grise descendait donc, et traversait le champ de foire, par le milieu, à petite allure. L'homme, ayant entendu des aboiements, en arrière, s'imagina qu'il avait peut-être écrasé la patte d'un chien, et se pencha hors de la voiture, la tête tournée vers le haut de la place. Une grande jeune fille venait. Elle était toute penchée de côté, car un panier, qu'elle tenait par l'anse et d'où sortaient des légumes, des feuilles de choux, et la tête d'un poulet mort, la tirait à droite. Auguste ralentit encore la marche de la camionnette, et, sans secousse, arrêta la machine. La jeune fille ne se souciait guère d'une voiture qu'elle n'avait pas reconnue. « Que mon panier est lourd et que la maison est encore loin! » Ce refrain des cuisinières qui reviennent du marché lui tenait seul compagnie. C'était bien elle : son visage long aux joues plates, son teint uni, ses cheveux jaunes sans chapeau ni coiffe, et cet air de ne point penser, mais seulement de souffrir ou de se réjouir de la vie, selon les

jours. En ce moment, elle peinait. Simplement pour ne pas allonger son chemin, et pour descendre au plus court, elle passa près de l'automobile, à frôler les roues, du côté droit. Et un peu au-dessus d'elle, tout près, voici une voix qui l'appelle par son nom :

— Eh bien! Marie Le Hartel? Marie de la Duquerie?

Elle fut vite redressée, la grande Normande, elle eut vite tourné le visage à gauche, et le gars put voir qu'elle avait toujours de belles dents, car elle éclata de rire en l'apercevant :

— Auguste Hambye! Si c'est possible! Vous voilà à Valognes!

— Comme vous voyez.

— Ça doit être la première fois que vous y venez? Je ne vous ai jamais rencontré.

— Non, mais c'est la première fois que je m'arrête pour attendre Marie Le Hartel.

— Vous m'attendiez?

L'homme ne répondit pas tout de suite. Il se défiait de son propre cœur, qui battait de surprise, de plaisir et de jeunesse. Marie avait avancé la tête, afin, croyait-elle, de parler sans être entendue. Or, il n'y avait personne autour d'eux. Elle était abritée sous la visière de tôle de la camionnette. Il aurait vite dit un mot de trop, et qui l'eût engagé. Le Normand répondit, sans se compromettre :

— Chargée comme vous l'êtes, vous feriez pitié même à un étranger, Marie...

— Pas tant que ça!...

Elle ne voulait point passer pour une fille sans courage. S'étant retirée un peu hors de l'abri, elle saisit d'une main le panier, et le leva, pour prouver sa force. Elle était magnifique de ligne, en ce moment : la taille cambrée, le bras dégagé de la manche et ferme, et moins rose que les joues qui riaient, les yeux riant aussi, et se moquant des choux, des carottes, des navets, du poulet, et de cette manne d'osier tressé, qu'elle tendait à bout de bras, comme une offrande au jour qui luisait doux. Auguste voyait bien, à sa manière, que le geste était jeune et beau. Il pensait, tout au fond de son cœur : « Ça ferait une solide ménagère, et décidée, oui, Marie Le Hartel! » Il se garda d'exprimer la pensée qui le mettait en joie, mais, tendant

la main, il saisit le panier, que Marie abandonna; il le plaça à côté de lui, sur le plancher du siège :

— Venez donc près de moi, je vous porterai où vous allez : le panier est trop lourd!

— Vous voudriez! Oh! par exemple!

Elle avait la voix chantante, les yeux mouillés de lumière. Deux passantes, au bout de la place, entendirent voler ces mots-là, et tournèrent la tête.

— Allons! Dépêchons!

Il la commandait, à présent! Et elle obéissait! En un moment, levant les épaules, elle eut tourné autour du capot, monté sur le marchepied, et se fut assise. Et les voilà partis! Oh! pas bien vite. Ils auraient pu causer, l'un avec l'autre. Elle avait mis ses mains à plat sur ses genoux. Elle avait peur qu'on ne vît qu'elle était contente, et elle regardait au-dessus des hommes que croisait l'automobile. Elle dit une fois : « Descendez vers l'église Saint-Malo, » et, un peu plus loin : « Tournez maintenant. » Sans répondre, il obéissait, à son tour, les yeux levés, comme elle, mais moins haut, uniquement occupé, semblait-il, de conduire la machine. Une rue bordée de boutiques; une autre étroite, déserte, petits hôtels anciens, balcons rouillés, fenêtres aux vitres vertes, quelques grilles, des pointes de laurier au-dessus des murs. Marie montra du doigt un portail vert, à droite duquel pendait un pied de biche, au bout d'une chaînette. Qu'il y avait longtemps que la biche avait été forcée!

— C'est là, Auguste Hambye, arrêtez sans bruit! C'est là!

En freinant, il ne fit pas grand bruit, mais il en fit un peu. Et toutes les oreilles de la rue, n'étant point encombrées par le bourdonnement de la vie, reçurent la plainte de l'arbre de transmission. Quelques têtes parurent, entre les montants des hautes fenêtres, ici ou là; trois filles secouèrent leurs tapis poussiéreux, plus longtemps qu'il n'était utile; une autre se pencha hors d'une lucarne, et s'accouda sur la margelle d'un air de rêver; un chanoine qui lisait son bréviaire, derrière une fenêtre à meneaux, interrompit sa lecture, et dit, hochant un front dégarni : « L'automobile est décidément une jolie invention. » Marie était déjà dans la rue ; elle avait posé le panier près de la porte, et tirait une clé de sa poche. Une voix la héla :

— Eh! ma fille! vous ne vous gênez pas! Vous faites vos courses en voiture, à présent!

— Mais non, mademoiselle, j'ai rencontré...

— Je le vois bien, que vous avez rencontré!... On rencontre toujours, quand on cherche...

Au-dessus de la voiture, le bruit d'une fenêtre qu'on ferme apprit aux deux voyageurs, et à la rue, que la demoiselle allait descendre. Et, en effet, Marie avait repris son panier dans sa main gauche; elle approchait, de la serrure, la clé qu'elle tenait dans sa main droite, lorsque la porte s'ouvrit. La petite vieille demoiselle était là, grise de cheveux, grise de visage, vêtue de soie noire, le bras encore tendu et tremblante d'émotion :

— Une fille qui m'a été recommandée!... Ah bien! oui... Que j'ai traitée comme ma propre fille!... Vous n'avez pas honte? Vous ne dites rien?... Quand j'étais jeune, je faisais mon marché, moi aussi; mais personne ne m'a jamais proposé de me reconduire en cabriolet!... Je n'aurais pas permis, je vous assure... Les filles d'aujourd'hui n'ont plus de tenue..., plus aucune tenue!

Marie, beaucoup plus grande, les yeux à terre, attendait la fin de l'orage. Elle devait connaître les reproches; elle avait l'habitude; elle se disculperait plus tard, dans la demi-heure d'après, lorsque Mlle Rivière aurait recommencé à se souvenir que les domestiques sont rares. Auguste Hambye, moins patient, se pencha hors de la camionnette :

— Bon sang de bon sang! La demoiselle, ne lui en dites pas tant! C'est une bonne fille, votre servante! Je l'ai trouvée qui n'en pouvait plus, sur la place du Château! Elle ne m'a rien demandé; elle ne me reconnaissait même pas, vu que j'étais caché dans ma voiture...

— Ah ça! qui êtes-vous donc, l'homme?

— Auguste Hambye, le grand valet de Renivast, et elle était de la Duquerie, elle, de chez Mouchel!... Faut pas être injuste, voyons...

— Ne vous mêlez pas de nos affaires, allez aux vôtres!

Cette fois, le grand valet se leva tout droit dans sa voiture, et, rouge de colère, perdant cette mesure dont il était si jaloux, sans songer qu'il se compromettait gravement, il répondit en regardant Marie :

— Si elle sort de chez vous pour une affaire comme ça, elle viendra chez moi, et pas ailleurs !

La vieille fille ne pouvait comprendre qu'en parlant ainsi, il promettait le mariage. Indignée, elle poussa la porte. Mais Auguste avait eu le temps de voir, dans les yeux de Marie aux paupières à demi closes, les yeux en noyaux d'olive, le plus beau remerciement qu'ils pouvaient dire.

Il remit la voiture en marche, et corna plus de dix fois avant de quitter la rue, en manière d'adieu, et de gouaillerie peut-être.

Le soir, à mi-chemin entre Renivast et la Pernelle, il retrouva la brume, occupée à faire des feuilles mortes dans les hautes haies d'ormes déjà enveloppées par la nuit. Elle avait tué le vent déjà, et il n'y avait aucun autre bruit que celui des pas de l'homme qui regagnait son chaume. Il entra, comme de coutume, avec brusquerie, toucha la visière de sa casquette de laine, pour saluer sa mère, prit une poignée de feu, et dit :

— J'ai tout réfléchi : puisque tu veux que je m'établisse, je demanderai Marie Le Hartel, qui est bonne à tout faire, chez une demoiselle de Valognes.

La petite mère, qui mettait le couvert, s'arrêta, une assiette dans une main et une carafe dans l'autre.

— Qu'a-t-elle donc de si beau ? Une longue fille qui n'en finit pas !

— C'est parce que tu es petite, que tu dis ça.

— Une fille avec qui tu n'as guère causé.

— Ce que je sais me suffit.

— Que sais-tu donc ?

— Qu'elle a bien de la vertu, pour servir sa demoiselle sans seulement lui répondre.

La mère n'avait aucun espoir qu'Auguste racontât jamais de quelle manière il s'était renseigné. Elle avait obéi toute sa vie, à son mari, à son maître, et à la pauvreté qui défend tant de choses. Maintenant, elle obéissait à son fils. Elle fut, comme tous les soirs, attentive à servir Auguste, à le regarder pour deviner ce qu'il pensait, à l'interroger sans trop en avoir l'air. Il n'y eut point de différence entre ce soir-là et les autres, si ce n'est que, après la soupe mangée, elle dit : « Je n'ai pas faim aujourd'hui, » et qu'elle demanda, une heure plus tard, lorsque le fils alluma la lampe à essence pour aller se coucher :

— Faudra donc que tu parles à la mère Le Hartel?

— J'y compte bien.

De sa pauvre main douloureuse, elle frappa la table :

— Si elle t'accorde sa fille en mariage, celle-là, je croirai que le diable est devenu bon. Ça sera-t-il bientôt que tu iras la voir ?

— Je n'ai pas envie de tarder.

— Demain?

— S'il y a moyen.

Un grand soupir fut toute la réponse de la veuve. Le pas de l'homme s'éloigna; la porte fut fermée; la plainte éternelle des plages était bue, cette nuit-là, par les dunes; et la femme connut, non pour la première fois, combien sont longues les heures dans l'absolu silence.

Le lendemain, comme il avait dit, Auguste Hambye, s'étant hâté de dîner à midi, quitta la table où le patron, et les valets de Renivast, pelaient encore leurs pommes, et causaient, en attendant le café. Il avait le temps de courir jusqu'au hameau où demeurait la veuve Le Hartel, et de revenir pour le travail, qui ne presse pas souvent les hommes, en ce pays d'herbe et de pommiers. Il avait mis, le matin, un costume neuf. Ses longues jambes l'eurent vite porté devant la haie vive, au delà de laquelle il y a la maison où habitait la mère de Marie. Oh! une rude femme, lingère autrefois, propriétaire aujourd'hui, retirée dans « son bien, » et qui battait son linge dans le jardin, en arrière, à l'endroit où il y a une pompe touchant le mur de la cuisine. Auguste connaissait la maison; il entendait le refrain du battoir; il traversa donc le couloir, et se retrouva, au soleil d'une heure, devant la ménagère. Celle-ci l'avait tout de suite reconnu; elle ne s'interrompit pas pour si peu, et le salua d'un air de protection. Dans le pays, elle passait pour riche : était-ce une raison pour regarder ainsi, de la tête aux pieds, le grand valet de Renivast, et pour tordre le bec de son côté, comme si elle avait su ce qu'il venait lui apprendre? Même elle parla la première, en posant son battoir et essorant, sur la planche, un corsage à petits pois.

— Te voilà, Auguste? Et en habits de dimanche! Tu as donc quelque chose d'important à me demander, mon garçon, pour n'avoir pas gardé ta culotte aux genoux verts?

— En effet, répondit le valet : puisque vous le devinez, ce n'est pas la peine que je vous le dise.

— Au contraire : va toujours.

— Mère Le Hartel, il y a une fille, à Valognes, qui ne me déplaît point.

— Je la connais?

— Tout à fait bien. Si vous vouliez...

La femme cessa de rouler, sur la planche, le corsage tout mousseux d'eau de savon. Des deux mains levées, elle fit, en l'air, le geste d'effacer une ligne d'écriture, et répondit tout haut, sans avoir l'air de songer aux jardins voisins, aux bonshommes, aux bonnes femmes bêchottant derrière les poiriers :

— Tu plaisantes, Auguste Hambye! As-tu du bien, pour te marier avec ma fille?

— Je n'ai pas grand chose. Mais, si elle voulait comme je veux, diriez-vous encore non?

— Est-ce que tu lui as parlé?

— Sans doute, hier matin, sur la place du Château.

— Et elle s'est mise d'accord avec toi?

— Je ne dis pas ça; il y a bien des manières de dire oui...

— Il y a aussi bien des manières de dire non. Je te dis non de toutes les manières, moi : non pour aujourd'hui, et non pour demain. Ma fille n'est point faite pour misérer avec un mari comme toi.

Auguste qui, jusque-là, contre son habitude, avait tenu sa casquette dans ses mains, la replaça sur sa tête, et la fit couler sur ses cheveux jusqu'à ce qu'elle touchât l'ourlet de l'oreille, à gauche et à droite.

— Mère Le Hartel, je ne renonce pas à mon idée! Quand votre fille aura son âge...

— Eh! mais, interrompit la mère, en appuyant sa réponse d'un coup de battoir sur le linge, quand elle aura son âge, elle ne sera pas plus bête qu'à présent. Je l'ai bien éduquée là-dessus. Je lui ai fait la leçon : pas d'argent, pas de mariage! Qu'as-tu pour faire vivre ton ménage?

— Mes bras.

— Ils peuvent te manquer, si tu es malade.

— Si on ne vivait pas un peu de confiance, alors qui donc se marierait? J'ai aussi ma maison.

— Bast!

— Et mon jardin!

— De quoi nourrir trois lapins maigres.

— J'ai aussi...

Ayant commencé la phrase, Auguste ne l'acheva pas. Il est probable qu'il était tenté d'avouer quelques économies. Même en cette heure d'émotion, il ne les trahit pas. Ce fut la mère Le Hartel qui se prit à rire, comme elle avait fait en apercevant le grand valet de Renivast. Elle n'était plus toute jeune; elle avait connu le temps où, dans le Cotentin, on faisait semailles et moissons, et, naturellement, la formule qui lui vint à l'esprit ne fut point celle qu'eût trouvée une femme de vingt ans. La mère Le Hartel répondit, les poings sur les hanches, ses trente-deux dents à l'air, et la poitrine ballant dans son ample corset :

— Écoute, Auguste Hambye : le jour où tu pourras me montrer trois boisseaux de froment récoltés dans un bien à toi...

— Trois boisseaux?

— Oui, mais que tu n'auras pas cueillis dans ton jardin...

— D'accord.

— Ce jour-là, tu pourras venir me reparler de Marie; d'ici là, occupe-toi de tes chevaux, et ne va pas faire des commissions à la ville.

Elle avait parlé rudement, la mère Le Hartel; elle s'était moquée du valet. Cependant vous eussiez vu les yeux du grand gars fauve cligner de contentement, et ses lèvres s'allonger, comme s'il avait eu, devant lui, un petit verre de cette vieille eau-de-vie de cidre que le fermier de Renivast offrait, à tout le personnel de la ferme, au matin du premier de l'an.

— Au revoir, mère Le Hartel! A l'avantage!

Il trotta si bien, le long des tranchées bordées d'ormes, qu'il arriva au moment où ses deux chevaux finissaient de boire, et levaient haut leur tête, pour faire couler, dans leurs naseaux, les gouttes d'eau en voyage sur leur mufle mouillé.

Le lendemain, qui était un dimanche, comme il revenait d'assister à la messe dans l'église de la Pernelle, Auguste s'arrêta devant la barrière de son jardin, et dit à la petite mère qui arrivait derrière :

— Maman, je voudrais ton avis sur une chose?

— Dis, mon enfant.

— Une chose de religion : tu es plus dévotieuse que moi, bien sûr, et tu ne te tromperas point.

— Je ne connais que ce que j'ai entendu, et mon petit raisonnement par-dessus.

— Maman, c'est-il permis de demander une fille en mariage, le dimanche?

La mère Hambye ne riait pas souvent. Mais, cette fois, elle rit de si bon cœur que les pommettes de ses joues dansaient en mesure, et qu'un rouge-gorge, qui avait l'habitude de venir saluer ses hôtes, dès que le loquet de la barrière remuait, et de les accompagner jusqu'à la porte, s'envola, et s'alla percher sur un poirier, songeant : « Qu'est-ce qu'elle a donc ? »

— N'en fais pas de doute, Auguste : rien n'est mieux permis.

— Alors, ne te mets pas en peine de mon travail d'aujourd'hui.

Elle riait encore, en remuant les cendres du foyer. Mais elle ne continua pas longtemps. Auguste avait quitté ses vêtements du dimanche et repris sa veste de velours et son pantalon aux genoux verts ; il sortait de sa chambre, portant une poche de toile, de la grosseur d'un solide mollet, haute de même, et qu'il tenait en équilibre dans la paume de sa main droite.

— Te voilà en belle tenue, pour faire ta demande en mariage !

— Celle qu'il faut.

— Et dans le sac blanc, qu'as-tu mis? un cadeau de fiançailles?

— Si on veut.

— Un mouchoir de soie?

— Non.

— Un manchon de lapin blanc?

— Non.

— Des colliers de corail, que les marins vont chercher dans les îles?

— Non, maman : mais rappelle-toi bien qu'il y a là dedans toute ma chance d'être heureux.

La mère trouvait étranges les propos de son fils. « Dire des choses pareilles, un garçon qui a du raisonnement! » Elle commença de s'inquiéter, lorsqu'elle entendit, au-dessus d'elle, un bruit mou, de tiges pourries, mais qui ont encore un petit

cri quand on les foule, et la plainte plus vive de bâtons qui éclatent. Elle fit trois pas dans le jardin, et les pincettes, qu'elle avait au bout des doigts, tombèrent à terre.

— Seigneur, il a perdu l'esprit !

Le grand valet de Renivast était debout sur le toit, enfoncé jusqu'aux genoux dans le chaume. Son sac de toile ouvert et pendu à son cou, ses durs cheveux jaunes formés en lames et rabotés par le vent, il se courbait, il fouillait, de ses deux mains, jointes en soc de charrue, l'épais vêtement de paille qui protégeait la mère et le fils contre le froid, le chaud, la pluie et la tempête. Puis, il enfonçait une main dans le sac, en retirait son poing bien fermé, et semait, dans la rigole, une graine inconnue, à la profondeur qu'il faut pour que l'herbe soit solidement plantée sur ses racines. Puis, il rapprochait les bords de la coupure, et changeait de place. Les deux pentes n'étaient point rapides, et, s'il glissait un peu, en descendant d'un pas, il n'avait qu'un coup de talon à donner, et le brodequin entrait dans le chaume.

La mère regarda son fils creuser, semer et niveler deux sillons du toit de sa maison, puis, hochant la tête, et ramassant les pincettes, elle rentra, convaincue que le valet de Renivast était malade d'esprit. Elle eut soin de porter sa chaise et de s'asseoir tout près du mur, au-dessous de la partie déjà ensemencée du toit, de peur que les poutrelles, et les bâtons de traverse, venant à céder plus loin, toute la charge, y compris le grand Auguste, ne s'effondrât dans la chambre.

Avant midi, la partie du toit qui regardait l'Occident était emblavée; sur l'autre moitié, le travail ne fut achevé qu'au crépuscule. Les premières étoiles étaient déjà brillantes dans le ciel et sur la mer. A peine descendu de son échelle, Auguste dit : « Je ne pourrais manger, je vais au lit. » Il se coucha sans boire ni manger, et dormit comme un homme heureux.

Au-dessus de lui, le chaume commençait déjà de préparer la moisson. Vous pensez bien que cet antique matelas de paille était devenu, depuis longtemps, une vraie terre bénie, à qui seule manquait la semence. Jusqu'au fond, jusqu'aux brins qui voyaient ce qui se passait dans les chambres, la poussière des routes, celle des champs, bien rares, celle des prés, quand

les veaux galopent ou qu'ils piétinent à la barrière, toute cette poudre fine et fertile était tombée. La pluie l'avait fait couler le long des chalumeaux les mieux serrés par d'autres. Tant de feuilles à l'automne, en pourrissant, ne font-elles pas du fumier? La substance même des tiges, dont le toit était fait, sous l'influence de l'air, des pluies, des neiges quelquefois, du soleil aussi, s'était transformée en une pâte à demi molle, prête à nourrir les racines d'une plante. Et voici que le froment allait pousser dans la tombe d'une moisson de sa race.

Il avait été jeté, en octobre, entre les javelles mortes du toit; les cloches sonnaient pour la fête des saints, quand il lança ses premières lames vertes hors du fourreau de la paille. Auguste, au petit matin et le soir, quand la nuit n'était pas trop noire, le regardait. Jeunesse des herbes, qui plient jusqu'aux racines, et se couchent, et jouent avec le vent! Quand la tempête soufflait de la Hague, que la maison était secouée comme par un tremblement de terre, la mère et le fils, entre lesquels la flamme de la lampe elle-même s'affolait, éveillés de la torpeur qui les saisissait de bonne heure, à la veillée, disaient : « Les roches du Raz Blanchard crient miséricorde! » Chacun d'eux, en esprit, voyait ce duvet vert, aplati, sifflant une chanson perdue dans celle de l'ouragan, et caressant les vieilles javelles de son espèce. Les froids de décembre et de janvier furent rudes cette année-là. Auguste, qu'une seule pensée menait, ne manquait guère, après avoir dit : « Fait froid, ce soir! » de prendre une des bûches rangées sur champ, le long de la cheminée, et de la jeter sur les braises mourantes. « Tu fais de la dépense inutile, » disait la mère. Le grand valet ne répondait pas directement. Il secouait la tête, d'un air content, et disait : « Chauffe-toi, mon froment! » Il lui arrivait de dire tout à coup, les jours de vent : « Tiens-toi ferme! » et quand il pleuvait : « Bois ton saoul! » La moisson de là-haut l'occupait, même dans le travail du jour, à Renivast. Mais il se gardait d'en parler. Et qui se serait douté qu'il y eût deux pentes de blé, une reliure de livre emblavée, entre les ormes, si ce n'est les corneilles qui, à la brunante, regagnent, pour y dormir, l'îlot de Tatihou?

Marie ne savait pas que son sort dépendît du sort d'un champ de blé, et du plus petit, assurément, qu'on eût jamais vu, depuis Cherbourg jusqu'à Mortain et à Saint-Hilaire du

Harcouët. Une fois seulement, au printemps, elle avait, de nouveau, rencontré le grand Auguste dans une rue de Valognes. Il l'avait saluée, sans pouvoir lui parler, car il accompagnait le fermier de Renivast, qui allait acheter une nouvelle faucheuse, et tenait à l'avis de son valet. Mais elle avait compris que rien n'avait changé depuis l'automne. Mlle Rivière, non plus, n'avait pas changé d'humeur. Le blé croissait en silence, le rêve aussi.

Un après-midi de mai, Auguste s'aperçut qu'un coquelicot allait ouvrir sa fleur, au bord du toit, du côté du couchant. Il en conclut que tout allaït bien. Juin fut très chaud, juillet torride. « J'espère que tu ne vas pas arroser le toit? » demandait la mère Hambye. « N'y a pas besoin, » répondait le gars. Avant la fin du mois, la récolte fut bonne à couper. Alors, un de ces soirs allongés, où, le soleil ayant disparu, tout l'or du jour est encore dans le ciel, et s'y tient jusque vers minuit, Auguste monta, pour la seconde fois, sur le toit de la maison, et se mit à couper le froment. De la blessure des tiges, sortait une odeur de pain chaud. Sur la côte de la Hougue, il y eut, cette nuit-là, des maraîchers et des pêcheurs qui s'éveillèrent, et, respirant l'air descendu par la cheminée, ou coulant sous les portes, dirent : « Quels sont donc les fermiers qui recommencent à chauffer le four, et à cuire le pain de la semaine? » Oh! c'était bien plus : le pain de toute la vie, celui des fiançailles et du mariage du grand valet de Renivast! La mère elle-même, autrefois honteuse et rabrouante, s'était proposée pour aider le faucilleur. Son meilleur drap, celui-là même de ses noces anciennes, et de sa sépulture, elle l'avait étendu au bas du toit, à l'endroit où tombaient, les jours de pluie, les gouttes reformées au bout des chalumeaux.

Agenouillée à l'ourlet, elle recevait les javelles que son fils venait de couper, et veillait à les bien ranger, tous les épis ensemble, afin que le battage se fît mieux. Parfois, elle écartait de la main, et jetait dans la haie, des tiges de pariétaires, une pyramide écailleuse de joubarbe, qui avaient leur domicile ancien dans le chaume, ou encore une pincée de feuilles du coquelicot, le nouveau venu. Elle ne s'ennuyait point, tandis que le moissonneur montait et descendait la pente de son champ suspendu, mais songeait qu'il serait bon d'avoir près de soi une jeune femme, et qu'elle céderait volontiers aux époux

la grande chambre, et la tiédeur du foyer, et la chanson du grillon, inutile pour eux, s'ils consentaient à souffrir que la mère habitât encore la maison. Les vieux ne doivent-ils pas acheter l'hospitalité des enfants ? Elle le savait. Mais tout dépendait de la moisson. Elle disposait, avec amour et crainte, les épis sur le drap ; elle les pesait, dans sa main droite, songeant : « Pourvu que les trois boisseaux y soient ! Car je connais La Hartel : pour cent grammes de moins, elle refuserait sa fille, et, même si la condition qu'elle a dite est remplie, elle pourrait bien ne pas tenir parole. »

Le fils et la mère se firent batteurs en grange. La grange fut la cuisine. Sur le drap qui avait déjà reçu les gerbes, les épis furent frappés, et la balle vola jusque sur les armoires. Le lendemain, pendant que la mère balayait « la place, » le grand valet, au bout de son jardin, cribla le froment. Il en sautait, de la poussière, au bout du balai ! Il en tombait, du crible dans le beau courant d'air que la Hougue lançait, depuis la veille, sur les feuilles des ormeaux pour leur apprendre à bien tenir sur la branche ! Le jardin, comme la chambre, en fut tout enfariné. Mais, sur le drap de la mère Hambye, le froment s'amoncelait, du vrai grain de semence, bien formé, bien gonflé, ni trop sec ni trop mou. Auguste, entre ses bras relevés, qui agitaient le crible, regardait, au-dessous de lui, grossir le tas. Bientôt, par dessus les groseillers et les laitues, il cria : « Maman ? les trois boisseaux y sont ! » Et la réserve n'était pas épuisée. Il restait, à vanner, plusieurs pleines criblées. Lorsqu'on mesura enfin la récolte, Auguste triomphant annonça que le toit de la Pernelle avait produit quatre boisseaux de froment : plus que la meilleure terre de la presqu'île, au temps qu'elle était encore labourée et portait des épis en bordure de ses clos.

La mère Le Hartel reçut donc une seconde visite. Un dimanche, qu'elle n'attendait personne, et qu'assise dans la salle d'honneur, près de la fenêtre ouverte, elle sommeillait, les yeux appesantis par un solide dîner qu'elle venait de faire, et par l'odeur d'une douzaine de brins de réséda, chargés de gousses jusqu'au fin bout de la hampe qui fleurissait encore, elle fut éveillée par le braiement tout proche d'un âne. Elle eut peur, se dressa debout, plus rouge encore que de coutume, mit les mains sur l'appui de la fenêtre, et se pencha. Devant elle, le grand valet arrêtait l'âne des triolets de

Renivast, et l'âne était chargé de deux sacs de toile écrue.

— Excusez, dit Auguste, je vous apporte la récolte de froment, mère Le Hartel ; mon champ a été plus grainant que je n'espérais : j'ai quatre boisseaux !

— Tu prétends avoir gagné le pari, gars de Renivast ?

— Vous pouvez mesurer ! répondit-il en frappant sur les sacs.

— Et où est-il, ton champ ?

Elle le savait fort bien. Avant que le blé n'eût commencé de jaunir, elle avait fait un tour de promenade du côté de la Pernelle, et estimé la récolte à trois boisseaux, pour le moins. Sûre de perdre le pari, elle s'était préparée à dire oui.

— Viens que nous causions, dit-elle : la mesurée est faite. Attache ton âne à la poignée de ma porte.

Auguste Hambye ne se fit point prier, l'âne non plus, qui choisissait déjà des pointes d'un rosier grimpant planté près de l'entrée. Le jeune homme acheva de gagner le cœur de sa future belle-mère, en lui apprenant qu'il avait déjà commandé les couvreurs, et, que, dans un mois au plus, le vieux chaume serait remplacé par une toiture de tuiles. Elle devinait qu'on avait un bas de laine ; elle se représentait, avec complaisance, qu'un homme qui avait su la « rouler, » elle, Normande pur sang et réputée, ne pouvait manquer d'aller loin : et pourquoi ne deviendrait-il pas fermier cotentinais, un de ceux qui passent trois cents jours à regarder pousser l'herbe, et le reste de l'année à regarder mûrir les pommes ?

C'était une femme bien approvisionnée en café, sucre et eau-de-vie de marc, la veuve Le Hartel. Tout en causant, elle faisait chauffer un mélange de chicorée et de Martinique ; elle versa la liqueur, y mêla de l'eau-de-vie, et les bols furent levés :

— A la vôtre, mère Le Hartel !

— A la tienne, Auguste Hambye ! Tu peux, maintenant, retourner à Valognes.

La fille fut encore plus facile à décider que la mère. Depuis le jour où Auguste l'avait rencontrée, elle n'avait qu'une crainte : c'est qu'il ne revînt pas.

Voilà comment, quinze jours après la récolte du froment sur le toit de la Pernelle, un dimanche, Auguste et sa promise,

et la mère laveuse qui les accompagnait, s'en allèrent à Sainte-Marie du Mont, où habitait le parrain d'Auguste. Le parrain, ancien maréchal ferrant, fort cassé par le trois-six, avait laissé entendre qu'il léguerait son bien, — douze vergées de pré, — à son filleul, et les raisons ne manquaient point de lui faire visite avant le mariage. Lorsqu'on eut déjeuné, dans la petite maison qui ouvre ses fenêtres sur la place, les arbres en ligne, et la grande église qui se lève au delà, le parrain et la mère demeurèrent à deviser, tandis que les fiancés demandaient à la femme du sacristain de les mener jusqu'au haut de la tour, d'où l'on aperçoit presque tout le Cotentin. Deux cents marches à monter et à descendre! L'ex-maréchal n'aurait pu se hisser même jusqu'au premier palier, et la laveuse préférait ne pas essayer. Auguste et Marie traversèrent donc seuls la place, et entrèrent dans l'église, précédés par la sacristaine qui leur dit : « Tous ceux qui viennent pour voir la vue, — et il y en a! — vont d'abord voir le tombeau. Tenez, il est là-bas, dans le chœur, à gauche. » Le grand Auguste s'avança vers l'allée centrale de l'église, ouvrit la balustrade de la table de communion, fit un petit signe de tête bref, en passant devant le tabernacle, un peu par politesse traditionnelle, un peu parce qu'il savait plaire à Marie, qui plia les genoux, elle, d'une brusque détente suivie d'un brusque ressaut, en manière de révérence. Ils s'approchèrent de la muraille, à gauche. Il y a là, sous un arceau taillé dans l'épaisseur du mur, la statue de marbre d'un seigneur vêtu de son armure de guerre, agenouillé, jeune encore et de beau visage. C'est un compagnon d'Henri IV, une bravoure, une noblesse, une gloire oubliée de la Hougue. Les deux grands enfants qui l'allaient visiter ignoraient tout du personnage, tout de son temps. La curiosité seule, l'envie de faire comme les autres promeneurs, les amenait, pour une minute, devant le passé. Ils étaient presque de même taille, du même teint fleuri, du même blond ; ils avaient, l'un et l'autre, le visage long, les joues plates, l'air indifférent et la volonté cependant d'admirer quelque chose, puisque c'était convenable. Et c'est pourquoi Marie, se penchant, mettant alors la main sur le bras d'Auguste Hambye, son promis, déchiffra peu à peu et lut tout haut, pour Auguste, l'inscription gravée en lettres blanches sur une plaque de marbre noir. Quand elle était embarrassée, à cause de l'orthographe ancienne, qui l'étonnait,

elle détournait à demi la tête, et la levait un peu vers le grand valet, comme s'il avait été plus savant qu'elle, et capable de la reprendre. Il paraissait rêver. Elle lisait :

« A l'éternelle mémoire de Messire Henry Robert aux Espaulles, seigneur et patron-fondateur de Sainte-Marie du Mont, baron de Gye, seigneur de Licurre, seigneur d'Hambye... »

Marie s'arrêta de lire. Elle mesura, d'un regard, cet homme, près d'elle, son fiancé, et qui eût, aux temps anciens, porté la cuirasse et toute l'armure pesante, aussi aisément qu'il portait la veste et le pantalon en drap d'Elbeuf. Elle regarda le visage jeune et fermé ; elle le trouva beau et guerrier, et elle dit :

— Tu entends ? Il s'appelait le seigneur d'Hambye ? C'est peut-être un parent à toi, dis, Auguste ?

Elle riait, à moitié seulement.

— Ça se peut, sans qu'on le sache, dit l'homme.

Comme il répondait cela gravement, ayant le cœur tout chaviré par la présence de celle qu'il aimait, et par la voix qu'il entendait, Marie considéra encore le visage d'Auguste Hambye, puis abaissa le regard vers le visage de marbre de Messire Robert aux Espaulles : ils ne se ressemblaient pas. Elle reprit cependant la lecture, avec autant d'émotion que si elle avait lu un testament :

«... Conseiller du Roy en ses conseils d'Estat et privé, gentilhomme ordinaire de sa chambre, capitaine de 50 hommes d'armes de ses ordonnances,... lequel, dès son enfance, nourry au service du très invincible prince Henry le Grand, quatrième, roy de France et de Navarre, l'assista en tous les sièges, rencontres et batailles, qu'il donna pour le recouvrement de son Estat, sans avoir souillé ses mains dans le sang froid, ny dans les injustes butins ordinaires durant le cours de ceste guerre civile. Ainsy sa valeur le rendit l'amour de son Roy, et sa vertu les délices de sa patrie. Ce qui lui fist mériter que ce monarque honora sa fin d'une longue suite de ses larmes, et qu'il aye continué depuis à le regreter, non avecq les parolles d'un maistre, mais avec les plaintes d'un amy. Il mourut dans le logis de Sa Majesté, à Fontainebleau, le dernier jour de novembre 1607, âgé de quarante-six ans. Et repose ici. Priez Dieu pour lui. »

— Faut monter maintenant, dit Auguste.

Marie ne répondit pas tout de suite. Elle remuait les lèvres. En se détournant, elle mit la main sur la tête de la statue. « Bonsoir, Hambye, » dit-elle tout bas. Il lui plaisait que le nom fût le même. Le grand valet ne l'entendit pas. Ils retrouvèrent la gardienne, adossée à un pilier, dans l'ombre, la clé de la tour sur le ventre, entre ses mains croisées.

Ils montèrent, la sacristaine en avant, par l'escalier en spirale. Le grand Hambye faisait du tapage, criait pour faire chanter l'écho, frappait du pied les marches, feignait de tomber, et appelait Marie qui le suivait, Marie dont il prenait la main, dans l'ombre, et qui répétait : « Tais-toi donc! Je sommes presque dans l'église encore! » car elle le tutoyait, depuis que le mariage était décidé. Quand ils passèrent dans la chambre aux cloches, le fiancé, que la joie exaltait, s'approcha du gros bourdon, leva le poing, et les campagnes de la Hougue se demandèrent : « Quelle est donc cette heure qui sonne? » Celle de la joie, mes beaux amis.

Mais, parvenus au plein jour, là-haut, dans l'étroit chemin qui fait la couronne bien au-dessus des toits, des jardins, des routes aussi étroites que des brins de chanvre, le grand valet de Renivast s'apaisa tout à coup. Il s'accouda sur la balustrade de pierre, enfonça sa casquette des dimanches, que le vent soulevait, attira Marie tout près de lui. Ils n'avaient jamais vu tant de Normandie au-dessous d'eux, ni tant d'herbe. C'était le royaume des triolets, en vérité. Tout était vert, non d'un seul ton, mais de tous ceux qui appartiennent à cette couleur vivante. Au delà des jardins de Sainte-Marie du Mont, s'étendaient, tout à plat, des prairies vert clair, fauchées nouvellement; d'autres que le regain commençait d'assombrir; d'autres presque brunes, dans les bas-fonds, à cause des traînées de joncs qui s'en vont en tous sens; partout des frondaisons d'ormes sur les talus, dessinant des rectangles, des trapèzes, ou des formes de cosses de pois arrondies aux deux bouts, et tout cela était sans villages apparents, sans maisons, sans une fumée, et tout cela s'en allait penchant du côté de la mer, verte aussi et mouvante dans les brumes. Auguste Hambye se trouvait dans son royaume, comme le bûcheron dans la forêt. Il avança la main, et demanda, d'une voix douce que Marie ne lui connaissait pas :

— Vois-tu là-bas, au Nord, la Pernelle?

— Peut-être bien.

— Un endroit où il y a une futaie, plus grosse que mes deux poings?

— Oui, je crois la voir.

— Cherche, à présent, au pied, un petit morceau blond, pas plus gros que ton dé à coudre?

— Je le vois.

Il se mit à rire :

— C'est chez nous! C'est le toit de ma maison, Marie! Dans un mois, tu y viendras.

— Oui, j'y viendrai.

— Seulement, la paille aura été remplacée par de belles tuiles neuves, et, d'ici, ceux qui viendront après nous demanderont : « Quelle est cette maison rose? »

— Sacristaine, écoutez-moi bien, dit Marie, vous répondrez : « C'est là qu'habitent Auguste Hambye et Marie Le Hartel, sa femme. »

Tous trois, à travers l'espace, deux dont le cœur battait, la troisième que guidait seulement un peu de curiosité, ils regardaient, à l'extrémité du royaume vert, le dernier champ de blé du Cotentin, et qui n'avait plus qu'un mois à vivre.

René Bazin.

LETTRES A UN AMI

SOUVENIRS DE MA VIE POLITIQUE

AU MINISTÈRE DES FINANCES PENDANT LA GUERRE

LETTRE VII (1)

Je veux vous parler aujourd'hui de nos rapports financiers avec l'Angleterre et avec les États-Unis. Il semble qu'engagées toutes deux dans une lutte pour l'existence, la France et l'Angleterre devaient établir entre elles une solidarité de leurs moyens financiers, de même qu'elles auraient dû créer, dès 1914 ou 1915, l'unité du commandement militaire. Cette idée était en quelque sorte dans l'air, quand M. Lloyd George, chancelier de l'Échiquier, vint à Paris en février 1915. Je n'avais pas encore eu l'occasion de le rencontrer. Je trouvai en lui un homme dont le premier abord était bien fait pour attirer. De taille moyenne et bien prise, les yeux bleus et très expressifs, les cheveux encore blonds qu'il laissait retomber derrière la tête, il plaisait tout de suite par un sourire plein de charme. N'ayant rien de la raideur britannique, il donnait l'impression que son esprit devait être aussi agile que sa personne. S'il n'a pas la culture d'un homme comme M. Balfour, sa conversation est des plus variées et des plus agréables. Il m'a posé bien des questions auxquelles je n'ai sans doute pas toujours répondu à son gré : pourquoi, par exemple, la France n'avait pas élevé de statue à Robespierre comme on a fait en Angleterre pour Cromwell. J'ai pu me rendre compte à Londres de la séduction

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre.

qu'il exerce sur les foules. Il sait entrer dans le sentiment populaire, et modifier son langage quand un instinct très sûr l'avertit qu'il sera mieux compris de la masse du pays. Sa popularité parmi les électeurs a toujours été plus grande que son autorité sur la Chambre des communes, et c'est cette popularité qui fait sa force parlementaire. Il avait, jusqu'à la veille de la guerre, soutenu l'opinion que l'Allemagne n'avait que des desseins pacifiques. Personne n'avait contribué plus que lui à entretenir cette fausse sécurité qui a empêché l'Angleterre de se préparer à la guerre et l'a laissée très dépourvue au moment où elle a dû entrer en campagne. Tout entier à la lutte contre la Chambre des lords, à l'occasion du fameux budget de 1909 où un premier coup de hache était donné à la puissance des grosses fortunes anglaises, ayant mené la lutte, après la dissolution de la Chambre des communes, avec une verve endiablée contre les conservateurs, il ne prévoyait pas que peu d'années plus tard il se mettrait à la tête de ces mêmes conservateurs pour former un ministère résolu à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire avec une inflexible résolution. En 1915, il n'était encore que chancelier de l'Échiquier. Il avait, dès le début de la guerre, proposé et obtenu de doubler l'impôt sur le revenu et les impôts sur les boissons. C'est la politique traditionnelle de l'Angleterre de demander un grand effort fiscal pour soutenir la guerre et de ne pas se borner à faire des emprunts, sauf à les amortir après la paix. Politique sage, digne de servir d'exemple et qui se recommande par son côté moral aussi bien que par son efficacité. Mais une telle politique n'est possible qu'autant que le système fiscal est assez souple pour permettre de doubler d'un trait de plume les impôts.

Le but du voyage à Paris de M. Lloyd George n'était pas seulement de faire connaissance avec les membres du Gouvernement. Il voulait obtenir que la France s'engageât à participer pour moitié aux avances déjà faites et à celles, plus considérables, qu'il faudrait faire à la Belgique, à la Russie et aux autres alliés. Il était, en outre, inquiet, comme le gouverneur de la Banque d'Angleterre, lord Cunliffe, qu'il avait amené avec lui, de la nécessité où se trouvait déjà son pays d'exporter de l'or pour payer ses achats aux États-Unis. L'Angleterre avait mis la main sur le produit des mines d'or du Transvaal, évalué à un milliard de francs par an; mais cela ne suffisait pas à

combler le déficit résultant de ses exportations. La Banque de France était en possession d'un stock d'or considérable (4200 millions). Ce que M. Lloyd George était venu nous proposer, c'était de faire une masse des encaisses d'or de la Banque d'Angleterre, de la Banque de France et de la Banque impériale de Russie. On maintiendrait à l'avenir la proportion existant actuellement entre ces encaisses, au moyen de versements ou de reversements que les Banques se feraient mutuellement, sauf règlement final après la paix. L'idée était ingénieuse, et elle n'était pas, comme il pouvait sembler au premier abord, au désavantage de la France. Si l'Angleterre était plus pressée que nous d'expédier de l'or aux États-Unis, c'est parce que ses achats ont été, dès le début, plus considérables que les nôtres. Mais nous devions bientôt développer nos dépenses aux États-Unis et sentir les embarras résultant de la baisse inévitable de notre change. Nous serions forcés de faire des envois d'or et nous n'avions pas, comme l'Angleterre, la ressource des mines du Transvaal pour renouveler le stock de la Banque de France. Mais la crise des changes ne s'était pas encore fait sentir chez nous, et la Banque de France, surprise par la proposition de M. Lloyd George, serait peu disposée à l'accueillir. Si cette proposition avait fait partie d'un ensemble de mesures propres à réaliser entre les Alliés une véritable solidarité financière, elle aurait eu une autre portée et n'aurait peut-être pas soulevé de notre part les mêmes réserves. L'or ne devait pas suffire à payer nos achats : c'est donc à mettre en commun non seulement notre or, mais aussi les moyens de nous procurer des crédits au dehors, que devaient tendre nos efforts.

Aussi, lorsque M. Lloyd George et M. Bark, ministre des Finances de Russie, venu de Pétrograde, eurent avec moi une première conversation, je posai résolument la question dans les termes les plus larges. Pourquoi n'annoncerions-nous pas, dès à présent, notre intention de faire un emprunt international au nom des Puissances de l'Entente? Ce serait donner au monde la preuve la plus tangible de notre volonté de rester unis, quoi qu'il pût arriver, aussi bien financièrement que militairement. L'attrait que présenterait un titre gagé sur les ressources de l'Angleterre, de la France et de la Russie, et payable en livres, en francs ou en roubles, à la parité de l'or, garantirait le succès d'un tel emprunt. Mais je vis tout de suite qu'une pa-

reille idée rencontrerait de la part de l'Angleterre l'opposition la plus décidée. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, lord Cunliffe, déclara sans hésiter qu'elle serait mal accueillie par le monde de la finance anglaise. M. Lloyd George se rangea à son avis. Sans méconnaître les avantages qu'aurait au point de vue moral un emprunt collectif, il objecta que cet emprunt rendrait plus difficiles des appels individuels au crédit de la part de chacun des Alliés. Le marché de Londres, étant le moins paralysé par la guerre et celui où régnait le plus d'aisance, aurait à fournir en fait la plus large part. D'un autre côté, si le taux d'intérêt de l'emprunt était plus élevé que celui du dernier emprunt anglais, la Banque d'Angleterre, qui s'était engagée à faire des avances sur les titres de cet emprunt jusqu'à concurrence du prix d'émission, ne se trouverait-elle pas très embarrassée ? Quelle que fût la valeur technique de ces raisons, il était visible que l'Angleterre était par-dessus tout jalouse de son propre crédit et qu'elle craignait de l'affaiblir en l'associant à celui d'aucun de ses alliés. Elle redoutait aussi, comme l'expliquait le chancelier de l'Échiquier, d'être entraînée à ne pouvoir maintenir la parité de la livre anglaise et du dollar des États-Unis, ce qui était pour elle, dans les premières années de la guerre, la grande préoccupation et une sorte de point d'honneur. Je ne pouvais méconnaître qu'envisagée de ce dernier point de vue, la question devait apparaître au chancelier de l'Échiquier tout autre qu'aux yeux du ministre des Finances de France ou de Russie.

Je proposai de faire au moins un emprunt collectif pour venir en aide aux petits pays qui ne pourraient emprunter en leur propre nom. Cela fut accepté, et, sans fixer de date pour cet emprunt, on crut pouvoir annoncer qu'il entrait dans les vues des Gouvernements alliés. Cela suffit pour créer quelque émoi dans les cercles financiers de Londres, et, en répondant à une question, dans la Chambre des communes, le ministre laissa entendre que l'adhésion du Gouvernement anglais était surtout un hommage qu'on avait voulu rendre au principe de la solidarité financière des Alliés. On retrouvait le même hommage dans la déclaration qui fut, à l'issue de la conférence, communiquée à la presse. M. Lloyd George en avait donné le premier texte : les trois Puissances étaient « résolues à unir leurs ressources financières aussi bien que leurs

ressources militaires, afin de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire finale. »

La Banque de France s'engagea à faire l'avance de 150 millions de francs à la Banque d'Angleterre, dans le cas où la réserve d'or de cette dernière, y compris la provision de 20 millions de livres affectée à la garantie des billets émis par la Trésorerie, tomberait au-dessous de 80 millions de livres, soit environ 2 milliards de francs.

Les avances faites ou à faire à la Belgique et à la Russie devaient être pour moitié à la charge de la France et de l'Angleterre. Ce principe, qui tenait si fort à cœur à M. Lloyd George, a été maintenu dans la suite en ce qui concerne la Belgique. Il n'a pas pu l'être quant à la Russie. Le successeur de M. Lloyd George aux fonctions de chancelier de l'Échiquier a ouvert à M. Bark en 1916, sans d'ailleurs prendre notre avis, des crédits qui dépassaient toutes les prévisions et qui ont paru excessifs, même en Angleterre. Nous avons été plus réservés que nos voisins et nous étions obligés de l'être par l'état de nos ressources qui ne pouvaient se comparer à celles de l'Angleterre. Nous nous sommes engagés à ouvrir en 1915 à la Russie des crédits pour une somme de 625 millions qui devait être dépensée en France, et servir à payer aux créanciers français les intérêts et l'amortissement de la dette russe et à solder les commandes de matériel de guerre à faire en France pour le compte de la Russie.

Les avances à la Belgique ont été faites sans intérêts. C'était de notre part un témoignage d'amitié et de reconnaissance envers la nation qui s'était si noblement sacrifiée pour défendre, en même temps que son indépendance, la cause du droit et de la civilisation française. La Belgique fait partie de notre famille et nous ne pouvions la traiter que comme une sœur. Nous n'avons pas voulu, après la paix, qu'elle restât notre débitrice et, d'accord avec l'Angleterre, nous lui avons fait abandon de notre créance, sauf à nous faire indemniser par l'Allemagne. Nous avons été moins généreux, et comment s'en étonner? vis à vis de la Russie à qui nous avons si largement prêté avant la guerre. Il a été convenu que la Russie aurait à payer des intérêts au taux d'escompte de la Banque de France. Nous avons remis au Gouvernement russe des bons du Trésor sans intérêt qu'il a fait escompter par la Banque de France, et

telle a été l'origine du compte qui figure dans les écritures de cet établissement. La Russie s'était engagée, par contre, à nous fournir du blé et des bois dont le prix, payé par le Gouvernement russe, viendrait en déduction de notre créance. La fermeture des Détroits a rendu impossible l'exécution pendant la guerre de cet engagement. Quand M. Bark est venu en France en 1916 pour obtenir le renouvellement des avances faites en 1915, je lui ai demandé de consentir à ce que les fournitures de blé et de bois, qui ne pouvaient être faites pendant la guerre, fussent ajournées jusqu'à la réouverture des Dardanelles. M. Bark s'y est refusé en alléguant que le Gouvernement russe aurait besoin, après la guerre, de toutes ses ressources. Ce fut entre nous le sujet d'une discussion très vive où je dus faire sentir au ministre des Finances de Russie que la France ne pourrait, après la guerre, continuer indéfiniment à fournir à la Russie des milliards sans en obtenir la compensation par le développement de nos relations économiques. La Russie nous empruntait de l'argent et elle faisait en Allemagne la plus grande part de ses achats. Cela ne pouvait pas durer après la guerre et il fallait que, dès à présent, la Russie en fût avertie.

Pour en revenir à la conférence, je dois ajouter que M. Lloyd George insista auprès de nous pour que les achats que nous avions à faire aux États-Unis eussent lieu par l'intermédiaire de la banque Morgan que l'Angleterre avait chargée de ses intérêts en Amérique. J'appréciai l'avantage qui résulterait pour nos deux pays d'une entente à cet égard. La France et l'Angleterre ne devaient pas se faire concurrence et pousser ainsi à une hausse des prix aux États-Unis. Le ministère de la Guerre, jaloux de son indépendance, se montra d'abord peu favorable à l'idée de faire passer ses commandes par la maison Morgan. Il est revenu sur cette première impression, et, après avoir fait pendant plusieurs années l'expérience de l'organisation qui lui était offerte, il a reconnu que le contrat passé avec M. Morgan lui avait épargné bien des surprises désagréables et lui avait été profitable en même temps qu'aux intérêts du Trésor. Je reviendrai peut-être un jour sur cette question. Il faut finir ma lettre, qui est déjà trop longue, en vous disant, — ce sera mon dernier mot, — que, sur ma demande, M. Lloyd George avait pris l'engagement de nous laisser placer à Londres nos obligations de la Défense

nationale, pourvu qu'elles fussent libellées en francs et non en livres. Son successeur, comme vous le verrez, s'est montré peu disposé à tenir la promesse de M. Lloyd George et je vous dirai comment il nous a demandé d'y renoncer.

LETTRE VIII

Nos achats à l'étranger avaient pris dès 1915 un grand développement. La France était obligée de faire venir des États-Unis l'acier, les camions automobiles, les munitions qu'elle ne pouvait fabriquer elle-même, sans parler du blé et de la viande frigorifiée. Nous demandions surtout à l'Angleterre le charbon que nos mines ne pouvaient pas nous fournir. L'Espagne nous envoyait du vin et aussi des minerais. Pendant les derniers mois de 1914 et le début de 1915, les changes nous avaient été favorables, parce que nous avions dans le monde des créances dont le montant dépassait l'ensemble de nos paiements au dehors. Le franc était coté plus haut que le dollar et la livre sterling. Mais la balance se renversa au bout de quelques mois, et, vers le mois d'avril 1915, je commençai à me demander, non sans quelque angoisse, comment je pourrais faire honneur aux engagements que les ministres de la Guerre, de la Marine et du Commerce prenaient de plus en plus à l'étranger. Le Gouvernement anglais s'était obligé à nous fournir du charbon, mais nous n'avions pas réglé avec lui la manière dont nous paierions les livraisons. Avec les États-Unis nous n'avions aucun arrangement. M. Morgan ne cessait pas de nous expliquer que des paiements au comptant étaient le meilleur procédé. Obtenir des crédits commerciaux n'était pas sans difficulté et ne servirait qu'à retarder les paiements de six mois ou de neuf mois au plus. Les banques, liées par des règlements sévères, ne pouvaient pas faire à un même débiteur des crédits qui excédassent une portion relativement faible de leurs réserves. Les banques régionales, qui venaient d'être instituées par une loi des États-Unis pour servir de réservoir d'or commun aux banques locales et remplir à leur égard un rôle analogue à celui de la Banque de France, n'étaient pas très disposées à escompter le papier créé à l'occasion d'achats faits aux États-Unis pour le compte des Gouvernements de l'Entente. Quant à s'adresser au public

pour placer des obligations de ces Gouvernements, c'était une expérience à faire dans des conditions qui n'avaient rien d'encourageant. On ne connaissait pas aux États-Unis les fonds d'État européens. Les seuls titres cotés à la Bourse de New-York étaient ceux des États-Unis ou des pays américains voisins des États-Unis. Toutes les préférences du public étaient pour les titres des chemins de fer, des grandes entreprises industrielles et aussi des États et des villes. La guerre était pour beaucoup d'industries et de commerces américains l'occasion de gros profits, mais ces bénéfices étaient surtout employés à augmenter les moyens de production. Il ne fallait donc compter qu'avec beaucoup de réserve sur les concours financiers qu'on pourrait trouver de l'autre côté de l'Océan. Un emprunt de 50 millions de dollars, émis en mars 1915 pour le compte de la France par la banque Morgan, avec le concours de la *National City Bank*, n'avait été qu'en partie souscrit. M. Morgan, très embarrassé de nous donner un conseil, suggérait qu'un envoi d'or important à New-York faciliterait un nouvel appel soit aux banques, soit au public. Nous n'étions guère plus heureux à Londres. L'arrangement du 5 février fait avec le chancelier de l'Échiquier n'était pas exécuté dans l'esprit où il aurait dû l'être. Nous avions promis un envoi d'or de la Banque de France si l'encaisse de la Banque d'Angleterre tombait au-dessous d'un certain chiffre. Nous devions nous attendre à ce que la Banque d'Angleterre ne fît rien pour augmenter les difficultés que nous éprouvions à maintenir à un taux raisonnable le change entre les deux pays. Or, la Banque d'Angleterre, nous en avions la preuve, donnait comme mot d'ordre aux banquiers de ne faire aucun crédit aux banques françaises, même sous forme d'avances sur des consolidés. Lord Cunliffe ne cachait pas que sa tactique était de faire monter la livre par rapport au franc, de manière à nous obliger à envoyer de l'or en Angleterre. Il fallait aller à Londres et s'entendre avec le chancelier de l'Échiquier.

C'est ce que je fis dans les derniers jours d'avril 1915. L'arrangement que j'ai conclu le 30 avril a servi de base à tous les accords qui l'ont suivi. Il fut entendu, en principe, que le Gouvernement anglais nous ouvrirait, sans nous demander un envoi d'or, les crédits dont nous aurions besoin pour payer les dépenses faites en Angleterre pour le compte du Gouvernement

français. Quant aux paiements à faire aux États-Unis, la Trésorerie britannique nous ouvrirait également des crédits ; mais en retour, nous ferions une remise d'or à la Banque d'Angleterre. En fait, la somme totale mise à notre disposition à Londres pour les six mois à venir fut fixée à 62 millions de livres, c'est-à-dire à près de 1 600 millions de francs; et sur cette somme, 20 millions de livres représentaient l'achat par la Banque d'Angleterre de pareille somme en or qui devait nous être avancée par la Banque de France. Nous étions donc crédités à Londres, pour nos dépenses, soit en Angleterre, soit aux États-Unis, d'une somme un peu supérieure au triple de la somme en or à faire sortir des caisses de la Banque de France. L'arrangement, tel que je l'ai expliqué à la Chambre des députés à mon retour de Londres, a paru équitable et n'a pas soulevé de critiques. Nous aurions pu sans doute envoyer directement à New-York l'or que nous avons versé à la Banque d'Angleterre; mais n'était-il pas à l'avantage de la France et de l'Angleterre que nous fissions, au regard des États-Unis, une seule masse de l'or dont nous pouvions disposer? D'autre part, l'Angleterre n'aurait-elle pas fait quelques difficultés pour nous aider à payer nos achats à Londres, si nous nous étions refusé à lui faire aucun envoi de cet or que la Banque d'Angleterre avait eu, quelques mois plus tôt, le désir de fondre avec le sien et avec celui de la Banque de l'Empire russe?

Puisque le moment était venu où nous allions nous servir de la réserve d'or prudemment amassée avant la guerre, nous ne pouvions différer de faire appel au pays pour qu'il apportât volontairement à la Banque l'or qui ne servait plus guère aux paiements ordinaires et qu'on gardait dans les tiroirs. Nous n'avions pas prohibé l'exportation de l'or au début de la guerre, comme avait fait l'Allemagne. Les changes nous étaient favorables et il est entré en France, dans ces premiers mois, plus d'or qu'il n'en est sorti. Mais à une situation nouvelle il fallait une politique nouvelle. Je saisis l'occasion que m'offrit une démarche des députés de la Seine pour écrire au gouverneur de la Banque une lettre qui s'adressait plutôt au public et où j'indiquais l'intérêt qu'avait le pays à grossir la réserve d'or de la Banque. L'appel fut entendu; et ce fut une chose réconfortante de voir avec quelle intelligence rapide et quel désintéressement patriotique les particuliers, pauvres ou riches, s'em-

pressaient à apporter aux guichets de la Banque cet or qui allait devenir une arme aux mains du Gouvernement. La Banque organisa des comités de propagande, ouvrit des guichets spéciaux, et, en quelques mois, plus de deux milliards d'or entrèrent ainsi dans son trésor de guerre. L'encaisse d'or serait portée à 5 milliards et demi. Qu'est-il resté dans les tiroirs ou les cachettes des particuliers? On ne peut faire à ce sujet que des calculs très incertains. Ce qui paraît sûr, c'est que la plus forte part de l'or qui était aux mains du public a été changée contre des billets de banque. Bien entendu, nous prîmes un décret pour interdire la sortie de l'or, si ce n'est pas le canal de la Banque de France, et des peines furent portées contre ceux qui se livreraient à un trafic sur les monnaies d'or ou d'argent.

Les six mois prévus par l'arrangement ne s'étaient pas écoulés que les besoins pressants de la Trésorerie britannique amenèrent M. Mac Kenna, le successeur de M. Lloyd George au ministère des Finances, à me demander une entrevue à Boulogne-sur-Mer. Il vint le 22 août au rendez-vous, accompagné de lord Reading. C'est une figure originale que celle de l'ancien courtier en valeurs de Bourse, puis avocat et attorney général dans un cabinet libéral, sous le nom de sir Rufus Isaac qui indique son origine israélite, devenu enfin *chief justice* d'Angleterre et membre de la Chambre haute avec le titre de lord Reading, du nom de la ville qu'il avait représentée à la Chambre des communes. Le visage très fin, entièrement rasé, des yeux où un peu de malice se mêle à beaucoup d'esprit, de l'aisance et de la bonne grâce en même temps que de la souplesse dans la discussion avec de l'ingéniosité et une habitude de prudence qui l'empêche de trop s'avancer, tels sont les traits sous lesquels m'est apparu lord Reading. Je l'ai vu à la Trésorerie et sur son siège de magistrat. Sans abandonner ses fonctions de juge, il était devenu, depuis qu'on était en guerre, le conseiller attitré du chancelier de l'Échiquier. C'est sous son inspiration qu'ont été prises les mesures qui ont, au début de la crise provoquée par la déclaration de guerre, empêché la panique de s'étendre et de durer. Son influence s'est affaiblie après l'arrivée du successeur de M. Lloyd George à la Trésorerie. Les services qu'il a rendus et son habileté reconnue l'ont fait désigner comme ambassadeur à Washington, puis comme conseiller à la Conférence de la paix. J'ai entretenu avec lui les meilleures

relations. Un jour toutefois, je me suis amusé à lui poser une question indiscrète. Quand M. Bark fit avec M. Mac Kenna, en 1916, un accord pour obtenir des crédits, il expliqua au chancelier de l'Échiquier que la Banque d'Empire russe pourrait augmenter l'émission de ses billets si la Grande-Bretagne voulait lui ouvrir un crédit en or qui servirait de garantie. Les statuts de la Banque permettaient de considérer un tel crédit comme équivalent à de l'or. On imagina donc une combinaison qui consistait à faire ouvrir par le Gouvernement britannique à la Banque de Russie un crédit contrebalancé par un crédit de même somme ouvert par le Gouvernement russe au Gouvernement anglais, à condition que pendant la guerre aucun des deux Gouvernements ne pourrait user de ces crédits et qu'à la conclusion de la paix les crédits seraient annulés. Je demandai en souriant à lord Reading ce qu'il penserait comme *lord chief justice* d'un semblable arrangement, s'il avait été conclu entre deux commerçants pour aider l'un d'eux à créer une circulation d'effets de commerce. M. Mac Kenna se mit à rire si bruyamment que je n'ai pas pu savoir ce que lord Reading m'aurait répondu. Le plus piquant dans cette petite histoire, c'est que nos économistes, comme mon excellent ami et confrère M. Paul Leroy-Beaulieu, qui n'étaient pas dans le secret, voyant dans les états de situation de la Banque de Russie que les réserves d'or s'accroissaient de semaine en semaine, félicitaient la Russie de pouvoir augmenter ainsi son encaisse.

J'oublie que nous étions en août 1915 à Boulogne-sur-Mer et qu'il s'agissait de nous entendre au sujet d'un grand emprunt que le chancelier de l'Échiquier voulait faire aux États-Unis. Dans sa pensée, l'Angleterre devait se charger de le négocier et de l'émettre sous sa signature, sauf à en partager le produit avec la France et avec la Russie. Mais avant de lancer l'emprunt et pour le faciliter, il fallait amasser une somme d'or très considérable qu'on serait prêt à envoyer aux États-Unis. L'annonce seule de cet envoi disposerait les banquiers à promettre leur concours pour un emprunt; car ils redouteraient qu'un tel afflux d'or ne fît hausser tous les prix et ne jetât du trouble dans les affaires. Pouvait-on compter sur un pareil résultat ? J'en ai douté pour ma part, et j'ai été confirmé dans ce sentiment par la tranquillité avec laquelle le *Federal Reserve Board*, c'est-à-dire le Conseil supérieur des banques fédérales,

a envisagé plus tard les envois d'or qu'on annonçait d'Europe aux États-Unis. Quoi qu'il en soit, la Banque d'Angleterre s'engageait à verser au fonds commun 40 millions de livres, soit 1 milliard de francs en or, dont la moitié serait fournie par les grandes banques de Londres. On nous demandait, à nous et à la Russie, de contribuer pour une somme égale. Comment aurions-nous pu refuser? M. Pallain, qui assistait à la conférence, crut pouvoir s'engager au nom de la Banque de France. Il pensait sans doute que la Banque d'Angleterre n'était pas, au fond, si pressée qu'elle semblait l'être de faire sortir du Royaume-Uni une pareille somme pour inonder d'or les États-Unis. L'événement lui a donné raison. Nous avons réussi à faire l'emprunt sans qu'aucun navire chargé d'or soit parti d'Angleterre ou de France à destination des États-Unis, et le succès de l'emprunt nous a dégagés de la promesse faite à Boulogne-sur-Mer. Mais, un peu plus tard, lord Cunliffe a voulu se prévaloir de l'arrangement de Boulogne pour obliger la Banque de France à verser les 40 millions de livres en or, en offrant de justifier que l'Angleterre avait fait aux États-Unis, avant ou depuis l'arrangement, des envois d'or pour une pareille somme. Nous l'avons engagé à relire l'accord de Boulogne-sur-Mer, qui portait expressément que nous ne nous étions engagés à mettre un milliard de francs en or à un fonds commun que pour assurer le succès de l'emprunt. L'emprunt une fois fait, le succès nous avait libérés de toute obligation. Lord Cunliffe dut reconnaître que nous avions raison. C'était un homme excellent, ayant de la finesse et ce que les Anglais appellent de l'*humour*. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre n'est pas un fonctionnaire de l'État, comme le gouverneur de la Banque de France. Il est élu par les membres du Conseil de la Banque qui sont comme lui des hommes d'affaires. Lord Cunliffe a dû son élévation à la pairie aux services qu'il a rendus au moment de la déclaration de guerre. Il est mort prématurément, avant la victoire des Alliés, et je l'ai sincèrement regretté parce que, tout en défendant parfois avec une certaine raideur les intérêts anglais, il avait pour la France des sentiments d'amitié.

Je fus tout de suite d'accord avec M. Mac Kenna sur la nécessité et l'opportunité de l'emprunt. Mais, revenant à l'idée que M. Lloyd George avait écartée quelques mois plus tôt, je demandai que l'emprunt fût fait conjointement par la France

et l'Angleterre. Il y eut de la part de M. Mac Kenna et de lord Reading une certaine résistance. Ils voulurent me persuader que l'Angleterre aurait plus de chances de réussir, si elle apparaissait seule que si nous nous mettions à deux. Peut-être craignaient-ils que nous n'eussions de la peine à marcher ensemble et se croyaient-ils plus sûrs du succès, si lord Reading était seul chargé de conduire la négociation. Je ne me laissai pas ébranler; et finalement M. Mac Kenna accepta que nous fissions l'affaire en collaboration sur un pied d'égalité. Les délégués anglais, lord Reading et sir Edward Holden, président de la plus grande banque de Londres, étaient pressés de s'embarquer pour les États-Unis. Je désignai pour représenter le Gouvernement français M. Octave Homberg, conseiller d'ambassade honoraire, entré ensuite dans les affaires de banque, qui me prêtait depuis quelque temps un concours très apprécié, et avec lui M. Ernest Mallet, un des régents de la Banque de France, dont la maison et la personne étaient connues aux États-Unis de la manière la plus favorable. Quant à la Russie, elle se tenait à l'écart, parce que les mauvais traitements exercés contre les Juifs avaient créé contre elle aux États-Unis, et particulièrement dans les milieux financiers, un courant d'opinion plutôt hostile. Mais il était entendu que nous réserverions sa part dans le produit de l'emprunt.

Les délégués français et anglais, en arrivant à New-York, se trouvèrent en présence des hésitations des banquiers américains un peu désorientés par la nouveauté de l'effort qu'on allait leur demander. Comment pourraient-ils se charger de l'émission d'un emprunt de 500 millions de dollars (un peu plus de 2 milliards et demi de francs)? C'était là le minimum de nos ambitions. Naturellement, l'Allemagne faisait feu de toutes ses batteries pour jeter le trouble dans l'opinion, semer des inquiétudes, tirer parti de l'impopularité de la Russie. Nos délégués furent obligés de mener une véritable campagne de réunions et de banquets où se manifestèrent avec éclat les sympathies en faveur de la France. Après bien des consultations, les banquiers, sous la présidence de M. Morgan, se décidèrent à former un vaste syndicat où prirent place toutes les banques, à l'exception de deux ou trois, trop engagées du côté de l'Allemagne, et de nombreux particuliers désireux de voir leur nom figurer sur la liste des souscripteurs. Les obligations,

remboursables après cinq ans et productrices d'un intérêt de 5 pour 100, furent prises par les membres du syndicat à 96 pour 100 du pair, pour être mises dans le public à 98 pour 100. Chacune des banques faisant partie du syndicat fut autorisée à garder en dépôt le montant de sa souscription jusqu'à ce que la Trésorerie anglaise ou française en eût besoin. C'était une complication; mais il parut de bonne politique de ménager les intérêts et l'amour-propre des petites banques des divers États aussi bien que ceux des puissants établissements de New-York.

L'emprunt, souscrit pour la plus forte portion par les banques, eut des difficultés à se classer. En réalité, le public américain n'a manifesté aucun empressement à en acheter les titres dont le cours, à la Bourse de New-York, est descendu au-dessous du prix d'émission, malgré les rachats faits par M. Morgan pour le compte des Gouvernements alliés, afin d'empêcher une dépréciation trop marquée qui pouvait nuire à leur crédit.

A la suite de cet emprunt, M. Homberg nous proposa de créer à New-York une agence financière qui ne s'occuperait pas seulement de suivre l'exécution des contrats et de tenir la comptabilité de l'emprunt, mais se tiendrait en contact avec le monde financier, rechercherait certaines combinaisons pour augmenter nos ressources et travaillerait à faire peu à peu l'éducation du public et celle des banquiers eux-mêmes. Cette agence, dont M. O. Homberg est demeuré le chef jusqu'en août 1916, a rendu de véritables services. Combien de temps le produit de l'emprunt suffirait-il à assurer nos paiements aux États-Unis? Nos dépenses augmentaient si rapidement qu'on pouvait prévoir le jour prochain où nous nous retrouverions en présence des mêmes embarras.

LETTRE IX

Comme je vous l'ai écrit, les 200 millions de dollars qui constituaient notre part de l'emprunt, déduction faite de la part qui revenait à la Russie, devaient être rapidement épuisés. Dès le mois de février 1916, je dus retourner à Londres pour négocier un nouvel accord avec la Trésorerie britannique. L'Angleterre était moins embarrassée que nous dans ses paiements, parce qu'elle pouvait vendre sur le marché de New-York ou donner en nantissement des titres américains qu'elle ache-

tait chez elle. Le montant de ces achats, depuis le début de la guerre, n'était pas évalué à moins de 200 millions de livres, c'est-à-dire à plus de 5 milliards de francs. On estimait qu'il restait en Angleterre une somme à peu près égale de titres qu'on pourrait réquisitionner et envoyer aux États-Unis. Cette réserve épuisée, il faudrait tâcher d'emprunter sur des titres de pays neutres qui ne se négociaient pas aussi aisément à New-York que les titres américains. La France n'avait pas en portefeuille de valeurs des États-Unis et de titres de pays neutres qu'on pût comparer au portefeuille anglais. Des préoccupations de fiscalité un peu étroite ont fait établir chez nous, pour les valeurs étrangères, un régime qui ne favorise pas l'admission à la cote des actions ou des obligations des grandes sociétés étrangères. Les épargnes de la France avaient été surtout dirigées vers les fonds d'État de la Russie, de la Turquie, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Serbie, sans parler de l'Autriche, tous pays engagés dans la guerre et dont les titres ne pouvaient nous être d'aucun secours pour nous procurer des crédits à l'étranger. L'appel que nous avons fait au public en 1916 a amené dans les caisses du Trésor, en même temps que des titres américains, des titres de pays neutres pour une somme qui a dépassé 1 000 millions de francs. Nous avons demandé aux propriétaires de ces titres de nous les prêter pour trois ans, en nous réservant de les acheter moyennant un prix qui devait sembler avantageux, et que la hausse désordonnée des changes étrangers, dans les mois qui ont suivi l'achat opéré par un de mes successeurs, a pu faire paraître insuffisant. Le public s'est empressé de répondre à notre appel avec un véritable élan; si bien que nous avons pu nous procurer plus de 200 millions de dollars en donnant les titres en garantie d'emprunts faits par une société américaine que M. Morgan a pris l'initiative de constituer pour notre compte.

Je reviens, après cette digression, au point où j'en étais, c'est-à-dire à mon voyage à Londres au mois de février 1916. Il fut convenu, après des discussions laborieuses, que la Trésorerie britannique nous ouvrirait de nouveaux crédits, moyennant un envoi d'or fait à peu près dans les mêmes conditions qu'au mois d'avril 1915. Je n'entre pas dans les détails de cet arrangement qui ne devait pas nous assurer de ressources pour nos paiements aux États-Unis au delà du 15 juillet. On verrait

ensuite à faire un nouvel emprunt aux États-Unis ou à trouver d'autres moyens de crédit. Nous étions dans l'ère des difficultés, en attendant que vînt l'ère des véritables dangers. Je note, en passant, que la Banque d'Angleterre profita de l'occasion pour obtenir de la Banque de France que celle-ci lui vendît 3 millions de livres d'or, en compensation de l'engagement pris en février 1915 par elle de lui prêter 6 millions de livres en or dans le cas où l'encaisse de la Banque d'Angleterre tomberait au-dessous de 80 millions de livres. En retour, le chancelier de l'Échiquier consentit à ouvrir la Bourse de Londres à la négociation des titres possédés depuis le début de la guerre par des Français, à condition que cette négociation eût lieu par l'intermédiaire de la Banque de France et que le produit fût réservé à payer des dépenses en Angleterre. Cette concession, arrachée à M. Mac Kenna par l'insistance de M. Pallain, ne devait pas nous être d'un grand secours. De 1916 à 1918, le produit total des ventes faites à la Bourse de Londres, par application de l'arrangement, n'a pas dépassé la somme de 93 millions de livres.

Le change de Paris sur Londres commençait à baisser dans des conditions qui inquiétaient l'opinion. On se demandait comment les Gouvernements ne trouvaient pas un moyen de stabiliser pendant la guerre la valeur relative du franc et de la livre sterling. Cela ne pouvait se faire que par l'ouverture de crédits qui ne seraient pas mis à la disposition du seul Gouvernement français, mais profiteraient aussi aux particuliers ayant des paiements à faire en Angleterre. La Banque de France vendait du change sur Londres, mais ses ressources étaient trop limitées pour qu'elle pût enrayer la hausse de la livre, causée par l'écart de plus en plus grand, à notre détriment, entre nos exportations et nos importations. M. Pallain cherchait à faire escompter par la Banque d'Angleterre des bons du Trésor français, en offrant de lui vendre de l'or dans les mêmes conditions où l'avait le fait Gouvernement français dans ses précédents accords. J'aurais voulu que la Banque profitât de la promesse que la Banque d'Angleterre nous avait faite, au cours de la conférence du mois de février 1916, de nous faciliter l'obtention de crédits commerciaux à Londres. « Vous paraissez craindre, écrivais-je le 26 mars à M. Pallain, que l'intervention de la Banque de France et de la Banque d'Angleterre ne suffise pas à avoir raison de la répugnance des banquiers anglais à escompter du

papier français. Je ne considère pas les tentatives faites de ce côté comme suffisantes. Je vous ai suggéré de réunir les industriels et commerçants qui font de grands achats, notamment les compagnies de chemin de fer qui ont à elles seules 600 millions de francs à payer à Londres jusqu'à la fin de l'année. En groupant ces sociétés et maisons de commerce, vous pourriez établir un projet d'ensemble qui donnerait lieu à une négociation avec la Banque d'Angleterre et les principales banques anglaises, que vous aurez de grandes chances de faire aboutir en la poussant vigoureusement. Dès que vous serez décidé à agir en ce sens, je n'ai pas besoin de vous dire que vous pourrez compter sur le concours énergique du Gouvernement français. »

Je pressais en même temps la venue en France de lord Cunliffe, gouverneur de la Banque d'Angleterre. Le 28 mars eut lieu dans mon cabinet une conférence entre lui et le gouverneur de la Banque de France, assisté de deux régents. Il a été tenu un procès-verbal de cette réunion. Lord Cunliffe accepta, sous réserve de l'approbation du Conseil de la Banque d'Angleterre, d'ouvrir à la Banque de France un crédit de 120 millions de livres (3 milliards de francs), au moyen de l'escompte de bons du Trésor français et de l'envoi en or d'une somme pouvant s'élever à 40 millions de livres. Cet or serait restitué à mesure des remboursements des bons du Trésor français, qui commenceraient de se faire une année après la conclusion de la paix.

Le Gouvernement français et la Banque de France auraient à fixer leurs parts respectives dans le montant des avances de la Banque d'Angleterre. Le chancelier de l'Échiquier, à qui j'avais fait part de mon intention d'émettre à Londres des obligations de la Défense nationale, en usant de la faculté que m'avait accordée M. Lloyd George en février 1915, me faisait demander par lord Cunliffe de renoncer à cet avantage pour ne pas gêner ses propres opérations. Je réservai naturellement ma réponse jusqu'à la conclusion de l'arrangement que lord Cunliffe devait soumettre à ses collègues et au chancelier de l'Échiquier.

A son retour à Londres, le gouverneur de la Banque d'Angleterre reçut un accueil qui refroidit ses bonnes dispositions. Le chancelier de l'Échiquier m'écrivit le 8 avril que sa constante préoccupation était de maintenir la parité de l'or et de la livre sterling. De nouvelles avances à la France ne manqueraient pas à la longue de réagir sur le change anglais en Amérique

Il ne pouvait, dans ces conditions, qu'engager la Banque d'Angleterre à limiter ses avances à 30 millions de livres pour le prochain trimestre, sans s'obliger à les renouveler. Je considérai qu'un tel recul pouvait avoir des conséquences graves au point de vue de notre change. Un répit de trois mois n'était pas suffisant pour donner au commerce la sécurité dont il avait besoin. Je partis seul pour Londres. Je vis M. Mac Kenna, qui fit la plus vive résistance. J'abordai ensuite avec lui, dans son cabinet à la Chambre des communes, M. Asquith, à qui je soumis notre différend. Pour l'emporter plus sûrement, je réduisis notre demande à la somme de 60 millions de livres, et malgré les efforts du chancelier de l'Échiquier qui lui peignait la situation de la Trésorerie britannique sous les couleurs les plus sombres, M. Asquith me donna raison. Dès qu'on sut à Paris que je m'étais mis d'accord avec le Gouvernement anglais, la livre sterling, qui était montée à 29 francs, descendit aux environs de 27 francs, et elle est restée à ce taux jusqu'à la fin de la guerre. On eût pu la ramener au-dessous de 27 francs; mais nous estimions qu'il était préférable de laisser un peu de marge, afin de n'être pas obligé de faire un trop gros effort pour soutenir notre change à New York.

M. Lloyd George était passé de la Trésorerie au ministère des fabrications de guerre. Maintenant, c'est moi qui dépense, me disait-il en riant. Il ne s'entendait pas toujours avec son successeur. Préoccupés comme nous l'étions de tous les moyens de nous faire ouvrir des crédits aux États-Unis, il avait eu en juin 1916 l'idée d'y envoyer lord Reading avec la mission de déclarer que si les manufacturiers américains ne consentaient pas à faire des arrangements pour faciliter nos paiements, nous ne ferions plus d'achats. Il comptait que, dans une année d'élection présidentielle, cette simple menace de réduire au chômage une partie des usines américaines aurait un effet admirable. Ce ne fut pas l'avis du chancelier de l'Échiquier, ni du Conseil des ministres.

La conférence financière que M. Mac Kenna avait annoncé dès le mois de février l'intention de convoquer se réunit à Londres en juillet. L'effort des délégués français, parmi lesquels était M. Albert Thomas, se porta sur la création d'un bureau d'achat commun à tous les Alliés qui examinerait les commandes à faire, et s'occuperait de les sérier en tenant compte de leur urgence relative, des ressources de l'industrie américaine et

aussi des moyens de paiement. On s'arrêta devant certaines objections qu'éleva le ministère anglais des fabrications de guerre. Quant au but principal de la conférence, c'est-à-dire la recherche des moyens d'obtenir des crédits, la discussion ne fit aucun pas qui pût nous en rapprocher. Si les circonstances étaient favorables après l'élection présidentielle, on enverrait une mission aux États-Unis. Jusque-là, on vivrait au jour le jour. Il fut seulement convenu que les ministres des deux pays se borneraient provisoirement à vendre des titres ou à emprunter sur titres soit à des banques, soit au public, par l'intermédiaire d'une société qui ne mettrait sur le marché que ses propres obligations.

Ce dernier engagement avait pour objet de ménager le crédit propre de la France et de l'Angleterre en vue de l'emprunt qu'on espérait pouvoir faire à la fin de l'année. Il nous fut assez facile de le tenir, parce que, prompts à saisir les occasions, nous réussîmes à nous procurer certaines ressources à l'aide d'opérations que nous n'aurions pu conseiller à aucun ministre des Finances en temps ordinaire. C'est ainsi que nous avons prêté l'oreille à une proposition de la maison Kuhn Loeb, une banque de tendances germaniques par certains de ses associés, qui voulait se faire pardonner de n'avoir pas participé à l'emprunt du mois d'octobre 1915. Il s'agissait de placer aux États-Unis des obligations de la Ville de Paris, à émettre en dollars. Le Conseil des ministres ne s'arrêta pas à l'objection que pouvait faire naître l'attitude antérieure de la banque Kuhn Loeb. Au contraire, l'empressement de cette banque à nous offrir son concours ne serait-il pas interprété aux États-Unis dans le sens le plus favorable à notre cause ? J'offris à la Ville de Paris la faculté de garder pour elle-même l'emprunt ou de le laisser entièrement au compte de l'État, à toute époque qui lui conviendrait. Bien entendu, si la Ville trouvait avantage à réclamer le bénéfice de l'opération, elle serait payée en francs par l'État français, qui conserverait les dollars dont il avait besoin pour ses paiements aux États-Unis. La Ville consentit à prêter son nom ; elle n'a pas eu intérêt à prendre à son compte l'emprunt, que l'État a remboursé à son échéance. D'autres emprunts, dans des conditions identiques, ont été faits au nom des villes de Lyon, de Marseille et de Bordeaux.

Le Trésor français a fait d'autres opérations, comme l'achat

en France d'une grande partie des obligations de la Compagnie américaine des chemins de fer de New-York à New-Haven et la mise en nantissement, puis la vente de ces obligations, moyennant un prix en dollars, à la compagnie émettrice.

Les grandes sociétés qui travaillaient pour le ministère des Munitions ne pouvaient pas nous refuser leur concours, afin d'obtenir des crédits aux États-Unis. Je réunis leurs représentants et je les amenai à former un consortium qui, par l'intermédiaire de la banque Morgan, réussit à placer des obligations pour une somme importante. Le Creusot nous céda, de son côté, des crédits qu'il avait pu se procurer directement aux États-Unis. Je pourrais citer d'autres exemples. Politique d'expédients, direz-vous, mon cher ami. Eh ! oui; mais ne devions-nous pas épuiser toutes les combinaisons qui pouvaient nous permettre de reculer la date fatale où les moyens de paiement nous feraient défaut, si les États-Unis n'entraient pas dans la guerre ? Il fallait, coûte que coûte, aller jusqu'au bout et s'efforcer de gagner des mois, des semaines et des jours.

L'Angleterre était, en août 1916, dans une situation difficile. J'appris qu'elle avait fait, en son nom et sans se couvrir du voile d'une société américaine, un emprunt public sur titres de 250 millions de dollars. Cela était contraire à l'engagement pris à Londres en juillet. Je fis demander des explications par notre ambassadeur (18 août). « Ce qui est grave, disais-je, c'est que cet emprunt ait été fait à l'insu du Gouvernement français. Nous avions fait tous nos efforts pour que les Alliés unissent leurs forces et leur action sur le terrain financier aussi bien que sur le terrain militaire. L'unité de front n'était pas moins nécessaire pour les opérations financières que pour les opérations de guerre. Si nous agissions les uns et les autres en ordre dispersé, en nous faisant concurrence, au lieu de nous soutenir mutuellement, nous épuiserions avant l'heure des ressources qui, mises en commun et sagement aménagées, auraient pu suffire à mener la guerre pendant de longs mois, malgré l'immensité de nos dépenses au dehors... La question est si grave qu'elle dépasse la compétence du ministre des Finances et qu'elle doit être l'objet, à brève échéance, d'une conférence entre les chefs des deux Gouvernements assistés des ministres des Finances. Il faut de toute nécessité :

« 1° Que les Gouvernements alliés fassent le compte exact de

leurs besoins à l'étranger et des ressources qu'ils peuvent mettre en commun.

« 2° Qu'ils fassent les achats par l'intermédiaire d'un bureau unique qui centralisera les ordres et les aménagera en les restreignant aux possibilités d'exécution sur le marché des États-Unis et aussi à l'étendue des moyens de paiement dont disposent les Alliés.

« 3° Que les Gouvernements alliés s'interdisent de faire isolément aucune opération de crédit aux États-Unis ou ailleurs.

« 4° Qu'on étudie sérieusement les moyens d'obliger les fournisseurs américains à accorder des délais en se procurant eux-mêmes des crédits auprès des banques des États-Unis.

« 5° Que l'Angleterre ouvre plus largement des crédits pour nos achats en Angleterre ainsi que pour le paiement des frets.

« 6° Qu'en retour, la France et la Russie aident l'Angleterre à maintenir la parité de l'or et de la livre en lui prêtant l'or dont elle a besoin. »

M. Asquith se rendit immédiatement en France, accompagné de M. Mac Kenna, de lord Reading et de lord Cunliffe. Une entrevue eut lieu le 24 août à Calais entre eux et les représentants des intérêts français ; M. Briand, président du Conseil, le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque de France. J'expliquai la situation et la nécessité de marcher étroitement unis. Nous avons près d'un milliard de francs à payer par mois à l'étranger. Nos disponibilités actuelles aux États-Unis ne dépassent pas 36 millions de dollars. En Angleterre, nos dépenses ne sont couvertes que jusqu'au milieu de septembre. Nous achetons en Angleterre le charbon dont nous ne pouvons nous passer, et nous avons à payer à la marine anglaise des frets dont le Trésor britannique prend une forte part en prélevant 67 pour 100 des bénéfices des armateurs. Nous ne récriminons pas, mais nous demandons qu'on nous fasse crédit. Nous vous avons déjà envoyé 1 milliard 375 millions d'or de la Banque de France, et 125 millions en Espagne et aux États-Unis. Il reste à la Banque 4 milliards 300 millions ; elle ne refusera pas de vous faire une nouvelle avance, à condition que vous nous aidiez en Angleterre et aux États-Unis.

M. Asquith exprima les regrets du Gouvernement anglais d'avoir laissé se faire une émission aux États-Unis sans concert préalable ; et M. Mac Kenna expliqua qu'en dix jours on avait été obligé de vendre 40 millions de dollars en or pour soutenir

le change, et que les tirages à découvert sur la banque Morgan atteignaient le chiffre de 110 millions de dollars. Il avait fallu prendre un parti de toute urgence. Nos engagements, ajoutait-il, aux États-Unis et au Canada s'élèvent à 1 163 millions de dollars, sans parler de nos avances à nos alliés. Nous sommes forcés de soutenir le change, et 10 millions de dollars par semaine y suffisent à peine. Il est sorti d'Angleterre 221 millions de livres d'or, dont 52 millions sont venus de France, 28 de Russie, 15 d'Italie, et 126 ont été fournis par l'Angleterre elle-même.

Après une assez longue discussion, M. Mac Kenna proposa de nous ouvrir jusqu'au 15 mars prochain un crédit de 25 millions de livres par mois, dont 17 millions nous seraient fournis en dollars. En retour, il demanda à la Banque une nouvelle avance en or de 50 millions de livres (environ 1 250 millions de francs). Il fut précisé que ce ne serait qu'une avance et que l'or serait rendu à la Banque de France en proportion des remboursements que l'État ferait à la Trésorerie britannique. Ces remboursements n'auraient lieu que trois ans après la fin de la guerre, et le Gouvernement anglais faciliterait à la France, sur le marché de Londres, les emprunts qui lui seraient nécessaires pour se libérer vis à vis de la Trésorerie britannique. M. Pallain insista pour que cette avance fût limitée à 40 millions. Mais le président du Conseil l'engagea à faire l'effort qu'on lui demandait, en exprimant la confiance que la guerre ne pourrait pas se prolonger au delà du printemps de 1917. Quelles n'étaient pas, à ce moment, nos illusions! Et quel n'eût pas été notre découragement, si on nous eût fait entrevoir que la guerre ne finirait qu'en novembre 1918! Mais aussi qui eût pu se figurer en août 1916 que le président Wilson, qui menait alors sa campagne présidentielle en se vantant d'avoir su garder la paix pour les États-Unis, jetterait en avril 1917 l'épée de Washington dans la balance, et nous sauverait de la banqueroute où nous touchions par l'impossibilité de payer nos achats aux États-Unis! Cela ne donne-t-il pas raison, mon cher ami, à ceux qui, dans la tourmente, ne veulent pas regarder trop loin devant eux, qui ne voient que le danger de demain sans penser à celui d'après-demain, qui sont décidés à espérer contre toute espérance et se disent à tout instant qu'une nation décidée à ne pas mourir trouve toujours l'aide dont elle a besoin? Quand on est arrivé au port, il est doux de se représenter l'image du navire

battu des flots où nous luttions contre la tempête. C'est en ce sens qu'on peut dire, sans égoïsme, en songeant à sa propre fortune : *Suave, mari magno, turbantibus aequora ventis*... Mais nous n'en étions pas encore en août 1916 au plus fort de la tourmente. Nous devions connaître dans les derniers jours de cette année et les premiers mois de 1917 de véritables angoisses dont je vous dirai quelques mots dans une prochaine lettre.

LETTRE X

J'ai oublié de vous dire, dans ma dernière lettre, que, sur les 25 millions de livres que la Trésorerie britannique nous fournirait chaque mois, nous en mettrions dix à la disposition de la Banque de France pour qu'elle pût vendre du change aux particuliers, sans tirer d'ailleurs aucun profit de ces opérations.

Quant à la constitution d'un bureau unique d'achats pour les Alliés aux États-Unis, le ministre anglais des fabrications de guerre avait déclaré qu'il s'y prêterait volontiers. Mais on n'est arrivé de ce côté à aucun résultat, malgré les efforts que nous avons faits. Rien n'est plus difficile que d'obliger des administrations indépendantes à abdiquer quelque chose de leur liberté.

Par l'accord de Calais nous avions achevé de lier, à l'étranger, notre fortune à celle du Royaume-Uni. Aurions-nous pu faire autrement? Rien n'eût été plus dangereux, à cette heure de crise, que d'agir en ordre dispersé. Mais les nouvelles qui nous venaient d'Amérique n'étaient guère rassurantes. L'emprunt de 250 millions de dollars que l'Angleterre avait essayé si imprudemment de faire n'avait pas réussi, et, au dire de la banque Morgan, il ne fallait pas espérer qu'on pût tenter quelque appel au crédit avant plusieurs mois. Un des principaux associés de cette banque, M. Davison, qui a été pendant la guerre à la tête de la Croix-Rouge américaine, vint à Paris dans les derniers jours de septembre. Je retournai avec lui la situation dans tous les sens. Il ne voyait rien à faire pour le moment que de vivre au jour le jour, en empruntant à très court terme sur l'or que l'Angleterre avait en dépôt à Ottawa.

Mais, si nous en étions là, comment irions-nous jusqu'à la fin de la guerre? Les délégués que j'avais envoyés à Londres pour étudier avec les délégués de la Trésorerie britannique, et en particulier avec lord Reading, les moyens de tirer le meilleur

parti de nos communes ressources évaluaient à un milliard et demi de dollars (7 milliards et demi de francs) les paiements que la France et l'Angleterre auraient à faire jusqu'au 1er avril 1917 aux États-Unis; et tout l'or dont la Trésorerie anglaise comptait faire masse ne suffirait pas à couvrir le tiers de cette somme. Les grandes banques anglaises répugnaient à mettre leur signature sur des traites qui seraient payables, non pas en livres, mais en dollars, et qu'on ferait escompter par les banques régionales des États-Unis. Que devenait l'ancien prestige de la livre sterling? On nous pressait de gagner du temps en émettant des bons à un ou deux mois. L'opération allait commencer, lorsque tout à coup, dans les derniers jours de novembre, le Conseil supérieur des Banques régionales des États (*Federal Reserve Board*) fait paraître un avis adressé à toutes les banques pour les inviter à se montrer prudentes et à ne pas immobiliser leurs ressources dans des opérations à long terme ou dans des placements à courte échéance de nom et d'apparence, mais qui, par la force des choses, se renouvellent constamment pendant la guerre. Il ne faudrait pas que les fonds liquides des banques, qui doivent rester disponibles pour des opérations à court terme en faveur des commerçants et des agriculteurs, fussent absorbés par d'autres besoins. Cela visait directement le projet d'émission des bons à court terme de la Trésorerie britannique. S'adressant, non plus aux banques, mais au public, le Conseil supérieur l'invitait à se renseigner avant de placer ses fonds dans des emprunts non garantis. Les États-Unis étaient parvenus à un degré de richesse et de puissance financière internationale qu'ils n'avaient pu atteindre pendant des générations. On ne devait pas compromettre cette puissance. Les États-Unis en auraient besoin pour prendre part, après la guerre, au travail de reconstruction internationale qui s'imposerait au monde.

Que pouvait-on penser d'un tel manifeste? L'effet qu'il produisit dépassa les intentions de ses auteurs. Ils avaient voulu surtout rappeler à l'ordre les financiers de Wall Street et leur faire payer leur campagne électorale contre le président Wilson, au risque de blesser la France et l'Angleterre envers qui ils protestaient de leurs sympathies. Nos banquiers s'inclinèrent aussitôt et annoncèrent qu'ils renonçaient à émettre des bons à courte échéance. Cela ne faisait qu'ajouter à nos embar-

ras. Heureusement, l'opinion commençait à se tourner vers l'idée que les États-Unis ne pourraient pas rester enfermés dans leur neutralité, qu'ils devraient bientôt entrer eux-mêmes dans la guerre. Ce serait la fin des cruelles difficultés avec lesquelles nous étions aux prises depuis des mois. Les derniers mois de 1916 et le commencement de 1917 furent encore très durs. Je ne puis pas ne pas avoir présentes à l'esprit les conversations intimes que j'eus en décembre avec M. Bonar Law, devenu chancelier de l'Échiquier en même temps que *leader* de la Chambre des communes, sous la présidence de M. Lloyd George. Combien le nouveau ministre des finances britanniques ressemblait peu à celui que j'avais connu en 1915! Il n'avait ni la grâce, ni les qualités primesautières de M. Lloyd George; mais on sentait chez lui une parfaite sincérité unie à beaucoup de bon sens, et cela mettait en confiance ses interlocuteurs. M. Bonar Law comptait avec moi les jours pendant lesquels nous pourrions tenir, sans que le change de la livre sterling, support nécessaire de notre change avec New-York, commençât à fléchir. Il restait calme, et sa voix, un peu monotone d'ordinaire, ne s'échauffait pas quand il envisageait avec moi les perspectives prochaines. Sa conclusion était que nous devions nous servir de notre or, jusqu'à ce qu'il fût épuisé. Quand j'ai quitté en mars 1917 le ministère des Finances, nous étions presque d'accord sur une nouvelle convention par laquelle la Trésorerie britannique nous aurait ouvert de nouveaux crédits de 50 millions de livres, à condition que la Banque de France fît un envoi à Londres de 10 millions de livres en or et expédiât à Ottawa une autre somme de 10 millions de livres qui servirait de réserve. La Banque de France faisait des objections; elle pensait au crédit de son billet. Le pays ne serait-il pas troublé en voyant s'en aller peu à peu l'encaisse d'or, suprême ressource de l'avenir? Nous en étions là, lorsque, le 5 avril, le président Wilson chassa les nuages en faisant aux Chambres américaines la déclaration de guerre qui allait rendre les États-Unis solidaires financièrement et militairement de la France et de l'Angleterre jusqu'à la victoire finale.

ALEXANDRE RIBOT.

LES MASQUES ET LES VISAGES

LE VERTUEUX CONDOTTIÈRE

MONTEFELTRO, DUC D'URBINO

1422-1482

II (1)

UN DUEL DE VINGT ANS

Quand les chevaliers de la Table Ronde quittèrent Camelot pour s'en aller à la « Queste du Graal, » le roi Arthur les supplia, dit-on, en ces termes : « O mes chevaliers, quand vos places seront vides à mes côtés, s'il s'élève quelques plaintes dans mon royaume, elles resteront sans écho, tandis que vous serez à courir après des feux errants ! » Plus d'un, peut-être, parmi les sujets du nouveau comte d'Urbino, quand ils le virent partir à la poursuite de la gloire, loin de son petit royaume, pensèrent sans le dire qu'ils perdaient leur meilleur champion, dans des temps bien troublés. Les habitants de la capitale ne craignaient pas grand chose, défendus par le difficile accès de leur cité, mais ceux des frontières avaient tout à redouter des incursions des voisins. L'un d'eux surtout était redoutable : celui du Nord, Sigismondo Malatesta, seigneur de Rimini, Fano, Sinigaglia, Cesena, toute la plage adriatique depuis les possessions vénitiennes jusqu'à Fiumesino près d'Ancône, avec la seule enclave de Pesaro, et possesseur de plusieurs forteresses dans le Montefeltro. Il était redoutable par lui-même, capitaine éprouvé;

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre.

il l'était aussi par ses alliances avec les d'Este, de Ferrare, avec le Saint-Siège, qui l'avait employé comme condottière, avec Sforza, dont il était capitaine général. S'il se retrouvait en rivalité avec Federigo de Montefeltro, qu'arriverait-il? Et comment ne le serait-il pas? Déjà, la prise de San Leo par son jeune voisin l'avait blessé, la nomination de ce même voisin au poste de condottière de Sforza devait envenimer la blessure. Qu'était Federigo pour lui? Un enfant, dont il avait battu le père à Lungarino et pourtant déjà un rival...

Il ne se trompait pas; ils étaient rivaux-nés. C'était deux hommes d'une prodigieuse vitalité physiologique, de fer à toutes les fatigues et aux heurts de la vie. Exactement contemporains, quoique Sigismondo fût de cinq ans plus âgé, tous deux enfants illégitimes et légitimes souverains de principautés à peu près égales et enchevêtrées l'une dans l'autre, et condottières également recherchés par les mêmes Puissances en Italie, tous deux également précoces et également braves, habitués à la vie dure des camps et l'aimant, malgré le luxe qu'ils se plaisaient à ordonner dans leurs palais qu'ils n'habitaient guère, employant les mêmes artistes, appelant les mêmes savants, parlant d'abondance et écrivant avec précision, tout nourris de l'antiquité au point de ne concevoir les choses de leur temps que sous les formes de la belle époque latine, d'une activité continuelle et universelle et d'une curiosité presque encyclopédique, — et, avec cela, de souches à peu près semblables et tout le temps mêlées, pareillement affinées et guerrières, où les femmes étonnent par leur culture précoce à faire peur, où les hommes frappent de tels coups que *l'Enfer* de Dante retentit éternellement de leurs plaintes ou de celles de leurs victimes, — c'est sur le plan moral seulement qu'ils diffèrent. Mais, là, ils offrent une complète antithèse, qui va sans cesse grandissant, jusqu'au jour où un Pape, qui fut aussi un historien, composera de leurs dissemblances un diptyque du vice et de la vertu.

Un autre témoin, sans un mot, nous les racontera. Piero della Francesca les a peints tous les deux et tous les deux de profil et du même côté, agenouillés, les mains jointes, en prière : l'un, Montefeltro, dans un tableau de sainteté aujourd'hui à la *Brera* de Milan, qu'il avait commandé pour la chapelle des Récollets de San Bernadino, près d'Urbino, l'autre, Malatesta, dans une fresque du *Tempio Malatestiano*, à Rimini.

Le comte d'Urbino, pour adorer la Vierge et l'Enfant Jésus, n'a pas quitté son armure : il a seulement posé à terre l'armet et les gantelets, alignés devant lui avec le bâton de commandement. Seules, sa tête et ses mains sortent, nues, de la dure carapace métallique, polie et brillante et réfléchissante comme un polyèdre de miroirs, convexes à l'épaulière et à la cubitière, plats aux oreillons bilobés de la genouillère, et sphérique au casque fendu d'un large sourire de fer, où s'enroulent, comme en une boule panorama, les reflets des pattes rouges qui attachent la braconnière et les flancards, — le tout astiqué avec le soin méticuleux d'un Flamand amoureux des cuivres de son intérieur. Cela fait même penser que Piero della Francesca, qui a sûrement peint les têtes, a peut-être confié à un autre le soin de fourbir l'armure et de lisser les plis de la petite hucque de brocart, sorte d'éventail fermé que le guerrier s'est accroché dans le dos. Tout autour, une corbeille de crânes chauves ou ras tondus : ce sont de vieux saints, fort mal mis; l'un d'eux a même sa tunique en lambeaux, maladroitement percée de trous par le peintre pour faire croire à sa misère, comme ces déguisements de mendiants imaginés par Casanova pour un bal masqué de Venise. Derrière, modestement, comme il convient à des pages, de jeunes anges en grande toilette du soir, — peut-être à la ressemblance des bâtards du comte d'Urbino, — constellés de joyaux, jusque dans leurs cheveux crêpés et ondulés, le cou dans des esclavages de perles, à peine un bout d'aile pointant çà et là, dévoilant leur incognito céleste.

C'est ce qu'on appelle une « conversation sacrée. » On devrait dire plutôt « une minute de silence : » les yeux sont fixes, les lèvres closes, les gestes suspendus, les muscles de la face pétrifiés, et ni les mains du saint moine qui entr'ouvre son froc pour découvrir un stigmate pectoral et présente un crucifix, pincé entre le pouce et l'index, pour dire quelle arme l'a blessé, ni celles du prêcheur hirsute qui désigne le Dieu dont il sera le baptiste, n'agiteront l'air autour de l'Enfant qui dort, écrasé de sommeil, tout de son long sur les genoux de sa mère, dans la détente lasse et heureuse de ce premier âge qui semble se reposer, d'avance, pour toute la vie, — tandis que d'une gigantesque coquille Saint-Jacques recourbée comme un dais au-dessus de ces fronts pensifs ou célestes, pend, en fil à plomb, un œuf pour figurer une perle de grand prix.

Quant à Malatesta, ce n'est pas Notre Dame, c'est son patron, ou plutôt le patron de son patron, l'empereur d'Allemagne, qu'il prie : c'est monseigneur saint Sigismond, roi de Bourgogne, en compagnie non de saints, mais de deux grands lévriers nonchalants, et plutôt que des grâces spirituelles il semble solliciter quelque permission de chasse dans les vastes domaines qu'on voit étendus entre deux pilastres corinthiens, sous les lourdes guirlandes et le blason à cotices échiquetées, ou à dents de scie, des Malatesta, lequel a vaguement le contour de l'écu allemand. Comme ce personnage a bien moins l'air d'un saint dans sa niche ou d'un roi sur son trône que d'un astrologue, avec sa sphère céleste et sa baguette de sorcier, peut-être aussi le consulte-t-il sur son avenir...

L'avenir, nul ne pourra le lui dire, mais les virtualités de son tempérament propre et son coefficient personnel dans sa destinée, il suffit de bien le regarder pour les connaître. Non les mains, — elles sont faites sans doute de pratique, en tout cas, elles n'ont aucune individualité, — mais le profil, découpé à l'emporte-pièce sur le ciel nébuleux, trace avec précision les contours d'une âme humaine, ses limites et ses proportions. Il est, d'ailleurs, identique et superposable à ceux des médailles du même personnage par Pisanello ou Matteo da Pasti. On peut y croire. Grand, élancé, en lame mince, les yeux serrant le nez, qui est presque à l'alignement du front fuyant, les lèvres boudeuses et closes, le regard ironique et cruel, l'orgueil émanant de lui comme une *aura*, le cou long, les épaules tombantes, si l'on nous dit : téméraire, démesuré, intrigant, insatiable, souple, félin, cauteleux, rampant et se lovant en dardant un jet empoisonné, enjoué, charmeur, poète, amoureux, artiste, avec quelque chose de génial qui manque à l'autre et le payant par un déséquilibre constant, violent et tendre, brave et inquiet, capable d'actions et de réactions foudroyantes, les nerfs trop tendus s'abîmant tout d'un coup dans les plaintes et les larmes, esprit actif et frondeur, sans cesse à *cercare cose nuove*, selon le mot d'un contemporain, nul ne s'inscrira en faux, tandis qu'aucun de ces traits ne nous paraîtrait convenir au comte d'Urbino.

Regardons-le maintenant, celui-ci. Pas grand, mais taillé en force, râblé, sanguin, la tête grosse, le cou puissant et court, il n'a pas le front en pente du rêveur, ni le menton

effacé de l'impulsif. Son épaisse mâchoire carrée est la base qui convient à la parfaite coupole de son crâne, — la coupole qui recouvre, qui contient, mais qui borne, — l'œil bien enchâssé sous la haute voûte du sourcil émet sur les choses une clarté tranquille et terne qui ne les transformera pas. Les mains grandes, épaisses, bien dégagées de l'avant-bras par le poignet, aux phalanges médianes très allongées, dénotent l'amateur des belles matières et des formes plastiques, une sensualité tactile très vive et peut-être brutale, qui contredit un peu le témoignage du masque et qu'il faut retenir pourtant, car elle est visible pareillement aux mêmes mains dessinées par un tout autre artiste, Melozzo da Forli ou Juste de Gand, dans le portrait qui est au palais Barberini.

Si l'on nous dit : c'est, là, un homme calme, pondéré, toujours maître de lui, sauf quand l'outrage est à bout portant, d'un sang chaud qui bouillonne vite, mais constamment attentif à se tenir en bride et y parvenant, tenace comme un boule-dogue, patient, droit, pieux, discipliné, respectueux des pouvoirs établis, s'y établissant lui-même aussi, mais par degrés, comme on gravit les marches d'une basilique, sans troubler l'ordre d'une cérémonie, studieux, cherchant dans l'Antiquité des exemples de conduite, d'héroïsme, d'abnégation, et tandis que pour l'autre la culture est une parure, pour lui, c'est un tissu solide qui protège et même une armature qui soutient, — il n'y a pas d'objection à ces hypothèses. Et surtout, on sent bien qu'il est impossible d'interchanger les deux diagnostics. Si ces deux hommes prient réellement, que demandent-ils ? Certainement pas les mêmes choses... Et quand ils se relèveront, que feront-ils? Cela, nous le savons, et c'est une décisive contre-épreuve de ces deux portraits que l'Histoire va nous apporter.

UN DOUBLE DÉFI

Régnait alors, à Pesaro, un autre Malatesta nommé Galeazzo, qui vivait dans des transes continuelles causées par l'ambition de son terrible cousin. Ce qui l'effrayait surtout, c'est la pensée que Sigismondo, par respect pour l'idée de famille, au lieu de lui déclarer la guerre ouvertement, le fît empoisonner, s'assurant ainsi son héritage sans coup férir. Il n'avait guère

d'espoir qu'en Montefeltro, qui se trouvait être son neveu par sa femme ; mais que pouvait Montefeltro contre le poison ? A force d'y songer, son esprit s'égarait en mille phobies et, n'y tenant plus, ou pour mieux dire, tenant à sa peau plus qu'à son sceptre, il s'en alla trouver son neveu à Urbino et lui proposa de lui vendre sa principauté. Il se retirerait ensuite à Florence vivre en riche bourgeois. L'offre était tentante. L'État d'Urbino n'avait pas de débouchés sur la mer. Mais Federigo était pauvre, sa condotta ne lui ayant pas encore rapporté grand chose. Tout au plus pourrait-il acquérir un morceau de cette province, Fossombrone, par exemple, situé plus près d'Urbino, sur le Métaure, prolongement naturel de ses domaines. Mais qui mettre à Pesaro, ville voisine et redoutable ? Pas une Puissance surtout ! pas Milan, pas Florence, pas Venise, pas Rome.

En regardant tout autour de lui, pourtant, il s'avisa qu'il y avait là un homme de bonne mine, habile aux armes, mais démuni de tout et qui aurait fort à faire pour devenir un voisin dangereux : Alessandro Sforza, le propre frère de Francesco, le condottière. Ce Sforza se trouvait être l'oncle, par alliance, de Sigismondo, ce qui ne l'empêcherait pas de lui jouer un mauvais tour, s'il le pouvait, et il n'était pas homme à trembler devant le fer ou le poison d'un neveu. Toutefois, s'il n'avait pas de phobies, comme Galeazzo Malatesta, ce vaillant capitaine n'était pas tout à fait en équilibre. Il était éperdument amoureux de la plus séduisante des jeunes princesses d'alors, Costanza Varana, enfant prodige, aussi familière avec Cicéron qu'avec Platon et les Pères de l'Église, célèbre pour avoir plaidé, en latin, à quatorze ans, une cause politique, et douée enfin d'une exquise beauté. De plus, elle se trouvait être la propre petite-fille du seigneur de Pesaro, de ce seigneur si pressé d'abdiquer. Les générations poussaient et se poussaient vite l'une l'autre, dans ce temps-là. Le fait est que le pusillanime Galeazzo Malatesta avait épousé une certaine Battista de Montefeltro, tante de l'actuel comte d'Urbino. De ce mariage, il avait eu une fille qu'il s'était hâté de marier à Gentile Varana seigneur de Camerino, et, par cette fille, une petite-fille, cette Costanza Varana qu'Alessandro Sforza désirait si fort.

Il n'y avait guère de chance que le pauvre garçon l'obtînt, la mère ne voulant pas entendre parler d'un gendre sans sceptre, ni couronne. Mais si le sceptre et la couronne détenus

actuellement par le propre père de cette mère ambitieuse, c'est-à-dire le seigneur de Pesaro, passaient au postulant... Ne l'accepterait-elle pas pour gendre? Pour cela que fallait-il? Vingt mille florins d'or, le prix de Pesaro. Et qui les donnerait? Peut-être bien Francesco Sforza, le frère d'Alessandro, si l'on savait le prendre. Ainsi raisonnait Montefeltro. Il alla, de ce pas, trouver l'amoureux transi, qui crut tomber de surprise, mourir d'anxiété et ressusciter de joie en entendant énoncer, en laissant tenter et en voyant réussir cette opération menée par Federigo en un tournemain. Le 15 janvier 1445, Galeazzo Malatesta vendait Pesaro à Alessandro Sforza pour vingt mille florins et Fossombrone à Federigo pour treize mille, et deux mois après, le 13 mars, le nouveau seigneur de Pesaro épousait la huitième merveille du monde. Il allait la perdre bien vite, avant sa dix-neuvième année, selon le sort commun à ces brillantes éphémères du xve siècle, mais pas si vite pourtant qu'elle n'eût le temps de lui donner une fille, Battista, autre enfant prodige, qui devait un jour épouser Federigo, l'auteur même de ce mariage. L'habile négociateur faisait donc d'une pierre trois coups : il installait un bon voisin à Pesaro, il acquérait Fossombrone et il se procurerait une femme dans l'avenir, quand il viendrait à perdre la sienne.

Il en faisait même quatre : il exaspérait Sigismondo. Celui-ci, informé dès la stipulation de la double vente, « rugit comme un lion famélique, » dit un de ses historiens, et le 21 février, Federigo vit arriver ce cartel :

« Magnifique seigneur, Votre Seigneurie sait les différends qui existent depuis un bout de temps entre nous, et si elle en jugeait sainement, elle comprendrait très bien que la faute en est à elle et non à moi. La patience n'est pas mon fort et il ne paraît pas que vous soyez disposé à vous amender. Au contraire, chaque jour vous augmentez vos torts. Récemment, vous avez écrit des calomnies sur moi, en cour de Rome et fait mal parler de moi. Je suis décidé à ne pas le supporter, et, au contraire, à montrer d'homme à homme que je suis plus vaillant homme que vous, qui êtes, de plus, un méchant et avez mal agi en m'outrageant. C'est pourquoi, je vous mande mon chancelier Giovanni da Sassoferrato avec pleins pouvoirs de vous appeler en duel, ce que déjà par votre lettre vous avez accepté et quoique le dit Ser Giovanni ait la procuration pour

le défi public, j'ai voulu vous écrire cette lettre pour plus de sûreté, vous priant de vouloir bien accepter et, si vous acceptez, comme je suis certain que vous le ferez, étant le vaillant homme que vous devez et dites être, qu'il vous plaise me mander un de vos familiers, un homme compétent au courant de vos intentions quant aux conditions de temps et de lieu du combat afin qu'on aboutisse... Ensemble avec lui, je saurai fixer un lieu de rencontre tel que nous en demeurions d'accord. Et celui que vous m'enverrez, je veux qu'il vienne en sécurité avec quatre chevaux, et cette lettre lui servira d'entier et valable sauf-conduit pour sa venue, son séjour et son retour, en toute liberté. Et en cas que vous vous dérobiez, ce que je ne crois pas, je vous assure ici que je procéderai contre vous selon l'habitude en ces sortes de choses et plus ou moins, selon mon plaisir. *Rimini, die XXI feb. 1445. Sigismundus Pandolfus de Malatestis.* »

Ce beau défi n'eut pas les suites qu'il méritait. Montefeltro ayant proposé que la rencontre eût lieu sous les murs de Pesaro, ses historiens disent que Malatesta n'y vint pas, les historiens de Malatesta disent que c'est Montefeltro qu'on attendit en vain, et peut-être bien qu'ils n'y vinrent ni l'un ni l'autre. Leur réputation de bravoure et même de témérité était trop bien établie pour se trouver diminuée ou accrue par leur carence ou leur présence en ce lieu. Au reste, Sforza, qui venait de se tailler dans les États du Pape une principauté avec la marche d'Ancône, depuis Sinigaglia jusqu'au Tronto, y compris Fermo, avait besoin de bons capitaines pour la défendre. Les employant tous les deux dans son armée, il faisait des efforts désespérés pour les empêcher de se nuire. C'était deux excellents condottières et il tenait autant à Sigismondo, — qui de plus était son gendre, — qu'à Federigo.

En quoi, il se montrait bien naïf. Sigismondo ne lui en voulait pas moins qu'à Federigo de la vente de Pesaro. Il cachait soigneusement sa rancune, ne se sentant pas de force à se venger tout seul, mais, pour l'assouvir, il allait chercher le beau-père de son beau-père, le duc de Milan, Filippo Maria Visconti, et lui persuadait sans trop de peine de l'aider à tirer vengeance de Sforza. Le duc Visconti n'aimait point son gendre, qui était son rival en attendant qu'il devînt son héritier, ayant épousé sa seule enfant, sa fille naturelle Bianca

Maria. Il écouta donc volontiers le gendre de son gendre et épousa sa double querelle contre Sforza et Montefeltro. Puis tous deux, ils s'en allèrent solliciter le concours du roi de Naples. Alfonso V d'Aragon était, de son côté, fort inquiet des progrès de Sforza à Teramo et dans les Abruzzes. Il convint donc avec eux de faire échec à l'ambitieux condottière. Enfin, le pape Eugène IV ne se consolait pas de la mainmise de Sforza sur la marche d'Ancône, ni que l'on eût vendu Pesaro et Fossombrone sans son assentiment, ces deux villes étant feudataires du Saint-Siège. Il en rendit responsable Federigo, négociateur de toute cette affaire, l'excommunia et, pour mieux le vexer, nomma Sigismondo capitaine général de l'Église. En même temps, les populations de la marche d'Ancône se révoltaient contre leur nouveau maître. L'orage grossissait. Sforza se voyait assailli à la fois par son beau-père et par son gendre, par le roi de Naples et par le Pape, à peu près toute l'Italie, sauf Florence et Venise. Mais Florence et Venise étaient lentes à se mouvoir, comme d'ordinaire les républiques. Il était bien parvenu à tirer quelque argent de Cosme de Médicis, le Père de la Patrie. Il pouvait aussi compter sur son frère Alessandro, le nouveau seigneur de Pesaro. Mais sa meilleure défense était encore Federigo. Aussi s'en alla-t-il lui-même à Urbino lui remettre solennellement le bâton de capitaine général de ses armées. C'était le 15 juillet 1446. Federigo avait vingt-quatre ans.

Alors le Pape fit une nouvelle tentative d'intimidation. Il représenta au jeune chef qu'il était fou de s'allier à ces Sforza abandonnés de tous, destinés à succomber, lui défendit de donner asile dans Gubbio à leur famille, enfin, lui rappelant qu'il était feudataire du Saint-Siège, comme comte d'Urbino, lui intima l'ordre de dénoncer sa condotta sforzesque. Ce faisant, il oubliait totalement qu'il l'avait lui-même autorisé par un bref en bonne et due forme à prendre du service chez tel qu'il voudrait. Le prudent Federigo, étant ainsi en règle avec son suzerain et sa conscience, produisit la licence accordée et s'excusa, si l'honneur ne lui permettait pas d'abandonner son chef dans la mauvaise fortune, pas plus qu'il n'avait jadis, dans de semblables conjonctures, abandonné Piccinino.

Federigo jouait gros jeu, car c'est sur lui que devait nécessairement s'abattre l'orage, puisque Malatesta s'en mêlait. Tandis qu'il demeurait à son poste, à la tête des troupes de

Sforza, il fut attaqué par l'armée pontificale d'un côté et par les Pérousiens, de l'autre, menés par Fortebraccio, à l'assaut de Gubbio. Mais de tous les côtés, les Feltriens, fidèles à leur jeune comte, résistèrent. Ceci donna le temps, aux Vénitiens d'une part, de venir au secours de Crémone, que le duc Visconti voulait prendre, et aux Florentins, d'autre part, de faire leur jonction avec Sforza. Muni de ces renforts, celui-ci avança sur l'armée pontificale qui le menaçait. Dès que l'armée pontificale vit qu'il avançait, elle recula et se rembûcha dans la partie montagneuse des Romagnes. Elle s'arrêta entre Urbino et Rimini, auprès de Tavoleto, au nord de la Foglia. Sforza l'y suivit, vint camper à quatre kilomètres au Sud, près de Montecalvo, forteresse de l'État d'Urbino, et lui offrit la bataille. Mais tous les hérauts et trompettes qu'il dépêcha pour la défier revinrent bredouilles. En même temps, Federigo, retrouvant Sigismondo devant lui, voici le défi, qu'à son tour il lui envoya :

« A vous seigneur Sigismondo, moi Federigo, comte de Montefeltro, je dis que vous savez et je pourrai le prouver que vous m'avez provoqué le premier afin d'avoir à faire à moi, vous engageant à trouver un champ clos qui ne fût suspect ni à l'une ni à l'autre des parties, que des mois et des années ont passé sans que vous l'ayez trouvé, que par contre cependant, moi je vous en ai trouvé un, qui vous a convenu tant que vous ne saviez pas si je pourrais l'obtenir et qui, une fois obtenu, ne vous a plus convenu : c'était Mantoue... Pour mettre fin à vos manigances, j'ai prié son Excellence le comte (Sforza) et il m'a concédé cette grâce de me rencontrer avec vous dans un lieu tel que si vous le refusez, ce sera un signe manifeste que vous boudez devant la nappe mise, car chacun jugera que le jeu serait plus avantageux pour vous que pour moi. Vous êtes prié, au nom de Dieu, de venir demain matin à mi-chemin du dit terrain et près des dites forteresses, tranchées barrières et fossés qui sont entre Tavoleto et Conte Cavaliere, devant tous les escadrons de l'armée du Pape, du Roi et du Duc, et moi devant tous les escadrons du Comte, et ainsi, avec un grand avantage de votre côté quant à la position et aux troupes, vous vous acquitterez de votre dette. Je vous avise que si vous ne venez pas, ce vous sera grande honte. Vous n'aurez pas d'excuses légitimes qui vous permettent d'ergoter et vous couvrir et ainsi vous rendrez manifeste qu'aucune simulation ne peut

être de longue durée, que vous vous êtes dérobé sous un masque jusqu'ici et cette fois, ne venant pas, il sera clair que vous manquez de cœur. J'ai décidé ainsi de mettre fin à notre querelle, soit en montrant celui de nous qui pourra le mieux faire, soit en découvrant vos artifices et machinations et qu'il n'y a jamais eu de votre part intention de combattre, sinon de la langue par des feintes et des simulations. »

Cet appel du pied n'eut pas plus de suites que le précédent. Sigismondo répondit que lorsque deux armées sont face à face, ce n'est pas un duel qu'il faut, mais une bataille. Toutefois, il ne crut point devoir accepter non plus la bataille. Il y avait une colline entre les deux armées et environ quatre kilomètres de terrain : on les laissa solitaires. Sforza sortit bien de son camp avec quelques escouades, vint défier les pontificaux, battit même un des leurs, Danese da Siena, qui avait eu l'imprudence de sortir aussi avec de l'infanterie, mais malgré ses allées et ses venues provocantes, les cris poussés, les bannières agitées au nez du camp ecclésiastique, rien ne décida celui-ci à engager une action générale. Et l'hiver approchant, chacun s'en retourna chez soi.

MALATESTA REX PRODITORUM

Ce n'était là encore que les premières passes du duel Montefeltro-Malatesta. Celui-ci s'était ménagé des intelligences dans Fossombrone, il y fomenta une révolution, se fit ouvrir les portes de la ville et s'empara même de la citadelle, mais la *Rocca*, fidèle, tint bon. Sitôt prévenu, Federigo accourut d'Urbino où il était, et en trois jours il eut reconnu les positions, rassemblé des troupes, mis en fuite les soldats de Malatesta et repris la ville, grâce à la garnison enfermée dans la Rocca. L'opération la plus dure était celle qui devait suivre. Fossombrone ayant été pris d'assaut, bien que cette ville fît partie de ses États, il était obligé de laisser ses soldats la mettre à sac. C'était leur droit. Tout au plus pouvait-il espérer sauver « l'honnêteté des dames réfugiées dans les églises et autres lieux honnêtes. » Il permit le sac pendant deux jours, au moins dans les maisons et les biens des rebelles. Mais il les laissa fuir pour sauver leur vie et pardonna même à leur chef. Ceci fait, il se disposait à aller punir Malatesta en saccageant

le territoire de Rimini, lorsque les ambassadeurs de Venise et de Florence s'en vinrent à Urbino le prier de n'en rien faire. Il était pénétré de respect pour les deux républiques. Elles invoquaient les intérêts de la paix en Italie. Il céda.

Cependant, tout avait changé en Italie : le 11 mars 1447, la ligue contre Sforza avait été dissoute et la paix signée. Ensuite, le pape Eugène IV était mort; mort aussi le duc Visconti après s'être réconcilié avec son gendre Sforza et sa disparition avait déchaîné les ambitions de tous les États et des princes qui visaient Milan. Sforza était le prétendant le plus légitime, mais Milan lui avait fermé ses portes et proclamé une sorte de République, dite République Ambrosienne. Le roi de Naples profitait de ce désarroi pour menacer la Toscane, à la grande indignation de Florence. Les Florentins, en peine de se défendre, jetèrent les yeux sur le comte d'Urbino, sa condotta avec Sforza étant expirée, et lui offrirent un bon prix. Il accepta d'autant plus volontiers que le nouveau pape Nicolas V, en levant l'excommunication dont Eugène IV l'avait frappé, lui confirmait tous ses pouvoirs sur le Montefeltro. Il pouvait donc espérer en l'appui de Rome contre son ennemi. Les Florentins lui envoyèrent de l'argent. Huit jours après, il attaquait l'armée napolitaine, la repoussait du côté de Volterra, reprenait les villes qu'elle avait conquises en Toscane et s'acquérait des droits à la reconnaissance de ses nouveaux patrons.

Mais tandis qu'il travaille ainsi à défendre les États du voisin, il apprend que le sien est, de nouveau, menacé. Les populations du pays de Fossombrone, où Sigismondo a conservé des partisans, tournent peu à peu aux Malatesta : Montalto, San Biagio, Casaspassa, Bellaguardo, Sant' Ippolito et d'autres. Leur maître est loin, Sigismondo est sur place, il est aidé par un Malatesta de Fossombrone, il joue habilement des craintes que ces populations conservent d'être châtiées de leur première révolte, enfin il jouit du prestige que lui donne la condotta d'une armée napolitaine. Et il est vrai que Malatesta est à la solde du roi de Naples, mais le roi de Naples étant en guerre avec Florence, c'est en Toscane qu'il devrait être à se battre contre Federigo, et non pas dans les Marches. Seulement, le subtil condottière ayant empoché l'argent de son patron, soit trente mille ducats à valoir sur ses services futurs, trouve plus expédient de s'en servir pour arrondir son domaine que de

remplir les devoirs de sa charge. Il écrit au Roi que son offensive contre l'État d'Urbino est une diversion. Ce faisant, il va détourner contre lui la fureur de Federigo et ainsi, les Florentins, privés de leur capitaine, succomberont. Alfonso d'Aragon en croit son condottière et attend les effets de cette diversion. Mais la diversion ne produit aucun effet. Federigo, qui a signé un engagement envers les Florentins, reste fidèle à sa *ferma*, tout bouillant qu'il soit d'apprendre le nouveau péril qui menace les siens. Non seulement il ne bouge pas de son poste, mais il annonce qu'il n'enverra ni un homme, ni un cheval, et il continue de tenir l'armée napolitaine en échec.

A ce coup, le roi de Naples perd patience. Furieux, il enjoint à son condottière de venir s'occuper de ses affaires au lieu des siennes propres. Mais Malatesta ne revient pas. Estimant qu'il a tiré de la caisse aragonaise tout ce qu'il peut pour le moment, il médite d'aller frapper à la florentine, qu'il sait pleine. Il offre donc aux ennemis de son maître de passer à leur service avec les quelques troupes que l'argent du Roi lui a permis de lever, s'étant avisé, leur dit-il, que les Aragons sont des étrangers à la nation italienne et en quelque sorte des « barbares. » Les Florentins ne s'étonnent pas outre mesure de cette volte-face; ils l'examinent et l'acceptent. Toutefois, que dira leur capitaine général en se voyant imposer tout à coup, comme frère d'armes, son ennemi mortel et obligé de partager avec lui le commandement ? Il faut le sonder... Les commissaires aux armées, ces astucieux et soupçonneux surveillants que la Seigneurie entretenait auprès de son condottière, Gino Capponi et Bernardo de' Medici, s'en chargèrent. On imagine aisément, quand on a vu au *Carmine* de Florence les têtes peintes par Masaccio, ce que devaient être ces figures de diplomates florentins, fines, dures et secrètes comme une serrure de fer ciselé du XVe siècle. Mais le Montefeltrien n'est pas moins fermé quand il le faut. Dans cette négociation, son calme est imperturbable et sa réponse glaciale. La République sait ce qu'elle fait. Les mérites et les démérites de Malatesta lui sont connus. Il vient de trahir Alfonso d'Aragon, il en trahira d'autres. Les traités, les trêves, les serments pour lui ne comptent pas. La Seigneurie a dans sa main de quoi le punir, car si ce drôle vient à elle, c'est qu'il a peur du roi de Naples, peur pour ses États, et qu'il est à bout. Mais ceci dit pour sou-

lager sa conscience, lui, Federigo, accepte, tant que dure sa condotta, les décisions de la République et s'y conformera.

Ce qui résulta de cette étrange collaboration entre les deux ennemis fut imprévu. Comme ils étaient occupés tous les deux à secourir Piombino, que le roi de Naples assiégeait par terre et par mer, il arriva qu'un jour, se promenant ensemble dans la campagne avec une nombreuse suite de gentilshommes, Sigismondo poussa son cheval près de Federigo, et se penchant à son oreille, lui demanda un entretien particulier. Fort surpris, mais confiant dans sa bonne dague pour n'être pas assassiné, Federigo accepta. Cette démarche était d'autant plus insolite que, dans les conseils de guerre, où il fallait bien qu'ils opinassent tous deux, l'autre ne cessait de le contredire et de le contrecarrer. Alors, le seigneur de Rimini se mit à lui conter la plus étrange histoire. On voit parfois sur les murs et les *cassoni* peints à cette époque, de ces seigneurs cheminant deux par deux en grand équipage à travers les prairies émaillées de fleurs, et l'on se demande ce qu'ils se disent. Nous le saurons au moins pour ceux-là.

Malatesta commença par déplorer amèrement la perte de Pesaro. Quoi! sans égard pour l'ancienneté des relations de voisinage et des alliances de leurs deux familles, Federigo avait travaillé à donner cette principauté à Alessandro Sforza, un homme de rien, un parvenu, et encore point parvenu par lui-même, par son frère! Que Federigo ait pris Fossombrone, cela lui avait fait gros cœur, à lui, Malatesta, mais enfin, l'injure était moindre; les Montefeltro étaient dignes de régner, tandis que les Sforza! Encore, si Federigo avait à ce prix acquis la reconnaissance du nouveau seigneur! Mais il s'en fallait bien. En ce moment même, Alessandro était en train de machiner l'invasion et la ruine d'Urbino!... A ces mots, Federigo indigné coupa rudement : il n'allait pas écouter les insinuations de son interlocuteur, qu'il savait son ennemi, bien que son voisin et parent, contre un homme de bien, dont il avait fait la fortune parce qu'il l'estimait tel, et jamais il ne croirait à quelque perfidie de sa part, s'il ne la voyait de ses yeux et s'il ne la touchait de ses mains. « Vous l'allez voir, riposta Sigismondo, et il tira de son giron un papier écrit, signé avec le *sigillo* et lui demanda s'il en reconnaissait l'écriture. — Sans doute, dit l'autre. — Lisez donc, si vous en croyez mieux vos yeux que ma

parole. » Et, à sa grandissante stupeur, sous le regard ironique de son rival, Federigo déroula le texte d'un traité secret conclu entre Alessandro Sforza et Sigismondo, convenant d'attaquer Urbino et de se partager entre eux tout ce qu'ils pourraient en conquérir. Il croyait rêver : il relut à plusieurs reprises et flaira : c'était bien de la propre main du signataire. Comme il haussait les épaules et se taisait : — « Croyez-vous, Federigo, reprit Malatesta, que si j'étais l'ennemi toujours prêt à nuire que vous croyez, j'irais vous révéler ce secret? Donc, si vous trouvez cette amitié en moi, que vous imaginiez un ennemi et cette perfidie en lui, que vous imaginiez votre ami, votre devoir n'est-il pas de me recevoir dans votre amitié et de l'en chasser? et puisque le proverbe dit : « Qui sait faire le mal, sait aussi le défaire, » n'est-ce pas à vous, qui lui avez procuré Pesaro, de manœuvrer pour qu'il le perde et que j'en devienne le maître ? »

Ce qu'il ne disait pas, c'est que le naïf Alessandro n'avait consenti à ce complot que parce que, lui-même, il était allé lui dire que Federigo, se repentant de lui avoir procuré Pesaro, songeait à le lui prendre. Il était parvenu à le persuader de cette noirceur et une fois sa dupe mise au point, il lui avait promis son concours, à condition qu'il y eût alliance entre eux deux. Quelle ne fut pas la surprise des gentilshommes de l'armée florentine, lorsqu'ils virent revenir les deux princes de ce long a-parté avec des mines réconciliées. Ils ne pouvaient se douter que le prudent comte d'Urbino venait d'être engeigné par l'éloquent Malatesta. C'était fait cependant. Il allait même consentir avec lui une entente, aux termes de laquelle ils s'engageaient à reprendre ensemble Pesaro pour le compte de Malatesta, pas avant pourtant que Malatesta eût consigné, entre les mains de tiers de bonne foi, les forteresses qu'il avait récemment enlevées à Federigo. Peu après, ils se séparèrent. Venise, qui était toujours en guerre avec Milan, demanda aux Florentins de lui céder Federigo. Expérience faite, les gens de la Seigneurie préférèrent lui donner Sigismondo avec un petit renfort de trois mille hommes et garder le comte d'Urbino qui restait seul ainsi à la tête de son armée. Le voilà donc débarrassé de la présence de son rival. Sur ces entrefaites, Milan, après trois ans de demi-république, finissait par ouvrir ses portes à Sforza. C'était en février 1450. Le grand Condottière touchait enfin au but visé par tous les capitaines d'aventures à

cette époque : il devenait duc d'un des plus puissants États de la péninsule et fondait une dynastie. Muni ainsi du sceptre, il devait déposer le bâton et, ne trouvant pas de plus digne, c'est à Federigo qu'il l'offrit.

Celui-ci venait d'essuyer une assez grave disgrâce. Pour fêter l'arrivée au trône de son patron, il avait cru devoir donner un grand tournoi à Urbino et se mesurer lui-même avec un des meilleurs champions de cette époque, un gentilhomme feltrien nommé Guidagnolo de Ranieri. Celui-ci n'en avait guère envie. Il venait d'être vainqueur dans une *giostra* solennelle à Florence et voulait s'en tenir là. Peut-être aussi que de funestes pressentiments l'agitaient. Federigo l'exigea. Ranieri se résigna donc à rompre une lance avec son souverain et malheureusement cette expression consacrée ne fut pas une hyperbole. La lance de Ranieri se rompit en effet et un éclat, passant par la « vue » du comte d'Urbino, lui brisa la base du nez et lui arracha l'œil droit. On le crut mort. A peine revenu de son évanouissement, il témoigna d'une telle jovialité qu'il rendit du cœur à tout le monde, même à son adversaire, lequel restait tout pantois de cette catastrophe. Cela fit grand bruit. Des condoléances vinrent de tous les princes italiens, y compris un bref du Pape, pour lui offrir des consolations, dont il déclara n'avoir nul besoin. Mais comme il n'avait pas eu jusque-là, du moins autant que nous le sachions, la précaution de se faire peindre, nous n'avons pas de lui, dont nous avons tant d'images, un seul portrait de face, les peintres ayant, longtemps avant Joubert, regardé leurs clients borgnes comme le philosophe nous dit qu'il faut regarder un ami affligé de la même disgrâce : — de profil.

Entre temps, Malatesta pensant bien avoir neutralisé Federigo par le pacte conclu à Piombino, tentait un coup de main sur Pesaro, d'où Alessandro Sforza était absent. Mais il avait négligé de remplir les clauses stipulées dans le pacte, c'est-à-dire de consigner entre les mains de tiers de bonne foi les forteresses prises à Federigo. Celui-ci, soupçonnant quelque nouvelle friponnerie, accourait aussitôt de Gubbio, l'avertissait qu'il allait défendre la ville, envoyait devant deux escadrons, levait des troupes nouvelles et partait d'Urbino avec son lieutenant Napoleone Orsini et sa compagnie d'hommes d'armes pour parer au péril. Malatesta se retira dès lors en Romagne, et

Venise intervint par voie diplomatique pour arrêter le nouveau conflit près de surgir entre les deux condottières. Il s'en suivit des explications, au cours desquelles on finit par tirer au clair l'histoire de la convention secrète de Pesaro. Alessandro Sforza demeura tout penaud de son extrême crédulité en Malatesta, d'autant que son frère, le nouveau duc de Milan, le rabroua fort. Et pour dédommager un peu Federigo des soupçons injurieux et injustes qu'on avait eus sur lui, on lui offrit le commandement de l'armée milanaise avec une condotta de quatre ans, un an ferme et trois ans ensuite, au gré des parties. On y ajouta encore cette clause que, pendant cette condotta, le duc de Milan ne pourrait employer Sigismondo, ni permettre que ses alliés florentins l'employassent, tant que le différend avec Federigo ne serait pas réglé.

A ce moment, et une fois de plus, le jeu des alliances change ses partenaires. Venise et Florence, jusque-là unies, se séparent. Florence trouve que l'on voit bien souvent depuis quelque temps le Lion de Saint-Marc rôder aux confins de la Toscane, cela ne lui dit rien qui vaille. Elle redoute maintenant ce danger plus que les autres et contre le Lion, elle appelle la couleuvre ou *biscione* de Milan, que Sforza a héritée des Visconti. Venise, à son tour, se sentant menacée par l'alliance de Florence et de Milan, va jusqu'à l'autre bout de l'Italie chercher le contrepoids chez les Aragon de Naples. Et comme il lui faut de bons capitaines, elle prend à son service Malatesta. La lutte, si lutte il y a, va donc être conduite par Montefeltro, capitaine général de Milan et de Florence, contre Malatesta, condottière des Vénitiens alliés au roi de Naples. Jusque-là, rien que de normal. Mais le prudent Sforza, qui ne veut pas combattre les troupes de Malatesta qu'il sait bonnes, cherche à le détacher du service de Venise, et il y arrive de la façon la plus simple, en le payant plus cher. Federigo va donc voir revenir à ses côtés, dans son propre camp, cet ennemi invétéré, plus redoutable encore quand il se dit son ami et dont il n'a jamais pu se dépêtrer. Cette fois, le dégoût l'emporte sur la discipline et il refuse. Sforza invoque la condotta. Federigo répond par les termes de l'avenant à cette condotta, lequel la déclare nulle dans le cas où Malatesta serait employé. Sforza finit par reconnaître que son condottière a raison et lui rend sa parole. Alors, dûment dégagé de toute obligation, et

comme il faut bien qu'il travaille de son métier, Federigo se tourne vers le roi de Naples que, l'instant d'avant, il allait combattre, et lui offre son épée.

Alfonso, après des expériences multiples et malheureuses, avait bien juré qu'il n'emploierait plus jamais un Italien comme condottière, sauf s'il lui faisait donner sérieuse caution. Mais comment se passer de condottière? Autant vaut, pour un propriétaire processif, ou entouré de voisins qui le sont, se passer d'avoué... Un roi ne peut être son propre avoué. Et puis, que signifie cet ostracisme des Italiens? Les étrangers valent-ils mieux? Et d'ailleurs, depuis ce John Hawkwood commémoré par Paolo Ucello sur un mur de Sainte-Marie des Fleurs, a-t-on vu un étranger réussir comme condottière? Le doge Foscari, intervenant en faveur de Federigo, finit par persuader le souverain récalcitrant. Alfonso, non seulement l'accepte comme capitaine général, mais repousse toute caution, déclare se contenter de sa parole « simple et nue » et met sous ses ordres son propre fils Ferrando, duc de Calabre, avec huit mille cavaliers et quatre mille fantassins par une *ferma* du 14 décembre 1451.

A la nouvelle de ce nouveau succès de son rival, Sigismondo éclate. Il ne lui envoie pas de cartel, cette fois, mais comme il est maintenant l'allié des Florentins et qu'il a su capter la bonne grâce des Médicis, c'est à eux qu'il s'adresse pour se venger. Le plus marquant alors de cette famille, après Cosme, le Père de la patrie, est son second fils Giovanni, celui dont le buste, en guerrier romain, par Mino da Fiesole, se voit au Bargello : forte et longue ganache, yeux exorbités, belle laideur, que les prestiges de l'art transforment en caractères de volonté. C'est à lui que, de son château de Gradara, il écrit : « Je vous écris cette lettre par un moyen sûr, par laquelle je veux avoir votre avis parce que, continuellement je trouve que vous m'avez dit la vérité sur toutes choses et ne m'avez trompé en rien. J'ai sollicité l'illustrissime duc de Milan, comme vous le verrez par la lettre ci-incluse, qu'il veuille bien me donner aide et faveur pour donner une bastonnade à S. Messer Federigo et lui faire avouer ses torts, trahisons et tromperies. Laquelle bastonnade il me suffira d'avoir un peu d'aide pour la lui administrer de telle sorte que, d'ici à peu de temps, on ne saura que faire de lui et j'abaisserai cet orgueil qui le remplit... *Grandarie, die 24 decembris 1451. Sigismundus Pandulfus de Malatestis.* »

Nul ne prit garde à ces menaces et Montefeltro n'en conduisit pas moins l'armée aragonaise en Toscane dans le val d'Esa, où il emporta d'assaut Foiano, puis dans le val de Chianti où il assiégea Castellina et dans la campagne qu'il saccagea jusqu'à deux lieues de Florence. La bastonnade risquait fort de tomber sur les épaules des Florentins, lorsque, heureusement pour eux, égarée dans les Maremmes, toute l'armée prit les fièvres. Federigo lui-même tomba malade et fut transporté à Sienne, confié aux soins de ses amis de la Seigneurie. Malgré cet échec, le Roi, l'année suivante, lui renouvela sa condotta et l'on méditait, à Naples, de nouvelles entreprises, lorsqu'un glas funèbre retentit dans toute l'Europe, apporté par le vent d'Est. L'Empire d'Orient n'était plus : Mahomet II venait d'entrer à Constantinople... La Méditerranée étant alors le carrefour du monde civisé, la menace était proche : c'est comme si l'on avait, déjà, entendu les coups des Ottomans retentir aux portes de Rome.

Il appartenait au Souverain Pontife de rappeler au sentiment de la solidarité religieuse, à défaut de la nationale, tous les membres de ce qu'on appelait la République chrétienne. Il n'y manqua pas. Le nouveau pape, Nicolas V, mit tout en œuvre pour obtenir une trêve et après un an d'efforts, le 13 avril 1454, il y réussissait. Venise, Florence et Milan signaient le traité, dit de Lodi, auquel le Roi de Naples, après quelques hésitations, finissait par adhérer; puis, après une autre année de négociations, on faisait un pas de plus : une ligue générale et défensive était conclue pour vingt-cinq ans, à Naples, entre les potentats d'Italie. C'était la paix universelle, l'univers tenant alors, pour ces seigneurs, à peu près entre les Alpes et les mers. En étaient exceptés seulement des gens de médiocre importance : Sigismondo Malatesta, seigneur de Rimini, Astorre Manfredi, seigneur d'Imola, et les Gênois, à cause des griefs personnels du roi de Naples, et aussi parce que Federigo lui avait persuadé d'exclure son ennemi. Cette clause portait même que, si ces hors-la-loi venaient à être attaqués par le roi de Naples ou son fils, aucun des États de la Ligue ne pourrait leur porter secours.

Federigo apprit la conclusion de ce traité, comme il préparait une autre campagne contre les Florentins, et trois jours après, il recevait de Naples un convoi escortant la paye de ses troupes et la sienne propre, soit 36 000 ducats d'or, partis avant que le

dernier traité fût signé. Il n'en avait plus besoin, puisque la guerre était finie. Qu'en faire? C'est ce qu'il demanda au Roi qui, pour ne pas être en reste de munificence, le pria de les garder, en considération de ses services et bien qu'auprès d'eux, ce fût une bagatelle. Ce trait émerveilla grandement les contemporains, presque à l'égal de la trêve réalisée.

Mais c'est quand la paix règne entre les grandes puissances et qu'on n'a plus la crainte de les voir intervenir, que les petites se trémoussent tout à leur aise et se gourment à cœur joie. En apprenant son exclusion de la Ligue, Sigismondo entra dans une nouvelle colère et, pour se venger, recommença de soulever les populations du Montefeltro contre leur seigneur. C'est à quoi il consacra les meilleurs jours de l'année 1456. Federigo, de son côté, ayant les mains libres, entra dans le territoire de Rimini et saccagea tout sur son passage. Il n'était pas assez fort, à lui seul, manquant d'artillerie, pour recouvrer les forteresses et les petites villes que lui avait enlevées Malatesta, mais étant bien capable de ruiner les campagnes, il s'y employait de tout son cœur, lorsque l'autre chercha une médiation. Il se tourna vers le duc Borso d'Este, marquis de Ferrare, et lui demanda la sienne. Borso aimait beaucoup Malatesta veuf de sa demi-sœur Ginevra d'Este, et qu'il trouvait fort séduisant. Il lui envoyait des anguilles de ses réservoirs célèbres de Comacchio, il en recevait des figues mûries dans les vergers de Rimini. Il dépêcha tout de suite un ambassadeur porteur des plus pressantes instances à Federigo. Federigo était sensible aux avances du duc Borso, avec lequel il avait plus d'un point de ressemblance, dans le gouvernement de son petit peuple. Il accepta, et une trêve fut conclue en mars 1457.

Elle ne devait pas être longue. Dès le péril conjuré, Malatesta reprit sous main ses menées pour détacher, une à une, les villes de son voisin. Cette fois, Montefeltro estima qu'il n'en finirait jamais, s'il ne mettait le pied sur ce brandon de discorde. Pour cela, il ne lui suffirait pas de gagner quelque bataille : il fallait prendre des villes fortes, et, pour prendre des villes fortes, il n'avait ni les canons, ni les contingents suffisants. Dans les cas désespérés, ses sujets faisaient sans doute un gros effort : en une seule année, Castel-Durante, qui ne comptait guère que 4000 habitants, lui fournit 400 hommes, arbalétriers ou sapeurs. Mais il ne pouvait, ni ne voulait faire

trop souvent appel à son peuple. Il fallait donc chercher au dehors. Il partit pour visiter toutes les Cours d'Italie, afin de forger, avec leur appui ou leur neutralité, l'arme à détruire Malatesta. La première fut Florence, où il se plaignit de son voisin et recueillit de bonnes paroles vagues, puis Bologne, puis Milan. Là, il fut reçu avec les plus grands honneurs, dès la frontière du duché, par des chambellans de Sforza, un peu plus loin par un des fils naturels du Duc et de nombreux seigneurs, plus loin, entre Lodi et Milan, par le prince héritier Galeazzo-Maria, et enfin à quelques kilomètres de la capitale, par le Duc lui-même, cette savante gradation servant à mesurer les hauteurs où le soldat de fortune, qu'avait été Francesco Sforza, se sentait maintenant juché. Mais quand, privément, Federigo plaida sa cause contre Malatesta, il trouva son vieux chef aussi froid et fermé qu'une serrure. Manifestement, il n'en tirerait rien.

TENTATIVES DE CONCILIATION

Il se disposait donc à rentrer chez lui, lorsqu'il reçut, de Ferrare, c'est-à-dire du duc Borso, une invitation à s'y arrêter avant de regagner Urbino, afin de se rencontrer avec Malatesta, qui s'y trouvait de passage. Ce passage n'était pas un hasard. Sigismondo, apprenant la tournée entreprise par Federigo, dans cette Italie du XVe siècle remplie de commérages à l'égal d'un lavoir public, avait aisément compris que ce n'était pas pour son bien. Il était venu de sa personne, à Ferrare, prier les d'Este de s'entremettre, afin de détourner le nouveau péril. Le bon duc Borso, dont le profil convexe de perroquet est familier à tous ceux qui ont vu les fresques de Francesco Cossa, dans la *Schifanoia* de Ferrare, possédait une de ces figures qui rient toujours et, pour en donner une raison plausible, veulent voir tout le monde heureux autour d'elles. La gloire et le profit que les autres cherchaient dans les armes, il avait le talent de se les assurer et de les assurer à son peuple par la paix.

. . . . l'inclito Borso
Che siede in pace, e più trionfo adduce
Di quanti in altrui terre abbino corso,

a dit l'Arioste en son *Roland furieux* et ce n'est pas une hyperbole. Rien que le nom de son palais, *Schifanoia*, qu'on peut

traduire par : *Au diable les ennuis !* ou *Sans-Souci*, quoiqu'il ne l'ait point baptisé lui-même, le peint assez. Il avait donc entrepris de réconcilier Sigismondo avec Federigo. C'était risqué, mais le bonhomme avait toutes les audaces des pacifistes, — *anima innocente*, disait de lui son frère Ercole. Et Federigo, qui avait toutes les courtoisies des forts, n'avait pas dit non. Il répondait que, de toute façon, il n'aurait jamais passé si près de Ferrare sans l'aller saluer et annonça son arrivée. Borso s'en fut à sa rencontre en grand arroi, avec ses gentilshommes aux riches *zornee*, plissées en tuyaux d'orgue et serrées à la taille, et aux toques éclatantes posées bien droit sur les sourcils comme des fez, caracolant sur leurs chevaux râblés, courtauds, aux queues et aux crinières en brosse, dans le quadrillage d'un harnais large et plat, au milieu des gardes majestueux et des pages espiègles. Il était sans doute escorté, selon sa coutume en ces occasions, par les sept bâtards de la maison d'Este, chacun centre et soleil d'astres moindres, Alberto, Gurone et Rinaldo, bâtards de feu son père, le marquis Niccolo; puis Francesco, bâtard de feu son frère, le marquis Leonello ; enfin Niccolo, Scipione et Polidoro, bâtards de son autre frère Meliaduse, et acclamé tout le long des rues par ses sujets qui, selon le mot de Pie II, « l'adoraient presque comme un Dieu. » Un seul figurant manquait à ce cortège : c'était justement le seul qui importait. Sigismondo s'était excusé sur une jambe qu'il disait malade et boudait au fond du palais ducal. Après avoir cheminé environ huit kilomètres, on rencontra le comte d'Urbino et les deux princes s'embrassèrent cordialement. L'excuse de Sigismondo présentée par Borso, qui l'amplifia peut-être un peu, de sa bonne grâce personnelle, fut agréée par Federigo. Puis on revint au palais, où un magnifique appartement voisin de Malatesta lui fut assigné.

Le lendemain matin, le duc fit demander à Federigo s'il ne voulait pas aller avec lui faire visite à Sigismondo, ce qu'il lui présenta comme une des sept œuvres de miséricorde, l'autre étant malade, et un acheminement à la réconciliation souhaitée. Toujours courtois, Federigo répondit qu'il ne pouvait considérer que comme honorable d'honorer quiconque son hôte honorait. Il y fut. Comme ils passaient dans une loggia, proche des appartements du sire de Rimini, à pas comptés et en de plaisants devis, ils virent venir à eux un homme qui boitait

péniblement et s'appuyait sur une canne : c'était lui. Les deux invités du duc Borso se serrèrent la main, par déférence pour leur hôte qui les regardait, épanoui d'aise, mais sans un mot, sans même un salut, sans aucun air de contentement et même avec des signes non équivoques de réciproque dégoût, — ce que ne voyant pas, ou feignant de ne pas voir, Borso, plus confiant et plus allègre que jamais, se mit entre eux deux, leur fit faire deux ou trois tours dans la loggia, en les entretenant avec sa jovialité ordinaire, mais ordinairement plus communicative, puis, l'heure s'avançant, déclara qu'il était temps d'aller dîner, leur rendit leur liberté et chacun réintégra ses appartements particuliers.

Le jour suivant, il les convoqua tous deux au palais de Belfiore. On y voyait alors maintes figures de piété ou de Muses, dues aux meilleurs broyeurs de couleurs du temps, quelques-unes à Angelo da Siena et à ce fameux *Rugierus Brugiensis*, que nous honorons plus fréquemment sous le nom de Roger van der Weyden. Lieu à souhait pour induire les âmes en des pensées de paix. Mais les deux condottières étaient, ce jour-là, imperméables aux effluves et radiations de l'Art le plus persuasif. Chacun vint avec des conseillers et des amis, qu'il avait demandé la permission d'amener, notamment Giacopo dal Borgo, « vicaire » de Sigismondo et Giovanni da Mantova, son secrétaire. A mesure que l'un obtenait licence d'introduire quelque nouveau coadjuteur, l'autre réclamait le même droit d'entrée pour un des siens. Cela finit par faire une foule. Tout ce monde étant assis, Borso donna la parole aux parties, après les avoir dûment exhortées à la douceur. Alors Sigismondo articula tous ses griefs. De peur d'en oublier quelqu'un, il avait un petit papier, dont on vit le bout sortir de son giron. « Voyez, Seigneur, dit Federigo en se tournant vers le duc : il a un mémorandum. Il serait peut-être bon de le laisser se retirer dans une autre pièce avec Giacopo dal Borgo, afin qu'il se remette en mémoire tout ce qu'il a à dire... »

Ce fut long et acrimonieux. Comme les familles des deux adversaires avaient été souvent unies par les liens du mariage, les motifs de discorde pullulaient. Quand il eut fini, Montefeltro répondit point par point, après avoir cérémonieusement remercié le duc de son initiative bénévole. Prenant, çà et là, son adversaire en défaut sur des dates ou des textes, il poussa

un peu avant son avantage. Sur quoi, Malatesta se regimbant, une discussion s'ensuivit, s'échauffa, flamba. Montefeltro continua, rappela le colloque de Piombino et la machination ourdie avec tant d'art avec, puis contre Alessandro Sforza; enfin abordant les insinuations dont on l'accusait, il les rejeta avec hauteur. Il avait pu dire ceci ou cela, notamment que Sigismondo était bien capable d'empoisonner Alessandro, mais il n'avait rien dit, ou écrit, qui ne fût vrai et il le maintenait. De plus en plus outré, Sigismondo lui fit honte de n'avoir pas accepté ses cartels, à quoi Federigo riposta que la honte était pour celui qui, ayant provoqué, n'était pas venu et étant provoqué, avait fui. C'en était trop. Sigismondo bondit de rage et, la main sur son épée : « Par ma foi, Federigo, je t'étriperai ! » « Et moi, » dit Montefeltro debout avec le même geste, « je t'arracherai la fressure ! »

A ces mots, le duc Borso connut qu'il manquait encore quelque chose à la conciliation rêvée pour être parfaite, et remettant à plus tard la suite de ce laborieux protocole, il se leva, prit Montefeltro par le bras et l'entraîna dans une autre pièce, tandis que d'autres, s'accrochant à Malatesta, tout fumant et trépignant, ayant totalement oublié qu'il ne pouvait tenir sur ses jambes, le reconduisaient chez lui. Tous deux, par la suite, s'en vinrent faire des excuses à leur hôte de s'être laissés aller en sa présence à des transports si peu dignes des humanistes consommés qu'ils se piquaient d'être. Puis ils s'en furent chacun de son côté, laissant le bon duc se consoler de ses déboires diplomatiques en allant voir le long des rivières les hérons au long bec se donner des torticolis pour embrocher ses faucons de chasse, ou bien en écoutant les fariboles de son bouffon Scocola.

Après cette scène, Montefeltro demeura plus résolu que jamais à détruire Malatesta et, poursuivant son tour de l'Italie, à la recherche des alliances nécessaires, s'en vint à Naples solliciter Alfonso d'Aragon. Justement, celui-ci avait une armée dont il ne savait que faire, celle de Giacopo Piccinino, son condottière, campée dans les Abruzzes, privée de tout objectif par la paix de Lodi et occupée à ravager le pays de son maître, faute de pouvoir ravager celui d'un ennemi. Comme le traité de Lodi excluait formellement Malatesta des bénéfices de ses clauses, il y avait, là, un emploi tout trouvé pour dérouiller les épées napolitaines. « Je vais mettre Giacopo sous vos ordres, »

dit le Roi à Federigo. Et pour séduire le dit Giacopo, il fit miroiter à ses yeux qu'il pourrait peut-être bien se tailler un État dans les dépouilles de Malatesta. Ce qu'apprenant, la superbe du seigneur de Rimini tomba tout à coup.

« Hauts et puissants seigneurs, très chers Pères, — écrit alors Montefeltro à ses amis de la Seigneurie de Sienne, — par les présentes, je vous avise que le seigneur Sigismondo a envoyé, par l'entremise de son fils (Roberto), maint message très humble et respectueux au Roi, suppliant Sa Majesté de le recevoir à merci et, malgré que sa mauvaise conduite ne mérite ni faveur ni pitié, de vouloir bien accepter lui-même et ses fils comme les esclaves de Sa Majesté et de daigner faire qu'ils ne soient pas obligés d'aller mendier leur pain. Et le fils sollicita de Sa Majesté la permission pour son père de venir lui-même se jeter à ses pieds, la corde au cou, et publiquement implorer merci, en apportant avec lui autant d'argent qu'il pourra et les bijoux offerts autrefois et, si cela ne suffit pas, que Sa Majesté prenne tout ce qu'elle voudra, lui appartenant, jusqu'à ce qu'elle soit satisfaite. Sa Majesté a répondu que le jeune homme devait rester à Naples, tandis qu'elle allait à Magione, et qu'il ferait rendre réponse par son Conseil. Plusieurs jours passèrent ainsi sans autre incident. Et bien que l'ambassadeur du duc de Modène (Borso d'Este) ait intercédé chaudement, on n'a obtenu nulle autre réponse, ni aucune autre résolution intervenue, les choses restant en suspens. Et je suis informé que le Roi sérénissime est décidé à exiger la somme demandée, qui est de 27 000 ducats du plus haut titre, et de 70 000 pour les frais, et de plus, la restitution de mon domaine, sans restituer rien de ses propres conquêtes. Mais les gens du seigneur Sigismondo déclarent qu'il lui est impossible de donner une telle somme en espèces, quoiqu'il puisse verser 20 000, en comptant les bijoux, et 60 000 par annuités, de telle sorte que je ne vois pas comment la chose pourra être arrangée. D'Urbino, le 2 mai 1458, Federigo, comte de Montefeltro, Urbino et Durante, capitaine général du sérénissime Roi d'Aragon. » — Ainsi, le 2 mai, Malatesta semblait perdu.

Le 1er juillet, il était sauvé. Le roi de Naples Alfonso V venait de mourir, laissant une succession disputée à un héritier détesté et le 8 août suivant, le pape Calixte III le suivait dans la tombe. Malatesta tout regaillardi, s'adresse alors directement à

Piccinino. Il lui fait entendre qu'au lieu de se battre contre lui et d'envahir ses domaines pour s'en faire seigneur, il pourrait tout aussi bien devenir comte d'Urbino lui-même, ce qui lui serait plus profitable que d'aider Montefeltro à recouvrer ses villes perdues. Giacopo Piccinino, qui rêve, comme tous les grands condottières, « de faire son nid » quelque part aux dépens du voisin, mais sans avoir une préférence marquée pour tel ou tel voisinage, abandonne l'idée de déposséder Malatesta, et comme, en ce moment, le trône pontifical est vacant, il en profite pour s'aller nicher dans les États de l'Église. Il arrive avec ses troupes à Pérouse, s'empare d'Assise par trahison et par force de Nocera et de Gualdo.

Montefeltro, ainsi abandonné à ses propres forces, se trouve sans troupes, bien empêché d'écraser Malatesta, qui est désormais soutenu par plusieurs alliés. Ses affaires semblent fort compromises, lorsqu'il reçoit la nouvelle qu'il y a un nouveau Pape. C'est son ami Enea Silvio Piccolomini qui est élu, un Siennois, donc un ennemi de Malatesta. En même temps, le nouveau roi de Naples, Ferrando Ier, le prie de reprendre le bâton de capitaine général. Et, sous la pression de plus en plus énergique du nouveau Pontife, le même Ferrando enjoint à Piccinino de quitter les États de l'Église, de restituer au Saint-Siège ce qu'il y a pris et de revenir se mettre aux ordres de Federigo. C'est dur. Il finit pourtant par se faire obéir et les deux condottières, à nouveau réunis, s'en vont dans le Montefeltro enlever à Malatesta les forteresses de Macerata, Penna di Billi et Sant'Agata. Mais ce n'était, là, que les derniers coups d'une force appelée désormais à d'autres soins, le Roi ayant besoin de ses troupes pour se protéger lui-même. Et cette fois encore, le duel Montefeltro-Malatesta devait être suspendu.

Il devait l'être d'autant plus que le nouveau pape Pie II rêvait de paix universelle. Ou plutôt il rêvait d'une guerre pour laquelle il lui fallait la paix, une expédition européenne dirigée contre l'ennemi commun, le Turc, et qui devait unir en un faisceau toutes les forces chrétiennes : la dernière croisade. Pour cela, il convoquait un Congrès européen à Mantoue. Les visiteurs de la *Libreria* de Sienne, où Pinturicchio a conté la vie du grand Pontife, ont tous vu le nouveau Pierre l'Ermite comptant sur ses doigts les raisons de partir en guerre, en touchant son pouce gauche de son index droit pour montrer

qu'il va énoncer la première, devant les barbes pointues des savants Grecs réfugiés et la clepsydre destinée à mesurer le débit des orateurs. Parmi tous les grands intérêts à concilier et les feux à éteindre, l'affaire Rimini-Urbino était peu de chose, mais c'était quelque chose. Le Pontife en était préoccupé. A son passage à Pérouse, il avait reçu la visite de Federigo, avec ses offres de service. A son passage à Florence, il avait donné audience à Sigismondo, qui le suppliait de le remettre dans les bonnes grâces du roi de Naples et de le réconcilier avec Montefeltro. Il les convoqua tous deux à Mantoue pour trancher le différend par un arbitrage. Malatesta vint en personne et plaida sa cause. Montefeltro, fatigué des voltes continuelles de son antagoniste, s'abstint. Il l'emporta pourtant et l'autre fut condamné à une forte amende et à la remise de quelques forteresses en gage. Ce n'est pas ce que Malatesta escomptait et il protesta avec hauteur, rappelant qu'il n'avait pas été vaincu, et était prêt à toutes les extrémités plutôt que se soumettre. Il tombait mal. Le Pontife, que sa médaille par Guazzalotti nous montre, le sourcil surbaissé, les lèvres poussées en avant par une moue perpétuelle, au sortir de ses bajoues, était peut-être pacifique, mais non patient, ni intimidable, et lui répondit d'une bonne encre :

« Tenez-vous tranquille. Si Nous nous occupons de tout cela, ce n'est pas pour vous, mais pour votre maison. Nous avons pitié de vos sujets, non de vous, dont la conduite n'en mérite aucune. En vain, vous défendriez-vous par une multitude de paroles, toute votre vie parle contre vous et votre seule défense est dans la conduite de vos ancêtres, qui ont bien mérité de l'Église romaine. C'est pour cela que Nous cherchons à concilier vos ennemis et si vous vous refusez à ce qui est juste et équitable, Nous vous laisserons dans le pétrin où Nous vous avons trouvé. Et Nous ne serions pas surpris, quand la divine miséricorde permet que les pauvres soient affligés pendant un temps, que vous en arriviez à expier votre crime par une mort tragique ou un exil misérable et miteux. »

Épouvanté par cette perspective, Sigismondo se soumit, mais alors c'est Federigo qui ne voulut rien entendre et qui s'attira, de son côté, cette semonce : « Bien-aimé fils, je vous salue. Voyant que, depuis quelque temps, des conflits ont régné entre Nos vicaires, entre vous et notre bien-aimé fils le noble Messer

Sigismondo Malatesta, de Rimini, causant des meurtres, des incendies, des pillages et semblables calamités, et que de pires menacent, si elles ne sont prévenues à temps. Nous avons estimé opportun de vous faire connaître notre désir qu'un arrangement à l'amiable intervienne entre vous plutôt que de recourir à Notre autorité suprême pour l'imposer... Mais comme vous exigez des conditions très dures et ne donnez à votre ambassadeur aucun pouvoir de les modifier, vous réduisez Notre rôle à celui de simple intermédiaire; il Nous est impossible d'arriver à un compromis, car plutôt que d'accepter une contrainte si rigoureuse, Sigismondo est prêt à courir les chances de la guerre et à s'exposer à tous ses périls. Vous méprisez la paix qui vous est offerte, quelque sûre, quelque durable, quelque honorable et avantageuse qu'elle puisse être. Vous êtes victorieux et Sigismondo vous reconnaît pour tel ; étant vaincu, il est prêt à se soumettre à mes conditions et si vous consentez à mon arbitrage, la chose est faite... Donné à Mantoue le 21 juin de Notre première année. » C'est-à-dire l'an 1458.

D'après ces conditions, les deux adversaires se restituaient mutuellement ce qu'ils s'étaient pris pendant la guerre, mais la Pergola et Pietrarobbia étaient remises par Malatesta à Montefeltro pour l'indemniser des dommages subis. De plus, Malatesta s'obligeait à payer au roi de Naples, Ferrando Ier, 60000 ducats d'amende et à remettre aux mains d'une tierce puissance, en gage, Sinigaglia et tout le vicariat de Mondavio, pour répondre du paiement de sa dette, — cet argent ou, à défaut de l'argent, ces deux provinces devant servir à payer Giacopo Piccinino des services rendus à l'ancien et au nouveau roi de Naples et à Montefeltro. On débattit longuement entre les mains de qui serait constitué le gage, c'est-à-dire Sinigaglia et Mondavio, car, sans le dire, chacun pensait bien que les 60 000 ducats ne seraient jamais versés et ainsi que qui tiendrait le gage le garderait. Enfin, on le remit entre les mains du Pape, le moins suspect de tous les potentats présents. Il l'était, toutefois, aux yeux de Piccinino, peu tranquille au souvenir de son incursion dans les États de l'Église, en Ombrie, et qui se crut dès lors frustré de tous ses espoirs. Montefeltro, au contraire, calmé par son succès et à demi rassuré par les engagements solennels de Malatesta, put souffler un peu.

Il en profita pour se remarier. Car il était veuf depuis

deux ans. La mort de sa femme n'avait pas fait grand bruit, non plus que sa vie : on ne sait rien de Gentile Brancaleoni, que sa précoce obésité. Elle lui avait apporté en dot le fief de Mercatello, mais point d'enfants. Il y avait remédié de son mieux, en s'assurant une lignée de trois fils et d'une fille, enfants naturels qu'il avait fait légitimer par un bref pontifical, mais déjà deux de ses fils étaient morts, après avoir donné les plus brillantes espérances : « de nouveaux Marcellus, » disait-on ; le troisième devait suivre ses traces de guerre et figurer à Fornoue, sous la bannière de Saint Marc, contre les Français. Pour l'instant, il lui fallait une épouse revêtue des honneurs et des charges de la souveraineté, qui attendît officiellement son retour durant ses absences, et pleurât publiquement sa mort, s'il ne revenait pas. Au reste, tout le monde était conjuré, selon la coutume, pour remarier ce veuf, borgne, âgé de trente-neuf ans, ce qui paraissait un âge avancé, à cette époque, mais rude capitaine destiné à grandir en dignités, en richesses, en territoires et à tenir une Cour. Le Pape, le roi d'Aragon, le duc de Milan l'objurguaient.

Ce dernier avait justement à sa Cour, une petite personne accomplie, point trop jolie, si nous en jugeons par son portrait peint plus tard par Piero della Francesca et son buste par Laurana, mais déjà bonne à marier, car elle avait treize ans, et dont il s'était chargé, la mère étant morte et le père toujours par monts et par vaux à guerroyer. C'était sa nièce, Battista Sforza, fille de son frère Alessandro, le seigneur de Pesaro, celui-là même dont Montefeltro avait fait le mariage. Tout le monde jugea qu'elle était due au marieur, en récompense, ou en « prime, » dit un vieil historien, du bel établissement procuré à son père. Les âges parurent assortis, la différence n'étant que de vingt-six ans, et tout de fort bon augure. Le 2 octobre 1459, la dispense papale arrivait ; en novembre, les accordailles avaient lieu à Pesaro et, le 10 février suivant, le mariage à Urbino. Le nouvel époux consacrait quatre jours à sa nouvelle épouse et, le 14 février, il repartait pour la guerre. Elle ne devait pas le revoir de sitôt.

Pourtant, ce n'était pas immédiatement au combat qu'il allait. Pie II, poursuivant toujours son rêve de paix, profitait de ces circonstances pour l'induire à une nouvelle entrevue et une réconciliation publiques et solennelles avec Malatesta. Le duc

de Milan, Sforza, y poussant de son côté, avec les plus vives instances, Federigo se résigna. C'était la quatrième tentative de ce genre. Au jour fixé, les deux rivaux, accompagnés de gentilshommes qui faisaient assaut de luxe et de belle humeur, se rencontrèrent, en plein paysage romagnol, aux confins de Montelevecchie et de Mondaino, sur une petite éminence près d'un monastère franciscain. Quelque influence bienfaisante émanait-elle du sanctuaire dédié à l'apôtre de la paix céleste? On se fit grand accueil, on se serra la main, on se donna tous les signes de cordialité possible, — « autant du moins qu'il s'agit de l'extrinsèque, » dit un vieil historien, en racontant cette fête. « Il ne manquait pas pourtant, ajoute-t-il, de personnes judicieuses qui, tenant de la bouche de leur père ou de leur aïeul comment avait tourné jadis la réconciliation survenue entre Carlo Malatesta, l'oncle de Sigismondo, et Antonio de Montefeltro, le grand père de Federigo, presque au même endroit, et connaissant la nature de Sigismondo, affirmaient que, de son côté au moins, cette paix n'était nullement sincère, ni voulue. » Mais il y a des pessimistes partout et, ce jour-là, les pacifiques rayonnaient.

LA BATAILLE DU CESANO

Ils ne rayonnèrent pas longtemps. L'entreprise de Naples avait recommencé et les deux partis étrangers à l'Italie, Anjou et Aragon, fourbissaient leurs armes. Les grands barons du royaume de Naples, fort mécontents de leur nouveau roi Ferrando Ier, fils naturel d'Alfonso d'Aragon, se figurèrent qu'ils aimaient mieux le prétendant français, Jean d'Anjou, le fils du bon roi René, déjà maître de Gênes, et l'appelèrent. Il s'ensuivit une longue bagarre qui mit aux prises tous les États de la Péninsule. Dans le chassé-croisé qui modifia les alliances antérieures, Piccinino passa aux Angevins. Montefeltro, capitaine-général du Roi de Naples et du Pape, se trouva donc seul à lutter, contre les Français, les Gênois et les Barons Napolitains, coalition très supérieure en nombre et en armement aux forces mises à sa disposition. A peine put-il résister et il fallut toute son énergie, notamment à San Fabbiano, le 22 juillet 1460, pour éviter un désastre.

Pour comble d'infortune, l'argent n'arrivait plus de Rome

et de mauvaises nouvelles arrivaient d'Urbino : Malatesta machinait quelque agression nouvelle. On était au mois de septembre : la condotta du comte d'Urbino avec l'Église expirait. Il se disposait à la dénoncer, indigné de la lésinerie du Pape ou des grivèleries de ses ministres, lorsque le cardinal Forteguerra parut, avec deux mille ducats en espèces et autant en pièces de drap de laine pour distribuer aux soldats, durant l'hiver, le suppliant, au nom de Pie II lui-même, de renouveler son engagement. Il finit par y consentir, un peu réconforté aussi par l'arrivée d'un envoyé du duc de Milan, Corio, qui apportait 25 000 ducats et il disposa tout pour une campagne contre Piccinino. Mais Piccinino s'en allait. Ayant appris qu'il n'y avait plus de troupes à Rome, le Pape toujours absent, et les barons, les Savelli, les Colonna plus enragés que jamais, — c'était peut-être là, qu'il se taillerait un royaume, qui sait? — il laissa Anjou se débrouiller tout seul, passa dans les Abruzzes, puis dans la Sabine, jusqu'à Tivoli, pendant que Savello entrait dans le Latium, pillait les villes et les villages et incendiait ceux qui ne pouvaient payer rançon. Du haut de leurs sept collines, les Romains voyaient des colonnes de fumée monter dans le ciel et s'avancer : c'était les villages qui flambaient de plus en plus proches, étapes de l'invasion. Ils crièrent au secours.

De Sienne, où il était occupé à canoniser sa compatriote Catherine, Pie II pressa Montefeltro d'accourir. Mais Montefeltro était loin, dans les Marches, retenu par les Angevins. On a toujours cru que si Piccinino avait alors eu l'audace des Barbares avant lui et plus tard de Bourbon, Rome était à lui avec tous ses trésors. Il ne l'eut pas. Tandis qu'il s'attardait à brûler des bicoques, Montefeltro survint. Au lieu de diviser son armée pour en laisser une partie dans les Marches et venir avec le reste au secours du Saint-Siège, comme on le lui conseillait, il avait tout pris avec lui, et, par Ascoli et les terribles défilés des monts de la Sibylle, il débouchait dans la Sabine. Un petit renfort envoyé par le duc de Milan arriva sur ces entrefaites. L'armée pontificale devenant menaçante, Piccinino s'enferma dans une forteresse au sommet d'une montagne, pour voir ce qui se passerait.

Il ne se passa rien. L'hiver approchant, les troupes de l'une et l'autre armée prirent leurs quartiers, dans diverses positions fortifiées, le plus possible à l'abri du froid. Piccinino descendit

de sa montagne pour passer la mauvaise saison à Ortona a mare, et Montefeltro, avec Alessandro Sforza, rejoignit le Pape à Rome désormais sauvée. Là, il apprit que, durant son absence, Sigismondo avait profité de l'occasion pour reprendre Mondavio. Cette dernière violation des traités ne l'étonna sans doute pas beaucoup, mais Pie II perdit patience. Désespérant cette fois de ramener la brebis égarée et décidément enragée, il résolut de la livrer aux loups. Pour cela, il convoqua un Consistoire, où fut déféré le sire de Rimini et condamné à perdre son vicariat, qui devait faire retour à la Chambre apostolique, et ses biens allodiaux, c'est-à-dire qu'il était privé de tout, puis il l'excommunia solennellement et le déclara anathème. C'était à la Noël 1460.

Montefeltro ne se pressa pas d'exécuter la sentence. Il se contenta de prescrire à son lieutenant de Gubbio quelques mesures de sécurité contre une nouvelle incursion de l'ennemi et reprit ses opérations de police dans les environs de Rome, s'empara de Faro, de Cantalupo, de Montorio, de Palombara, de Tivoli, pour le Pape, puis sur les ordres du Pape, il alla au secours du roi de Naples, assiégea dans leurs repaires les hauts barons rebelles, partisans de la maison d'Anjou. La belle saison de 1461 fut entièrement consacrée à cette besogne épineuse. Aquila, clef des Abruzzes, Albi, Castelluccio, le pays marécageux de Celano étaient des lieux presque inexpugnables. Il commença par enlever les moissons, ruiner la campagne, puis, par la soif, il fit capituler Albi, par la peur Aquila, et, après des manœuvres savantes contre les armées de secours, Castelluccio, déployant des ressources d'art et d'ingéniosité qui émerveillèrent partisans et adversaires à un égal degré. C'est alors qu'en plein Consistoire, Pie II déclara qu'« avec son seul œil, son capitaine voyait mieux que les ennemis avec tous les leurs, » mot qui devint proverbial, et dans un bref, daté du 1er octobre 1461, il lui dit : « Continue comme tu as commencé et de jour en jour rends-nous, Nous et Sa Majesté royale, plus obligés envers toi et de toute ta force cherche à accroître ta gloire... » Il continua et amena le duc de Sora à une soumission complète au roi de Naples.

Mais pendant ce temps, ses bonnes villes à lui étaient toujours perdues et la sentence contre Malatesta toujours inexécutée. Non seulement celui-ci s'était emparé de Mondavio, mais

s'étant rallié au parti des Angevins, et disposant des troupes de Piccinino, du moins de celles qui étaient dans la Marche, il avait entièrement battu l'armée pontificale à Nidastore, sur le Cesano, le 2 juillet 1461. Pie II exaspéré résolut d'en finir.

Un procès au criminel fut institué. Devant le Sacré Collège, le fiscal de l'Église, faisant office de ministère public, requit, contre Sigismondo de Pandolfo de Malatesta pour « rapine, incendie, carnage, viol, adultère, inceste, homicide, parjure, faux-monnayage, sacrilège, trahison, lèse-majesté et hérésie. »

On croyait avoir tout dit : point du tout. Le comte d'Urbino et Alessandro Sforza vinrent se plaindre qu'on eût oublié le plus gros. Et c'était vrai, en ce sens qu'un crime, qui eût dépassé de beaucoup tous ceux-là par ses conséquences, s'il eût abouti, avait été médité, selon eux, par l'accusé. Quelque temps auparavant, un émissaire de Malatesta au grand Turc, arrêté à Candie par les autorités vénitiennes, aurait été trouvé porteur d'un projet d'invasion de l'Italie par les armées ottomanes : Sigismondo s'offrait à Mahomet II avec ses ports, et sa principauté, pour préparer la conquête de l'Occident et la ruine du Christianisme. Tout cela pour conserver, à l'abri du Croissant, ses domaines et se venger de ses ennemis. Aux yeux de Pie II, dont la grande pensée était la Croisade, aux yeux de la chrétienté tout entière, ce crime, s'il était prouvé, méritait la mort. On y ajouta encore celui d'hérésie pour faire bonne mesure et afin que le supplice fût plus ignominieux. On accusa le rebelle de ne pas croire à l'immortalité de l'âme et même d'être retourné au paganisme, sorte de Julien l'Apostat, hypocrite et sans grandeur.

A la vérité, il avait bien bâti, ou plutôt restauré une magnifique basilique à Rimini, San Francesco, et déployé pour la décorer toutes les ressources de l'art de son temps, sans regarder à la dépense, *nobile templum*, dit Pie II lui-même mais avec quel art, inspiré par quoi et tendant à quel culte? Qu'ont à faire avec les mystères ou les fastes de notre sainte religion, cette Diane jouant au cerceau avec son croissant sur un char au-dessus d'une corbeille débordante de raisins, qui gonfle sa panse de vannerie, sous les guirlandes dont la ceignent de petits Amours? Ou encore cette Vénus, qui joue des castagnettes avec des coquilles Saint-Jacques, charriée par des cygnes parmi des ondulations épaisses des vagues roulantes

sous une chute de colombes? Parmi les cinq cents devises ou écussons, les cent bas-reliefs, les trois tombeaux, les vingt statues dont il a couvert cette église de San Francesco, pas un symbole chrétien, pas une croix, pas une prière! Partout, le profil ou le chiffre de sa maîtresse, Isotta de Rimini, déification d'un double adultère, puis des Mercures, des Saturnes, des Jupiters, Éole, ou les signes du zodiaque, le tout gravitant autour de l'astre principal, animateur et régulateur de cette féerie mythologique, devenu Dieu lui-même, et au pli de la robe d'une *Vertu*, pour qu'on ne s'y trompe pas, cette inscription : *Jupiter, Apollo, Ariminæus*... De tout ce qui nous enchante aujourd'hui, quand un rayon favorable vient réchauffer à l'égal de vieux ivoires ces marbres d'Agostino di Duccio, de Simone Ferucci, des élèves de Donatello, on fit un crime au prince poète qui les avait dictés. « Il a, dit Pie II, rempli l'église d'Arimini de telles œuvres païennes qu'elle semble moins une église chrétienne qu'un temple d'infidèles adorateurs du démon. » Le rapporteur, qui était le cardinal de Saint-Pierre aux Liens, conclut à la culpabilité sur tous les points. Le 27 avril 1462, la sentence fut prononcée et elle portait que Sigismondo subirait la peine des hérétiques : brûlé vif.

Comme on ne le tenait pas, on se contenta d'ordonner qu'il serait seulement brûlé en effigie, en attendant mieux. Et pour ne pas se laisser dépasser en recherche et en délicatesse esthétiques par ce mécréant, comme aussi pour frapper davantage les imaginations et divertir le peuple romain, on appela pour façonner son effigie, ou *fantoccio*, un des meilleurs artistes qu'on eût sous la main, Paulo Mariani, dit Paolo Romano. On lui en commanda même trois exemplaires : l'un pour le perron de Saint-Pierre, l'autre pour le Capitole, le dernier pour le Campo de'Fiori, lieu privilégié des exécutions, afin que tous les quartiers de la villa eussent leur part du divertissement. Paolo Romano fit merveille, si l'on en croit les contemporains. Dans ce *fantoccio*, on retrouvait la ressemblance, le geste et le costume du condamné, y compris son pourpoint de brocart d'argent et sa barrette rouge, à ce point, dit Pie II, « qu'on eût cru la personne de Sigismondo, plutôt que son image, » — suprême éloge qu'on fît, en ce temps-là, d'une œuvre d'art. Il fallait la sacrifier pourtant. Elle n'était faite qu'*ad comburendum*. On la jucha donc sur une énorme

pyramide de bûches édifiée devant Saint-Pierre de Rome, au bas des degrés de l'ancienne basilique, on la lia à un poteau, les bras attachés derrière le dos, et on lui mit à la bouche une banderole qui se déroulait avec ces mots : « *Je suis Sigismondo Malatesta, fils de Pandolfo, roi des traîtres, ennemi de Dieu et des hommes, condamné au feu par sentence du Sacré Collège.* » En un instant, au milieu de la foule ravie, une haute flamme consuma le chef-d'œuvre.

Cette exécution d'un adversaire aussi intraitable que Malatesta ne suffisait pas à l'abattre, mais elle y servait. Désapprouvée par les esprits délicats, entre autres par Montefeltro lui-même qui ne cacha pas son dégoût à cette *festa de maschere*, elle n'en produisit pas moins son effet. C'était une arme redoutable entre les mains du Saint-Siège qu'une condamnation solennelle pour hérésie, même une simple excommunication. Elle énervait le moral des populations, détachait les moines et le clergé, brisait les serments et ainsi donnait un prétexte honorable et même glorieux aux gens prêts à trahir. Inefficace contre un conquérant prompt et servi par la fortune, elle usait, peu à peu, des forces tendues par une lutte perpétuelle. Rien de moins juste que l'image « les foudres de l'Église, » parce que précisément, c'est la rapidité qui leur faisait le plus défaut, mais à la longue et au loin elles agissaient sûrement.

Que faisait cependant l'homme brûlé en effigie ? Trois mois avaient passé depuis l'exécution et il se portait toujours fort bien. Campé aux bouches du Métaure, il préparait avec les Angevins une expédition contre le royaume de Naples. L'honneur du Pontife, comme celui de Montefeltro, exigeait que le châtiment du rebelle ne fût plus différé et que, si l'on ne pouvait encore le brûler, au moins on ne fût pas incendié par lui. Pie II pressa Montefeltro de lui barrer le chemin. Mais Malatesta se trouvant à la tête d'une force assez importante, grâce à l'argent et aux hommes du parti angevin, jugeait bien sot de ne pas s'en servir pour faire, d'abord, ses affaires : celles du prétendant français viendraient ensuite. Il persuada au représentant de ses alliés de différer leur marche sur Naples et de mettre le siège devant Sinigaglia, qu'il avait fort à cœur de recouvrer. L'autre y consentit.

Sinigaglia était donc en péril. Napoleone Orsini, envoyé au-devant de l'armée pontificale pour surveiller les mouvements

de l'ennemi, mais trop faible pour intervenir, ne pouvait que rester en observation à Montealboddo, forteresse proche de la ville et de la mer, en attendant Montefeltro. Celui-ci accourait à marches forcées. Mais arrivé sur le Chienti, du côté de Macerata, ayant encore à faire quarante-cinq kilomètres au moins pour se trouver sous les murs de la ville assiégée, il reçut, dans la première veille de la nuit, un message l'informant que la garnison était déjà entrée en pourparlers avec l'assiégeant et que, s'il n'était pas là, dès le lendemain, il trouverait Sinigaglia aux mains de l'ennemi. « J'y serai demain soir, » répondit-il et sur-le-champ il dépêcha un *caporale* de sa cavalerie feltrienne, un certain Corso, à Napoleone Orsini pour l'en aviser et que la garnison fût avisée de tenir. Malheureusement, ce Corso, qui était parti à franc étrier, avec deux jeunes fourrageurs, sans armes pour être plus légers, et à travers champs, tomba dans une embuscade. Il fut conduit à Malatesta et sommé de dire ce qu'il faisait. Intimidé sans doute par l'appareil qui entourait le terrible condottière, il lui avoua que le comte d'Urbino approchait. Malatesta haussa les épaules : l'autre était loin, il le savait par ses espions. Corso répéta que son maître serait là, dès le lendemain à l'aube, ou au plus tard à trois heures. Malatesta se fâcha de cette insistance à le mystifier : on ne franchit pas, en un jour, surtout avec de l'artillerie et des bagages, la distance qui sépare le Chienti de Sinigaglia. Et pour apprendre à son prisonnier le respect qu'on doit à un grand chef qui vous interroge, il le fit jeter dans un cachot.

Pourtant, ayant réfléchi, à tout hasard, il pressa la reddition de la ville et par mille menaces et promesses, en terrifiant les bourgeois et en les amadouant tour à tour, il obtint que la capitulation serait signée dans la nuit. Il était temps. Le lendemain, au lever du jour, il fallut se rendre à l'évidence. Montefeltro était là avec son armée le long de la Misa. Mais de quel côté? Des deux côtés. A peine arrivé, après une marche forcée et exténuante de quarante-cinq kilomètres, il s'était saisi du seul gué du fleuve à deux kilomètres en amont de la ville et, à cheval sur les deux rives, afin de manœuvrer rapidement son adversaire, quelque parti qu'il prît, ses sapeurs étaient en train de tailler un passage dans un bois masquant la plaine, et de combler les chaussées sur les marais. Ses avant-postes, pour

être au contact, s'étaient approchés jusqu'à une portée d'arquebuse. Malatesta, ainsi bloqué contre la ville, se voyait obligé de s'y enfermer ou de se battre.

On a dit depuis, — car ces minuscules actions militaires ont fait l'objet de gloses savantes, comme s'il s'agissait de véritables guerres nationales, — que si, au lieu de se replier, ce jour-là, Malatesta avait fondu avec ses troupes fraîches sur les gens de Montefeltro harassés de leur longue marche, il en aurait eu facilement raison. On dit de ces choses après : en fait, il est très rare qu'une troupe bien installée dans ses défenses, passe instantanément à l'offensive. Il faut pour cela plus qu'un changement de dispositif, un changement brusque de mentalité, qui est une des formes du génie. Or ici, le génie est hors de cause.

Le génie de la guerre du moins. Malatesta possédait celui de l'intrigue. Dans ce péril extrême, il se souvint du malheureux qu'il avait fait mettre aux fers pour l'avoir prévenu de ce qui arrivait. Il pensa que peut-être il pourrait en tirer parti et le manda devant lui. Corso, plus mort que vif, comparut, croyant déjà sentir son cou s'allonger et ses pieds danser dans le vide. Pour un homme comme Malatesta, la vie d'un prisonnier où il pressentait un espion, ne devait pas peser lourd. Mais tout au contraire de ce que le pauvre Corso devait attendre, le visage du traître était souriant et amène, ses gestes protecteurs, sa langue melliflue. Après avoir copieusement loué les mérites militaires de son captif, il lui offrit, tout à trac, de le prendre à son service, avec mille promesses de récompenses. Le pauvre Corso n'en croyait pas ses oreilles : pourtant il eut encore assez de sens pour décliner la politesse, disant qu'il ne pouvait accepter sans se déshonorer et que, s'il le fallait, il préférait demeurer toute sa vie prisonnier que trahir son vieux et bien-aimé maître. Car tel était l'attachement que savait inspirer aux siens le bon Montefeltro. « Et je te loue, lui répondit, à sa grande surprise, Malatesta, de cette détermination, et pour te donner une preuve de mon estime et de ma bienveillance, je t'accorde ta liberté sur-le-champ et je te rends à ton maître. Va donc vers lui et dis-lui que je ne suis pas l'ennemi qu'il croit. Dis-lui que nous avons combattu pendant tant d'années qu'il serait maintenant temps de mettre de côté les haines, et avec les haines, les armes ; que si j'ai repris Sinigaglia, c'est à bon droit, parce que j'en fus injustement dépos-

sédé. Lui, il cherche à accroître la puissance du Pape, lequel a besoin en ce moment de son épée et se déclare son ami ; mais qu'il se souvienne bien que les faveurs qu'accorde le Pape n'ont pas d'autre objet que son intérêt et que, quand il le pourra, sans plus songer aux services passés, il ne manquera pas de lui nuire, comme le font toujours les Papes lorsqu'à la passion de dominer, ils joignent la force, car c'est la coutume de tous les grands. Que Federigo ne repousse donc pas mon amitié en considérant que, ennemis nous nous dévorerions l'un l'autre, mais unis, nous ne craindrions plus personne. »

Cette scène avait lieu dans une pièce retirée au plus haut étage d'une maison d'où l'on découvrait toute la campagne, bois et rivières, qui s'étend au couchant de Sinigaglia. Malatesta s'approcha de la fenêtre : sous le soleil d'août les tentes et les pavillons des deux camps apparaissaient dans le cadre du chambranle, distincts comme une miniature de quelque artiste flamand, au fond d'une paisible *Annonciation* ou d'un *Triomphe de Marie*. Se retournant vers Corso avec un profond soupir, quoiqu'il conservât un visage riant, il lui dit : « Toi qui es un vieux soldat rompu aux choses de la guerre, as-tu jamais vu deux armées ennemies si près l'une de l'autre ? » Et sans attendre sa réponse, il le congédia.

Corso, tout embabouiné par ces belles manières, ne se le fit pas dire deux fois et vint rendre cette conversation à son chef, en plaidant avec chaleur la cause de l'ennemi. Montefeltro l'écouta non sans beaucoup d'attention. Mais moins naïf que son *caporale*, il en tira cette conclusion : si Malatesta parlait d'accommodement, c'est qu'il avait peur ; c'était justement le moment de l'attaquer. Se tournant donc vers ses officiers présents, il répondit, de façon qu'on l'entendît bien : « Les bonnes intentions de Sigismondo que tu me rapportes et le désir qu'il manifeste de vouloir être mon ami me plaisent, mais il se trompe en voulant traiter avec moi, comme si la guerre était entre nous deux. Il sait pourtant bien que je ne suis pas ici comme comte d'Urbino, mais comme capitaine-général du Pape, à la grandeur et au service de qui je dois d'abord pourvoir. Nous en sommes arrivés à ce point qu'il faut que les choses finissent, mais non peut-être de la façon et avec la satisfaction qu'il paraît désirer. » Après quoi, il donna les ordres nécessaires pour que l'ennemi ne pût s'échapper.

L'autre y songeait en effet. Son armée était numériquement plus forte que celle de Montefeltro, et il pouvait en juger sans quitter sa fenêtre, mais elle était moins homogène et mal en main. De l'autre côté, outre les troupes pontificales, qui ne servaient pas à grand chose, sinon à impressionner le petit peuple, toujours dévoué à l'Église, il y avait les montagnards feltriens, rudes vétérans de Federigo, qui venaient encore de prouver leur vigueur en fournissant une traite que nul n'eût cru possible. Maitres des deux rives de la Misa, ils fermaient entièrement toute issue du côté du midi et gênaient tout ravitaillement sur les autres. Même les fontaines et les abreuvoirs étaient sous leur feu. La vie, dans ces conditions, devenait intenable. Sinigaglia, pensait Malatesta, n'avait pas besoin de lui pour soutenir un siège. Elle était abondamment pourvue de tous les moyens de défense. Le plus sage était donc de se retirer. Il disposa tout pour le départ, sans toutefois l'annoncer, ni en donner l'heure. Puis, la nuit venue, il leva le camp en tapinois et tournant le dos au royaume de Naples et à Piccinino qu'il était venu secourir, il allongea le pas sur la route de Fano, pensant bien s'en tirer, les grègues nettes.

Mais Montefeltro veillait. Dès le premier branle de l'ennemi, prévenu par ses grands gardes, il revêtit le peu d'armes qu'il dépouillait pour dormir, monta à cheval, rassembla ses capitaines et, en quelques mots, leur montra l'occasion unique, le moment venu, la victoire certaine. L'ennemi sorti de ses défenses, empêtré de bagages, allait passer un fleuve, le Cesano, et ainsi offrir un flanc vulnérable, mais il fallait aller vite. Il n'y avait debout et armé à cette heure tardive que l'escouade des étapes chargée de la garde du camp et une compagnie d'arbalétriers à cheval. Il les prit et partit sans attendre le reste de ses troupes qui, une fois en ordre, devait suivre à toute allure, sous le commandement de Napoleone Orsini. Il était près de minuit. La lune brillait, la lune d'août qui répand sa splendeur laiteuse sur les champs endormis. Après avoir fait six kilomètres environ, on aperçut les croupes et les dos de l'arrière-garde ennemie : la clarté nocturne argentait les cuirasses et ces belles armures des chevaux où un témoin du défilé aurait pu lire, à chaque homme d'armes qui passait, la devise d'Isotta de Rimini entrelacée avec celle de son royal amant, — et allumait le bout des lances. L'armée de Malatesta était arrivée au Cesano étale

et peu profond à cet endroit et commençait de passer le gué. Elle était forte de trente escadrons et en bon état, n'ayant fait depuis longtemps aucune marche. Les lieutenants de Montefeltro hésitaient. N'était-il pas bien imprudent d'attaquer avec une poignée d'hommes, en plein pays ennemi, quand on ne savait à quel moment paraîtrait le gros de l'armée, que chacun, se retournant sur sa selle, ne voyait nullement venir? Même quand le reste de la cavalerie feltrienne aurait rejoint, on serait encore en bien petit nombre. Il y aurait ensuite les troupes pontificales, mais comme devait le dire un historien urbinate du XVIe siècle, « les troupes pontificales apportaient plutôt le secours de leur prestige que celui de leurs bras et de leurs coups. »

Montefeltro répondit en souriant, et sans ralentir le pas de son cheval, par une harangue appropriée aux circonstances. Un souvenir historique lui servit. Où se trouvait-on en ce moment? Presque au même lieu et à la même heure, où seize siècles et demi auparavant, aux temps héroïques de Rome, Claudius Néron avait poursuivi Asdrubal et défait son armée d'éléphants. Les ossements gigantesques encore épars dans cette région, et qui avaient peut-être bien donné aux premiers Malatesta l'idée de leurs armoiries, venaient de ce désastre. Eh bien! cette nuit, l'éléphant, symbole et enseigne, allait être terrassé comme jadis le monstre vivant, pourvu qu'on fondît dessus comme l'aigle, — l'Aigle des Montefeltro. Un instant de retard et l'on perdait tout le bénéfice de la surprise. Là-dessus, ayant dépêché quelqu'un à Napoleone, pour presser sa venue, et s'étant assuré que l'avant-garde ennemie était bien déjà de l'autre côté du fleuve, donc l'armée coupée en deux, il fit faire grand vacarme de tambours et de trompettes, dont il s'était abondamment pourvu en cette prévision et au cri de guerre des Feltriens, mille fois répété pour faire croire à plus de monde, il tomba sur Malatesta.

Celui-ci, brusquement tiré de sa quiétude, crut avoir toute une armée dans le dos. Mais peu à peu, il se remit. Lui et son lieutenant Savello, voyant bien qu'ils n'avaient à faire qu'à une poignée de fourrageurs, faisaient tête, lorsque Napoleone parut et un second assaut des Feltriens jeta les Malatestiens dans l'eau. Il leur était d'autant plus difficile de tenir qu'en cet endroit, la rive du Cesano s'en allait en pente douce et qu'ils devaient combattre de bas en haut. Ils finirent

donc par rompre sans beaucoup d'ordre à travers le gué peu profond à cette époque de l'année. Une fois sur l'autre rive, tenant le haut bout, le terrain, au contraire, leur devenait favorable et leur eût donné quelque avantage, si Montefeltro n'avait redoublé ses attaques pour ne pas leur laisser le temps de se reconnaître, les poussant jusqu'à la plaine dénommée Piano della Marotta, qui s'étend du fleuve à la mer. Là, encore, toute la force malatestienne étant rassemblée, l'avant-garde revenue en ligne, c'est-à-dire trente escadrons contre les douze de Montefeltro, il semblait qu'elle pût regagner l'avantage. Mais trop tard. L'élan offensif était du côté des Feltriens. Malgré une vive résistance, la cavalerie de Rimini commença bientôt de tournoyer sur elle-même, de rompre, puis, franchement, tourna le dos. Malatesta, son fils Roberto et son lieutenant Savello firent des efforts désespérés pour sauver l'ordre de bataille ou au moins l'honneur des armes, puis, voyant qu'ils ne pouvaient retenir leurs hommes, ils prirent le parti de les suivre et même, comme il convient à des chefs, de les précéder. Ils fournirent une traite de seize à dix-sept kilomètres, ce qui était beau sous une armure complète à cette époque, et ne s'arrêtèrent qu'à Fano. Roberto Malatesta n'alla pas plus loin que Mondolfo, où il put se mettre à l'abri avec quelques-uns de ses gens. Tous n'eurent pas cette chance. Cinq cents cavaliers et cent cinquante fantassins furent faits prisonniers, dont deux cents hommes d'armes et quelques gentilshommes, parmi lesquels un Pic de la Mirandole et Lodovico de' Facioli, plus quelques bagages du seigneur de Rimini. Quand les premières lueurs de l'aube glissèrent sur l'Adriatique, le combat était fini et le prestige des Malatesta ruiné. Comme devait l'écrire plus tard le poète Sanzio, le père de Raphaël, « *l'Aigle avait rongé le cœur du grand Éléphant.* »

ROBERT DE LA SIZERANNE.

(A suivre.)

LE RIRE DE MOLIÈRE [1]

> On ne peut connaître les choses honnêtes et sérieuses, si l'on ne connaît les malhonnêtes et les risibles; et pour acquérir de la prudence et de la sagesse, il faut connaître les contraires.
>
> PLATON.
>
> Je n'avais rien de mieux à faire que d'attaquer, par des peintures ridicules, les vices de mon siècle.
>
> MOLIÈRE.

I

« *Juro!* » Le mot claqua comme un coup de mousquet.

Et, pendant que naissait et se communiquait
De place en place un rire ailé, la vaste salle
Voyait se dérouler la farce colossale
Où tournaient et ballaient des docteurs long vêtus,
Où des étains luisaient, sinistrement pointus,
Où tintait un latin lourd et macaronique,
Le faux latin boiteux qui raille et fait la nique.

Une seconde fois, le mot claqua : « *Juro!* »
Et, comme un espadon qui jaillit du fourreau,
Le bras droit du jureur s'allongea, si comique,
Si brusque, accompagné d'une telle mimique,
Que le rire s'enfla, pareil au vent de mai,
Lorsqu'il se joue aux flots d'un rivage embaumé :
Et c'étaient des rubans lumineux, des dentelles,
Des velours chatoyants, paillon, que tu constelles,
D'autres rubans, des points de Venise flambants,
Des perruques, des fleurs, encore des rubans,

(1) Ce poème, couronné par l'Académie française, a été lu dans la séance du 6 décembre.

Des brocarts plus massifs et des plumes plus vagues
Qui s'agitaient, tumultueux, comme des vagues.

Un troisième « *Juro!* » bondit. Mais, cette fois,
Un accent inconnu frissonna dans la voix,
Un accent surhumain, d'une force émouvante,
Où la gaîté semblait côtoyer l'épouvante :
On eût dit que la voix râlait et suffoquait,
Et le mot s'éteignit comme dans un hoquet.
L'assistance en délire, ivre de lourde joie,
Crépita comme un feu renaissant qui rougeoie.
Des bravos, des appels, des lazzis, des bons mots,
Des sifflements de fifre et des cris d'animaux,
Des propos arrondis d'aisance cavalière
Se heurtaient en tous sens :
« Quel acteur, ce Molière!
— Et quel auteur! On voit que Plaute l'a nourri!
— Comme il a toujours l'air de pleurer quand il rit!
— Lui seul a résolu cet étonnant problème
De paraître à la fois si joyeux et si blême! »

II

Le silence. La nuit. L'abandon. Un flambeau
Si triste, qu'il a l'air d'éclairer un tombeau,
Clignote faiblement près d'un lit bas, dans l'ombre.
Molière est là, couché.
Baron murmure, sombre :
« J'enrage d'être ainsi gourmandant et grondant,
Mais je répéterai que ce fut imprudent,
O maître, de jouer ce soir, étant malade. »

Molière s'efforça de sourire : « Oui, Pylade;
Mais cinquante ouvriers ont eu du pain — ce soir.
Peut-on lorsqu'un devoir appelle aller s'asseoir?
Va, je sais. Je connais la parole étourdie :
Molière, « un amuseur!... » Ma chère Comédie,
Tu vaux mieux, car j'ai mis dans ton babil moqueur,
Toujours, tous les élans palpitants de mon cœur! »

Molière s'accouda sur son lit, lent et grave,
Et, levant son beau front douloureux où se grave
La grande majesté d'un cruel souvenir,
Solennel, il semblait contempler l'avenir.
Ainsi parfois, à l'heure où le soleil décline,
Un voyageur, pensif, du haut d'une colline,
Regarde, longuement, s'éteindre devant lui
La plaine où, parmi l'herbe, un dernier rayon luit,
Le hameau qui s'endort, les routes et les sentes
Où bientôt ramperont les ombres grandissantes...

Molière veut parler. Il parle. Il parle bas.
Mais cette voix, Baron ne la reconnaît pas.
On dirait qu'elle vient d'une rive éloignée,
De quelque région de ténèbres baignée,
On dirait une voix errante dans le vent,
Une voix de mystère entendue en rêvant :

« De ce qui touche l'homme, — ainsi disait Térence, —
Je n'envisageais rien avec indifférence.
J'aimais l'humanité d'un amour infini.
J'aurais voulu, partout, que ma main aplanît
Les chemins malaisés où la misère humaine
Sans repos, à travers les âges, se promène...
Je voulais alléger les désolants fardeaux
Qui blanchissent les fronts et qui courbent les dos :
Le dol, la lâcheté, le vice, le mensonge.
Avec eux, et par eux, le bonheur n'est qu'un songe.
Je voulais attaquer les travers, les défauts,
Ce qui rend l'homme bas, ce qui rend l'homme faux,
L'égoïsme mesquin, la fourberie immonde,
Tous les déréglements de la cour et du monde!
Je voulais les montrer si clairement hideux,
Que chacun, désormais, se fût écarté d'eux,
Que chacun les eût fuis d'une ardeur sans égale,
Comme s'ils apportaient la vermine ou la gale...
Les courtisans courbés vers les soleils levants,
Les faux amis, les faux dévots, les faux savants,
Lâches qu'il faut traquer, fripons qu'il faut proscrire,
Voilà les ennemis. Voici l'arme : le rire.

« Ah ! le rire !.. Baron, as-tu vu dans les champs
Un brave chien gardant avec des soins touchants
Son troupeau de moutons qui flotte et s'éparpille?
Il le tient sous ses yeux, le pétrit, le houspille.
Il court à droite. Il court à gauche. Il court partout.
Il doit tout dominer. Il sent tout. Il voit tout.
Qu'un agneau, poursuivant un papillon, gambade,
Un léger aboiement, joyeux comme une aubade,
L'avertit aussitôt qu'il faut garder son rang.
Qu'une brebis s'écarte, ou qu'un bélier, errant,
S'attarde trop longtemps à ronger quelque arbuste,
La réprimande part, plus brusque et plus robuste,
Car plus il vient de haut, plus l'exemple est suivi,
Même chez les moutons ! Le vaillant chien sévit,
Infatigable. Il pointe. Il bondit. Il aboie.
Quand il le faut, il mord, et son œil brun flamboie.
Un clos de vigne : alerte ! Un ravin : casse-cou !
Et le troupeau s'en va, sans hâte, sans à-coup,
Parce que tout fléchit devant cette merveille :
Un devoir obstiné qui corrige et qui veille.
Baron, tel est le rire. Il égratigne. Il mord.
Il fait naître un regret, une larme, un remord.
On le craint : les plus grands ont peur du ridicule.
Et par lui, combattant tout le Mal qui recule,
Faisant tête aux méchants, faisant face au danger,
Le poète comique est un chien de berger ! »

La voix vibre d'orgueil et frémit de tendresse.
Sur ses profonds coussins, Molière se redresse :

« Rire d'autrui, c'est bien. Rire de soi, c'est mieux.
Nos pieds ont à fouler de durs cailloux. Nos cieux
N'ont pas toujours pour nous un azur débonnaire;
Et souvent sur nos toits vient gronder le tonnerre.
Je le sais. Mais je ris, et j'engourdis mon mal.
... L'homme gémit parfois comme un simple animal :
Son cœur, qui le fait grand, le fait si vulnérable,
Et la douleur y creuse un sillon si durable !
Je t'ai souvent maudit, amour qui me berçais,
Car on n'aime jamais sans souffrir, — ... je le sais.

Je le sais. Mais je ris. Je veux rire. Je brave.
Tu vois, le rire est sain. Tu vois, le rire est brave.
... Mes membres épuisés tremblent sur ces coussins ;
Et si j'ai tant de fois raillé les médecins,
C'est que je sais combien leurs formules sont vaines,
Quand nous sentons la nuit se glisser dans nos veines.
Je le sais. Mais toujours je veux rire. Je ris.
Je ris et je fais rire. Avec moi, les maris,
Les épouses, les fils, les pères ou les mères,
Les types éternels, les passants éphémères,
Les beaux marquis glissant au miroir des parquets,
Les marchands, les bourgeois, les manants, les laquais,
Les pédants trop niais, les femmes trop savantes,
Les valets complaisants, les subtiles suivantes,
Qu'ils portent cheveux drus ou perruques de cour,
Qu'elles portent manteau de soie ou jupon court,
Tous les êtres humains, — et c'est toute l'affaire ! —
Comprendront, en riant, CE QU'IL NE FAUT PAS FAIRE.
J'ai voulu les servir. J'ai travaillé pour eux.
En les rendant meilleurs, je les rends plus heureux.
S'ils ont ri, j'ai vu juste, et ma cause est gagnée.
S'ils ont ri, si leur âme est de rire imprégnée,
S'ils ont ri, si leur front s'illumine un instant,
Je puis fermer les yeux et m'endormir content. »

Comme le dernier son d'une cloche fêlée,
La voix, la noble voix, tout à coup, s'est voilée.
Et Baron affolé laisse échapper ce cri :

« Mais, Molière, tu meurs !
— Qu'importe, s'ils ont ri ! »

EDMOND PORCHER.

DES COLLÈGES FRANÇAIS

DANS LE

CATACLYSME DU JAPON

A la première annonce du désastre qui venait de ravager le Japon central, un magnifique élan de sympathie généreuse porta la France entière, si éprouvée elle-même, au secours de cette immense infortune. Le peuple japonais n'est pas ingrat, et ce geste qui l'a profondément touché, n'aura pas peu contribué à renforcer l'admiration et l'affection qu'il a vouées à notre chère patrie.

C'est surtout par les missionnaires qu'elle leur envoie que les Japonais connaissent la France. Prêtres des missions étrangères de Paris, trappistes, marianistes, dames du Sacré-Cœur, dames de Saint-Maur, sœurs de Saint-Paul de Chartres, franciscaines missionnaires de Marie, sœurs de Chauffailles et sœurs de la Charité de Nevers, travaillent de concert à l'évangélisation de l'Empire du Soleil Levant, et la France profite largement de leur labeur apostolique.

Plusieurs de ces établissements missionnaires ont été gravement compromis par le cataclysme du 1er septembre. Les Missions étrangères de Paris ont éprouvé des pertes matérielles considérables, puisqu'une seule des quatre paroisses catholiques de Tokyo est absolument intacte; mais elles déplorent surtout la mort tragique des PP. de Noailles et Lebarbey. Les dames de Saint-Maur ont été cruellement éprouvées par la perte de huit religieuses européennes dont quatre françaises, deux japonaises, six enfants européennes et douze petites japonaises,

qui ont péri d'une mort effroyable sous les ruines de leur établissement.

Les Marianistes n'ont aucune perte d'homme à déplorer ; la plupart se trouvaient en vacances à Yamakita, localité située à une centaine de kilomètres de Yokohama, à l'entrée d'une profonde vallée qui s'ouvre dans la région des montagnes. Mais dans ce lieu de repos même, ils furent vivement alertés. La maison de campagne, disloquée par les secousses du sol, fut écrasée sous les éboulements de terre et de rocher.

Voici une lettre écrite de Tokyo par M. l'abbé Heck, directeur du Collège de *l'Étoile du Matin*, au lendemain même du désastre.

« Hier, 1er septembre, à midi, une très forte secousse de tremblement de terre s'est fait sentir ; notre grande maison d'habitation et d'administration a été ébranlée de haut en bas : plâtre et briques tombaient de tous côtés ; tout craquait ; on pouvait à peine se tenir sur les jambes.

« Lorsque cette première secousse cessa, nous descendîmes en toute hâte dans la cour ; une deuxième secousse, aussi terrible, puis une troisième se firent sentir successivement : le sol se contournait et se crevassait ; les arbres et les maisons s'agitaient.

« Beaucoup d'autres secousses se sont fait sentir depuis hier à midi. Des incendies terribles se sont déclarés de tous côtés, et comme le vent soufflait avec violence, des milliers de maisons, petites et grandes, ont été réduites en cendres.

« A l'École secondaire, nous avons été très menacés : nous avons travaillé jour et nuit pour empêcher les flammes voisines de pénétrer chez nous : mais pas d'eau, les châteaux d'eau étaient brisés ! »

Par un vrai miracle, le Lycée, quoique très endommagé par les secousses sismiques, est resté debout. Mais un changement qui survint brusquement dans la direction du vent et qui sauva le Lycée a causé la ruine des autres bâtiments.

« Depuis le 1er septembre à midi jusqu'au 10 septembre, à la même heure, l'Observatoire de Tokyo a enregistré 1 166 secousses ! Jusqu'au 10 septembre, le nombre des morts écrasés et brûlés, comptés officiellement, était de 65 286. Dans le seul quartier de Honjo, on en a compté 63 418 ; plus de 30 000 per-

sonnes qui s'étaient réfugiées dans un immense hangar militaire, ont péri par le feu. Des quantités de corps ont été brûlés dans l'eau, les flammes faisant rage sur les deux rives et les atteignant malgré tout. »

Une dernière lettre du directeur de *l'Étoile du Matin*, datée du 22 septembre, achève de dépeindre la catastrophe :

« Environ un million de personnes ont quitté Tokyo. On y compte environ 100 000 morts, tués ou brûlés. Il y a eu 334 614 maisons détruites par les tremblements de terre ou les incendies... Parmi les établissements officiels de Tokyo, 118 écoles primaires sur 196 ont été détruites; 13 lycées, 6 universités et plusieurs écoles spéciales. Un très grand nombre d'enfants ont été tués ou brûlés dans les écoles primaires. C'était le jour de la rentrée : la première secousse, la plus terrible, s'est produite une minute avant midi, heure du départ des enfants !... »

A Yokohama, le désastre fut plus terrible encore : les doigts de la main suffiraient pour compter le nombre de maisons restées debout en ville. Seules quelques maisons japonaises à Nakamura, dans la banlieue Ouest, sont restées intactes.

« Toute la ville de Yokohama est détruite de fond en comble, nous écrit un de nos « rescapés ; » plus une maison debout : le tremblement de terre et le feu ont nettoyé la place. De toutes nos constructions en bois il ne reste que des cendres; le nouveau bâtiment en ciment armé, qui devait servir à la rentrée pour les salles de classes, a tenu bon, sauf le toit et l'étage supérieur que l'insuffisance de nos ressources nous avait condamnés à faire en bois.

« Nous nous trouvions au second étage du bâtiment principal en bois quand se produisit le premier choc. Affolés, nous quittons la salle commune, ne sachant où nous réfugier...

« Aussitôt dehors, nous courons chez les Dames de Saint-Maur, nos voisines, dont tous les bâtiments gisaient à terre. De dessous ces décombres partaient des gémissements et des appels... Nous réussîmes à dégager deux religieuses et une petite fille. Nous entendions les cris désespérés des autres sœurs ensevelies plus profondément; mais nous n'avions d'autres outils que nos mains pour déplacer de grosses poutres, des amas de pierres et de briques. Chassées de tous côtés par le vent, accourent les flammes de l'incendie : l'embrasement

général de Yokohama gagne notre quartier; impossible de délivrer les malheureuses victimes... Le cœur déchiré, nous sommes forcés de les abandonner à leur triste sort, pour échapper, à demi asphyxiés par la fumée noire qui couvre le ciel, aux flammes menaçantes. »

Les flammes ont tout dévoré : bâtiments, linge, vêtements, bibliothèques, laboratoire, mobilier domestique, mobilier scolaire. Le coffre-fort, comme tous ceux qui furent découverts dans la suite et soumis à la vérification des autorités, bien qu'il eût résisté extérieurement aux chocs et aux flammes, ne contenait plus que des monceaux de papiers noircis et calcinés.

« Le dimanche matin, après avoir installé les religieuses blessées confiées à la garde d'une sœur japonaise sous un abri de fortune, nous gagnâmes avec les Dames de Saint-Maur, le bord de la mer, où nous eûmes le bonheur inespéré de rencontrer M. Paul Claudel, ambassadeur, et une partie de l'ambassade de France. Après trois heures d'attente, nous fûmes embarqués : nous étions sauvés... »

* * *

« Je ne suis pas découragé, pas plus que mes confrères... ». C'est par cette parole d'énergie et de confiance que le Supérieur des Marianistes conclut le récit impressionnant du désastre. Les actes ont suivi les paroles : le 1er octobre, *l'Étoile du matin* ouvrait ses classes aux quatre cinquièmes de ses élèves. Quant au directeur du collège de Yokohama, après bien des démarches, il a trouvé à Kobé un local provisoire.

Cette énergie et cette confiance ne sont pas sans mérite, si l'on songe dans quel état de dépression nerveuse se trouvent ceux qui ont vécu ces heures tragiques ; si l'on veut bien considérer en outre que cette catastrophe est un désastre financier qui menace de compromettre les résultats de quelque trente années d'inlassables efforts. Il faudra 800 000 yens, six millions, au cours actuel du change, pour remettre en état les établissements de Tokyo et de Yokohama.

C'est en 1887, en effet, que, sur les invitations pressantes de Mgr Osouf, le premier archevêque de Tokyo, cinq Marianistes, deux prêtres et trois laïcs, sous la direction de M. l'abbé Heinrich, actuellement vice-provincial, se rendirent au Japon. Après maintes tentatives infructueuses, ils réussirent enfin

à louer un local bien modeste, que M. Sienkiewicz, ministre de France, qualifiait de *vénérable masure*. Ils y installèrent leur nouvelle école, dont le nom gracieux et transparent avait une saveur bien japonaise : l'école de *l'Étoile du Matin*, en japonais : *Gyosei-gakko*.

La première rentrée compta 8 élèves, qui passèrent bientôt à 28 pour les classes du jour et à 48 pour les cours du soir. Ce petit noyau grossit peu à peu, très lentement, et en 1891, les cent élèves n'arrivaient plus à se caser dans la vénérable masure qui fut délaissée pour un local plus spacieux.

Cependant, les Marianistes se préoccupaient d'une seconde fondation, celle de Nagasaki : les difficultés éprouvées à Tokyo s'y renouvelèrent, et ce ne fut qu'au prix de multiples négociations qu'enfin, le 19 mars 1892, on obtint la permission d'ouvrir l'école de *l'Étoile de la Mer*, le *Kaisei-gakko*, qui s'élève, à l'heure actuelle, sur une éminence dominant toute la ville.

Quelques années plus tard, en 1898, on ouvrait, à Osaka, une École de commerce, *l'Étoile brillante*, le *Meisei-gakko*, qui sembla vouloir justifier son nom par la rapidité vraiment déconcertante de son succès : en moins de dix ans, elle atteignait le beau chiffre de cinq cents élèves.

Entre temps, les Marianistes prenaient de plus en plus d'expérience et se rendaient mieux compte des besoins et des exigences du milieu dans lequel ils se trouvaient. En 1900, ils ouvrent à Yokohama l'école Saint-Joseph, réservée aux étrangers, tandis que les Japonais peupleront les Lycées de Tokyo et de Nagasaki, et l'École de commerce d'Osaka. Grâce à cette mesure nécessaire, ils bénéficient des privilèges, depuis longtemps sollicités, du *Ninka* et du *Ninteï*.

Ces privilèges consistent, le premier dans l'assimilation des diplômes délivrés par un établissement libre aux diplômes correspondants de l'État, au point de vue de l'admission des détenteurs de ces diplômes dans les Écoles supérieures, les Universités ou certaines carrières administratives; le second, dans la faculté conférée à un établissement libre d'obtenir pour ses élèves les mêmes sursis d'appel sous les drapeaux que ceux qui peuvent être accordés dans des conditions analogues, aux élèves de l'État d'ordre correspondant,

En 1900, le lycée de *l'Étoile du matin* obtient la reconnais-

sance officielle de l'État avec les privilèges du Ninka et du Ninteï, privilèges qui devaient être étendus au *Meisei-gakko* d'Osaka en 1902 et au *Kaisei-gakko* de Nagasaki en 1904. Dès lors, c'est une ère nouvelle qui s'ouvre pour les Marianistes au Japon ; ils voient le Gouvernement faire appel à eux pour des chaires de français, de latin et d'anglais à l'Université impériale de Tokyo, à l'école des Nobles, et aux écoles militaires de Tokyo et d'Omura ; dans leurs établissements affluent les fils de la haute société japonaise, ceux qui, demain, seront les chefs de la finance, de l'industrie et du commerce : des parlementaires, des ministres même leur confient l'éducation de leurs enfants. Lorsque, en 1907, les constructions, qui remplaçaient, depuis 1890, la vénérable masure, furent devenues manifestement insuffisantes pour abriter une population scolaire sans cesse croissante, trois ministres d'État, leurs Excellences le marquis Saïonji, président du Conseil des ministres, l'amiral baron Saïto, ministre de la Marine, et M. Hara, ministre de l'Intérieur, n'hésitèrent pas à prendre spontanément l'initiative d'une souscription, afin de demander au grand public japonais les 200 000 yens (environ 500 000 francs au pair) nécessaires pour l'érection d'un nouveau collège.

Avec l'obtention de ces précieux privilèges, coïncide donc pour les établissements des Marianistes un brusque mouvement en avant. Prenons un exemple typique, celui de *l'Étoile du Matin* de Tokyo. Elle s'ouvre en 1888 avec huit élèves, atteint la centaine en 1892, et se maintient entre cent et deux cents jusqu'en 1901. A cette date enfin, les privilèges sont obtenus et, malgré la création de Yokohama, qui éloigne toute la population européenne, c'est une marche ascendante qui se traduit d'année en année par les chiffres suivants : 150, 220, 280, 332, 445, 573, 711.

Si les privilèges du Ninteï et du Ninka constituaient un sérieux avantage pour les établissements des Marianistes, cela n'allait pas toutefois, sans imposer certaines conditions, que d'aucuns pourront trouver assez onéreuses. L'obtention des deux privilèges susdits équivalait pour ces établissements à une reconnaissance officielle par le Gouvernement ; mais cette reconnaissance était subordonnée à l'adoption des programmes de l'État, à l'inspection des classes, à l'acceptation des professeurs par l'État, à la tenue à jour de volumineuses écritures,

enfin à la neutralité religieuse. Dans les écoles de l'État, cette neutralité est entendue dans le sens de l'exclusion de toute religion positive, y compris le shintoïsme et le boudhisme ; en revanche, on s'efforce d'inculquer profondément une sorte de morale qui rappellerait la morale chrétienne, si l'idée fondamentale de Dieu n'y était remplacée par le culte de l'Empereur et de la Patrie. Ces conditions seraient dures si le Gouvernement les accompagnait de malveillance. Mais tel n'est pas le cas : au contraire, les professeurs présentés sont toujours acceptés, l'inspection est bienveillante, la neutralité religieuse laisse une grande latitude au cours de morale, et elle autorise formellement les cours de religion positive en dehors des heures régulières de classe.

* * *

Que l'"influence de nos missionnaires tourne nécessairement au profit de la France, le Gouvernement s'est plu à le reconnaître, par les encouragements que n'ont cessé de leur prodiguer tous ses représentants diplomatiques qui se sont succédé depuis trente ans à Tokyo.

Lors de son triomphal voyage au Japon, en 1922, le maréchal Joffre constatait, non sans émotion, que si la situation commerciale de la France n'est pas très forte dans ce pays, du moins, elle occupe une situation intellectuelle et morale très belle. Très satisfait des services que lui avait rendus l'interprète japonais attaché à sa personne : « Où avez-vous donc appris le français? lui demanda le Maréchal. Avez-vous été en France? — Non, Monsieur le Maréchal, c'est à *l'Étoile du Matin* que j'ai appris votre belle langue. — Mon ami, vous faites honneur à votre École! » Et le Maréchal le décora lui-même de la Légion d'honneur.

Qu'il nous soit permis, enfin, de rappeler ici le témoignage rendu à l'influence française qu'exercent nos œuvres du Japon, par deux députés français, à la séance de la Chambre du 12 décembre 1922. M. Noblemaire, rapporteur du budget des Affaires étrangères, avait cru devoir proposer une diminution de crédits sur la somme affectée aux œuvres françaises d'Extrême-Orient. M. Outrey réclama le maintien intégral de ces crédits; M. Duval-Arnould l'appuya énergiquement en mettant en cause nos œuvres du Japon. « J'ai particulièrement

suivi depuis longtemps le développement si remarquable de ces établissements. La raison que je tiens à dire est que je m'honore d'avoir été l'élève de ces mêmes Marianistes. J'ai pu mesurer dès lors la valeur patriotique de leur enseignement. Ce patriotisme, ils l'ont transporté là-bas, et c'est pourquoi j'ai suivi avec une attention profondément sympathique l'effort qu'ils ont fait au Japon; je ne serai démenti par personne dans cette enceinte, je ne serai démenti ni par M. Noblemaire, ni par M. le Président du Conseil, si j'affirme que cet effort a été entre tous persévérant, désintéressé, efficace. Il y a peu de mois, je recueillais avec une vive émotion, sur les lèvres d'un jeune officier supérieur de la marine japonaise (1), venu en France, membre de la mission du traité de paix, le double témoignage de sa reconnaissance pour ses maîtres marianistes et de son amour pour la France. »

De son côté, M. Outrey, remerciant M. Duval-Arnould de son intervention et du témoignage qu'il venait de rendre à l'œuvre des Marianistes au Japon, ajouta : « J'ai été deux fois au Japon, j'ai visité le magnifique collège de *l'Étoile du Matin*, qui est un des grands collèges de Tokyo où les enfants des grands commerçants, des gros industriels et des hommes politiques du Japon reçoivent un enseignement français. C'est, messieurs, le collège Stanislas de Paris transporté en quelque sorte à Tokyo. L'œuvre des Marianistes au Japon fait le plus grand honneur à la France en Extrême-Orient » (2).

Non, ces bons ouvriers de la pensée chrétienne et française ne sont pas découragés : ils comptent sur la Providence pour les aider à refaire l'œuvre de tant d'années, compromise en un instant. Ils n'épargneront ni leurs peines ni leurs travaux pour poursuivre une tâche qui importe tant à l'influence française dans le Japon et dans tout l'Extrême-Orient

PIERRE LEBON.

(1) M. le contre-amiral E. Yamamoto.
(2) Journal officiel, 13 décembre 1922.

REVUE SCIENTIFIQUE

LE SALON DE LA SCIENCE

Les gens qui se plaisent à proclamer à tout propos la « faillite de la science » feront bien d'aller passer quelques heures au Grand Palais, à cette exposition de physique et de T. S. F. qui vient d'y être organisée à l'occasion du cinquantenaire de la Société française de Physique, et qui n'aura pas encore fermé ses portes lorsque paraîtront ces lignes.

Ils y trouveront d'amples sujets de méditation et d'admiration, et des raisons positives, des raisons en quelque sorte matérielles et solides comme le métal et le verre, de reviser leurs opinions.

Car enfin, on peut à la rigueur discuter les grands systèmes théoriques qui servent de cadres mouvants aux progrès des découvertes scientifiques; on peut discuter la théorie de l'évolution, les systèmes cosmogoniques, la conception pastorienne des maladies, le déterminisme physiologique de Claude Bernard, la relativité einsteinienne, la conception électronique de la matière, la théorie des quanta,... que sais-je encore. On a le droit de discuter tout cela, et je dirai même qu'on en a le devoir, si on veut que la connaissance progresse. Car ce qui fait l'incomparable et originale puissance de la science, c'est tout justement qu'elle est un perpétuel devenir, c'est que ce qui l'immobiliserait la tuerait du même coup, c'est qu'elle prétend toujours aller plus loin et que, pour vouloir aller plus loin, la première condition est de ne jamais croire qu'on est parvenu à la perfection, qu'on a saisi l'absolu, au delà duquel on ne pourrait aspirer qu'à descendre. Il y a, au fond, beaucoup d'orgueilleuse ambition dans l'apparente modestie qui proclame son éternelle imper-

fection, c'est-à-dire sa perfectibilité indéfinie. Ce juste orgueil pour qui le mieux est, non pas l'ennemi du bien, mais sa conséquence, la science en est certes pénétrée, et elle a bien raison.

On a, dis-je, le droit et le devoir de discuter les théories scientifiques et leurs synthèses spéculatives continuellement sujettes à revision. Ces synthèses ne sont pas autre chose que des cadres commodes, des étagères où l'on classe les faits. Elles sont un peu pareilles à ces architectures de carton-pâte, qui servent dans les expositions universelles, à exposer des trésors. Celui qui proclame la faillite de la science, parce que ses théories changent, est un peu comme celui qui dénierait toute valeur aux trésors exposés dans ces monuments éphémères d'exposition, sous prétexte que ceux-ci s'écrouleront après quelques mois. Les hommes qui, comme Hœckel, ont naïvement cru que les théories scientifiques nous permettaient dès maintenant d'aller au fond des « énigmes de l'univers, » ont commis en sens inverse, une erreur analogue. Les théories scientifiques sont des récipients où l'on place et classe les phénomènes, et d'autant meilleurs que ceux-ci y sont mieux disposés dans un petit espace et dans un ordre harmonieux. Les plus utiles sont celles qui, comme la relativité einsteinienne, permettent de prévoir des faits nouveaux. Celles-là sont toujours des récipients, mais où la place des objets connus est marquée d'avance, et aussi celle d'objets nouveaux qu'il ne reste plus au savant qu'à chercher et trouver autour de lui.

Que le fond des choses échappe aux théories scientifiques, c'est ce dont nul ne doute plus aujourd'hui. Mais, si c'est là une faillite, il faut convenir qu'aucune des disciplines humaines n'y échappe, puisqu'il n'en est aucune qui n'emploie, fût-ce dans son langage, les notions relatives au monde extérieur, que la science seule nous permet de préciser, et que la logique, dieu du monde intérieur, coordonne. Et, lorsque tel philosophe illustre se propose de démontrer la fragilité de la raison, c'est encore et pourtant par des raisonnements qu'il s'y efforce : hommage involontaire et magnifique à ce qu'il humilie, à ce qui seul lui donne l'art précieux de persuader.

Je sais bien que lorsqu'on proclamait naguère la faillite de la science, on entendait aussi, enregistrer son impuissance à régenter la morale humaine. Les engins meurtriers de la dernière guerre, et tous les procédés étonnants qu'elle emprunta aux laboratoires, ont donné un regain à cette manière de voir. Boutroux a élo-

quemment stigmatisé la « barbarie savante. » C'est que, — cela a été montré maintes fois, mais on ne saurait trop le redire, — la science et la morale sont des variables indépendantes. Celle-là n'est ni morale, ni immorale ; nous montrant l'univers à l'indicatif, elle ne saurait en aucun cas nous parler à l'impératif, c'est-à-dire fonder une morale.

De ce que la musique ne peut pas non plus servir de base à une morale, conclura-t-on aussi à la faillite de la musique ? La morale, qui semble émaner des replis les plus profonds de notre conscience, et peut-être de notre subconscient, parait indépendante de tous les systèmes physiques, comme de tous les systèmes métaphysiques. C'est sans doute bien ainsi, car autrement, et pour si peu qu'elle règne ici-bas, nous serions exposés à la voir changer, comme ces systèmes eux-mêmes, et se répartir parcimonieusement, selon leur éphémère succès, dans le temps et dans l'espace.

D'ailleurs, et pour en revenir à la dernière guerre, il est une sorte de légende, une opinion toute faite, qui s'est répandue, sans qu'on l'ait jamais bien discutée, et dont les conversations mondaines ont fait un semblant de truisme : c'est que la dernière guerre n'a été si meurtrière qu'à cause du perfectionnement des engins utilisés. Or, je prétends que c'est là une erreur absolue. Si on fait le pourcentage du nombre des tués, par rapport au nombre des combattants, et par rapport au nombre des journées pendant lesquelles ils ont combattu, on trouve que ce pourcentage est moins élevé que celui de la plupart des guerres antérieures, et surtout des guerres du passé. Autrement dit, si, du temps qu'on se battait avec des arcs et des flèches, on avait combattu aussi longtemps, et, si on avait mis en ligne un aussi grand nombre de combattants, les vies humaines sacrifiées eussent été au moins aussi nombreuses. Elles eussent été même certainement plus nombreuses, car, — et ici la science intervient, — les traitements modernes des plaies de guerre n'eussent pas permis de sauver un aussi grand nombre de blessés, et les vaccinations n'eussent pas mis tant d'hommes à l'abri des grandes épidémies, typhoïde et autres. La preuve de tout cela, c'est que sur le front oriental et dans les armées russes, notamment, — là où les méthodes et les engins scientifiques étaient beaucoup moins employés, — les pertes ont été, en fonction du nombre des combattants et du nombre des journées de combat, beaucoup plus fortes que sur le front des civilisés d'Occident.

Bref, et contrairement à une opinion qui tend à s'enraciner, il en

est, au regard de la science, des pertes à la guerre, comme de la morale : ce sont des variables indépendants. Cela provient évidemment de ce fait observé par tous les grands capitaines, à commencer par Napoléon : que la défaite à la guerre, — c'est-à-dire la victoire, si l'on est de l'autre côté de la barricade, — se déclenche lorsque les pertes atteignent un certain pourcentage, généralement à peu près constant. Cela provient aussi de ce que, à tous les perfectionnements dans la portée et la virulence des engins, correspondent aussitôt des progrès équivalents dans les moyens de protection et de défense contre eux.

***

Tout ceci paraît nous éloigner beaucoup de l'exposition de physique et de T. S. F. Il n'en est rien et nous allons voir le fil de ces remarques théoriques nous ramener tout naturellement aux éclatantes réalités que le Grand Palais abrite pour l'heure sous ses immenses verrières.

Les personnes qui parlent avec dédain de la science parce qu'elle ne nous a guère rendu meilleurs et parce qu'elle ne nous a pas donné le mot du problème des destinées, ces personnes, si elles vont au Grand Palais, y verront des choses qui, elles, sont directement à l'actif de la science et qui répondent à son objet. Car enfin, qu'on se place au point de vue de la connaissance spéculative ou au point de vue pragmatique de l'utilité, il y a là, visibles et palpables, les preuves éclatantes que la science a tenu, et au delà, tout ce que nos ancêtres les plus hardis eussent pu en attendre. Qui ose parler de faillite, lorsqu'il regarde une ampoule à rayon X ? Car enfin, un rayon X est un fait, un phénomène réel, une manière d'être de la nature dans certaines conditions et que nos aïeux ne connaissaient pas. Lequel des contes de fées du vieux temps a su hausser son imagination, qui, pourtant n'était bornée par rien, jusqu'à quelque chose d'aussi merveilleux? Ce rayon X permet d'observer les objets enfermés dans des récipients opaques; il permet de voir tout le squelette des êtres vivants et d'étudier la marche de leurs organes cachés ; il permet aussi, dans beaucoup de cas, de détruire les tumeurs et d'arrêter leur développement malin. Or des phénomènes nouveaux comme celui-là, des faits naguère inconnus, aujourd'hui visibles à tous et utiles à tous, la science peut en étaler des centaines. Et cela suffit à répondre non seulement à tous les syndics un peu trop pressés de sa faillite, mais à ceux qui ne veulent voir en elle

qu'un nominalisme, une coordination purement verbale des choses. Aucune classification, aucun artifice verbal n'eût jamais pu faire jaillir un rayon X. L'expérience, sous ses deux formes, — observation, expérimentation, — le pouvait seule, et, en admettant qu'elle y eût une part, la théorie n'y pouvait contribuer qu'au même titre que les autres conditions expérimentales de la production du phénomène. La théorie scientifique n'est avant tout, si paradoxal que cela puisse sembler, qu'une des circonstances efficientes de l'expérimentation.

L'expérience, le phénomène expérimental, le fait considéré d'une part pour sa nouveauté, d'autre part pour son utilité, le secret positif arraché à la nature et qui ensuite permet de mieux dominer celle-ci, voilà le grand moteur, le centre, le moyen et le but de la science. A cet égard, on pourra juger, au Grand Palais, si elle a ou non failli aux espoirs mis en elle.

Je parle ici sans cesse de la science alors qu'il s'agit seulement d'une exposition de physique. Mais il n'est guère aujourd'hui de branche de la science qui ne se rattache à la physique : la mécanique (surtout depuis les découvertes récentes relatives à la masse électromagnétique), la chimie, la physiologie et toutes les sciences naturelles sont toutes aujourd'hui des filiales de la physique. Celle-ci est donc bien digne de son nom grec qui implique l'étude de toute la nature. Et ce n'est pas sans raison que les Anglais appellent la physique « philosophie naturelle, » que leur principal journal de physique est le *Philosophical magazine* et que chez eux les docteurs ès-sciences physiques portent le titre de docteurs en philosophie.

C'est donc la science tout entière, et toutes les industries qui l'appliquent, qu'on aurait pu légitimement faire figurer à l'exposition du Grand Palais. Mais la superficie de Paris entier n'y eût pas suffi. Telle qu'elle est, limitée étroitement à la physique pure et directement appliquée, cette exposition est un monde, un abrégé étonnant de ce qui a donné à notre temps sa physionomie. Il faudrait des mois pour en savourer tous les trésors. Il faudrait des volumes pour les décrire.

Tout ce que je pourrai donc tenter ici sera d'en esquisser la physionomie d'un trait schématique et rapide, comme font les projecteurs marins dont le faisceau traverse un instant l'immense horizon, et s'y pose juste assez pour en laisser deviner, dans un éclair, la mouvante et vivace harmonie.

* * *

Une fois franchi le portail que flanquent les colonnades extérieures éclatantes et livides, sous la lumière des arcs à vapeur de mercure, on est tout d'abord ébloui par l'éclairage du gigantesque hall. En physicien et en physiologiste qui sait que le maximum de notre sensibilité visuelle est dans la couleur jaune du spectre, l'auteur de cette décoration lumineuse a donné une tonalité dorée à la plupart des lampes électriques qui, harmonieusement assemblées, forment un dais éblouissant au-dessus de l'immense vaisseau. Les lampes sont pour la plupart assemblées en forme de motifs triangulaires dont la pointe s'érige vers le zénith vitré du Palais, et qui rappellent, par leur forme élégante, les pendentifs qu'on voit, sur les anciennes gravures, aux tiares pontificales. C'est du plus agréable effet.

Aussitôt entré, on se trouve dans la précieuse exposition rétrospective qui, dès l'abord, vous attire et vous retient et qu'on a eu raison de placer là, dans un sentiment de respect et de gratitude, comme pour rappeler au visiteur que tout ce qu'il va voir n'est que le fruit des découvertes du passé.

Voici la « table d'Ampère, » le meuble authentique vétuste et si simple avec ses planches mal équarries, avec lequel ce grand homme fit en 1822 ses célèbres expériences et ses découvertes relatives à l'électrodynamique, à l'action réciproque des courants électriques. Ce meuble vénérable, je défie un homme de science digne de ce nom de le regarder sans émotion; ce tréteau modeste est le tremplin d'où toute l'industrie électrique moderne a pris son élan fulgurant.

Voici la bobine de Masson (1842) qui ouvrit la voie à celle de Ruhmkorff. Voici la première magnéto, la machine de Pixii, construite sous la direction d'Ampère lui-même. Voici, datant aussi du début du XIXe siècle, la première lentille à échelons de Fresnel, aïeule et modèle de tous les phares modernes. L'assemblage polygonal de ses dioptres superposés est fixé dans un cadre de bois rudimentaire, œuvre de Fresnel lui-même. C'est l'Observatoire qui a distrait de ses collections et prêté pour la circonstance cette pièce précieuse. Voici le violon de Savart et sa célèbre roue dentée. Voici le premier exemplaire du galvanomètre de d'Arsonval, de cet instrument si ingénieusement imaginé et qui fonctionne aujourd'hui dans le monde entier. Voici le miroir tournant avec lequel Foucault, physicien à l'Observatoire et rédacteur scientifique au *Journal des Débats*, réussit

à saisir dans son fol essor, à emprisonner la vitesse de la lumière.

Voici maintenant d'autres reliques, un peu moins anciennes, non moins évocatrices. Voici l'exemplaire authentique du premier « couple » de Planté (1860), qui constitua le premier accumulateur électrique et dont nos accus modernes ne diffèrent guère que par la forme, car pour ce qui est de la composition métallique, Planté obtint du premier coup ce qu'on n'a, malgré bien des tentatives, jamais perfectionné depuis.

Voici le quartz piézo-électrique de Curie (1898), avec lequel on change le poids des corps en électricité. Voici, tout menu avec son tube de verre que flanquent deux petites électrodes ternies, le premier radioconducteur de Branly. Voici le premier détecteur électrolytique de Ferrié. Voici l'alternateur Bethenod qui a montré la voie à l'emploi des alternateurs électriques pour l'émission des ondes hertziennes.

Tous ces appareils historiques offrent ceci de commun qu'ils sont fabriqués, si j'ose dire, de « bric et de broc. » Les grandes découvertes expérimentales ont rarement été faites avec des moyens matériels puissants, ou du moins ceux-ci n'y ont joué qu'un rôle secondaire. Assurément, pour voir ce que devient la matière dans un champ magnétique mille fois plus intense que ceux dont on dispose aujourd'hui, il faudrait un électro-aimant mille fois plus fort que ceux que l'on possède, c'est-à-dire très cher. Mais l'expérience, — source unique de la vérité, — prouve que la plupart des grandes découvertes ont été faites avec des moyens matériels assez médiocres. Voyez Pasteur, voyez Claude Bernard, Curie, et tant d'autres. Cela ne veut pas dire que les instruments ne soient pas utiles ni même nécessaires. Cela veut dire seulement, que le plus utile et le plus nécessaire des instruments, est et reste le cerveau. C'est ce dont ne se sont peut-être pas suffisamment avisé les hommes qui, dans une intention d'ailleurs excellente, se sont mis en tête, par divers moyens, — dont les matchs de boxe ne sont point exclus, — de recueillir des sommes d'argent pour les laboratoires. C'est très bien de vouloir doter ceux-ci d'installations brillantes. Il serait mieux d'y attirer les cerveaux bien doués, d'y donner les moyens de vivre à ceux, — trop rares, — qu'on y rencontre déjà, de ne pas les obliger, pour pouvoir vivre, à disperser leurs efforts dans des besognes extérieures à la recherche scientifique. Surtout, il serait utile de leur fournir les moyens de cette recherche, lorsque ces moyens existent déjà, — avant que leurs jeunes cerveaux aient passé l'âge où on

découvre. Il faudrait, en un mot, que la sclérose cérébrale leur vienne après les moyens d'action, et non pas en même temps que ceux-ci, et alors qu'ils devront rester inutilisés, faute de l'instrument fondamental : le cerveau inventif. Nos installations ne sont pas inférieures à celles de Claude Bernard et d'Ampère. Pourtant nous n'avons pas aujourd'hui de Claude Bernard ni d'Ampère. Cela suffit à prouver que la crise des laboratoires n'est pas seulement ce qu'une conception trop simpliste imagine.

Telles sont quelques-unes des réflexions que nous suggèrent les reliques modestes et vénérables de la rétrospective exposition de physique.

***

Et maintenant, après ce salut aux ancêtres, aux grands ancêtres de la révolution apportée par la science dans nos mœurs, entrons dans le vif de l'exposition. Aussi bien, nous y aurons des guides avertis, comme le savant technicien qu'est M. de Valbreuze, comme le prince Maurice de Broglie, explorateur heureux des rayons X, ce qui est bien la plus élégante façon d'être prince.

Voici d'abord, dominant toute la scène, des charpentes métalliques dont les pylônes nous montrent ce qu'est une ligne de transport électrique à très haute tension. Ici l'énergie électrique, muette et docile, vient livrer sa puissante souplesse, docile et vaincue, à des transformateurs géants, élevant vers le zénith du hall leurs isolateurs aux volutes de verre et qui transmutent à volonté les volts en ampères. Tout autour ronronne le peuple des appareils de distribution et de mesure électrique, les lourds accumulateurs aux panses acides gonflées de foudre, les câbles au cuivre tressé qui la canalisent, les rhéostats, les compteurs si nets sous leur robe d'acajou poli, bordée d'ébonite ténébreuse et que rehaussent les boutons moletés, pareils à des corolles jaunes avec leur laiton éclatant.

Voici, dévorant les hectowatts par dizaines de milliers, le four électrique roi de l'électro-chimie et où l'on fait sous nos yeux du carbure de calcium. Voici des moteurs par dizaines qui vrombissent parmi l'aigrelette sonnerie des avertisseurs. Voici, pareils à de gigantesques tubes à pâte dentifrice, les récipients hermétiques où dorment l'acide sulfureux ou les autres gaz liquéfiés.

Voici maintenant un stand dont il est pratiquement impossible d'approcher, tant la foule y est dense. Un speaker la tient tout entière suspendue à ses lèvres et plus encore à ses gestes. C'est qu'il

manie un tube où l'oxygène et l'azote liquéfiés se prêtent entre ses mains aux plus étonnantes expériences.

Elle est bien curieuse à étudier, cette foule qui se presse au Salon de la Science. Combien elle diffère de celles qu'on rencontre à tous nos salons de sculpture et de peinture, voire de littérature ! Beaucoup de jeunes candidats ou élèves évidemment de nos facultés et grandes écoles, beaucoup d'hommes avec ce visage sérieux et passionné des techniciens, des ingénieurs, des rats de laboratoire. Parmi tout cela, des figures enfantines de polytechniciens, chez qui le bicorne, on n'a jamais su pourquoi, est orthogonal à son orientation napoléonienne. Quelques femmes, très peu, au visage grave de sévriennes. J'ai pourtant vu là une midinette. Elle faisait patiemment la queue aux abords d'un stand très connu où un des maîtres de l'optique montrait au spectromètre les raies lumineuses de la vapeur de mercure. Quand son tour fut venu de mettre son œil à la bonnette de l'oculaire, elle regarda vivement, et sans vouloir paraître trop déçue, cette petite raie verticale de lumière verte. Elle accueillit sans sourciller la révélation qui lui fut faite que cette raie avait pour longueur d'onde 546 millièmes de *mu*. Je vis bien à son air qu'elle avait envie de demander, — pour avoir l'air de s'intéresser, — dans quelle armoire on mettait la longueur d'onde après la séance de démonstration. Pourtant cette question que je lisais sur le petit visage charmant ne fut point proférée.

Derrière la midinette, le secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences en personne attendait avec une patience toute démocratique son tour de voir la petite raie verte du mercure. C'est que les grands savants ont ceci de commun avec les grands ignorants d'être perpétuellement étonnés par tout ce qu'ils voient, de ne jamais sentir disparaître en eux cette sorte de virginité de la pensée qui renouvelle sans fin le plaisir de l'étrange spectacle de l'univers.

J'ai d'ailleurs calomnié tout à l'heure les femmes, en disant qu'il n'y en avait guère au Salon de la Science. J'en ai rencontré au contraire beaucoup au Salon de thé attenant à l'exposition et aussi dans la petite salle d'attente où, victimes dociles du devoir conjugal ou du filial, elles attendaient, résignées, le retour de celui qui divaguait à cette heure parmi les étranges architectures de verre et de métal de toutes ces machines diaboliques.

C'est un fait, un fait certain que les femmes sont en général moins attirées que nous par les choses de la science. On a dit que c'est parce qu'elles sont moins que l'homme propres à l'abstraction, que les

systèmes et les doctrines scientifiques ne les émeuvent pas. Mais ici il ne s'agit pas d'abstraction et ces appareils et ces expériences sont tout à fait positifs et tangibles. Je crois que si, en général et toutes les exceptions convenables étant faites, la femme est moins sensible que son partenaire masculin, non seulement à l'abstraction, mais aussi à la technique et à l'expérience scientifiques, c'est que son affectivité ne trouve pas, là non plus, de quoi s'alimenter. Une symphonie, un paysage, une statue, ou même le modèle d'une statue peuvent plaire à notre sensibilité ou à notre sensualité d'une manière pure, en quelque sorte, et sans aucune intervention rationnelle. Cela plaît parce que cela plaît, et voilà tout. Au contraire, un tube à trois électrodes, une de ces lampes merveilleuses, plus merveilleuses que celle d'Aladin, ne plaît pas par elle-même. Elle ne plaît que lorsqu'elle nous apporte la musique sans fil, et alors elle n'est plus que l'agent de liaison de nos sens au plaisir, et c'est celui-ci, seul, qui continue à charmer la pure sensibilité, à l'exclusion du mécanisme porteur. Ou bien cette lampe merveilleuse ne plaît et n'étonne que parce que nous nous souvenons que le gnome magique qui lui donne sa puissance est l'électron invisible et présent dans ses flancs vitreux, l'électron constituant essentiel de tout l'univers et qui pourtant ne pèse que la milliardième partie du milliardième du milliardième d'un gramme. Bref le plaisir que procure la science, même dans sa partie purement instrumentale et expérimentale, comporte une part de raisonnement, de déduction, de mémoire imaginative. A qui est surtout sensibilité pure, ces accessoires de la volupté sont bien encombrants. Et c'est, après tout, bien ainsi, car le monde serait fort monotone et encore plus ennuyeux qu'il n'est, si tous les êtres humains étaient des physiciens, s'il n'y avait pas, pour notre charme et notre délicieux désespoir, des êtres qui parfois défient et dédaignent tout ce qui est raisonnement.

***

Mais voici que la foule qui nous presse nous entraîne maintenant vers les singulières machines où la chaleur sert à fabriquer du froid où les calories se transmutent en « frigories. » Voici à côté, et faisant contraste, la soudure autogène.

Voici les appareils télégraphiques, voici le prodigieux Baudot qui marche sous nos yeux, voici les téléphones, les phonographes, ces accumulateurs acoustiques, les appareils tographiques, les cinémas, ces accumulateurs optiques. Voici d'ailleurs toute l'optique, depuis

l'ultra microscope jusqu'à la puissante lunette méridienne qui, flanquée de ses douze microscopes micrométriques, lève dans le plan où sa destinée est rivée, une gueule béante de canon pacifique. Voici les télémètres aux grands bras horizontaux. Voici les instruments géodésiques sur leurs trépieds de bois.

Voici surtout l'armée innombrable des appareils qu'a fait surgir la T. S. F., dominatrice de cette exposition. Voici les lampes thermioniques, les radiogoniomètres, qui repèrent au loin ce qui est silencieux et invisible, les cadres octogones ou hexagones, cellules géométriques de cette ruche sans-filiste dont les abeilles aujourd'hui sont millions. Voici les haut parleurs, qui attendent encore l'inventeur qui les dépouillera de leur affreux nasillement.

Voici l'industrie du verre et de la silice, voici la métallurgie, avec ses fins procédés d'analyse et de mensuration, voici la métallographie. Voici les rayons X, qui s'élancent du ventre ballonné et vide de leurs ampoules génératrices, les rayons X, ces regards pour qui il n'est point d'œillères. Voici les substances radioactives, ces flammes qui n'ont point besoin d'être rallumées.

Voici le côté belliqueux de ce prodigieux salon : l'artillerie, le tank radiotélégraphique, les cartes merveilleuses, les projecteurs marins aux réflecteurs éblouissants.

Voici maintenant, vers le fond médian du grand hall, les curieuses expériences de démonstration qui sans cesse, sous les yeux du visiteur ébahi, font passer quelques-uns des miracles de la technique moderne. La Direction des Inventions, la Société de physique, et le corps enseignant de nos grandes écoles et de nos lycées, ont fait là un effort merveilleux, et qui charme non moins qu'il instruit. Entre vingt autres, aussi curieuses, nous avons remarqué là la singulière expérience, où, sous l'influence d'un champ électrique rotatif, un œuf d'aluminium se dresse soudain debout sur sa pointe, et se met à tourner vertigineusement. Il n'y a pas bien longtemps on eût brûlé, pour sorcellerie, celui qui eût réalisé cela.

Non loin de là, les belles photographies astrales obtenues à l'Observatoire de Meudon nous montrent, saisies sur le vif, et momifiées sur la gélatine, toutes les convulsions de l'atmosphère solaire.

Mais ce que j'ai surtout admiré dans ce coin pédagogique, ce sont les appareils de démonstration fabriqués par les élèves-maîtres de l'École normale d'institutrices de la Seine, en vue de l'enseignement de la physique dans les écoles primaires. Il y a là des instruments

merveilleusement ingénieux, combinés avec des bouts de carton, de ficelle, de bougie, des vieilles boîtes à cigare,... que sais-je encore, et qui révèlent un effort touchant, méritoire et parfaitement réussi.

Au total, il se dégage de cette accumulation d'appareils, que vivifient les expériences réalisées sous les yeux du visiteur, une impression intense et un peu vertigineuse. Impression où il y a de l'étonnement, et une sorte de poésie singulière. Car, en définitive, c'est par tout cela, et par tout cela seulement que nous sommes supérieurs à ceux qui ont vécu avant nous et qui sont morts sans avoir vu cela. C'est cela, c'est cela seulement qui étonnerait un Alexandre, un César, un Louis XIV, s'ils revenaient parmi nous. Car, pour tout ce qui n'est pas cela, nous n'avons guère bougé depuis le temps de ces grands disparus. Comme le disait le vieux Kant, alors qu'égrotant et las, on le traînait, aux premiers beaux jours, près de sa fenêtre : « c'est toujours le même printemps. » Chose plus grave encore, c'est toujours le même hiver.

Ne craignons donc point d'admirer, de révérer même les seules choses qui font qu'il vaut mieux pour nous être nés plus tard que nos aïeux, parce qu'ils ne les ont pas connues : les choses de la science et les choses qui émanent de la science. Car vivre c'est communier avec le vaste univers. La physique multiplie et multipliera sans fin, par d'invisibles antennes, nos médiocres contacts avec la nature. Si jamais nous devenons des surhommes, ce qui n'est pas sûr, c'est à elle que nous le devrons.

CHARLES NORDMANN.

MAURICE BARRÈS

Maurice Barrès après Pierre Loti! — L'année 1923 aura été cruelle aux Lettres françaises. En quelques mois, nous aurons perdu deux des plus beaux génies d'écrivains qui aient paru dans la dernière partie du XIXe siècle et au début du XXe. Encore, pour Loti, avions-nous la consolation que sa tâche était finie, au lieu que nous attendions encore tant de Barrès! Ses notes sur le Levant, parues ici même, et qui contiennent peut-être ses plus belles pages, attestent quelle réserve de créations intellectuelles il portait en lui. L'émouvante préface qu'il composait au mois d'août 1922 pour les Mémoires de son grand père disait : « Je désirerais, avant de mourir, donner une idée de toutes les images qui m'ont le plus occupé. » Et il avait un si fort sentiment de la richesse de ses projets, qu'il appréhendait, avec une prescience singulière, et qui aujourd'hui prend un caractère tragique, de n'en avoir pas le loisir.

Il se décrivait, faisant à Charmes, son village d'origine, le tour de promenade qui était celui de son père et de son grand père, suivant la rivière comme eux, comme eux écoutant le ramage des oiseaux et l'appel séculaire des cloches de l'église. Puis, arrivé au cimetière, il lisait sur la pierre de leur tombe, la date de leur départ, leur âge, et pensait au mot que notre étrange et charmant ami Jules Soury nous disait en nous montrant les murs du cimetière de Montparnasse : « Comme on sera bien là! » Barrès ajoutait : « Ce profond repos ne sourit pleinement qu'à ceux qui ont rempli toute leur tâche et exécuté leur programme. Or, je commence à me sentir un peu pressé par le temps. » De lui aussi nous devons dire le mélancolique *Pendent opera interrupta* de Virgile que l'on a inscrit en épigraphe aux *Pensées* de notre Pascal.

Telle quelle, l'œuvre interrompue est trop considérable pour

qu'une note hâtive, écrite sous l'impression de la désolante et inattendue nouvelle de cette mort, puisse même la résumer. Qu'elle est variée, cette œuvre, dans la profonde unité de son développement! Il y a un Barrès romancier et combien original, et, dans ce domaine aussi, combien varié! Dans les trois volumes qu'il a intitulés le *Culte du Moi*, n'a-t-il pas repris et transformé le roman idéologique, abandonné depuis Voltaire? Mais où l'auteur de *Candide* ne mettait que de l'esprit, l'auteur du *Jardin de Bérénice* a voulu et su mettre du pathétique. Pareillement, il a repris le roman de mœurs tel que Stendhal l'avait compris quand il inscrivait en sous-titre à son *Rouge et noir*: *Chronique de 1830*, et il l'a transformé en faisant de ses *Déracinés*, de l'*Appel au soldat*, de *Leurs figures* un chapitre d'histoire contemporaine, d'un coloris et d'un relief à la Saint-Simon, et voici que, reprenant un autre type de récit, le roman romanesque, il composait, — c'était hier, — le *Jardin sur l'Oronte*, après avoir, dans l'intervalle, donné dans *Colette Baudoche* et dans *la Colline inspirée*, deux types renouvelés, eux aussi, et bien originaux, du roman régionaliste.

A côté du Barrès romancier, nous trouvons, si nous regardons le catalogue de ses livres, le Barrès voyageur. Qui ne connaît ces merveilles de sensibilité divinatrice *Du sang, de la volupté et de la mort*, — *Amori et dolori sacrum*, — *le Voyage de Sparte*, — *Greco ou le secret de Tolède*, enfin cette *Enquête aux pays du Levant* dont je parlais tout à l'heure? Et il y eut aussi le Barrès pamphlétaire, en dépouillant ce terme de tout sens péjoratif, le Barrès partisan, des *Scènes et doctrines du nationalisme*, et surtout de cet extraordinaire *Dans le cloaque*, la plus saisissante eau-forte qu'ait gravée cet implacable observateur des bassesses politiciennes, qui ne les haïssait tant que par amour pour la France et par appréhension des dangers qu'elles représentaient pour le pays.

C'est ce patriotisme passionné qui fit de Barrès, pendant ces quatre années de la terrible épreuve, un des meilleurs artisans de la résistance morale de la nation. Les dix volumes, où il a réuni ses articles quasi quotidiens de *l'Écho de Paris*, lui étaient particulièrement chers. Cette *Chronique de la Grande Guerre*, comme il les avait appelés, reste le témoignage d'un dévouement à la chose publique, dont j'aime à rapprocher celui de notre noble confrère Albert de Mun. Sur l'Image Mortuaire de celui-ci, les siens ont eu la pieuse pensée de rapporter ses derniers mots : « La veille de sa mort, étant épuisé, mais debout, refusant tout repos, il nous disait : *Je donne ma*

vie comme je peux. » Cette martiale déclaration du patriote auquel son âge et sa santé interdisent le service de l'épée et qui veut servir pourtant, se consumer, s'user à servir, on pourrait l'inscrire en exergue à cette *Chronique de la Grande Guerre*, et, devant cette fin si brusque, on ne peut s'empêcher de penser qu'elle est due beaucoup à l'usure de ce travail sans relâche, accompli parmi les angoisses publiques et privées. Il semble d'ailleurs, à voir l'immense vague d'émotion soulevée par cette mort, que tous les Français le sentent, et qu'ils comprennent quelle dette ils ont envers cet homme, aussi grand citoyen que grand artiste. En décrétant que Maurice Barrès aurait des obsèques nationales, le Gouvernement a répondu à l'universel désir. Pour les amis de sa jeunesse, et qui, l'ayant vu partir pour la vie avec de si beaux dons, n'ont pas cessé de le suivre, dans son ascension vers la gloire, d'un cœur attendri, ce suprême hommage de tout un peuple à ce héros littéraire serait un adoucissement, s'il ne prouvait pas quelle puissance de rayonnement gardait Barrès, et comment ne pas se dire qu'il viendra peut-être des heures où il manquera trop ? Mais ses livres restent, dont l'influence n'est pas épuisée, mais son exemple, qu'il faut montrer aux écrivains qui commencent, en leur disant : « Regardez-le, comprenez-le. Apprenez de lui que la plus haute intellectualité peut, qu'elle doit s'associer à l'action, et que le vrai moyen de cultiver notre personne, c'est de l'enraciner dans la tradition nationale, c'est de nourrir notre âme de l'âme de ceux qui nous ont précédés sur la terre héréditaire, de les continuer, de les prolonger. Cet admirable artiste est allé rejoindre ses pères. Traitez-le comme lui-même les a traités, avec cette vénération active qui associe le passé au présent, pieusement, ardemment, et que chacun de vous reprenne sa devise, si belle, si saine, si profonde : « *Notre terre et nos morts !* »

PAUL BOURGET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le roi Alphonse XIII, accompagné de la reine et du général Primo de Rivera, président du Directoire espagnol, est allé en Italie, escorté d'une escadre cuirassée, faire visite au pape Pie XI et au roi Victor-Emmanuel. La flotte italienne, commandée par le duc de Gênes, s'est portée au-devant de la division espagnole, et les deux forces navales ont mouillé en rade de La Spezia le 18 novembre. De là, les souverains espagnols se sont rendus à Rome où les attendaient le roi et la reine d'Italie. Après quelques instants de repos au Quirinal, ils ont gagné l'ambassade d'Espagne auprès du Saint-Siège, place d'Espagne: c'est là que le prince Massimo est venu les chercher, avec les équipages aux armes et livrées pontificales, pour les conduire au Vatican où le Pape leur réservait le plus paternel accueil. De là les souverains espagnols sont revenus s'installer au Quirinal où ils ont été les hôtes du roi et de la reine d'Italie. Les échanges officiels de congratulations royales ont été empreints d'une « amitié accentuée. » Mais la curiosité sympathique de la foule était moins attirée par la personnalité des princes que par celle de leurs chefs de Gouvernement, M. Mussolini et le général Primo de Rivera, qui l'un et l'autre, l'Espagnol suivant l'exemple de l'Italien, ont créé un type nouveau de dictature, fondé sur le besoin d'ordre et de travail et appuyé sur une force armée. La presse de la Péninsule, la presse fasciste en particulier, a célébré avec enthousiasme l'heureuse rencontre des deux chefs d'État et s'en promet les plus heureux résultats. Les fascistes sont fiers d'avoir créé une forme inédite de Gouvernement et de la voir imitée par une autre grande nation latine; ils en ont pris texte pour appuyer sur le thème de la fraternité latine, d'une fraternité latine limitée aux deux péninsules méditerranéennes. Et comme il n'est de bonne fraternité que contre un tiers, de nombreux journaux italiens ont lancé quelques flèches à l'adresse de la France.

L'Italie se plaint d'être emprisonnée dans la Méditerranée; elle soupçonne la France de vouloir dominer dans le bassin occidental comme l'Angleterre dans le bassin oriental; elle souhaite que l'Espagne tienne solidement les côtes septentrionales du Maroc, y compris Tanger. Le professeur Perez Bueno, de l'Université de Madrid, a expliqué au *Resto del Carlino* qu'avec l'armement moderne, Gibraltar, dominé de toutes parts, n'est plus redoutable; la clef du détroit c'est Tanger et la côte du Rif que l'Espagne n'abandonnera pas. L'Italie et l'Espagne n'ont-elles pas les mêmes intérêts dans l'Afrique du Nord où, à en croire quelques journaux, la France cherche à dénationaliser les Espagnols qui s'établissent au Maroc et les Italiens qui s'installent en Tunisie! Le professeur Silva, dans le *Corriere della Sera*, rappelle l'accord secret de 1887, par lequel l'Espagne promettait de ne négocier avec la France aucun accord qui pût léser les intérêts italiens. Un regard sur la carte suffit à donner l'idée de l'importance d'une alliance maritime qui unirait les bases navales de la côte espagnole, les Baléares, la Sicile, la Sardaigne, l'Italie. La France devrait sans doute s'alarmer d'un tel accord, si elle pouvait supposer à ses voisines autre chose que des intentions amicales. A Washington, elle a accepté, à l'instigation de l'Angleterre, le principe de l'égalité navale de la France et de l'Italie; mais si aux forces de l'Italie s'ajoutent celles de l'Espagne, l'équilibre est rompu à notre détriment. Si l'on se souvient de l'influence que l'Angleterre, dominatrice des mers, exerce à Madrid et à Rome, n'est-il pas permis de se demander si les fraternisations italo-espagnoles ne sont pas vues à Londres d'un œil particulièrement favorable et ne font pas partie du plan d'encerclement de la France qui hante l'esprit de lord Curzon. L'Angleterre a un intérêt majeur à tenir ouverte et libre la route maritime de Suez, des Indes et de la Mer-Noire; les arrangements navals franco-anglais, conclus à une époque où l'Italie était membre de la Triplice et alliée de l'Autriche, associaient les deux marines pour la liberté de la Méditerranée. Sommes-nous à la veille de voir se développer une autre combinaison? Il existe dans certains milieux italiens, qui ont déjà oublié l'attitude amicale de la France dans l'affaire de Corfou et les colères de leur presse contre lord Curzon, un plan d'entente économique et politique avec l'Angleterre. Le journal fasciste *Resto del Carlino* nous avertit que « Tanger a fait oublier Corfou, » ce qui, à la vérité, est une trouvaille! C'est la presse fasciste qui fait à chaque instant parade de la force italienne, de la natalité, de l'esprit belliqueux

de la jeunesse italienne ; c'est M. Mussolini qui dit que « l'unité italienne n'est pas achevée, » et qui se prépare à escamoter Fiume ; mais il est entendu que c'est la France qui est « impérialiste, » « militariste, » etc., et que c'est M. Poincaré qui inquiète l'Europe.

Nous devions signaler ces manifestations un peu exubérantes d'une partie de l'opinion italienne, mais nous nous garderons d'en exagérer la portée. Elles sont pour nous un avertissement de ne pas négliger notre marine, qui assure nos communications avec l'Afrique du Nord, et de hâter les travaux du Transsaharien. Le fascisme a besoin de galvaniser fréquemment le sentiment national ; il était donc naturel que sa presse tirât d'utiles développements de la visite du roi d'Espagne et attribuât à la vertu du discours de M. Mussolini l'accord que l'Europe doit à l'esprit de modération et à la volonté d'entente de M. Poincaré. Il arrive parfois à M. Mussolini de parler un peu vite, mais ses actes valent mieux que ses paroles et son légitime désir de développer la prospérité de l'Italie ne trouve en France que des sympathies. Quant à la Méditerranée, elle est une route, un couloir ouvert à toutes les marines, non la propriété réservée d'une seule Puissance ou d'un groupe de Puissances; elle n'est pas faite pour séparer les peuples, mais pour les rapprocher, les porter l'un vers l'autre. Les Français n'ont jamais dit « mare nostrum. » C'est Bismarck qui écrivait à Mazzini en 1866 : « L'Italie et la France ne peuvent s'associer pour leur avantage commun dans la Méditerranée; cette mer est un héritage impossible à diviser entre parents. L'empire de la Méditerranée appartient incontestablement à l'Italie... » C'est M. de Stockmar qui écrivait au prince Albert : « Il ne faut pas oublier que le devoir d'un homme d'État anglais est toujours de rendre l'Italie forte contre la France. » On voit bien quel peut être, dans les rivalités méditerranéennes, l'intérêt allemand, l'intérêt anglais; mais l'intérêt italien, comme l'intérêt espagnol et l'intérêt français, est tout autre; la Méditerranée n'est pas un « héritage » qu'il s'agit de diviser ; une saine politique méditerranéenne doit unir et pacifier; les accords de 1902 en font foi. Aussi la France ne saurait-elle prendre ombrage des fraternisations latines italo-espagnoles. Le général Primo de Rivera, recevant les journalistes au Quirinal, a pris soin de rassurer l'opinion étrangère : « La consolidation des liens qui unissent l'Espagne à l'Italie développera leurs relations économiques, influera sur l'Amérique latine et atténuera leurs motifs de concurrence dans la

Méditerranée; il ne s'agit que d'une défense pacifique : ni la France ni l'Angleterre n'ont de raison de s'en alarmer. »

Que les « rois catholiques » de la vieille monarchie espagnole aient fait dans la Ville Éternelle, aujourd'hui capitale du royaume d'Italie, visite officielle au prisonnier volontaire du Vatican en même temps qu'au roi d'Italie, c'est un événement d'une haute portée historique. Depuis le 20 septembre 1870, le Pape n'admettait pas qu'un souverain catholique vînt consacrer, par une visite à Rome, la spoliation dont il a été victime; on n'a pas oublié que le voyage du président Loubet fut l'occasion de la rupture entre la France et le Saint-Siège. C'est Benoît XV qui, en 1920, par l'Encyclique *Pacem Dei munus*, a levé l'inderdiction, et c'est le roi des Belges qui, le premier, a fait à Rome la double visite qu'Alphonse XIII vient de renouveler. L'attitude déférente de M. Mussolini à l'égard de la Papauté, l'intention qu'il se laisse volontiers prêter de résoudre enfin la question romaine et d'assurer l'indépendance du Saint-Siège, les sentiments patriotiques de Pie XI à l'égard de l'Italie, ont préparé les voies à une visite où la presse italienne a voulu voir la preuve de la définitive réconciliation des deux pouvoirs. Les journaux ont relevé la pompe de la réception au Vatican, qui renouvelle les temps d'avant 1870. « Le fait, écrivait le *Secolo*, que la nation la plus rigidement catholique envoie enfin son souverain rendre hommage au roi d'Italie, dans Rome capitale, démontre, — s'il en était besoin après la visite du roi Albert, — que la question romaine en tant que revendication territoriale est désormais enterrée pour toujours par la volonté du Vatican lui-même. »

Comme il arrive souvent, la presse italienne dépassait la mesure et, le 28 novembre, l'*Osservatore romano*, dans un éditorial assez sec, remit les choses au point : la réception au Vatican n'a pas eu « la splendeur qu'elle aurait eue en des temps normaux pour le Saint-Siège. » La venue du Roi catholique à Rome avec le consentement du Souverain Pontife ne saurait « signifier, de la part de celui-ci, une renonciation, ne fût-elle que virtuelle et implicite, aux droits imprescriptibles du Siège apostolique, droits qui forment le nœud de la question romaine. » L'organe du Vatican rappelle, en citant les textes, dans quelles conditions et avec quelles réserves Benoît XV a autorisé les souverains catholiques à venir à Rome, et il conclut : « Il n'est pas honnête (c'est le moins qu'on puisse dire), après de si ouvertes et si claires paroles, de profiter de la venue du souverain catholique à Rome pour proclamer la fin de la

question romaine. Il n'est pas généreux (nous ne disons rien de plus), de retourner contre le Saint-Siège les concessions qu'il fit pour le bien de tous les peuples, mais spécialement pour le bien du peuple italien. La blessure ouverte par le 20 septembre 1870 ne se soigne pas avec des compresses chaudes; elle est et restera ouverte jusqu'à ce qu'on y ait pourvu de manière que le Saint-Siège non seulement jouisse de la liberté et de l'indépendance auxquelles il a droit, mais aussi qu'il soit apparent pour tout le monde, qu'il en jouit réellement. » Nous écrivions ici un jour, presque dans les mêmes termes : « il ne suffit pas que le Saint-Siège soit indépendant, il faut encore qu'il en ait l'air. » La question romaine a évolué, mais elle subsiste. L'Encyclique *Arcano Dei* du 23 septembre 1922 l'affirmait clairement et M. Charles Loiseau, dans un excellent chapitre de son livre *Politique romaine et sentiment français*, vient de montrer en quels termes elle se pose. L'indépendance du Saint-Siège intéresse tous les États catholiques, tous les États où vivent des catholiques. La réconciliation entre les deux pouvoirs qui coexistent dans Rome, si elle n'était pas accompagnée de garanties précises d'ordre international, ne supprimerait pas, loin de là, la question romaine, mais elle poserait, avec une acuité nouvelle, le problème de l'indépendance du Saint-Siège.

Est-ce sous l'empire de semblables préoccupations qu'Alphonse XIII a cru pouvoir, dans le discours qu'il a adressé au pape Pie XI, se permettre d'insister pour qu'une plus grande part soit faite dans le Sacré-Collège et dans le corps des gardes-nobles à l'élément espagnol? En tout cas, l'allusion à la possibilité de donner à la Curie un caractère plus international parut indiscrète au Vatican ; lorsqu'on y eut pris connaissance du discours que le Roi se proposait de prononcer, de légères retouches furent demandées : mais une copie des paroles royales avait été laissée à Madrid pour être, à l'heure même où elles seraient prononcées, publiée dans les journaux d'Espagne ; toute modification se trouvait, de ce fait, impossible, et l'*Osservatore* inséra les paroles d'Alphonse XIII telles qu'il les avait écrites et telles qu'il les prononça. La revendication des privilèges historiques accordés autrefois aux « Rois catholiques » en Palestine parut aussi, sans doute, inopportune. L'incident est caractéristique ; il a jeté une légère ombre sur l'éclat de la réception des souverains espagnols et sur la satisfaction très légitime que cette visite royale est venue apporter au Vatican.

La crise interalliée dont nous essayions, dans la précédente

chronique, d'expliquer les origines et le mécanisme, s'achève en une détente générale, dont il faut aujourd'hui chercher les raisons.

La principale, c'est la signature, le 23 novembre, de l'accord entre les représentants des grands industriels de la Ruhr et les autorités franco-belges de la mission de contrôle. Lorsque M. Stresemann eut annoncé la cessation de la résistance passive, la résistance, en réalité, continua par d'autres moyens. L'erreur de M. Baldwin et de la presse anglaise, notamment du *Times*, fut de prendre pour un fait accompli ce qui n'était qu'une parole du chancelier allemand, une suprême manœuvre pour attirer M. Poincaré à des négociations prématurées. Le Président du Conseil avait affirmé à diverses reprises qu'il serait prêt à entrer en négociations, tant avec les Allemands qu'avec les Alliés, dès que la résistance aurait effectivement cessé. Avec la mise en vigueur des accords de Dusseldorf, ce jour est arrivé.

Les conventions avec les grands consortiums représentant cent cinquante mines, Stinnes, Thyssen, Stumm, etc., sont valables jusqu'au 15 avril 1924 : c'est donc une expérience qui va être tentée ; puisse-t-elle, du côté allemand, l'être en toute bonne foi. Les mines paieront, au titre de l'impôt sur les charbons, pour la période du 1er juin au 1er novembre, 15 millions de dollars (217 millions de francs); elles paieront à l'avenir 10 francs par tonne vendue ; elles livreront gratuitement 18 pour 100 de leur production nette; les stocks constitués dans la Ruhr restent la propriété des autorités alliées ; le régime des licences d'exportation reste en vigueur, etc. La signature d'un tel accord marque la fin de la seconde bataille de la Ruhr. Les industriels acceptent aujourd'hui le régime qu'ils avaient rejeté en janvier ; mais de quelles ruines eux, le Gouvernement du Reich et ses mauvais conseilleurs, ne sont-ils pas responsables? La Ruhr va reprendre sa vie et son activité. Ne nous dissimulons pas cependant que la remise en marche de ce formidable mécanisme de précision sera délicate : le problème des transports, celui des crédits, celui de la durée du travail sont particulièrement importants. Une nouvelle convention signée à Mayence le 3 décembre aura pour effet d'adapter les horaires des services du pays non occupé avec ceux de la régie franco-belge, qui garde l'organisation des transports en Rhénanie et dans la Ruhr. Les Anglais, pour la zone de Cologne, consentent de leur côté à une adaptation des services.

Le 5 décembre, les journaux français publiaient un communiqué du quai d'Orsay qui marque une date capitale dans l'histoire de la bataille de la Ruhr. Il annonce d'abord que, sur la proposition du

général Degoutte, « certaines mesures administratives et certaines mesures de grâce en faveur de personnes expulsées et condamnées » vont être prises ; puis il continue : « Le général Degoutte estime que la résistance passive aura effectivement cessé lorsque, d'une part, le travail aura effectivement repris dans les mines et les usines et lorsque, d'autre part, les conventions avec le Reich pour l'exploitation du réseau ferré de Rhénanie et de la Ruhr auront été ratifiées par le Gouvernement de Berlin et seront entrées en application. Le jour fixé pour cette entrée en application est, d'après la convention signée hier à Mayence, le 10 décembre. Le regroupement des forces militaires, en vue de diminuer le contact avec les populations, a déjà commencé et se poursuit progressivement. » Comme le remarque très justement M. Henry de Jouvenel dans *le Matin*, « ces quelques lignes constituent à la fois un bulletin de victoire et une proposition de paix. » Elles font justice des calomnies et des insinuations perfides que la propagande allemande et une partie importante de la presse anglaise n'ont cessé de répandre sur la politique française et sur les intentions de M. Poincaré. Il n'y a plus de raison pour le Gouvernement britannique de continuer à bouder une politique qui a prouvé son efficacité.

Les initiateurs du mouvement d'indépendance rhénane sont en désaccord violent. M. de Metzen s'est retiré. M. Dorten et M. Matthes ont constitué chacun un gouvernement dont l'autorité est très discutée. Ici encore, la preuve est faite de la loyauté, scrupuleuse jusqu'à l'excès, du Gouvernement français. Le caractère violent qu'a pris l'action des séparatistes a éloigné de leurs personnes, mais non des idées qu'ils ont eu le mérite de représenter les premiers, une partie de l'opinion rhénane ; leur effort a eu pour effet de poser la question et d'éveiller les aspirations autonomistes ; leur rôle n'est pas fini, il consistera dans l'avenir à prendre garde que l'autonomie qui s'organise ne soit pas un trompe-l'œil. Mais il était évident qu'un État rhénan indépendant ou autonome, fédéral ou unitaire, ne pouvait en aucun cas être établi sans le concours des grandes forces politiques et sociales de la région : l'épiscopat et le clergé catholique, le Centre comme organisation politique, les syndicats chrétiens. La démarche par laquelle M. Adenauer, bourgmestre de Cologne, a fait connaître à la Haute-Commission qu'il était prêt à constituer un Directoire rhénan montre que, même parmi les hommes les plus attachés à l'unité allemande, la séparation d'avec la Prusse s'impose comme une nécessité et un bienfait. Deux groupements

d'industriels, l'un dans le Palatinat, l'autre dans la région de Wiesbaden, ont obtenu de la Haute-Commission l'autorisation d'émettre des monnaies locales. Une banque d'émission rhénane est en voie de création, avec le concours de banquiers rhénans et de la banque franco-belge. 50 pour 100 du capital serait allemand, 40 pour 100 français ou belge, 10 pour 100 à d'autres États choisis par la France et la Belgique. Dans l'immense désarroi monétaire et financier de l'Allemagne, la création en Rhénanie d'une monnaie stable et saine, avec couverture en devises étrangères, aura une importance politique considérable; elle est le plus sûr acheminement vers la création d'un État rhénan autonome. Sur ce terrain encore, la politique française parvient à ses fins, et ce n'est ni au détriment du Reich, ni au détriment de l'Angleterre ou des autres alliés.

La Commission des réparations continue l'examen des mesures à prendre pour la création des deux comités proposés par M. Barthou; l'un serait chargé de rechercher les moyens d'équilibrer le budget allemand et les mesures propres à stabiliser la monnaie; l'autre partirait à la chasse des capitaux allemands passés à l'étranger et découvrirait les moyens de les faire rentrer. Des places, parmi les experts, seraient réservées aux Américains. Jusqu'à présent le délégué britannique, sir John Bradbury, n'a pas élevé d'objections à la méthode de travail proposée par ses collègues; le scepticisme ironique avec lequel il avait accueilli les premières ouvertures du Président a fait place à un évident désir de ne pas provoquer, du moins pour le moment, de débats irritants. C'est ainsi que le délégué britannique n'a pas jusqu'ici soulevé la question de l'imputation des frais d'occupation de la Ruhr sur les sommes qui seront payées par les propriétaires de mines en vertu de l'accord de Dusseldorf, car elle implique celle de la légitimité de l'occupation de la Ruhr. Si le *Foreign Office* s'apercevait enfin qu'en contestant tardivement que l'occupation de la Ruhr soit conforme au traité, il a commis non seulement un acte inamical, mais une maladresse qui n'a profité qu'à l'Allemagne, un grand pas serait fait vers l'accord définitif.

La campagne électorale en Angleterre s'est terminée le 6 décembre; elle a été très agitée et, en plusieurs endroits, on signale des violences inaccoutumées; la question du libre-échange semble avoir lassé assez vite l'attention des électeurs et, dans les meetings et les réunions, on a beaucoup parlé de la politique européenne et notamment des relations avec la France. La politique qui aboutit à de graves dissentiments entre les Alliés déplaît à la masse des électeurs

britanniques. L'Angleterre avait promis à la France un pacte d'alliance et de garantie, en échange de sa renonciation à ses revendications sur le Rhin; ce pacte, elle ne le lui a pas donné, elle reste donc sa débitrice ; les garanties qu'elle n'a pas reçues, la France est en droit de les prendre : ainsi raisonne l'Anglais gentleman. Dans un meeting, un électeur a posé à M. Baldwin une question caractéristique : « Pouvez-vous, sans nous faire de ces promesses insensées à la Lloyd George, nous assurer que vous ferez tout ce qui sera en votre pouvoir pour aider la France à faire payer l'Allemagne? » A quoi M. Baldwin répliqua : « Ma réponse est affirmative. Je crois avoir réussi à restaurer une entente avec la France; mais je dois ajouter, ce que j'ai déjà déclaré auparavant, que je suis avant tout proanglais. » De son côté, lord Derby a fait à Londres, le 4, un discours optimiste. « Je n'ai jamais pensé que l'action des Français était illégale; j'ai simplement cru qu'ils ne s'assureraient pas leurs réparations par ces moyens. Ils ont pourtant, je dois le confesser, obtenu un réel succès : c'est de prouver à l'Allemagne qu'elle était battue et qu'elle devait payer. Le présent nous offre des perspectives rassurantes. L'entente au sujet des réparations peut et doit être réalisée. Elle sera réalisée. » L'incident le plus significatif de la campagne, c'est la volte-face savamment préparée du *Daily Mail* et de toute la presse que contrôlent lord Rothermere et lord Beaverbrook; trois jours avant le scrutin, ils ont engagé les électeurs à voter pour les libéraux, sous le prétexte que « les Affaires étrangères, et particulièrement la question des relations franco-anglaises, seront mieux placées entre les mains de lord Grey et de M. Asquith que dans celles de lord Curzon et de M. Baldwin. » La campagne des deux grands trusts de presse qui ont toujours cherché plutôt à suivre l'opinion qu'à la conduire, est surtout dirigée contre lord Curzon. Les résultats, à l'heure où nous mettons sous presse, ne sont pas entièrement connus; on donne : conservateurs 254, travaillistes 192, libéraux 149. La défaite du Gouvernemt conservateur est certaine; travaillistes et libéraux gagnent beaucoup de sièges et encore plus de voix, aucun parti n'a la majorité absolue et l'ère des coalitions va se rouvrir. Amenés au pouvoir, il y a un an, par le suffrage populaire pour une politique d'entente avec la France, les conservateurs succombent aujourd'hui pour avoir suivi les directions de lord Curzon. Le protectionnisme est condamné par le pays.

Au chancelier Stresemann renversé par une coalition des communistes, des social-démocrates, des nationalistes et des catholiques

bavarois, c'est-à-dire l'extrême gauche et l'extrême droite du Reichstag, le président Ebert a eu quelque peine à trouver un successeur; il s'est adressé successivement et sans succès à M. de Kardoff, à M. Albert, à M. Stegerwald, pour aboutir finalement à confier le lourd fardeau du Gouvernement au président du Centre, M. Marx. Le Centre catholique, dans le désarroi des partis et des programmes, est le seul groupe qui soit resté compact et qui ait gardé le sentiment des nécessités gouvernementales. M. Stegerwald, du Centre lui aussi, a échoué parce qu'il exigeait la dissolution du Reichstag dont M. Ebert, qui appréhende une déroute de ses amis socialistes, ne veut pas; M. Marx s'est montré plus accommodant; il a constitué un ministère où M. Stresemann reste aux Affaires étrangères, le docteur Luther aux Finances, et qui n'est en définitive qu'un replâtrage; le Centre abandonne la collaboration avec les socialistes, pratiquée depuis l'armistice, pour se rapprocher des partis bourgeois modérés : signe des temps. M. Marx a obtenu du Reichstag le vote des pleins pouvoirs qu'il demandait; mais le maître de la situation reste le général von Seeckt. Après le mark, le rentenmark va s'effondrant. La situation monétaire et financière paraît sans remède tant que le Gouvernement ne pratiquera pas une meilleure politique. Les dépenses, dans la première décade de novembre, ont atteint 57 quintillions 901 quatrillions ; il est amusant d'écrire en chiffres un pareil nombre : 57 901 000 000 000 000 000 ! Voilà bien les chiffres astronomiques ! La onze-centième partie seulement est couverte par des recettes.

Ainsi, au moment où la situation désespérée de l'Allemagne oblige son Gouvernement, quel qu'il soit, à une entente avec la France, les circonstances resserrent l'accord des Alliés entre eux. Rien ne s'oppose plus à une négociation générale. La bataille de la Ruhr, — qui n'a été une bataille que par la volonté de l'Allemagne et les encouragements de l'Angleterre, — se termine, après un an, par la victoire de la France et de la Belgique et le succès de la politique de M. Poincaré.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCIIIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

DIX-HUITIÈME VOLUME

NOVEMBRE — DÉCEMBRE

Livraison du 1er Novembre

Livraison du 15 Novembre

Paris. — Typographie Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 57104.